DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13440 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – VENDREDI 15 AVRIL 1988

M. De Mita et l'échéance 92

En réussissant à porter son secrétaire général à la tête du gouvernement, pour la première fois depuis vingt ans, la démocratie chrétienne italienne semble renouer avec une période faste de son passé. Nul, pourtant, ne s'aviserait de prédire une longue vie au nouveau cabinet. N'est-il pas à maints égards semblable à la fragile coalition que vient de diriger, avec courage mais peu de succès, M. Giovanni Goria ? Le pessimisme est de raison en Italie, où les équipes ministérielles de la République ont duré moins d'un an en moyenne.

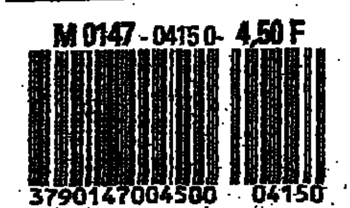
La valse des gouvernements, il est vrai, a été interrompue trois ans et demi sous la présidence du socialiste Bettino Craxi. Une démocratie chrétienne affaiblie avait alors dû consentir à ce qu'elle a toujours, au fond, considéré comme une parenthèse. Ses chefs, M. De Mita en tête, avaient espéré que M. Craxi saurait se montrer aussi « compréhensif ». Or tout au contraire, le leader socialiste ne cesse, depuis sa sortie du palais Chigi, de harceler ses partenaires-adversaires. De la manière dont M. De Mita saura gérer cette inconfortable situation dépendra en fait la durée de survie de la nouvelle équipe.

Une réelle vitalité des acteurs économiques a pu créer l'impression, durant les « années Craxi » d'un réel décollage après une longue stagnation. Mais le pays a buté contre des limites qui sont toutes réductibles à ce que l'on dénomme dans la péninsule le « mal governo » : une incapacité de l'Etat à tenir sur pied ce minimum de structures qu'une collectivité nationale est en droit d'attendre et à assurer un raisonnable équilibre dans les finances publiques.

Mais l'Italie, comme ses partenaires de la Communauté, se trouve confrontée à l'échéance de 92, celle du grand marché européen, c'est-à-dire à des exigences de rigueur et d'efficacité peu conciliables avec les jeux politiciens et les douteuses complicités qui sont à l'origine de l'instabilité de ses gouvernements. Or M. Craxi ne donne pas un très bon exemple lorsqu'il ironise sur l'intention déclarée de M. De Mita de survivre précisément jusqu'en 1992, date qui marquera de surcroît, en Italie, la fin de la législature.

Peut-être est-ce pourquoi – comme dans les années 70 face à une autre « urgence », celle du terrorisme – l'idée est de plus en plus évoquée de l'association des communistes à une majorité gouvernementale. Avec l'espoir que celle-ci y trouverait une plus grande solidité. Mais les conditions ont bien changé depuis dix ans. Le PCI ne pèse plus d'un même poids électoral qu'à l'époque d'un Berlinguer. Et lesquels, des démocrates chrétiens ou des socialistes – après la montée en puissance du PSI de M. Craxi, – seraient les mieux placés pour conclure ce genre d'alliance ?

(Lire page 3 l'article de notre correspondant JEAN-PIERRE CLERC)



M. Mitterrand veut reprendre l'offensive pour contrer la pugnacité de M. Chirac

Un UDF élu président du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du Front national

M. Jacques Chirac, lors d'un meeting à Lyon, mercredi 13 avril, a conseillé, aux électeurs de M. Le Pen, de « bien réfléchir » entre les deux tours en soulignant qu'une élection de M. Mitterrand signifierait, selon lui, le droit de vote aux « étrangers ».

M. François Mitterrand – qui veut reprendre l'offensive – lui a répondu, jeudi, à l'université de Villetaneuse, en présentant les candidats du RPR et du FN comme des « frères jumeaux ».

A Besançon, le vote des élus du Front national a permis l'élection à la présidence de la région Franche-Comté de M. Pierre Chantelat (UDF).

« Les socialistes et leur candidat n'ont plus rien à dire. » M. Chirac l'affirme et s'en réjouit. Il est vrai que les intéressés, assoupis depuis une semaine sur le mol oreiller de la *« Lettre à tous les Français »*, ont pris le risque, par le silence et la béatitude, de lui donner raison. La campagne de M. Mitterrand, soudain, paraît tourner au ralenti. Euphorie prématurée ; absence de coordination entre le candidat, son état-major et le Parti socialiste ; fautes de communication du président sortant.... Il y a un peu de tout cela, sans doute, dans l'étrange phénomène qui a plongé les socialistes en état de langueur.



Quelques sondages à la baisse, soigneusement répercutés par les médias proches de la majorité, ont sonné le réveil. Abreuvé depuis plusieurs jours par une série de notes alarmistes sur les inconvénients d'un mutisme qui permet à M. Chirac d'occuper le terrain, sur l'atonie des troupes socialistes et l'absence de relais efficaces parmi ses lieutenants, M. Mitterrand a décidé de frictionner les oreilles de ses amis. Il l'a fait mardi pour son état-major de campagne, mercredi pour les dirigeants socialistes en tenant ce discours : attention, danger, rien n'est joué !

Après avoir labouré la France pendant des mois en menant une campagne surréaliste sans candidat, M. Jospin et la direction du PS avaient passé le relais avec soulagement au président sortant, à charge pour lui de se débrouiller, désormais, tout seul. L'état-major de campagne, sous la direction de M. Bérégovoy, commit alors quelques fautes de goût.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Le père de la psychanalyse traduit intégralement

Freud au complet

Le premier volume de la traduction française des œuvres complètes de Sigmund Freud paraît au moment où s'ouvre à Paris le 8e Salon du livre.

On ne pouvait rêver meilleur illustration au fait qu'au-delà des vicissitudes économiques, des empoignades financières et des morosités industrielles l'édition demeure une passionnante aventure humaine et intellectuelle.

Voilà plus d'un quart de siècle en effet que se sont ouvertes les négociations qui aboutissent aujourd'hui à la publication de ce livre par les Presses universitaires de France. Il sera suivi de vingt autres, à raison de deux ou trois volumes par an, jusqu'en 1996. Les enjeux de ces négociations ne furent pas, pour l'essentiel, financiers, mais scientifiques, politiques, et aussi passionnels. Traduire la totalité de l'œuvre de Freud dans sa continuité chronologique et dans son unité terminologique, syntaxique et stylistique, c'est imposer un éclairage unique à une œuvre et à une doctrine dont l'emprise sur la société occidentale s'est toujours accompagnée d'intenses querelles d'interprétation. Rien d'étonnant, donc, si l'histoire de cette entreprise s'énonce en termes de diplomatie, de traités, de protocoles, d'alliances, de ruptures, de conférences. Symbolique aussiu que le compte à rebours de ce lancement ait été, en fait, donné à Genève, le 29 mars 1927.

Ce jour-là est décidée la création d'une commission linguistique pour l'unification du vocabulaire psychanalytique français. Elle aboutira le 20 juillet 1928 à un accord sur quatre mots : refoulement, répression, pulsion et investissement.

Mais ces premiers tâtonnements sont l'œuvre de linguistes et non d'analystes. D'autre part, aucun contact n'existe entre les groupes d'étude scientifiques et les éditeurs, qui commencent, en ordre dispersé, à traduire et à publier Freud : Payot, Gallimard, les PUF. D'où d'innombrables et inextricables conflits d'école, entre germanistes et analystes, mais aussi, à l'intérieur de la mouvante galaxie freudienne, entre les orthodoxes et les différents schismes, entre métaphysiciens et organicistes, entre spéculatifs et thérapeutes, entre littéraires et scientifiques.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

La signature de l'accord sur l'Afghanistan

La deuxième mort de Leonid Brejnev

L'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan devait être signé le jeudi 14 avril à Genève, en présence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Les signataires sont le Pakistan, l'Afghanistan, les Etats-Unis et l'URSS. La résistance a rejeté l'accord et annoncé la poursuite des combats. MM. Shultz et Chevardnadze profitent de leur présence en Suisse pour avancer les préparatifs du sommet Reagan-Gorbatchev du 31 mai au 2 juin à Moscou.

par Jacques Amalric

Même si la guerre d'Afghanistan se poursuit sous la forme d'une guerre civile, la fin de l'intervention militaire soviétique dans ce pays devrait faire une victime de choix : elle marquera en effet la fin de ce qu'il est convenu d'appeler en Occident la « doctrine Brejnev », du nom de celui qui a pris le risque il y a plus de huit ans de lancer l'armée soviétique en première ligne pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cela ne s'était jamais produit jusqu'à ce sinistre 27 décembre 1979 ; en Corée comme au Vietnam, jamais en effet des militaires soviétiques n'ont participé aux combats. Quant aux interventions soviétiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie, elles s'apparentent plus à de massives opérations de police qu'à un affrontement militaire classique.

C'est à l'invasion de la Tchécoslovaquie, à la fin août 1968, qu'on fait remonter la doctrine Brejnev, c'est-à-dire la revendication du droit d'intervenir dans un pays frère pour y maintenir le socialisme.

(Lire la suite page 6.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

Contre le grand rhéteur

par JEAN-MARIE DOMENACH

ON entend dire un peu partout que les programmes des grands candidats se ressemblent et que d'ailleurs, quoi qu'ils disent, ils seront forcés de faire à peu près la même chose. Scepticisme *compréhensible : si* toutes ces propositions se ressemblent en *effet*, c'est que n'importe quel gouvernement sera contraint de lutter contre le chômage, de renforcer la solidarité nationale et de préparer 1992. Il s'ensuit que le seul choix véritable que nous ayons devant nous ne porte pas sur des propositions mais sur des résolutions et sur des moyens : non *pas quels buts atteindre*, mais qui aura le courage et la capacité de les atteindre, étant entendu que les moyens peuvent compromettre les fins ?

∴

*Contrairement à ce que sug*gèrent les médias, les bureaux de vote ne sont pas des supermarchés où le client hésite entre des produits diversement alléchants. Ce n'est pas un produit présidentiel que nous devons choisir, *encore moins un emballage, mais* un homme qui devra lui-même produire un avenir compatible avec nos ressources et nos aspirations. Ce n'est pas un *look* que nous devons choisir, mais une volonté capable d'animer et de *relier d'autres volontés.*

La campagne électorale s'est dégradée en concours de beauté, d'éloquence et de gentillesse. Or les menaces, si elles sont moins pressantes que dans les années 30, restent redoutables, et elles *mettent les Français devant une* alternative comparable à celle qu'ils repoussèrent alors, jusqu'à ce que, du fond de l'abîme, quelqu'un leur criât : *« Debout et au combat ! »* Il est d'ailleurs bien naturel qu'on préfère les *endormeurs aux professeurs* d'énergie.

Je le dis en pensant à cette bourgeoisie socialisante qui découvre les pauvres et la classe ouvrière avec cent cinquante années de retard : les bons sentiments *n'ont pas leur place ici. La* Troisième République a marché au désastre les yeux fermés et la bouche pleine de proclamations généreuses. Nous n'avons pas besoin qu'on nous aime, mais qu'on nous aide à sauver ce que *nous aimons.*

A la différence des cléricaux de gauche qui, en 1981, appelaient à voter Mitterrand au nom *du Christ, je ne mets pas l'Evan*gile dans mon nécessaire de campagne. C'est en dehors de toute religion que je voterai contre cet homme dont ses adorateurs disent qu'il en déborde (car il est religieux, aussi !), mais *avec la* conviction qui m'a saisi chaque fois que j'ai pris partie pour la survie et l'honneur de notre pays. Entre 1940 et 1944, la France a payé assez cher les rodomontades des démagogues. Depuis ce temps, je tiens que la *première* des vertus politiques est le courage de dire la vérité au peuple. Non pas la bonne conscience, mais la conscience, *simplement.*

∴

L'*homme qui dit à la fois tout* et son contraire, c'est le sophiste, celui qui utilise le langage pour séduire l'opinion et s'approprier le pouvoir. Les intellectuels, qui ne pèsent plus lourd en politique, ont au moins à *défendre le langage comme ins*trument de vérité et à maintenir à la politique un sens qui ne peut lui venir que d'une certaine cohérence entre les paroles et les actes. Le choix décisif ne porte pas sur une politique, mais sur la *politique elle-même, qu'il faut* sauver de l'illusionnisme et de l'équivoque. Il en va donc d'une valeur préalable à toutes les autres, et d'une valeur que la force des choses réalisera tôt ou tard, car la politique est une *épreuve impitoyable de vérité.* Si le grand rhéteur est réélu, la France droguée viendra se briser contre l'Europe intégrée, et que pourront alors les grands principes et les bons sentiments ?

∴

Ce n'est donc pas un humanisme que je choisis contre un *autre (qui n'est pas humaniste* aujourd'hui ?), c'est une détermination ancrée dans les valeurs du personnalisme. On me dira : comment escompter des actes qui viendront plus tard ? Je réponds que je n'ai pas d'autre *garantie qu'une parole appuyée* sur un certain passé. Le député qui a pris ses risques contre la démagogie électorale, en particulier en votant contre la réhabilitation des généraux de l'OAS voulue par Mitterrand, je suis sûr *qu'il ne se trahira pas lui-même* et donc qu'il ne nous trahira pas. Je pense qu'on a compris que je parlais de Reymond Barre.

HORIZON ÉLYSÉE

Socialistes : les leçons du pouvoir

par PAUL QUILÈS (*)

LES socialistes ont changé, car l'exercice du pouvoir les a changés. Comment pourrait-il en être autrement lorsque les dirigeants d'un parti qui n'avait pas approché le pouvoir depuis bien longtemps se retrouvent en situation de l'exercer et apprennent à son contact quelques rudes leçons, qui font maintenant partie de leur expérience ?

I. – CE QUE LES SOCIALISTES ONT APPRIS

1. D'abord que l'éloignement de l'exercice des responsabilités nationales coupe de l'information. Deux exemples le montrent :

– en matière de procédures économiques et financières, certains accords (comme celui du *Louvre*) sont secrets. Si l'on n'a pas participé depuis longtemps à des négociations *financières internationales, on est* mal armé pour connaître la marge de manœuvre existante ou les propositions qui ont des chances d'aboutir ;

– les questions militaires et stratégiques sont, elles aussi, assez largement couvertes par le secret. Ainsi, comment pouvions-nous connaître avant d'accéder au gouvernement les accords Ailleret-Lemnitzer et Valentin-Faber qui régissent les relations militaires de la France avec l'OTAN ?

2. La confrontation avec les réalités nous a fait mieux comprendre la complexité de la société et les difficultés *que l'on rencontre* lorsque l'on veut changer certains aspects.

– L'administration, indépendamment de toute considération politique, est un ensemble conservateur. Son système de fonctionnement se réfère en permanence à l'expérience des précédents gouvernements. L'administration est, par essence, peu ouverte aux réformes ; il lui faut *du temps pour les concevoir et les* mettre en œuvre. Son organisation éclatée entre ministères traditionnellement concurrents conduit à une perte de temps considérable due à des conflits internes de compétence, dont l'arbitrage peut embouteiller le cabinet du premier ministre.

– Autre obstacle que nous avons rencontré : la lenteur de l'instrument principal d'action, la loi. Son élaboration est un processus lent et parfois difficile à maîtriser. Une minorité *peut facilement entraver le fonction*nement du Parlement... surtout quand elle est majoritaire au Sénat.

– La contrainte extérieure est également une difficulté dont on mesure mal le poids quand on se trouve dans l'opposition. Or le développement de la Communauté économique européenne et l'internationalisation des marchés limitent considérablement la marge de *manœuvre nationale. Nous avons pu* l'éprouver avec le plan textile ou les aides à la sidérurgie et à Renault, qui furent contestées par Bruxelles. On a beau le savoir, il est douloureux de constater qu'une politique peut être remise en question sur le plan économique et monétaire par des décisions, voire de simples déclarations émanant de Washington, Tokyo ou Bonn.

3. Autre leçon tirée de l'exercice du pouvoir : dans de nombreux *domaines, il est très difficile de pren*dre des décisions ayant un effet rapide sur la vie quotidienne. D'abord, parce qu'il faut un certain temps avant que des mesures de portée générale puissent se traduire concrètement dans la vie de tous les jours. Ensuite, parce que l'échelon central est souvent mal adapté pour interférer directement avec les *préoccupations quotidiennes* de nos concitoyens, qui relèvent plus de l'action des autorités locales. C'est ainsi que s'est créé chez certains Français un sentiment de frustration issu du décalage entre l'attente d'un changement profond et rapide et les possibilités d'action réelles du gouvernement.

De façon plus générale, ces constats nous ont appris qu'il existait un « coût politique » du changement. Il y a de grands risques à modifier des *situations existantes*, car, contrairement à ce que l'opinion publique peut croire, les dirigeants d'un pays ont rarement le choix entre une bonne et une *mauvaise solution* ; ils doivent plutôt arbitrer entre deux types d'inconvénients. Cela explique pourquoi l'exercice du pouvoir conduit parfois à l'immobilisme. De ce point de vue, l'alternance présente l'avan*tage de donner un certain dyna*misme à notre démocratie.

II. – LES ENSEIGNEMENTS QU'ILS EN TIRENT POUR L'AVENIR

Ces leçons de la période 1981-1986, les socialistes les ont intégrées dans leur approche de l'exercice du pouvoir.

1. Ils ont modifié leur conception des rapports entre idéologie et pratique politique.

La France est un pays où l'éventail idéologique reste très large et où les campagnes politiques reposent sur des concepts idéologiques marqués. Et pourtant, le champ de l'action politique y est à peu près aussi restreint qu'ailleurs : les gouvernements *de gauche ont pu le constater*, parfois à leurs dépens.

Quand on gouverne, on ne peut pas avoir pour *seul* objectif de satisfaire son électorat (et encore moins ses militants) ; on doit prendre en compte les aspirations de majorités plus vastes. Par exemple, l'expérience des réformes dans l'enseignement a montré qu'on ne pouvait pas *se contenter d'avoir une majorité* au Parlement pour transformer un projet en loi.

Accepter la réduction du champ politique pratique ne signifie pas pour autant la fin des idéologies ou la disparition du clivage gauche-droite. Il subsistera encore longtemps, et c'est heureux pour la démocratie, une droite et une gauche, également soucieuses de défendre leurs principes respectifs. Les socialistes, pour leur part, continueront à rester atta*chés au progrès social et privilégie*ront toujours les notions de liberté, de solidarité, de justice. Mais il peut se créer sur de nombreux sujets (la défense, l'école, le rôle de l'entreprise...) ce que j'ai appelé, dès 1985, des *« consensus partiels »* qui transcendent les clivages politiques traditionnels. Il devient alors possible, tout en calmant le jeu politique, de *renforcer* l'efficacité de la démocratie et d'éviter des affrontements qui, trop souvent, se traduisent par une perte de substance pour le pays.

2. Ils sont moins attachés à la présentation d'un programme complet et détaillé.

L'accusation d'irresponsabilité portée à leur encontre par la droite, la rareté de l'alternance et la conviction que l'Etat peut et doit faire beaucoup ont amené en 1981 les socialistes à prendre un grand nombre d'engagements précis. Ils en ont réalisé l'immense majorité assez rapidement, mais les difficultés économiques (*notamment sur le plan de* l'emploi) et la non-réalisation de certains d'entre eux ont atténué la performance, et une partie de l'électorat socialiste s'est trouvée démobilisée, voire déçue.

De plus, cette pratique a mis en lumière deux phénomènes :

– en votant pour un homme ou un parti, les électeurs n'approuvent pas nécessairement toutes ses propositions ; ils font un acte de confiance dans une personnalité et des orientations ;

– en accédant à la majorité, on doit savoir faire un bon usage des droits des *minorités, c'est-à-dire* ne pas laisser la part trop belle à celles qui ont assuré la victoire d'un camp et qui peuvent exercer une pression irresponsable sur le nouveau pouvoir, mais aussi ne pas faire comprendre aux minorités d'opposition qu'elles ont systématiquement tort.

3. Ils ont appris qu'il fallait savoir gérer le temps.

Le facteur temps est rarement pris en compte lorsque l'on se trouve dans l'opposition. C'est pourtant un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique, car, au pouvoir, on court deux risques :

– celui de vouloir tout faire immédiatement, sous peine de perturber le fonctionnement de la machine gouvernementale et de susciter l'inquiétude générale devant l'ampleur des bouleversements attendus ou craints ;

– celui de temporiser, en oubliant que l'on ne dispose que de peu de temps pour procéder aux réformes essentielles, car, plus on s'écarte de la date du scrutin, moins le gouvernement a de légitimité (bien que sa légitimité formelle ne soit pas en cause) pour imposer des changements majeurs.

Les socialistes ont pris conscience des délais nécessaires à l'élaboration des procédures juridiques et pratiques. Ils ont aussi mieux perçu le fait que la Cinquième République donne entre les échéances constitutionnelles plus de temps au pouvoir pour appliquer sa politique. Ils savent désormais qu'il est possible de développer sur plusieurs années, en pre*nant son temps, une politique* d'ensemble dont il faudra assumer les conséquences, positives ou négatives.

III. – VERS D'AUTRES ÉVOLUTIONS

Les socialistes sont devenus plus crédibles en faisant la preuve qu'ils pourraient exercer le pouvoir. Ils ont pour cela utilisé les procédures et les techniques qui permettent à quelques centaines de dirigeants (gouvernement, majorité parlementaire, cabinets ministériels) de diriger, c'est-à-dire de concevoir, de décider et de mettre en œuvre les mesures les plus importantes.

Le risque est de renvoyer au rôle de spectateurs plus *ou moins* attentifs, plus ou moins exigeants ou bienveillants, des couches entières de la population (syndicalistes, militants associatifs, militants et sympathisants de partis politiques) qui se contentent de « compter les points ». Témoin le sort réservé au bilan social du début du septennat, aussi fourni que celui de 1936, mais qui, n'ayant pas *été accompagné* d'une *mobilisa*tion, est presque passé inaperçu, parfois même aux yeux de ses bénéficiaires. A*utant dire* que cela ne les a pas portés à soutenir l'action du gouvernement lorsque la conjoncture s'est détériorée.

Il reste donc à trouver d'autres formes de pratique du pouvoir adaptées à la société moderne. Les éléments les plus actifs du pays devront pouvoir participer de plus près à un changement négocié, intégrant mieux *le temps à la complexité* des attentes de chacun, au-delà d'une appartenance socio-économique (de « classe ») désormais beaucoup moins déterminante que par le passé.

Cette évolution sera favorisée par une évolution parallèle du Parti socialiste, qui doit devenir, de façon durable, la grande force progressiste d'alternance. Il lui faudra pour cela approfondir et renouveler certains points de doctrine, faire évoluer son organisation et élargir son audience.

∴

Ce thème du « changement » des socialistes est au cœur de l'actuelle campagne électorale. M. Chirac, qui ne l'a pas compris, s'est trompé de campagne. Il devra en subir les conséquances le 8 mai.

(*) Ancien ministre.

Au Courrier du Monde

SIGNATURES

Importuns pétitionnaires

Avouerai-je que je suis un peu étonné par les pages publiées dans les journaux, *le Monde* compris, où on peut lire (par ordre alphabétique), les noms de citoyennes et de citoyens « connus » ou croyant l'être, affirmant qu'ils voteront pour tel ou tel candidat à la présidence de la République.

Etonné parce que ce rameutage de « notables » n'éclaircit pas le débat *républicain : ai-je besoin du* garant des « vedettes » de la littérature, du cinéma ou du ballon rond pour éclairer ma lanterne, afin d'exercer mon droit de citoyen ?

Etonné parce qu'il y a, parmi ces pétitionnaires, des personnages dont les livres m'ont prodigieusement ennuyé, les films carrément endormi, les peintures agacé, et d'autres dont je ne connais aucune œuvre ou aucune réalisation, en dehors de leur « pétitionnomanie ».

Mais, finalement, les pétitionnaires importuns ne risquent-ils pas d'aboutir au résultat inverse de celui qu'ils souhaitent : faire voter des citoyens *hérissés* par *leur conseil* pour un autre candidat que celui recommandé ?

PIERRE BOURGET
(Paris.)

CATÉGORIES

Trois otages plus deux

Depuis quelques jours, le sort des otages français au Liban est à nouveau très largement évoqué par la presse. Or il est surprenant de constater qu'il n'est toujours question que des « trois » otages français au Liban alors que deux petites filles, Marie-Laure et Virginie, au moment où je vous écris, en sont à leur 151ᵉ jour de détention.

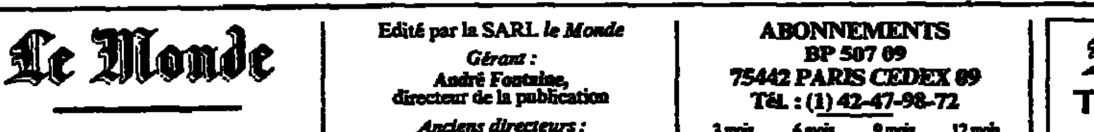
Est-ce à dire qu'il devrait y avoir deux catégories d'otages, ceux qui bénéficient d'un support médiatique qui les met à l'abri de l'oubli et maintient par là même la pression à l'égard des responsables politiques pour qu'ils poursuivent leurs efforts en vue de parvenir à une libération, et les autres, ceux qui ne doivent compter que sur eux-mêmes ou sur le hasard d'une libération réclamée par personne ?

Cette distinction entre les otages est insupportable alors que les plus faibles, les plus vulnérables, ces deux petites filles, ont encore davantage besoin de notre soutien pour obtenir leur libération.

Il ne serait pas raisonnable de penser que, pour quelques responsables politiques, la libération de certains otages aurait plus de poids que la libération d'autres. Que par contre les auteurs des enlèvements estiment qu'il est de leur intérêt de négocier le sort des « trois » otages médiatiques et non celui des deux petites filles, qui les place dans une *situation moralement plus* embarrassante, cela est tout à fait compréhensible.

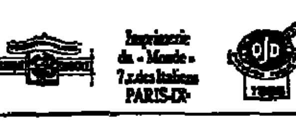
Mais refusons cette approche et réaffirmons qu'il ne peut y avoir deux catégories d'otages, ceux qui permettent d'otenir des contreparties et qui justifient des négociations et ceux dont la libération n'est pas un enjeu important. Dans des situations aussi dramatiques que celles de l'ensemble des otages, il n'est pas concevable d'établir une hiérarchie de ces drames.

JEAN-LUC SCHMERBER,
secrétaire général de la Fédération des associations parentales.



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : *620.000 F*
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

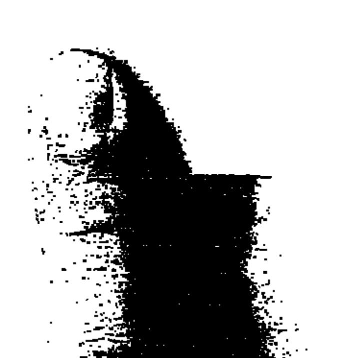
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*



Le Monde PUBLICITÉ S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24



Etranger

La formation du gouvernement de M. De Mita en Italie

La persistance des tensions entre socialistes et démocrates-chrétiens hypothèque le nouveau gouvernement

ROME
de notre correspondant

« Ce gouvernement n'apporte pas de grands changements par rapport au précédent », a déclaré M. Ciriaco De Mita après avoir prêté serment comme président du conseil italien le mercredi 13 avril. Effectivement, c'est un démocrate-chrétien qui préside de nouveau un *« penta-parti »* (1), mais la présence au palais Chigi, pour la première fois depuis vingt ans, du secrétaire général du principal parti national constitue tout de même une innovation de poids.

Depuis la rupture de la première formule de « centre gauche » avec les socialistes, menée de main de maître par Aldo Moro, la DC avait vu s'accumuler devant elle les difficultés. En 1981, la présidence du conseil était allée au républicain Giovanni Spadolini et, en 1983, au grand adversaire-partenaire socialiste, M. Craxi.

De fait, M. De Mita a dû une fois encore accepter les conditions du PS : par exemple, les requêtes socialistes pour la création de nombreux emplois dans la fonction publique au Mezzogiorno (le sud du pays), où M. De Mita a lui-même ses racines *et sa clientèle. Le* parti demeure donc soumis au harcèlement permanent du PSI. A peine M. De Mita a-t-il fixé « l'*« horizon 1992 »* à son gouvernement que M. Craxi déclare, jubilant : *« Il nous faudrait un miracle. »* Pour *« marquer »* le leader démocrate-chrétien, le PSI a délégué un de ses jeunes Turcs de poids, le flamboyant Vénitien Gianni De Michelis, au poste de vice-président.

Réformer les institutions

Une continuité plus positive pour le pays émane de la nouvelle équipe : deux grands ministères ne changent pas de titulaires. Le démocrate-chrétien Giulio Andreotti garde les affaires étrangères qu'il gère depuis près de cinq ans, et le libéral Valerio Zanone reste à la défense. Une promotion remarquée est celle de M. Antonio Gava, leader du nouveau regroupement du centre droit de la DC qui ambitionne de déboulonner l'aile gauche, aux commandes du parti depuis environ quinze ans.

Sur un total de trente-deux ministres, huit seulement ne figuraient pas dans la précédente équipe : les *partis de la coalition, maîtres* absolus des nominations, ont, pour quatre d'entre eux (DC, PSI, républicains et libéraux) pratiquement reconduit les mêmes hommes. Seuls les sociaux-démocrates, en plein désarroi du fait d'un scandale frappant leur ex-secrétaire, M. Nicolazzi, ont proposé des noms nouveaux — dont celui d'un magistrat, M. Enrico Ferri, aux travaux publics, source de l'affaire dite des *« prisons en or massif »*.

Mais le fait le plus commenté est l'entrée *dans le* contingent du Parti républicain d'un des très rares « grands commis de l'Etat », M. Antonio Maccanico, comme ministre sans portefeuille chargé des réformes institutionnelles. Dans la situation d'absolue conquête de tous les rouages de l'Etat, qui peut à terme mettre en péril la stabilité du pays, les politiciens se sont-ils vraiment décidés à donner une latitude d'action à un homme par ailleurs unanimement respecté ? Ce serait une immense nouveauté.

Certains portefeuilles ont acquis sous M. De Mita une importance accrue, suite au programme de gouvernement qui a été laborieusement élaboré. Il en est ainsi du Trésor (demeuré au socialiste Guiliano Amato) et des finances (où a été promu l'ex-président du conseil démocrate-chrétien, M. Emilio Colombo), en raison du projet une fois de plus agité de réduire l'abyssal déficit, *« une tâche devenue plus indispensable encore en raison de l'échéance européenne de 1992 »*. *Il en va de même* d'autres ministères, comme l'instruction publique, pour la mise en œuvre de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans inscrite au programme. Egalement l'industrie, qui devra gérer l'épineuse *« voie italienne hors du nucléaire »*, suite aux référendums de novembre, et, enfin, les participations d'Etat (auxquelles accède un nouveau venu démocrate-chrétien, M. Carlo Fracanzani), en raison de décisions importantes à prendre rapidement dans les secteurs des télécommunications de la chimie et de l'acier publics.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) *Une alliance de cinq formations :* la DC, le Parti socialiste et les petits partis républicain, social-démocrate et libéral.

La composition du nouveau cabinet

Le quarante-huitième gouvernement italien de l'après-guerre comprend 16 ministres démocrates-chrétiens (DC), 10 socialistes (PSI), 3 républicains (PRI), 2 *sociaux-démocrates (PSDI) et un* libéral (PLI).

Président du conseil, Ciriaco De Mita (DC) (*) ; *vice-président du conseil,* Gianni De Michelis (PSI) (*) ; *affaires étrangères,* Giulio Andreotti (DC) ; *intérieur,* Antonio Gava (DC) (**) ; *justice,* Giuliano Vassalli (PSI) ; *trésor,* Giuliano Amato (PSI) ; *budget,* Amintore Fanfani (DC) (**) ; *finances,* Emilio Colombo (DC) (**) ; *défense,* Valerio Zanone (PLI) ; *éducation,* Giovanni Galloni (DC) ; *travaux publics,* Enrico Ferri (PSDI) (*) ; *agriculture,* Calogere Mannino (DC) (**) ; *transports,* Giorgio Santuz (DC) (**) ; *postes,* Oscar Mammi (PRI) ; *industrie,* Adolfo Battaglia (PRI) ; *travail,* Rino Formica (PSI) ; *commerce extérieur,* Renato Ruggiero (PSI) ; *marine marchande,* Giovanni Prandini (DC) ; *participations de l'Etat,* Carlo Fracanzani (DC) (*) ; *santé,* Carlo Donat Cattin (DC) ; *tourisme,* Franco Carraro (PSI) ; *culture,* Mme Vincenza Bono Parrino (PSDI).

Ministres sans portefeuille :

Environnement, Giorgio Ruffolo (PSI) ; *affaires méridionales,* Remo Gaspari (DC) (**) ; *protection civile contre les catastrophes naturelles,* Vito Lattanzio (DC) (*) ; *recherche scientifique,* Antonio Ruberti (PSI) ; *relations avec le Parlement,* Sergio Mattarella (DC) ; *affaires régionales et réformes politiques,* Antonio Maccanico (PRI) (*) ; *affaires de la CEE,* Antonio La Pergola (PSI) ; *affaires urbaines,* Carlo Tognoli (PSI) ; *affaires spéciales,* Mme Rosa Russo Jervolino (DC) ; *administration,* Paolo Cirino Pomicino (DC) (*).

(*) Nouveau membre du gouvernement.

(**) *Change de portefeuille.*

L'inconnu dans la maison

ROME
de notre correspondant

Leader de la Démocratie chrétienne depuis six ans , M. Ciriaco De Mita, le nouveau président du conseil italien, demeure encore pour beaucoup de ses compatriotes un « inconnu dans la maison ». Ce *sexagénaire tonique,* légèrement replet et au crâne largement dégarni fuit, en effet, la publicité et se sent apparemment plus à l'aise dans des cercles politiques intimes que dans l'éclat de la vie publique.

Il est originaire de Nusco, un bourg de l'Irpinia, la région la *plus reculée de la Campanie, qui* est aussi l'une des terres les plus pauvres de la péninsule. En partir est ici le rêve de la plupart, pour y revenir un jour plus riche ou plus prestigieux. C'est le chemin qu'a suivi le jeune Ciriaco, né en 1928, l'un des nombreux enfants d'un modeste tailleur, poussé vers les écoles privées par le curé du village, puis titulaire d'une bourse de la « Catho » de Milan, où il accomplira des études de droit.

Avec son accent campanien à couper au couteau, son allure de petit notable méridional monté dans la capitale, son air de chien battu lors même qu'il triomphe, M. De Mita n'échappe pas à ce dédain qu'affichent encore dans la péninsule les hommes du Nord pour leurs compatriotes du Sud. Il part donc avec un certain handicap dans cette Italie pour qui l'image compte parfois davan*tage que la substance. Son rap*port avec les médias n'est pas très bon et son langage est crypté, comme il est fréquent au sein de la Démocratie chrétienne, parti constamment contraint de concilier les inconciliables.

M. De Mita est néanmoins perçu dans de larges couches de la population comme un de ces Italiens du pays profond, un homme qui a su ne pas se détacher des *« choses qui comptent » ;* la famille, les amis, les racines, le clan ou encore le goût de plaisirs simples comme le jeu *de cartes. Une sorte de héraut* de cette Démocratie chrétienne assez représentative aujourd'hui *enocre pour attirer, bon an mal* an, un électeur sur trois. On lui reconnaît de grandes qualités personnelles : il saisit les problèmes dans leur complexité et sait les débrouiller, comme il l'a montré pendant la négociation très ardue qu'il vient de mener sur son programme de gouvernement avec les partis socialiste, républicain, social-démocrate et libéral. Habile médiateur, il peut être aussi fort pugnace, ce qui ne *déplaît pas aux militants de son* parti qui n'appartiennent pas à « sa » secte, le courant de gauche dénommé « base ». Autre avantage : il ne traîne pas de « casseroles », un mérite non négligeable à l'heure où rejaillissent divers scandales politico-financiers.

Fin connaisseur des rouages de la politique intérieure italienne, M. De Mita n'a jamais semblé s'intéresser passionnément aux affaires internationales. Son voyage aux Etats-Unis, début 1987, avait été présenté comme une sorte de *haut fait. C'est peut-être pour*quoi il avait toujours donné jusqu'ici l'impression de n'aspirer aucunement à devenir chef du gouvernement.

En 1982, M. De Mita n'a été élu à la tête de la DC qu'avec 55 % des voix ; celles de « sa » gauche et d'une partie du centre. Le « nouveau venu », député depuis 1963, incarnait une sensibilité de la Démocratie chrétienne plus hostile au Parti socialiste qu'aux communistes. En 1969, il avait été poussé au *poste de secrétaire général* adjoint par Aldo Moro, l'homme le plus influent du parti, soucieux de promouvoir une *« troisième génération »* de démocrates-chrétiens prêts, si nécessaire, à faire un bout de chemin avec le PC en réponse à la contestation de l'époque.

Le « renouveau »

De 1973 à 1979, M. De Mita accomplit une carrière ministérielle (industrie, commerce extérieur, développement régional). Il n'y a *pas* laissé de traces éclatantes. Mais, à son dernier *poste, la Caisse pour le Mezzo*giorno — le Sud — il a la joie de pouvoir rendre service à d'innombrables « pays » qui lui en sauront gré à l'heure des votes.

En 1982, lors de sa désignation à la tête de la Démocratie chrétienne, il incarne le « renouveau » pour une formation traumatisée par divers scandales et impose, en Sicile notamment, des personnalités nouvelles face à des hommes particulièrement compromis. Malgré une retentissante *défaite* de la DC aux législatives de 1983, M. De Mita est *reconduit l'année suivante, puis* confirmé dans ses fonctions, quasiment à l'unanimité, en 1986.

Parmi ses adversaires les plus décidés figure le Mouvement populaire proche du courant intégriste catholique Communion et Libération, qui lui reproche d'avoir chevauché avec trop d'ardeur la vague de laïcisation de la société en Italie. Il est vrai que le nouveau président du conseil n'est pas de ceux qu'on voit fréquenter assidûment le Vatican.

JEAN-PIERRE CLERC.

GRANDE-BRETAGNE : tumulte aux Communes

Mme Thatcher fait adopter une sévère réduction du rôle de l'« Etat providence »

LONDRES
de notre correspondant

Le tumulte déclenché par les travaillistes lors du débat parlementaire extraordinaire consacré mercredi 13 avril à la réforme du système de protection sociale britannique ressemblait fort à un baroud d'honneur. Malgré les états d'âme de plusieurs députés conservateurs, dont dix se sont abstenus, l'issue du vote ne faisait guère de doute. La politique gouvernementale a été finalement approuvée par 311 voix contre 215.

La Grande-Bretagne avait été la première à instituer l'« Etat providence », il y a quarante ans, sous l'impulsion de lord Beveridge. Mme Thatcher, qui s'est donné pour *tâche de saper cet imposant* édifice, prépare les esprits à des solutions encore plus radicales. L'événement méritait donc le bruit et la fureur qui ont régné mercredi aux Communes. Un député d'extrême gauche, M. Dave Nellist, a été exclu du Parlement pour cinq jours. Un autre député du Labour a traité d'imbécile le speaker (qui préside les débats).

La réforme elle-même est entrée en vigueur lundi. L'enveloppe globale (de l'ordre de 500 milliards de francs, ce qui représente 32 % du budget de l'Etat) ne change guère, mais des dispositifs vont permettre de diminuer progressivement la plupart des prestations. La pièce maîtresse concerne les retraites.

Le minimum vieillesse était jusqu'ici calculé de façon à garantir aux intéressés l'équivalent de 25 % du revenu qu'ils avaient perçu pendant les vingt années de leur existence où ils avaient été le mieux payés. Cette proportion est ramenée à 20 % de la moyenne de ce qu'ils ont gagné pendant toute leur vie. L'objectif est d'éviter une explosion du système en l'an 2000, le nombre des retraités s'accroissant actuellement plus rapidement que celui des cotisants.

La mesure qui a le plus soulevé la colère des travaillistes a trait à l'aide au logement. Celle-ci est retirée à tous ceux qui ont des économies supérieures à 60 000 francs. Trois millions de personnes âgées qui ont eu la mauvaise idée de mettre de l'argent de côté vont ainsi perdre leurs droits.

La philosophie de cette réforme consiste à inciter les Britanniques à se protéger davantage eux-mêmes au lieu d'attendre l'aide de l'Etat. Pour éviter que cette dernière ne soit plus avantageuse que la recherche d'un travail, le revenu minimum garanti aux chômeurs de moins de vingt-cinq ans passe ainsi de 1 300 francs à un peu plus de 1 000 francs par mois. La chute est encore plus spectaculaire pour les très jeunes chômeurs, qui ne percevront désormais que 800 francs mensuels.

Les effets de ces mesures vont se combiner avec la création d'un impôt local prélevé sur chaque citoyen et égal pour tous, riches ou pauvres. Même les indigents seront tenus de s'acquitter du nouvel impôt alors qu'ils y échappaient jusqu'ici.

*Le porte-parole du Parti travail*liste pour les questions sociales, M. Robin Cook a fustigé *« un gouvernement qui aide les riches et punit les pauvres »*. Ces réductions *de prestations coïncident avec une* diminution de 60 % à 40 % du taux d'imposition des revenus les plus élevés.

D'autres combats, probablement tout autant perdus d'avance pour l'opposition travailliste, se préparent. Le principe de la gratuité des soins médicaux est de plus en plus contesté par le cabinet conservateur. Un premier pas devait être franchi jeudi avec la création d'une sorte de « ticket modérateur » pour les soins dentaires et les frais d'optique. Mme Thatcher a eu beau jeu de répéter que cette gratuité absolue était une singularité en Europe et a cité à plusieurs reprises l'exemple français. Pour bon nombre de Britanniques, il s'agit néanmoins d'une véritable révolution d'avoir à payer pour un plombage ou une paire de lunettes.

La dame de fer ne paraît pas autrement émue par les critiques virulentes dont elle est l'objet. N'a-t-elle pas reçu au début de sa carrière le surnom peu flatteur de « voleuse de lait » pour en avoir supprimé la distribution gratuite dans les écoles alors qu'*elle était, en 1972, secré*taire d'Etat à l'éducation dans le cabinet de M. Edward Heath ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS

M. Dobrynine déplore le recul des communistes en Occident

« Nous sommes tous inquiets du fait que, dans beaucoup de pays, le soutien aux partis communistes a baissé lors des élections, leur base sociale a diminué, des scissions ont eu lieu, nos relations internationalistes se sont affaiblies », a déclaré M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du comité central et responsables des relations internationales du PC soviétique, le mercredi 13 avril à Prague, au cours d'une importante conférence idéologique du mouvement communiste international organisée sous l'égide de la revue théorique *Question de la paix et du socialisme.* Cette conférence de trois jours, qui s'est ouverte le 12 avril, a réuni les représentants de quatre-vingt-dix partis communistes et ouvriers.

« Le capitalisme a fait preuve d'une longévité beaucoup plus grande qu'on ne l'avait pensé auparavant (...), a poursuivi M. Dobrynine. *De profonds changements sociaux, provoqués par la révolution scientifique et technique, ont modifié le caractère de la base sur laquelle s'appuyait traditionnellement le mouvement communiste, ce qui a posé à ce mouvement des problèmes compliqués. »*

« Le socialisme, a-t-il ajouté, *n'a pas encore pleinement mis en valeur ses avantages et n'a pas donné aux masses des pays occidentaux un exemple convaincant d'une profonde démocratisation de la société. Se sont ajoutés à cela des processus négatifs dans le développement de bon nombre de pays socialistes, à commencer par l'URSS. Le caractère attractif du socialisme a ainsi faibli. »*

Selon le responsable du PC soviétique, *« un climat favorable est en train de se créer pour l'approfondissement du dialogue et des relations entre les deux principaux courants du mouvement ouvrier : les communistes et les sociaux-démocrates »*. — *(AFP.)*

DANEMARK

L'odyssée du vaisseau fantôme de l'« Irangate »

COPENHAGUE
de notre correspondante

Le cargo *Erria, qui avait été, quelques mois durant, le « vaisseau fantôme » de l'affaire de l'« Irangate »*, a été vendu aux enchères à Korsoer, port de l'île de Sjaelland, où il était bloqué depuis janvier 1987.

L'*Erria* avait été acheté en avril 1986 au capitaine Arne Herup, modeste armateur, par la société panaméenne Dolmy Business, *qui, en réalité,* servait de couverture au lieutenant-colonel Oliver North, l'ancien collaborateur du président Reagan. Ce dernier avait tenté d'utiliser ce bâtiment, demeuré sous le commandement de son ancien propriétaire, pour différentes missions au Proche-Orient, qui semblent toutes avoir échoué ou avoir été annulées au dernier moment. En novembre 1986, lorsque éclata le scandale de l'« Irangate », Dolmy Business avait brusquement cessé de *payer les frais d'entretien de* l'*Erria*, ainsi que et les salaires des membres de son équipage.

Ces sommes avaient alors été avancées par le directeur de la compagnie Queen Shipping, de Copenhague, M. Svend Andersen, qui a en vain essayé de se faire rembourser par les Américains. De guerre lasse, il a fini par obtenir des tribunaux la cession du navire. Il l'a *« racheté »* pour environ 1 250 000 F. Parmi les vingt-trois candidats à l'acquisition, le capitaine Herup...

CAMILLE OLSEN.

هكذا من الأصل

Proche-Orient

L'immobilisation du Boeing des Kuwait Airways sur l'aérodrome d'Alger

L'intransigeance des pirates et du Koweït fait traîner les négociations

ALGER
de notre correspondant

Comme à l'accoutumée, l'aéroport international Houari-Boumediène est bondé. Apparemment tout est normal. Les passagers en partance bousculent ceux qui arrivent. L'unique buvette encore ouverte est débordée, et seul l'intérêt de ceux qui ont réussi à obtenir un sandwich et un soda pour le spectacle qui se déroule derrière la baie vitrée du premier étage indique que quelque chose d'inhabituel se passe. A environ 300 mètres, un mastodonte blanc et bleu domine la piste. Il n'est pas courant de voir des Boeing-747 à Alger, et, le bouche-à-oreille aidant, tout le monde sait maintenant que celui-ci, immobile depuis l'aube, est l'appareil koweïtien détourné depuis dix jours.

Les commentaires vont bon train mais, dans l'ensemble, les badauds sont plutôt fiers que l'Algérie ait offert ses bons offices pour essayer de trouver une solution à l'épineux problème posé par *« les auteurs du détournement »*. C'est par cette seule appellation que l'on désigne le commando qui retient encore une quarantaine de personnes en otages à bord de l'appareil. Des consignes strictes ont été données, dès mardi soir, principalement à la presse, pour qu'une certaine pudeur de langage soit observée et que l'on n'utilise pas d'autres termes et surtout pas celui de *« terroristes »* ou de *« pirates de l'air »*. La discipline est respectée. Et une décontraction apparente a régné jusqu'en fin d'après-midi mercredi 13 avril.

Après une série de contacts préliminaires par radio, les responsables algériens ont eu cinq entretiens directs, plus ou moins longs, avec les preneurs d'otages. Le premier et le plus spectaculaire a permis au ministre algérien de l'intérieur, M. El Hadi Khediri, de mesurer la détermination du commando. Peu avant 8 heures, mercredi matin, il a pénétré seul à bord de l'appareil par la porte avant. Il en est ressorti une quarantaine de minutes plus tard, estimant, à sa descente de la passerelle, que les pirates étaient *« calmes et décidés »*.

Le ministre, qui dirige les négociations avec autorité et sang-froid, a déclaré à la presse que *« leurs revendications sont les mêmes depuis le début du détournement : la libération des dix-sept membres du Jihad islamique incarcérés au Koweït »*. M. Khediri a précisé qu'ils *« étaient décidés à maintenir leur position »* et qu'ils lui avaient demandé *« de transmettre ces revendications à la délégation koweïtienne dirigée par le ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Saad Hussein El Oussaiby »*. M. Khediri a affirmé aux journalistes présents au salon d'honneur de l'aéroport, où il a installé son quartier général, qu'*« il n'y aura pas de violences à Alger »*.

A deux reprises, des négociateurs algériens ont ensuite gravi l'échelle de coupée – qui n'est accolée à l'appareil que de courts instants – pour discuter avec des membres du commando par la porte avant de l'avion à peine entrouverte, vraisemblablement de problèmes matériels. Le contact radio est également maintenu en permanence. Les pirates ont ainsi exigé que des repas leur soient livrés, ce qui fut fait rapidement, tout comme ils ont obtenu du kérosène pour faire fonctionner deux des quatre réacteurs du Boeing afin de maintenir à l'intérieur de l'avion une température supportable.

Remerciements de l'émirat

La délégation koweïtienne attendue en début de matinée mercredi est finalement arrivée à la mi-journée. Dès son arrivée, le ministre d'Etat aux affaires étrangères a émis le souhait qu'*« Alger soit la dernière étape »* pour l'avion détourné. Il a également remercié avec insistance le gouvernement algérien et le président Chadli Bendjedid d'avoir accepté cette médiation.

L'arrivée à Alger de M. Saad Hussein El Oussaiby a permis aux négociations d'entrer dans leur phase active. Le ministre koweïtien, à la tête d'une délégation de huit personnes, s'est aussitôt entretenu avec M. El Hadi Khediri. Plusieurs séances de travail ont eu lieu dans l'après-midi. Les responsables algériens sont à nouveau montés dans l'avion. Une première fois, le colonel Betchine, responsable de la sécurité au sein de l'armée, à la demande des pirates de l'air, a pénétré seul à bord de l'appareil à 16 heures (15 hures GMT). Il y est resté une vingtaine de minutes.

La partie algérienne avait proposé que le colonel Betchine soit accompagné de M. Mohamed Tahar, spécialiste des questions palestiniennes et proche-orientales au sein du FLN et qui, selon certaines sources, pourrait connaître personnellement des membres du commando. Cette proposition a été refusée. Cependant, vers 19 h 30 (18 h 30 GMT) M. Mohamed Tahar est, à son tour, monté seul à bord du Boeing pour, dit-on de source proche des négociateurs, poser une *« question précise »* au commando, avant de redescendre une demi-heure plus tard sans que l'on parvienne à savoir de quels détails il a pu discuter.

En tout cas, il semblait bien, jeudi matin 14 avril, que chacun campe sur ses positions, au grand dam des négociateurs algériens qui espéraient sortir de l'impasse rapidement. Les pirates de l'air n'ont fait preuve jusqu'à présent d'aucune faiblesse dans leur détermination. Leurs exigences n'ont pas varié depuis dix jours. la position du Koweït non plus, et l'on s'interroge à Alger sur la déclaration du ministre koweïtien de la défense qui a affirmé à l'agence Kuna que son pays *« ne cédera pas devant les menaces »*. Il semble en effet bien difficile que des négociations puissent aboutir sans qu'aucune concession n'intervienne, ni d'un côté ni de l'autre.

Alger, fidèle à son rôle quasi traditionnel maintenant d'intermédiaire dans les situations délicates, a peut-être sous-estimé les difficultés en acceptant d'accueillir l'appareil détourné d'abord sur Meshhed en Iran, puis sur Larcan à Chypre. Qu'en est-il des *« assurances »* ou de *« l'accord »*, que des sources généralement bien informées disent avoir été conclu avant le départ du boeing de Larnaca pour Alger ? Prévoyait-il la libération des otages sitôt l'avion posé sur le sol algérien ? Pour l'instant, rien ne permet d'affirmer que les autorités algériennes aient été flouées par l'une des parties, mais les négociateurs algériens ne sont généralement enclins à discuter qu'après qu'une preuve de bonne volonté leur a été fournie.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

M. Arafat réitère ses accusations contre l'Iran

M. Yasser Arafat, dont l'organisation a participé activement, à Chypre, aux négociations avec les auteurs du détournement du Boeing 747 koweïtien, a réitéré, mercredi 13 avril, mais cette fois de façon plus précise, ses accusations contre les dirigeants iraniens, dont il affirme qu'ils sont *« derrière toute l'opération »* (*nos dernières éditions du 14 avril*). Certains pirates de l'air sont Libanais et d'autres sont des agents du *« gouvernement iranien »*, a-t-il affirmé lors d'une interview téléphonique, depuis Sanaa, à la chaîne de télévision américaine Cable News Network (CNN).

Le chef de l'Organisation de libération de la Palestine avait déjà mis en cause Téhéran, sans toutefois désigner nommément l'Iran, alors qu'il se trouvait au Koweït (*le Monde* du 13 avril). Il avait notamment indiqué que les pirates recevaient leurs ordres *« de l'extérieur même du Liban »*. Les auteurs du détournement, a-t-il déclaré mercredi, ont été *« sans aucun doute »* en communication radio avec Téhéran lors de leur escale à Larnaca (où ils ont tué deux de leurs otages).

Se refusant à fournir de plus amples indications, M. Arafat a assuré qu'il informerait *« pleinement »* le gouvernement koweïtien après la libération de tous les otages. *« Libre à lui, ensuite, de décider s'il veut ou non rendre ces informations publiques »*, a-t-il conclu. – (*AFP, Reuter.*)

Fermeté mais inquiétude dans l'émirat

KOWEÏT
de notre envoyé spécial

Les deux passagers koweïtiens tués par les pirates devaient avoir droit, jeudi 14 avril, à des obsèques nationales en présence de la plupart des membres du gouvernement et de la famille régnante. Les Koweïtiens, appelés à se rendre nombreux à cette cérémonie, enterrent aussi les illusions qu'ils auraient pu avoir sur une issue rapide de la crise du Boeing.

Ceux qui espéraient que le départ de l'avion pour Alger allait précipiter un dénouement heureux en sont pour leurs frais. Tout semble indiquer que l'on s'engage dans une deuxième phase de tractations difficiles, dans une guerre d'usure dont semble cependant désormais exclue toute tentative de donner l'assaut à l'appareil : on voit mal, ici, les Algériens se prêter à une telle opération.

L'impasse demeure donc totale. Les autorités koweïtiennes ont réaffirmé mercredi leur volonté de ne pas céder au *« terrorisme et au chantage »*. Le voudraient-elles que cela leur serait difficile. L'opinion publique est, en effet, chauffée à blanc et demande aux dirigeants encore plus de fermeté. Les terribles images de la télévision montrant les corps des otages balancés du haut de la passerelle de l'avion comme s'il s'agissait de vulgaires sacs de linge sale ont profondément traumatisé les Koweïtiens.

La télévision qui, jusqu'à ces derniers jours, s'était montrée fort avare d'images et d'informations concernant l'avion détourné, consacre désormais l'essentiel de ses émissions à l'*« affaire »*. Même les programmes normaux ont été perturbés et remplacés par des reportages dans la rue, où les Koweïtiens expriment leur indignation entre deux séquences de danses et de chants folkloriques.

La radio *« donne la parole »* aux auditeurs qui, pour la plupart, réclament une *« punition exemplaire »*. *Certains vont même jusqu'à demander* que les trois condamnés à mort, parmi les dix-sept prisonniers chiites – pour la plupart étrangers – dont la libération est réclamée par les pirates de l'air, soient rapidement exécutés : c'est ce qu'on aurait dû faire depuis longtemps, disent-ils, ajoutant : *« On aurait ainsi évité pas mal d'ennuis. »*

Il est cependant fort peu probable que l'émir ratifie des condamnations à mort prononcées il y a quatre ans. Visiblement, les dirigeants koweïtiens ne souhaitent pas envenimer une situation déjà délicate dans un pays où le tiers de la population est de confession chiite, et redoutent, apparemment, que la mise en application des condamnations à mort n'entraîne des conséquences tragiques pour les otages français et américains détenus au Liban.

La « connexion iranienne »

Entre-temps, la presse à sensation continue de publier des informations sur la *« connexion iranienne »*. Mercredi, *Al Qabas* croyait savoir que l'opération avait été commanditée par le ministre de l'intérieur iranien, M. Mohtashemi. Ce jeudi, *Al Siasa* affirme que toute l'opération a été montée par le ministre des renseignements de Téhéran, l'hodjatoleslam Raiy-Chahri, dans le but de *« torpiller les négociations secrètes qui se déroulent actuellement dans une capitale du Moyen-Orient en vue de la libération des otages »*.

Toutes ces informations incontrôlables contribuent à créer dans le pays un climat passionnel à connotation antichiite, *« faisant ainsi le jeu des preneurs d'otages »*, écrit en première page l'un des éditorialistes du journal *Al Watan*, qui a été jusqu'à présent l'un des rares organes de presse à garder la tête froide. L'auteur de l'article, M. Ahmed Roubei, un des députés nationalistes de gauche du Parlement dissous il y a environ deux ans, met en garde contre les visées des pirates de l'air qui, dit-il, *« veulent créer dans le pays un climat de fanatisme confessionnel »*.

Sans jamais prononcer le mot de chiite – censure oblige, – M. Roubei s'interroge sur la signification de certaines des libérations survenues à Larnaca et qui concernaient des Koweïtiens de confession chiite. *« Tout ce que souhaitent les pirates*, écrit-il, *c'est de pousser le pays vers une lutte confessionnaliste en divisant le front intérieur et en semant la haine entre les fils d'un même pays. Ils ont en ce domaine une longue expérience au Liban et ailleurs »* (allusion probable à l'Iran). L'éditorialiste s'élève contre ceux qui, au Koweït, publient *« mensonge après mensonge »* et *« rumeur après rumeur »*. Il lance un cri d'alarme : *« Il ne faut pas que nous permettions aux pirates de l'air de réussir à détourner le pays tout entier après avoir échoué dans leur opération contre le Boeing. »* Le fait que la censure ait laissé passer cet article semble indiquer que les autorités partagent les inquiétudes exprimées par M. Roubei.

JEAN GUEYRAS.

Moscou et le conflit israélo-arabe

M. Chevardnadze se rendrait bientôt au Proche-Orient

MOSCOU
de notre correspondant

M. Chevardnadze pourrait prochainement entreprendre une tournée diplomatique au Proche-Orient afin d'y affirmer le réengagement de son pays dans la recherche d'un règlement négocié israélo-arabe.

Ni confirmé ni démenti par le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, ce voyage ferait ainsi directement suite aux entretiens au cours desquels M. Gorbatchev avait, samedi 9 avril, souligné devant M. Arafat la nécessité de reconnaître Israël et ses *« intérêts de sécurité »* (*le Monde* du 12 avril). Cette initiative s'inscrivait elle-même dans le projet soviétique de favoriser la convocation par les Nation unies d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, dans laquelle l'URSS et les Etats-Unis auraient naturellement un rôle déterminant à jouer.

L'appel au réalisme et à la modération que M. Gorbatchev a lancé à l'OLP était en effet un préalable obligé à tout progrès vers la convocation de cette conférence, *dans* la mesure où Moscou ne pouvait prétendre au rôle de force de compromis sans se démarquer des positions arabes les plus radicales.

Parallèlement, la diplomatie soviétique poursuit d'ailleurs ses contacts officieux avec Israël et une nouvelle rencontre entre hauts fonctionnaires des deux ministères des affaires étrangères vient d'avoir lieu, au début de la semaine, en Europe occidentale.

Selon certaines sources, M. Chevardnadze pourrait entreprendre sa tournée proche-orientale dès le lendemain de la signature des accords sur l'Afghanistan, avant donc de retrouver M. Shultz au milieu de la semaine prochaine à Moscou pour une nouvelle étape de la préparation du sommet de la fin mai qui sera, dit-on beaucoup à la Maison Blanche, dominé par la question des conflits régionaux. Selon d'autres sources, cette tournée n'aurait en fait pas lieu avant plusieurs semaines.

BERNARD GUETTA.

ISRAËL : après le bannissement de huit Palestiniens

Violentes manifestations à Gaza

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Plusieurs dizaines de blessés et deux morts dans des circonstances *suspectes* : c'est de nouveau à Gaza que les manifestations ont été les plus nombreuses dans les quarante-huit heures ayant suivi le bannissement de huit Palestiniens. Mercredi 13 avril, la tension restait vive dans le territoire, où au moins un camp de réfugiés a été placé sous couvre-feu et plusieurs autres déclarés *« zones militaires »*, donc interdites à la presse.

Dans la matinée, l'armée avait ouvert le feu sur un groupe d'écoliers du camp de Jabaliya qui avaient entamé *« une marche de protestation »* contre un poste militaire déjà attaqué mardi. Deux des écoliers ont été blessés par balles, cependant que des manifestations avaient lieu dans le centre de la ville de Gaza et à Rafah, au sud du territoire.

La veille, plusieurs dizaines de personnes avaient été blessées – par balles ou à coups de matraques – lors de nombreux affrontements dans les camps de réfugiés. Un jeune homme de vingt et un ans et une femme de soixante-dix ans seraient morts après avoir inhalé des gaz lacrymogènes, affirmaient des sources palestiniennes. Les autorités ont démenti cette version et elles ont maintenu que ces décès n'avaient rien à voir avec les tirs de gaz lacrymogène, mais avaient été provoqués par des causes naturelles.

Nouvelles critiques américaines

La polémique sur ces morts a rebondi alors qu'un responsable de l'UNRWA, M. John Hiddlestone, de retour d'une tournée dans les territoires occupés, a accusé l'armée israélienne d'utiliser des gaz dangereux à effet paralysant. Selon lui, au moins deux jeunes Palestiniens ont été tués alors que, après avoir été passés à tabac, ils furent enfermés dans une pièce où avait été dispersé du gaz lacrymogène. Un porte-parole militaire a rejeté ces accusations, assurant que l'armée n'utilisait que des gaz autorisés par les conventions internationales.

Cependant, l'ambassadeur américain en Israël, M. Thomas Pickering, a publiquement critiqué, mercredi, les méthodes de répression utilisées dans les territoires. Lors d'une conférence à Tel-Aviv, il a dénoncé la destruction d'habitations palestiniennes par l'armée, les détentions administratives et les mesures de bannissement. Il a souligné que ces sanctions étaient contraires à toutes les normes du droit international.

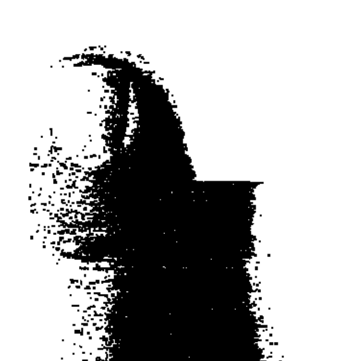
D'autre part, une patrouille de l'armée israélienne a, de nouveau, intercepté des Palestiniens qui tentaient de s'infiltrer à travers la frontière septentrionale du pays. L'incident a eu lieu en territoire libanais, dans la nuit de mardi à mercredi, à une centaine de mètres de la frontière, lorsqu'une patrouille a ouvert le feu sur un commando qui venait de traverser toute la zone de sécurité. Les trois Palestiniens du commando ont été tués dans cette opération, la dixième tentative d'infiltration depuis novembre.

ALAIN FRACHON.

Un nouvel ambassadeur américain en Arabie saoudite

Le président Reagan vient de nommer un nouvel ambassadeur en Arabie saoudite, M. Walter Cutler (qui avait déjà occupé ce même poste de 1984 à 1987), en remplacement de M. Hume Horan, rappelé par Washington fin mars (*le Monde* daté 3-4 avril).

M. Horan, qui n'était en fonctions à Ryad que depuis septembre, avait été rappelé en consultations à Washington, et le département d'Etat avait annoncé le 1er avril qu'il recevrait une nouvelle affectation. La presse américaine avait affirmé que l'Arabie saoudite avait demandé son rappel après que les Etats-Unis eurent exprimé, par son intermédiaire, des réserves devant l'achat par Ryad de missiles intermédiaires de fabrication chinoise dont la portée permettrait d'atteindre Israël. Le département d'Etat avait démenti cette version. Un responsable américain avait indiqué que le rappel de M. Horan était dû à un simple conflit de personnes avec le roi Fahd. – (*AFP.*)



Amériques

BRÉSIL : après le blocage des salaires

Grèves et manifestations en série

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

C'est un scénario qui n'est pas inconnu des Français : jour après jour et en nombre croissant, des étudiants manifestent dans la rue. Au départ, le gouvernement fait la sourde oreille devant leurs revendications. Puis il finit par céder. Cette fois, c'est au Brésil que le scénario s'est produit. Pendant près d'un mois, les élèves des collèges et universités privés ont occupé la place publique pour protester contre les augmentations des redevances scolaires et contre le décret gouvernemental qui les a provoquées. Après de nombreuses hésitations, le gouvernement a finalement accepté, le mercredi 13 avril, de revenir sur le décret.

Mais au moment même où le conflit scolaire semble en voie d'apaisement, c'est avec ses fonctionnaires que le gouvernement a des difficultés. La semaine dernière, il a décidé en effet de bloquer pour deux mois leurs salaires. Plus d'un million et demi de personnes sont concernées. *« Nous n'avions pas le choix »*, a déclaré le ministre des finances, M. Mailson da Nobrega, qui a expliqué que les caisses étaient vides et que la dette publique avait atteint un niveau alarmant.

Or, avec une inflation d'environ 18 % par mois, un tel blocage signifie que les fonctionnaires vont perdre d'ici à juin près de 40 % de leur pouvoir d'achat. Les réactions n'ont pas tardé. Les employés des transports de Brasilia se sont mis en grève, mercredi, et il en va de même dans de nombreux ministères. Les professeurs ont arrêté le travail dans la plupart des écoles de Rio. Les syndicats de la fonction publique préparent une grève générale pour le 27 avril.

« Il valait mieux bloquer les salaires que de licencier », a déclaré M. Mailson da Nobrega. Et pourquoi donc ? demandent au gouvernement Sarney les opposants qui lui reprochent d'avoir recruté depuis trois ans cinquante mille personnes dans des entreprises publiques. Tout le monde sait en effet que l'Etat est déjà hypertrophié. Supprimer les doubles ou triples emplois, ainsi que les postes inutiles, semblerait plus efficace et plus juste que de comprimer les salaires. M. Sarney s'était engagé à dégraisser l'appareil de l'Etat, en nommant un ministre chargé de la réforme administrative. Mais ce dernier a connu le même destin mélancolique que ses collègues successifs, chargés de la réforme agraire.

Autre source de trouble social : un décret pris en février pour rétablir la liberté des prix dans l'enseignement privé. Celui-ci accueille 59 % des étudiants et 34 % des élèves du secondaire (de quinze ans jusqu'au baccalauréat). Il a meilleure réputation que l'enseignement public dont les moyens sont précaires. Mais ses tarifs ne sont accessibles qu'à une minorité de parents. Après plusieurs blocages, ces tarifs s'étaient néanmoins révélés insuffisants pour payer les professeurs. Le décret de février était destiné à les actualiser, au détriment des budgets familiaux.

Nombre d'écoles procédèrent à des réajustements exagérés : dans certains cas, les mensualités doublèrent d'un mois sur l'autre. Les parents étant incapables de payer, les élèves sont descendus dans la rue. A Rio, à Sao-Paulo et dans d'autres grandes villes, les manifestations ont pris de l'ampleur sans incident notable, toutefois, et dans la bonne humeur générale.

Le ministre des finances, qui était à l'origine du décret, conseilla aux parents insatisfaits de changer d'établissement. Il reçut aussitôt le surnom de « Marie-Antoinette » dans la presse, qui jugea que, dans l'état actuel de l'enseignement, donner un tel conseil aux gens, c'était vraiment leur demander, faute de pain, d'acheter de la brioche.

CHARLES VANHECKE.

● **ÉTATS-UNIS : M. Edward Boland prend sa retraite après trente-six ans à la Chambre des représentants.** — Le représentant *démocrate du Massachusetts*, M. Edward Boland, auteur de l'amendement portant son nom qui avait interdit en 1985 et 1986 toute aide militaire aux « contras » anti-sandinistes, vient d'annoncer qu'il prenait sa retraite. M. Boland, qui est âgé de soixante-seize ans, a été élu à la Chambre en 1952. Président de la commission du renseignement de 1977 à 1985, il était membre de la commission d'enquête spéciale sur le scandale de l'« Irangate ». — *(AFP.)*

A travers le monde

Afrique du Sud

Les avocats des « six de Sharpeville » demandent la réouverture du procès

Un combattant nationaliste noir sud-africain a fait exploser une grenade, le mercredi 13 avril, au moment où il allait être arrêté par deux policiers. Les trois hommes ont été tués sur le coup, a rapporté la police *(nos dernières éditions du 14 avril)*. Un troisième policier a été blessé à l'épaule par des éclats. Un deuxième homme armé a été abattu peu après lors d'une violente fusillade dans la cité noire de Mpumalanga, à mi-chemin entre Durban et Pietermaritzburg. Trois passants ont été tués au cours de l'affrontement.

Selon la police, les deux hommes, armés de fusils d'assaut Kalachnikov, étaient des membres du Congrès national africain (ANC), principal mouvement d'opposition au régime de Pretoria. Un troisième suspect fait l'objet de recherches intensives de la police.

D'autre part, les avocats des « six de Sharpeville », condamnés à mort pour avoir participé à un meurtre politique, devaient demander vendredi 15 avril une réouverture du procès. Le 17 mars, Me Prakash Diar avait obtenu un sursis d'un mois sur la base de faits nouveaux tendant à *prouver qu'un témoin à charge aurait pu faire l'objet de pressions de la part de la police.* — *(Reuter.)*

Ethiopie

M. Shultz souhaite que l'URSS intervienne en faveur des victimes de la sécheresse

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, devait évoquer, le jeudi 14 avril à Genève, avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, la question de l'Ethiopie, dont les autorités ont ordonné l'arrêt des secours alimentaires internationaux dans le nord du pays, a annoncé mercredi M. Charles Redman, le porte-parole du département d'Etat américain. *« Plus de deux millions de personnes risquent de mourir de faim en Ethiopie »*, a dit M. Redman, après avoir suggéré que Moscou use de son influence sur les autorités éthiopiennes pour qu'elles reviennent sur leur décision d'interdire les secours internationaux dans le Nord en raison de la rébellion qui se poursuit dans la région. M. Redman a rappelé en outre que, *« malgré des efforts acharnés, les opérations engagées à l'échelle internationale et locale perdaient peu à peu du terrain face au nombre croissant d'affamés, avant même le début des récents combats »*. Selon une déclaration du gouvernement éthiopien, celui-ci n'acceptera jamais une situation *« où des organismes étrangers de secours sont utilisés pour des objectifs contraires aux intérêts nationaux du peuple éthiopien. Les contre-mesures nécessaires seront prises »*. — *(Reuter, AFP.)*

Philippines

L'armée est placée en état d'alerte pendant la visite en Chine de Mme Aquino

Le chef des forces armées philippines, le général Renato de Villa, a placé ses troupes en état d'alerte maximum le mercredi 13 avril, par crainte d'une tentative de coup d'Etat pendant la visite officielle qu'entreprend en Chine Mme Corazon Aquino. La présidente philippine a, en effet, décidé de maintenir sa visite en dépit de la récente évasion spectaculaire de l'ex-colonel putschiste « Gringo » Honasan. La mesure de mise en état d'alerte est toutefois présentée officiellement comme *« normale en cas d'absence de la présidente »*.

L'avion de Mme Aquino s'est posé jeudi matin sur l'île de Xiamen, dans le sud de la Chine. De là, la présidente devait aller visiter le village voisin de Hongjian que son arrière-grand-père, un jeune menuisier, avait quitté il y a cent vingt-sept ans pour émigrer aux Philippines. Elle était attendue jeudi soir à Pékin, où elle rencontrera les principaux dirigeants chinois, dont M. Deng Xiaoping. — *(AFP, Reuter.)*

● **ZAIRE : précision.** — M. Tshisekedi, secrétaire national de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), mouvement d'opposition zaïrois, n'a jamais été interné dans un asile psychiatrique, selon son avocate, Me Anne Greco. Le leader de l'opposition zaïroise, qui a été de nouveau arrêté (*le Monde* du 12 avril), était détenu par la police.

Afrique

BÉNIN : après la découverte d'un complot

Vague d'arrestations dans l'armée

Près de cent cinquante militaires béninois, parmi lesquels deux lieutenants-colonels, ont été arrêtés *à la suite d'un complot avorté contre* le président Mathieu Kérékou, le 26 mars, a-t-on appris, le mercredi 13 avril, à Cotonou de source digne de foi. Recueillis par téléphone à Abidjan, ces témoignages concordants font état d'une vague d'arrestations depuis dix jours parmi les officiers de l'armée béninoise.

Au nombre des militaires arrêtés figurent François Kouyami, chef d'état-major des forces de sécurité publique et Badjo Gounmé, tous deux lieutenants-colonels. Le second fut en 1972, aux côtés de l'actuel président, le maître d'œuvre du coup d'Etat ayant donné naissance au régime actuel. Aucune confirmation officielle n'a été donnée sur ces arrestations et les autorités béninoises n'ont toujours pas fait état du *coup de force déjoué.*

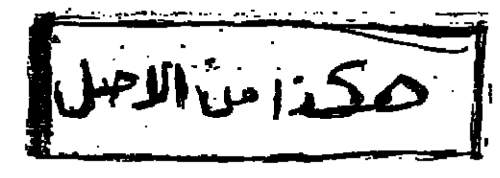
Selon des sources concordantes, la découverte du complot aurait entraîné, dans un premier temps, l'arrestation d'une quinzaine d'officiers, parmi lesquels le capitaine Hountondji. Formé à Madagascar, celui-ci faisait partie de la garde présidentielle et passe aujourd'hui pour le principal exécutant de l'opération. C'est seulement au cours des dix derniers jours que des arrestations ont été opérées dans les rangs de l'armée et des forces de sécurité, affirment les témoins, selon lesquels aucun officier originaire du Nord n'a été interpellé.

Le président Kerekou, âgé de cinquante-trois ans, est né à Kotoponnga, dans la province septentrionale de l'Atakora. Qualifiant le putsch du 26 mars de *« révolte de palais »*, le chef de l'Etat béninois n'en a parlé qu'à des visiteurs étrangers reçus au audience. Les observateurs dans la capitale béninoise estiment que le silence officiel pourrait s'expliquer par la présence, en ce moment à Cotonou, d'une délégation du Fonds monétaire international.

Ils font également un rapprochement entre le complot déjoué et la décision de l'Assemblée nationale révolutionnaire, le Parlement béninois actuellement réuni en séance, qui vient de créer une cour criminelle d'exception appelée à juger, entre autres, des infractions à caractère politique. Sans renoncer à son idéologie marxiste, le gouvernement du président Kerekou s'apprête à signer un accord avec le FMI, auquel le budget 1988 a déjà été *soumis pour approbation.* — *(Reuter.)*



Arbalète à cranequin. Vers 1600.



هكذا من الاصل

Asie

La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan

Satisfaction des deux Grands mais sombres pronostics sur la paix

La cérémonie de signature de l'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan devrait avoir lieu le jeudi 14 avril en début d'après-midi au Palais des Nations de Genève. Les signataires sont l'Afghanistan, le Pakistan, l'Union soviétique et les Etats-Unis. M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, assiste à la cérémonie. Le grand absent sera la résistance afghane, qui rejette l'accord. MM. Chevardnaze et Shultz profitent de cette rencontre pour avancer la préparation de leurs entretiens, prévus les 20 et 21 avril à Moscou.

Si chacun s'attend à une poursuite de la guerre, entre Afghans cette fois, les deux Grands se félicitent de cet accord signé dans la salle où, le 26 juillet 1954, ont été paraphés les accords sur l'Indochine. M. Gorbatchev y voit, *ainsi qu'il l'a* dit mercredi à Moscou à des hommes d'affaires américains, une *« fenêtre d'espoir »* dans les relations soviéto-américaines, permettant de démêler l'écheveau noué pendant les années de guerre froide.

En arrivant à Genève, jeudi matin, le ministre soviétique des affaires étrangères a déclaré que le Kremlin accordait une importance historique à cet accord. C'est *« le premier exemple de solution pacifique à des conflits régionaux »*, a poursuivi M. Chevardnadze, avant d'ajouter : *« La signature de ces accords est un triomphe de l'idée même des Nations unies et prouve l'efficacité des mécanismes de restauration et de maintien de la paix que le secrétaire général de l'ONU et ses représentants personnels ont à leur disposition. »*

Pour la Maison-Blanche, selon son porte-parole, le retrait soviétique d'Afghanistan constitue *« l'une des plus grandes victoires »* du président Reagan et la démonstration de la validité de l'aide militaire aux rébellions qui luttent contre les régimes prosoviétiques. L'accord de Genève, *qui doit permettre l'amorce* du retrait soviétique moins de deux semaines avant le sommet Reagan-Gorbatchev de Moscou, du 29 mai au 2 juin, devrait donner une tonalité positive à ce quatrième sommet, notamment *dans* le domaine des conflits régionaux. Mercredi, le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, a répété que *« les Etats-Unis avaient négocié une symétrie positive avec les Soviétiques, c'est-à-dire que si ces derniers continuaient leur aide au gouvernement fantoche* [de Kaboul], [les Américains] *poursuivraient leur aide aux combattants de la liberté* [la résistance]. »

L'accord, en effet, ne concerne que les aspects *« extérieurs »* du *conflit et non un règlement interne.* MM. Zain Noorani et Abdul Wakil, chefs des diplomaties d'Islamabad et de Kaboul, qui ont négocié pendant six ans et demi sans jamais se rencontrer, doivent s'asseoir à la même table pour la première fois, *pour signer* les deux premiers des quatre *« instruments »* de l'accord, ceux sur *« la non-ingérence et la non-intervention »* et sur *« le retour volontaire des réfugiés »*. MM. Shultz et Chevardnadze apposeront leurs signatures sur le troisième *« instrument »* ou *« déclaration des garanties internationales »*. Enfin, les quatre ministres parapheront le quatrième *« instrument »* portant sur *« les relations d'interdépendance »*, qui englobe le calendrier de retrait du corps expéditionnaire soviétique, dont les effectifs sont évalués à 115 000 hommes.

M. Gorbatchev ayant confirmé que les troupes soviétiques commenceraient à être rapatriées le 15 mai, cette opération devrait prendre fin au plus tard le 15 février 1989, étant entendu que la moitié des effectifs auront quitté le sol afghan le 15 août 1988. Elle sera supervisée par une cinquantaine d'observateurs de l'ONU sous commandement autrichien, suédois et finlandais.

La guerre va continuer...

Les résistants ayant annoncé qu'ils poursuivraient le combat jusqu'à l'élimination du régime de Kaboul, les Américains, en tant que garants, risquent toutefois de se retrouver dans une situation embarrassante. En effet, ils garantissent un accord qui interdit, en principe, au Pakistan toute ingérence ou intervention dans les affaires afghanes. Or c'est par le Pakistan que transitent les armes américaines destinées à la résistance.

M. Reagan n'en a pas moins confirmé mercredi qu'il *« s'attendait »* à ce que les résistants *« poursuivent le combat »*, avant d'ajouter : *« Dans les accords de Genève que nous avons négociés, il n'y a rien qui va nous empêcher de fournir* [des armes] *aux moudjahiddines tant qu'ils en auront besoin et tant que l'Union soviétique continuera d'en fournir aux forces afghanes du régime fantoche qu'elle laisse derrière elle. »*

Une seule certitude donc, la guerre va continuer. Divers sources indiquent que les deux camps ont reçu d'importantes livraisons d'armes ces dernières semaines. Les Soviétiques auraient même, selon des sources gouvernementales américaines, dépêché la semaine dernière 15 000 hommes en renfort en Afghanistan et, dans le même temps, envoyé une colonne de blindés au sud de Kaboul, en direction de la garnison de Gardez, située à 150 km au sud de la capitale afghane et à une centaine de kilomètres *de la frontière pakistanaise.* Mais personne ne connaît au juste la signification de ces mouvements, qui pourraient rentrer dans le cadre de mesures de sécurité, puisque la résistance ne s'est pas engagée, tant s'en faut, à éviter d'attaquer les unités *soviétiques pendant leur repli. Il* est probable en outre que, à l'issue de la première phase du retrait, donc après le 15 août, les Soviétiques occuperont encore Kaboul ainsi que les principales villes du Nord, limitrophe de l'Union soviétique.

L'accord de Genève, salué comme « une victoire du réalisme » par la *Pravda*, tourne sans aucun doute une page dans l'histoire de l'URSS et les deux grandes puissances asiatiques ne s'y sont pas trompées ; l'une, la Chine, en *« saluant »* l'accord, et l'autre, le Japon, en acceptant pour la première fois de son histoire de participer à une mission de surveillance de l'ONU. Le rétablissement de la paix est une autre affaire.

J.-C. P.

La deuxième mort de Leonid Brejnev

(Suite de la première page.)

Jamais cette prétention n'a été publiquement exprimée dans ces termes par l'ancien secrétaire général. Le premier document à en faire état remonte au mois précédent lorsque, le 14 juillet, se réunissent dans la capitale polonaise cinq des dirigeants du pacte de Varsovie, de plus en plus inquiets par l'évolution du « printemps de Prague » (1).

Ils décident d'envoyer un ultime avertissement à Dubcek et à ses amis sous la forme d'une lettre qui sera rendue publique quelques jours plus tard et dans laquelle ils exigent *« la mobilisation de tous les moyens de défense qui se trouvent à la disposition de l'Etat socialiste, la cessation des activités de toutes les organisations qui prennent position contre le socialisme ». « Dans cette lutte*, poursuit la missive, *le Parti communiste tchécoslovaque peut compter sur la solidarité et le soutien des pays frères »*, car *« l'opposition résolue aux attaques des forces anti-communistes [...] n'est pas uniquement votre propre tâche, mais également la nôtre »*.

Au cours de la discussion avec le Polonais Gomulka, le Hongrois Kadar, le Bulgare Jivkov et l'Est-Allemand Ulbricht, Brejnev a été plus explicite encore. Nous savons aujourd'hui, grâce à l'interprète de Gomulka, qui est passé depuis à l'Ouest, que le secrétaire général soviétique a notamment affirmé que, *« si les intérêts des autres pays devaient en souffrir, si l'unité, la force, voire la substance du camp socialiste se trouvaient menacées, il deviendrait alors du devoir des communistes et des hommes d'Etat d'apporter leur aide non seulement à la classe ouvrière, mais au peuple tchécoslovaque tout entier »* (2).

L'argument mis à la sauce afghane sera repris à la fin de 1979 par Brejnev pour tenter de justifier l'invasion de l'Afghanistan : le pays n'étant « frère » que depuis un an, c'est-à-dire depuis le coup d'Etat qui, le 27 avril 1978, avait renversé la République « bourgeoise », assassiné son chef, le prince Daoud, et porté au pouvoir les communistes sous la direction de Nur Mohammed Taraki, le secrétaire général parlera de la nécessité de repousser *« une agression extérieure »* dont aurait été victime le peuple afghan, qu'il convenait d'autre part d'arracher *« au féodalisme et au cléricalisme »*. Il s'agissait là, pour Brejnev, du *« devoir internationaliste »* de l'Union soviétique.

Pendant des années, la propagande soviétique allait coller à cette fiction, qui avait notamment l'avantage de masquer les luttes aussi tribales que sanglantes qui décimaient les communistes afghans, et le rejet massif de ces derniers par la majorité de la population. C'est cette image d'Epinal qui a coûté la vie à un million d'Afghans, qui en a envoyé près de cinq millions en exil au Pakistan et en Iran et qui a ravagé le pays.

Un prix exorbitant

C'est aussi cette image mensongère que M. Gorbatchev a déchirée le 8 février dernier dans la déclaration par laquelle il proposait de commencer à retirer le contingent soviétique *à partir du 15 mai*, que le régime communiste installé à Kaboul se maintienne ou non. Remisant au magasin des accessoires les arguments de naguère, le nouveau secrétaire général parlait de mettre un terme *« aux souffrances et aux pertes »* du peuple afghan; il en oubliait même le terme consacré de *« bandits »* qui a servi pendant huit ans aux dirigeants soviétiques pour qualifier la résistance et invitait tout simplement *« ceux qui mènent la lutte armée contre le gouvernement »* à entrer dans un gouvernement de coalition qui veillerait au maintien du multipartisme. De quoi faire se retourner dans sa tombe un Brejnev, pour lequel persévérer dans l'erreur a toujours constitué la meilleure façon de résoudre une difficulté.

Tout cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'en retirant ses troupes Moscou renonce pour toujours au principe de toute intervention. Simplement, comme les Américains au Vietnam, M. Gorbatchev se dirige vers la sortie parce que le prix à payer pour continuer la partie est exorbitant aussi bien en pertes humaines (entre 15 000 et 25 000 Soviétiques selon les évaluations) qu'en dégâts diplomatiques. Sans compter que la gangrène menaçait de se propager parmi les populations musulmanes d'Asie centrale. N'avait-il pas fallu, au bout de quelques années de guerre, « exempter » d'Afghanistan les recrues musulmanes par crainte de contagion ?

La guerre d'Afghanistan, au demeurant, n'est pas terminée, loin de là. En réaliste passablement cynique, M. Gorbatchev le sait bien, et compte sans doute sur la suite des événements pour regagner une partie du terrain perdu grâce à la double guerre civile qui risque de faire *bientôt rage*: *celle qui* oppose la résistance au régime Najibullah et celle qui pourrait opposer les islamistes modérés et extrémistes. La structure tribale de la société afghane permet d'autre part bien des manœuvres dont on voit mal pourquoi Moscou se priverait.

Le réalisme de M. Gorbatchev rappelle d'une certaine manière celui dont Staline sut faire preuve à *maintes reprises en politique étrangère.* Notamment lorsqu'il renonça, au lendemain de la guerre, à intégrer la Finlande dans son empire, jugeant que les Finlandais étaient décidément trop antisoviétiques et trop bons combattants. C'est à la même époque, devant la résolution de Truman, qu'il renonça également à amputer l'Iran de ses provinces du Nord, où un contingent soviétique protégeait les *manœuvres sécessionnistes* des communistes iraniens. Mais il est vrai que ni en Finlande ni en Iran — pas plus d'ailleurs qu'à Vienne en 1955, lorsque l'URSS accepta la neutralisation de l'Autriche, donc le retrait de ses troupes d'occupation — les communistes n'étaient au pouvoir.

JACQUES AMALRIC.

(1) Le Roumain Ceausescu avait décliné l'invitation, ainsi bien sûr que Dubcek.

(2) Erwin Weit. *Dans l'ombre de Gomulka.* Robert Laffont, Paris, 1971.

● **CHINE : fin de la session de l'Assemblée.** — La session annuelle de l'Assemblée nationale populaire s'est achevée, le mercredi 13 avril à Pékin. Au cours de cette session, marquée par un effort sans précédent de transparence, les députés ont élu un nouveau chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, confirmé M. Li Peng au poste de premier ministre et remanié et rajeuni le gouvernement. Les quelque trois mille délégués ont également approuvé un projet de budget, déficitaire pour la troisième année consécutive, et adopté deux importantes réformes économiques : l'une reconnaît et protège l'existence d'entreprises privées, l'autre met fin, en principe, à la suprématie du PC sur les gestionnaires dans les entreprises industrielles d'Etat. Enfin, l'île de Hainan, au sud du pays, est devenue une nouvelle province et elle a été promue au statut de cinquième *« zone économique spéciale »*. — *(AFP.)*

Le grand absent : la résistance

Une fois convaincu que la décision soviétique d'un retrait militaire d'Afghanistan était sincère, Washington a choisi d'aider Moscou à trouver une sortie honorable. La *signature, le jeudi 14 avril* à Genève, de cet accord entre les Deux Grands se fait en grande pompe, en présence des chefs de leurs diplomaties respectives. Mais le principal acteur sera absent : la résistance afghane, qui a contraint les Soviétiques à plier bagages et qui refuse d'avaliser un accord à la négociation duquel elle n'a pas participé.

Modérés ou fondamentalistes, tous les mouvements de résistance ont rejeté, par avance, ce document sur le rapatriement du corps expéditionnaire soviétique. Les moudjahids sont au moins unanimes sur un point : l'accord de Genève ne les concerne pas, et la « guerre sainte » continuera jusqu'au renversement du régime communiste de Kaboul ; aucune coalition avec le régime de Najibullah n'est envisageable, en dépit des pressions pakistanaises en ce sens ; un seul but, la victoire militaire et l'instauration d'une « République islamique » à la gestion de laquelle seront peut-être invités des ralliés de la dernière heure.

Les sept principaux mouvements de résistance, tous sunnites, sont regroupés au sein d'une Alliance, dont le siège est à Peshawar, le plus important centre de réfugiés au Pakistan. Les organisations chiites — qui représentent entre 15 % et 20 % de la population — ne sont pas représentées en son sein, ce qui explique sans doute la vigueur particulière avec laquelle l'Iran, qui accueille près de deux millions sur les cinq millions de réfugiés afghans, a dénoncé l'accord et, surtout, réclame *« la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple afghan »*.

Les sunnites eux-mêmes sont divisés entre « fondamentalistes » et « traditionalistes », « intégristes » et « modérés », sans compter le poids intrinsèque sur le terrain de plusieurs commandants de la résistance, qui contrôlent des pans entiers du pays et joueront, dans la guerre civile qui se profile, un rôle crucial, au moins dans la phase initiale, celle de l'élimination du régime actuel de Kaboul, auquel personne ne semble prédire un avenir *après le repli soviétique.*

« Royalistes » et « fondamentalistes »

D'autres clivages existent. Par exemple, les réfugiés au Pakistan — environ trois millions — se sont prononcés, au cours d'un récent sondage, à raison de 70 %, pour le retour au pouvoir de l'ancien roi Zahir Shah, déposé en 1973 par Daoud, l'un de ses *cousins. C'est* pourquoi les « royalistes », souvent des « modérés », souhaitent que le futur gouvernement soit choisi par des *jirgas*, assemblées traditionnelles de notables.

Mais ils n'ont guère de chance d'être entendus car les quatre mouvements « fondamentalistes » de l'Alliance sont hostiles au retour du roi et, apparemment, ils continuent d'être appuyés par Islamabad. Depuis le début, en raison de leur anticommunisme viscéral, ils ont bénéficié du soutien pakistanais, recevant même une bonne partie de l'aide militaire américaine. C'est notamment le cas de Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-I-Islami, le parti le mieux structuré politiquement mais que ses partenaires soupçonnent d'avoir consacré davantage d'énergie à consolider ses positions — et ses réserves d'armes — qu'à se battre contre les Soviétiques.

Les Pakistanais ont d'ailleurs vu, pour le moins, d'un bon œil, le remplacement à la tête de l'Alliance, en mars, de M. Yunus Khalès par « Gulbuddin ». Certains pensent même que le Pakistan a favorisé la promotion d'un homme qui, tout en rejetant fermement l'accord de Genève, ne l'a pas, depuis, attaqué ouvertement. En dépit de son anti-*américanisme* parfois virulent et de son intégrisme religieux, le chef du Hezb-I-Islami, dont le charisme est indéniable, est probablement le plus fin politique du lot et celui qui doit déjà organiser la phase post-soviétique.

Ces divisions entre résistants encouragent, bien entendu, toutes les manœuvres, y compris celles des pays qui ont aidé financièrement ou militairement les rebelles. C'est, avant tout, le cas des pays du Proche-Orient, du Pakistan, de l'Iran et des Etats-Unis, si ces derniers poursuivent leur aide à la résistance.

Les Soviétiques vont se retirer et il est probable qu'ils le feront dans l'ordre, la cible de la résistance devenant le régime de Kaboul. Ce dernier va tenter de survivre, sans doute dans les régions septentrionales limitrophes de l'Union soviétique, qui s'y prêtent le mieux. Pour le reste, toutes les spéculations sont possibles, à l'exception d'une seule : le rétablissement rapide de la paix et son corollaire, le rapatriement des réfugiés dans des conditions de sécurité.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Au Pakistan, un optimisme forcé

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Comment saluer dans l'accord de Genève le *« triomphe de la cause de la paix »*, voire l'ouverture d'une *« ère nouvelle »* dans les relations pakistano-soviétiques, tout en soulignant que, sur le fond, c'est-à-dire le retour des réfugiés afghans et la formation à Kaboul d'un gouvernement d'union, cet accord ne règle rien ? Comment expliquer que le Pakistan n'a jamais reconnu le régime prosoviétique du président Najibullah — et qu'il ne le fera pas davantage dans l'avenir — et, dans le même temps, rendre hommage au *« courage »* et aux qualités *« d'homme d'Etat et de visionnaire »* du secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev ?

M. Junejo, premier ministre pakistanais, a relevé ce défi, mercredi 13 avril, dans un discours radio-télévisé. Il s'agissait de montrer que l'accord de Genève est un événement considérable et que le Pakistan *en a été l'un des architectes* avec la bénédiction de toutes les parties qui, mêlées directement ou non au conflit, sont favorables au retrait des troupes soviétiques. Cela vise l'Iran, qui, sur ce point, *« était pleinement d'accord »* avec le Pakistan et les moudjahids de la résistance afghane qui ont été *« consultés »* par le gouvernement d'Islamabad à *« différentes étapes »* des négociations et particulièrement *« dans la phase finale »*.

L'insistance de M. Junejo se comprend : en rejetant d'ores et déjà le compromis de Genève, Téhéran et les partis afghans établis à Peshawar ont implicitement souligné que les positions très favorables à la résistance afghane du Pakistan se sont quelque peu affadies avec le temps et... *l'influence américaine.* En signant un accord avec le régime de Kaboul, le Pakistan ne légitime-t-il pas *de facto* un gouvernement qu'il assure ne jamais vouloir reconnaître ?

La position américaine

Qu'est devenue, ajoute-t-on à Islamabad, dans les milieux proches de la résistance, l'assurance, maintes *fois répétée par le président Zia Ul* Haq que le Pakistan ne signera l'accord de Genève que si celui-ci est accompagné d'un autre accord sur la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul ? Enfin, ajoute un diplomate occidental, *« pourquoi le Pakistan pavoise-t-il alors qu'Américains et Soviétiques se sont surtout mis d'accord pour continuer à ravitailler en armes et en munitions les deux belligérants, le régime Najibullah et les moudjahids ? »*.

Le premier ministre pakistanais, pour sa part, a choisi un registre résolument optimiste, estimant que l'application de l'accord doit s'effectuer en même temps que la poursuite des négociations pour installer un nouveau gouvernement en Afghanistan, et ce grâce aux bons offices du médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez. M. Junejo a ainsi expliqué ce changement dans l'ordre des priorités : d'abord la signature de Genève et le départ des troupes soviétiques, c'est-à-dire les *« aspects externes »* de la crise afghane, ensuite les problèmes entre Afghans. Telle est, très exactement, la position des Américains.

Pour le Pakistan, il y a cependant une différence de taille : la présence, sur son sol, de trois millions de réfugiés qui n'ont pas beaucoup de raisons de voir dans l'accord de Genève une *quelconque incitation* à *retourner* chez eux. Si, au cours des dernières semaines, les moudjahids et le régime de Kaboul ont bénéficié d'un accroissement notable de leurs approvisionnements en armes et en munitions, les combats ne sont pas près de cesser.

M. Junejo a rappelé, mercredi soir, que, pour son pays, *« le retour honorable de trois millions d'Afghans dans une atmosphère de paix »* était aussi important que le retrait des troupes soviétiques. Dure tâche...

LAURENT ZECCHINI.

● ***Attentat à Kaboul.*** — Des sources de la résistance afghane à Islamabad (Pakistan) ont affirmé, le jeudi 14 avril, que quatre conseillers soviétiques avaient été tués, lundi, à Kaboul, lors de l'explosion d'une voiture piégée. Selon les mêmes sources, il y aurait également un nombre indéterminé de victimes civiles. — *(AFP.)*

Diego Cordovez, médiateur de l'ONU

Ces lauriers tant convoités...

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Le négociateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, ne doit être qu'à moitié heureux ces temps-ci. Après six ans d'efforts ingrats, la palme de la « paix » en Afghanistan *revient* à MM. Gorbatchev et Reagan et au secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, arrivé à Genève jeudi matin 11 avril, pour la signature. *« Je n'ai besoin de personne »*, avait pourtant rétorqué M. Cordovez lorsque, la semaine dernière, le secrétariat général préparait le départ d'une délégation. Après avoir inauguré les pourparlers en 1981, du *temps où il* n'était que secrétaire général adjoint, M. Perez de Cuellar entend cueillir lui-même les lauriers sur lesquels M. Cordovez comptait beaucoup pour asseoir sa réputation.

Né en 1935 à Quito, en Equateur, Diego Cordovez a fait des études de droit et de sciences politiques à l'université de Santiago-du-Chili, où *il* s'est marié. A l'âge de vingt-sept ans, il s'engage avec fougue auprès des jeunes diplomates latino-américains qui, à l'ONU, créaient déjà un lobby tiers-mondiste. Attiré par les affaires politiques spectaculaires, il est, en 1965, en République dominicaine pour tenter d'abréger l'intervention américaine.

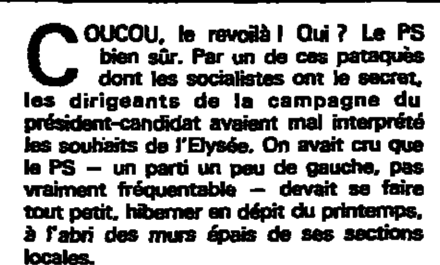
En 1971, il fait la navette entre le Bangladesh nouvellement formé et l'ancien Pakistan Occidental. En 1980, il tente une médiation dans l'affaire des otages américains à Téhéran et, deux ans plus tard, il essaie de *raisonner* Mme Thatcher *lors de la* guerre des Malouines. Intéressé par le Proche-Orient, il obtient le dossier irano-irakien, qu'il garde toujours parmi ses prérogatives, malgré le rôle de premier plan joué par M. Perez de Cuellar. *Mais c'est dans l'affaire afghane* que Diego Cordovez trouvera finalement une raison d'espérer le prix Nobel de la paix, qu'il estime mériter depuis longtemps.

Voyageur inlassable et négociateur patient, il persistera à remuer les consciences même lorsque, au creux de tous les espoirs, il semble être le seul à s'intéresser encore à un règlement pacifique. Critiquant abondamment ses méthodes, les grandes puissances admettent néanmoins volontiers que *« Cordovez fait un travail éminemment utile »*.

Amateur de gros cigares, de grande cuisine et de plaisanteries de salle de garde, Diego Cordovez a tout pour déplaire à Javier Perez de Cuellar, qui cache à peine son déplaisir de côtoyer celui qui, en 1981, avait soutenu *la candidature de Kurt Waldheim* pour un troisième mandat à la tête des Nations unies afin de mieux préparer sa propre ascension. Mais les tortueux mécanismes des Nations unies effacent les désaccords qui, ailleurs, auraient déjà coûté sa carrière à cet homme ambitieux, tenace et, selon certains, curieusement *exaspérant.*

CHARLES LESCAUT.





Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Canada Dry

COUCOU, le revoilà ! Qui ? Le PS bien sûr. Par un de ces pataquès dont les socialistes ont le secret, les dirigeants de la campagne du président-candidat avaient mal interprété les souhaits de l'Elysée. On avait cru que le PS — un parti un peu de gauche, pas vraiment fréquentable — devait se faire tout petit, hiberner en dépit du printemps, *à l'abri des murs épais de ses sections locales.*

Si les dirigeants nationaux tournaient comme des derviches dans l'hexagone pour animer des meetings, les militants, grognait-on dans les fédérations, *« n'avaient rien à faire ».* Quant au poing et à la rose, ils avaient, sur ordre suprême croyait-on, disparu des salles de réunion et des affiches. Bref, le rose tournait au gris et les socialistes vivaient une bien curieuse campagne, avec des espoirs de victoire mais un goût amer de Canada Dry : cela ressemblait à une campagne de gauche mais on avait beau en consommer largement tous les soirs, on ne pouvait vraiment y puiser aucune ivresse.

Heureusement, le président-candidat a remis de l'ordre. Mardi, il débarque dans le vrai-faux QG de sa campagne. Depuis quelques jours, M. Mitterrand est abreuvé de notes qui lui signalent un petit creux inquiétant dans la campagne. Selon l'un des présents, le ton est « vigoureux ».

Mercredi, nouveau rappel à l'ordre. En plus spectaculaire. Soucieux d'alimenter sans faillir sa propre légende, M. Mitterrand monte en secret un déjeuner — plus mitterrandien que nature — pour *« pincer les oreilles des grognards »* — selon le mot d'un des *« grognards »* en question, — c'est-à-dire ceux des dirigeants socialistes qui ne sont pas directement dans l'équipe de l'avenue Franco-Russe. Lieu de ces agapes : un temple — méconnu — de la gastronomie, le Pouilly-Reuilly, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), dont le maire, le socialiste Marcel Debarge, est un client régulier et un propagandiste efficace.

Ils sont dix-huit à table : le président, Jean-Louis Bianco, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, Marcel Debarge et son épouse, Claude Bartolone et quelques régionaux de l'étape, Jean-Pierre Chevènement, Louis Le Pensec, Jean Poperen, André Laignel, Henri Emmanuelli, Dominique Strauss-Kahn. M. Thibault, maître des lieux, détaille pour les quatre journalistes accourus sur les lieux le menu du président : œufs meurette, rognons de veau entiers aux échalotes, avec des pommes sautées et des morilles fraîches, fraises, le tout arrosé d'un grand cru Saint-Emilion — un Château Soutard 1982 — et d'un champagne Roederer 1981.

A la sortie, le président prononce quelques paroles historiques : *« C'est un très bon restaurant. [...] Une réunion amicale. [...] Quelques amis que j'ai rencontrés trop rarement. [...] Il y a un an, peut-être deux* [que je n'étais pas venu]. *J'y viens de temps à autre, invité par Debarge. Je connais bien la maison. Je connais bien le restaurateur. C'est un bon restaurant, sympathique. Et voilà, on m'a invité, je suis venu avec plaisir, j'ai demandé à Debarge d'inviter quelques autres amis, ce qui a été fait. On a passé un déjeuner très sympathique, très agréable. »*

En fait, le président, sur un ton plus gentil et dans une ambiance plus chaleureuse, a délivré le même message que la veille : rien n'est joué ! Mouillez donc vos chemises ! Que le PS se montre ! Je n'ai *jamais demandé que le poing et la rose* soient mis au placard. Suit un éloge des propositions du PS tellement appuyé que MM. Jospin et Strauss-Kahn en rosissent de plaisir et de confusion... Un dithyrambe si convaincu, pour des propositions peu socialistes, que certains des convives manquent d'avaler leur cravate...

Le PS, en tout cas, a — pour une fois — réagi au quart de tour : quelques heures après ce déjeuner, le bureau exécutif a décidé que, à défaut d'envoyer par la poste (comme certains peut-être l'espèrent encore), la *Lettre à tous les Français* du président-candidat, le parti la diffusera à plusieurs millions d'exemplaires. Tout comme un tract de quatre pages où l'on verra à la fois le portrait de M. Mitterrand et... le poing et la rose ! Il ne reste plus *qu'à attendre que, vendredi à Lyon,* M. Mitterrand prononce le mot *« socialisme ».* Même *« gauche »* suffirait à faire sensation.

Récit du service politique.

Dans la perspective de l'après-8 mai

L'UDF à la recherche d'une nouvelle donne

Dans quel état sera l'UDF dans un mois ? Survivra-t-elle à l'élection présidentielle ? Jamais sans doute, malgré les errements chroniques de cette confédération, ces deux questions n'ont été aussi brûlantes. Elle serait sauvée si M. Raymond Barre devenait, le 8 mai, président de la République. Mais ce n'est plus l'hypothèse retenue en priorité par ses responsables, qui regardent les sondages. Beaucoup n'imaginent même plus que M. Barre puisse franchir le seuil du premier tour. Chirac président ou Mitterrand réélu, telles sont les deux perspectives retenues. Pour la première fois depuis 1965, le courant libéral et centriste risque donc d'être absent de la lutte finale, et, pourtant, c'est sans doute encore une fois au centre que se trouve la clé du succès.

Lesté par le boulet Le Pen, M. Chirac n'aura pas d'autre choix entre les deux tours que de chercher l'indispensable contrepoids libéral pour prétendre jouer les rassembleurs. Sans majorité assurée, M. Mitterrand n'a pas non plus d'autre solution que de tenter de couper en deux cette UDF qui a, maintes fois déjà, failli faire ce travail elle-même. La voilà donc plus que *jamais exposée à toutes les sollicitations,* à toutes les manœuvres, à toutes les tentations. M. Chirac a déjà fait des promesses : on ne tou*chera pas aux grands équilibres* de la majorité, la parité gouvernementale RPR-UDF sera maintenue, les députés n'auront pas à craindre la dissolution, les contrats électoraux locaux seront respectés.

Bras de fer

M. Mitterrand, lui, fait travailler ses réseaux. Principalement ceux de MM. Pierre Bérégovoy et Jean-Louis Bianco. Avec aussi son lot de promesses : pas de dissolution immédiate, pas de boulimie législative, jumelage possible des élections cantonales et municipales à venir pour faciliter le renversement d'alliances au centre.

Bref, pour la gauche comme pour la droite, l'UDF est devenue l'obscur objet du désir. Une situation particulièrement difficile à vivre compte tenu de ses propres pulsions internes. Cette UDF est devenue le triangle des Bermudes de la vie politique française. Avec, à chacun des angles : M. Léotard et ses amis libéraux, toujours aussi ambitieux ; M. Valéry Giscard d'Estaing, décidé à revenir de ses provinces ; M. Pierre Méhaignerie et les centristes, qui se disent que, quoi qu'il advienne à la Bourse des valeurs politiques, ils valent désormais très cher.

A moins de pousser très loin le goût du suicide, il est peu vraisemblable que cette partie de bras de fer *à trois se déroule* au grand jour entre les deux tours. C'est après qu'elle risque de faire des ravages. Chacun, en effet, paraît plutôt acquis à l'idée que *l'UDF, quoi qu'il lui en coûte,* doit surtout entre le 24 avril et le 8 mai songer à respecter jusqu'au bout le pacte majoritaire et le soutien à M. Chirac au second tour.

La question a été abordée au déjeuner hebdomadaire de Matignon, mardi 12 avril. Décision a été prise de réunir dès le lundi 25 avril le bureau politique de l'UDF et les groupes parlementaires pour arrêter *une méthode de campagne* commune et une discipline de communication. Plus facile en vérité à dire qu'à faire. Car il est facile, en effet, *de supposer qu'entre les deux tours,* la pression socialiste sur cette UDF sera encore plus forte, et que les barristes défaits seront tentés de précipiter les retours de *flammes.* Ne font-ils pas déjà savoir, en coulisse, que M. Chirac serait bien avisé dès le lendemain de ce premier tour de se concerter directement avec leur patron plutôt que de favoriser ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à le faire trébucher.

Or M. Chirac et le RPR peuvent ne pas résister à la tentation d'en faire trop pour arrimer définitive*ment l'UDF.* Le salut de M. Léotard et de ses amis ministres passe, croient-ils, par une victoire de M. Chirac. Le zèle qu'ils déploient dès *à présent pour préparer le* second tour atteste bien que le secrétaire général du PR veut retrouver le rôle d'interlocuteur privilégié de M. Chirac, *qui avait été le sien* avant les élections législatives de mars 1986. Ses contacts privilégiés avec M. Balladur pour forcer l'UDF à *se fédérer* avec le RPR, *en étant* révélés au grand jour, l'ont du même coup rendu encore plus suspect auprès de ses propres amis.

A l'UDF comme dans certains rangs RPR on commence plutôt à se méfier de ces libéraux *« sans foi ni loi ».* Dans leurs fonctions ministérielles, MM. Léotard et Madelin n'ont pas réussi véritablement à s'imposer. Son incompatibilité d'humeur avec M. Méhaignerie n'impose pas M. Léotard comme le possible fédérateur de l'UDF. Enfin, *et peut-être surtout, M. Léotard* a au-dessus de sa tête une épée de Damoclès qui s'appelle Valéry Giscard d'Estaing.

Le retour de M. Giscard d'Estaing

Car l'ancien président de la République *ne veut pas rester « inerte ».* Privé de grand rôle depuis mars 1986, le père de l'UDF prétend en redevenir le tuteur. Son équation est *toute simple : M. Chirac* ne peut pas gagner sans l'UDF, M. Mitterrand ne peut pas gagner contre l'UDF, il estime pouvoir être demain son plus grand dénominateur commun. Il consulte beaucoup. M. Léotard le 30 mars dernier, M. Méhaignerie la semaine dernière. Il garde le contact avec M. Chirac. Ayant refusé de prendre parti au premier tour pour l'un ou l'autre de ses anciens premiers ministres, il a implicitement favorisé M. Chirac, aux côtés duquel il s'engagera franchement — c'est acquis — entre les deux tours. Cela ne pourra se faire sans renvoi d'ascenseur. En cas de réélection de M. Mitterrand, il sait que de toute façon sa présence à l'Assemblée nationale lui permettra de compter. N'espérant plus aujourd'hui que M. Mitterrand déroule sous ses pas le tapis rouge, M. Giscard d'Estaing plaide désormais pour une cohabitation *bis* dont il pourrait être l'acteur principal.

Reste les centristes du CDS. Ils sont au carrefour de tous les chemins politiques. Ils ont une formidable carte à jouer. Sauront-ils ne pas la gâcher ? Dans toutes les hypothèses, ils semblent décidés à vivre leur vie. *« Je veux garder ma liberté d'agir en fonction de l'intérêt général »,* assure M. Méhaignerie. Pas question donc pour eux d'accepter les bons offices de M. Léotard ou de M. Giscard d'Estaing, qui, estiment-ils, ont manqué de correction et de loyauté à l'égard de M. Barre. Pas question non plus *« de faire du suivisme vis-à-vis du RPR ».* M. Chirac est pourtant actuellement aux petits soins pour eux. De grands ministères leur sont promis. M. Méhaignerie veut pour l'heure rester sur le terrain des idées. Il attend du candidat RPR quelques inflexions notables sur l'Europe, l'économie et l'*« Etat impartial ».*

Pas question enfin de vendre son âme aux socialistes. *« La seule chose qu'ils peuvent nous demander,* explique M. Méhaignerie, *c'est de prendre en compte l'intérêt général. »* Le CDS n'est pas disposé à voter automatiquement une motion de *censure « pour se retrouver avec trois cent cinquante députés socialistes »* et retomber dans le combat manichéen gauche-droite. Mais ces centristes continuent aussi de s'interroger sur les véritables volontés de M. Mitterrand, qui à en croire s'efforce surtout de brouiller les pistes. Le grand compromis historique entre centristes et socialistes n'est sans doute pas pour demain. Les centristes pourraient, toutefois, se réfugier dans *« une neutralité bienveillante »* afin de juger sur pièces et de ne pas secouer le terreau électoral. Le CDS dispose aujourd'hui de dix-sept présidences de conseil général. Une alliance avec les socialistes ne leur en garantirait plus que trois. De quoi, évidemment, réfléchir !

Un groupe centriste autonome ?

Pour être quoi qu'il arrive le noyau central de la vie politique française, ces centristes ont surtout une autre idée en tête : la constitution à *l'Assemblée nationale* d'un groupe centriste autonome. Cela sonnerait vraisemblablement le glas de l'UDF, mais un tel projet garantirait *toute liberté de manœuvre.* Quarante-sept députés CDS renforcés par des députés PR déçus de M. Léotard et des barristes prêts à repartir, ce serait *largement suffisant* pour peser sur une majorité forte seulement de trois voix : celles, par exemple, de MM. Barre, Philippe Mestre et Pierre-André Wiltzer.

« Rira bien qui rira le dernier », répète depuis un certain temps M. Barre. On commence à savoir un peu mieux ce qu'il projette. *« Si je suis battu,* nous confiait-il récemment, *c'est parce qu'il y aura eu des manœuvres, je ne les laisserai pas impunies. » « Nous vivrons notre vie,* confie M. Méhaignerie, *mais nous ne lâcherons pas Raymond Barre. »* Le « Mendès du centre » à l'Assemblée, avec un groupe parlementaire indépendant, voilà, si elle se concrétise, une nouvelle donne qui risque d'en contrarier plus d'un.

DANIEL CARTON.

M. François Mitterrand veut reprendre l'offensive

(Suite de la première page.)

L'état-major a cru avec la meilleure volonté du monde, qu'il devenait nécessaire d'embellir et d'amplifier tout ce qui dans le discours du président-candidat avait un petit air rassembleur et consensuel. Bref, l'orchestre jouait de la *« bouillie pour les chats »,* selon l'expression appliquée par le soliste, M. Mitterrand, aux programmes de ses adversaires.

Chacun pensait, sans doute, que le discours présidentiel se suffirait à lui-même. Peut-être M. Mitterrand a-t-il cru, lui aussi, aux vertus de l'autosuffisance. Il avait, semble-t-il, trouvé le ton juste pour mêler discours de combat — *« bandes », « factions »* et *« clans »* — et appels au rassemblement. Mais il a éprouvé beaucoup plus de difficultés à offrir aux Français une distinction claire entre le premier et le second tour de l'élection, entre ce qui est susceptible de mobiliser sa base électoraliste et ce qui est de nature à l'élargir. Sa *Lettre,* malgré ce qu'elle contient de critiques adressées au gouvernement actuel et d'engagements sur la solidarité et la justice sociale, pouvait être lue comme un prêche bêtisseur. Les distinctions, pourtant très nettes, qu'il s'est efforcé d'établir, à Rennes vendredi dernier, entre le camp du progrès et celui du conservatisme ne passent guère les limites d'une tente de meeting tant elles sont brouillées par la volonté d'éviter la caricature. M. Mitterrand se heurte à une difficulté de communication.

Il manquait à sa campagne le pôle qui a disparu lorsqu'il a annoncé sa candidature, c'est-à-dire les relais *socialistes. Retour d'une semaine de* vacances, M. Jospin se fait un devoir de les réactiver. Grossièrement décrite, la répartition des tâches est la *suivante : les socialistes mèneront* une campagne de premier tour, tandis que M. Mitterrand s'occupera du second. *« Attaquez Chirac ! »* — telle est la consigne lancée par M. Jospin devant le bureau exécutif de son parti, mercredi soir. On remarquera aussi que le premier secrétaire du PS *ne redoute pas* de parler crûment aux électeurs socialistes, quitte à aller au-delà de ce que peut se permettre le président-candidat : *« On a le droit de jouer avec une idée sans la concrétiser pendant quelques années »,* dit-il dans une interview à propos du droit de vote des immigrés aux élections municipales. *« Après, soit on la met en pratique, soit on cesse ce qui pourrait devenir une hypocrisie. »* M. Jospin invite aussi M. Mitterrand à se débarrasser pour quelque temps *« des ors et des oripeaux de la grandeur et de la charge »* pour se glisser en entier dans la peau d'un candidat.

Le président-candidat, qui ne s'était pas montré depuis près d'une semaine, ne se contentera plus de la poignée de meetings qu'il avait prévus. On le verra chaque jour sur le terrain, à commencer, jeudi, devant les étudiants de Villetaneuse.

« Attaquez Chirac ! » Car M. Chirac, lui, attaque après avoir fait, depuis l'entrée de M. Mitterrand dans la compétition, le dos rond. Son offensive est de plus en plus précise, de plus en plus brutale aussi. Guidé par les indications des enquêtes d'opinion, il insiste le *« flou »* et l'*« immobilisme »* du président sortant, critique que M. Mitterrand n'est pas parvenu, jusqu'à présent, à réduire en miettes.

Sens de l'histoire et sens du poil

Le premier ministre brode autour de ce thème — *« atonie intellectuelle »* sur l'économie ; *« soupirs à fendre l'âme »* sur l'Europe ; *« incompétence »* et *« désintérêt »* sur le déficit budgétaire ; et le reste à l'avenant — pour ancrer dans la tête des Français que le débat oppose le champion d'une « France dynamique » à celui d'un pays que l'autre voudrait anesthésier. La jeunesse invite, en somme, l'homme d'âge à prendre sa retraite, en sympathie étroite avec les enquêtes selon lesquelles l'âme de M. Mitterrand serait l'un de ses principaux *points faibles.*

M. Chirac utilise également les propos — d'abord prudents puis plus engagés — tenus par M. Mitterrand sur le droit de vote des immigrés. Il fait coup double en saisissant cet angle d'attaque pour durcir son combat de premier tour et pour rassurer, *dans la perspective du second* tour, les électeurs du Front national. M. Mitterrand sait bien que l'exposé de ses idées sur le sujet — *« le droit à la parole »* pour les immigrés — lui fera perdre des voix. Il l'a dit jeudi matin à l'université de Villetaneuse, celle-là même où se sont réunies les premières assemblées *générales* de la révolte étudiante de décembre 1986 contre la loi Devaquet. *« Un candidat,* a-t-il remarqué, *doit se placer dans le sens de l'histoire et non pas seulement caresser dans le sens du poil. »*

Beau débat en vérité qui mêle le fond et la tactique. M. Chirac prépare son avenir électoral du second tour. M. Mitterrand aussi, qui a trouvé là un moyen de mettre en lumière comment, à son avis, le RPR et le Front national se *« retrouvent frères jumeaux ».*

JEAN-YVES LHOMEAU.



La campagne pour l'élection présidentielle

A la télévision

Les Groseille contre les Le Quesnoy

Enfin de l'action ! Enfin de belles tranches de vie ! S'étant acquitté, lors de la première émission officielle, de leur oral solitaire, les candidats s'autorisent à amener en renfort un échantillon de France profonde (à droite) ou de société civile (à gauche). La différence, on va le voir, n'est pas seulement sémantique.

Les pièces à conviction produites par les candidats de gauche et d'extrême gauche nous plongent directement dans la famille Groseille de *La vie est un long fleuve tranquille*, le film à succès de la saison.

Une mère de famille chômeuse et lajoiniste donne du lait et du miel à ses enfants malades pour éviter d'appeler le médecin. Une autre, bousseliste celle-là, se remémore le long calvaire de l'inscription de son fils à la maternelle. Un autre témoin bousseliste, médecin-conseil à la Sécu, raconte les ravages provoqués chez les nonagénaires par les mesures d'économie du plan Séguin.

Dans le camp d'en face, MM. Chirac et Barre ont convié la très bourgeoise famille Le Quesnoy, du même film, laquelle tente, d'un ton pincé, de se dégager du vulgaire et d'élever le débat au seul niveau convenable : les grands équilibres économiques et l'intérêt supérieur de la nation. Un chirurgien chiraquien demande avec angoisse à son condidat s'il pense parvenir à sauvegarder *« le système de protection sociale français »*. Un cadre supérieur barriste, filmé sur fond de gratte-ciel scintillants et radieux, nous avoue que devant le niveau intolérable de la pression fiscale, il a *songé un moment – on l'a échappé belle ! –* à s'expatrier aux Etats-Unis *« pour trouver une possibilité salariale qui me permette de mieux m'exprimer »*.

D'une émission à l'autre, les deux tribus poursuivent ainsi un dialogue faussé par le déséquilibre des présentations. Si les candidats de gauche, dans un grand élan de convivialité, n'hésitent pas – à l'exception d'André Lajoinie – à inviter leurs témoins à s'asseoir à leur côté dans le studio, sans redouter qu'ils ne partent avec les plantes vertes, les candidats de droite préfèrent répondre posément à des questions préenregistrées.

Confrontés à ces témoignages accablants, à ces interrogations fiévreuses, les candidats hochent douloureusement la tête, s'efforcent de rassurer les téléspectateurs et, encore sous le choc, avancent timidement leurs solutions.

Chacun dans son style. Raymond Barre répète *« il faut »* aussi souvent qu'Arlette Laguiller s'adresse aux *« travailleurs »*. *« Il faut »*, ce n'est pas *« je vous promets »*. *« Je n'aime pas faire de promesses »*, rappelle une fois de plus le candidat, quasiment supplié à la fin de l'émission par son intervieweur de promettre – *« si vous le pouvez »* – de faire baisser le chômage.

Seul, Jean-Marie Le Pen a construit son propos autour de ce sujet inépuisable : lui-même. Un quart de fesse posé sur son bureau, faisant face à Yves Mourousi dans la même position, tels deux presse-papier, il déballe de bonne grâce le contenu de ses poches (quelques billets de 500 francs et une *télécarte*), avoue aimer Beethoven, confesse qu'il a eu bien du chagrin en perdant sa chienne Rumba et nous livre pour le dessert une bien belle pensée : *« On ne fait pas de grandes parts dans les petits gâteaux. »* Voilà qui réconciliera sûrement les Groseille et les Le quesnoy.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Les Russes « blancs » chez le maire de Paris

Le millénaire de la christanisation de la Russie ne commencera d'être célébré que dans plusieurs semaines, mais M. Chirac a pris les devants. Bien sûr, les mauvais esprits verront dans la grandiose réception offerte à cette occasion par la mairie de Paris, mercredi 13 avril, une opération électorale. Toujours est-il qu'elle a été pleinement réussie.

Tout le ban et l'arrière-ban des Russes « blancs » de Paris et de l'Ile-de-France avaient été conviés à la fête, dont l'initiative reviendrait à M. Bugeon de l'Estang, né de mère russe et conseiller diplomatique du premier ministre : l'aristocratie bien sûr (les comtes Chouvalov congratulaient les princes Cheremetiev et autres Obolenski), mais aussi les sans-grades, les anciens chauffeurs de taxis parisiens octogénaires comme les jeunes électroniciens totalement francisés. Plus de deux mille personnes venues en famille, qui n'en revenaient pas de se retrouver aux côtés d'autres Russes célèbres : Henri Troyat, Macha Meryl, Robert Hossein, qui lut un poème de Pouchkine, Marina Vlady et bien d'autres.

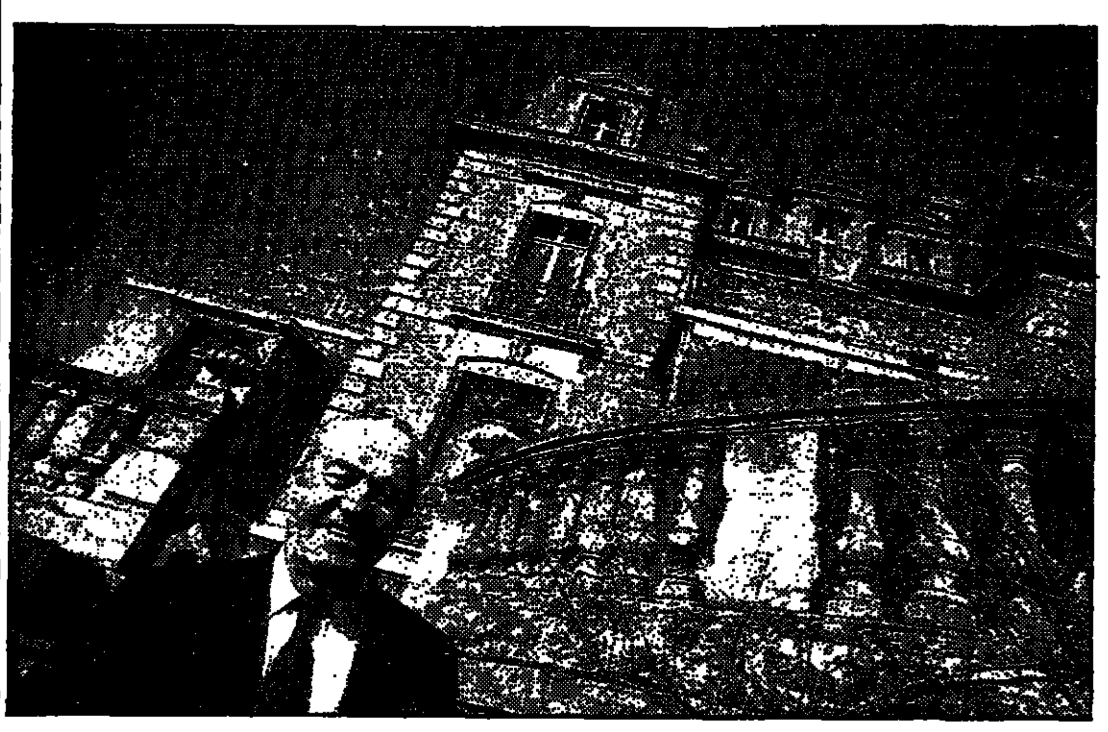
En revanche, l'ensemble tzigane qui occupa une bonne part du programme musical parut un peu frivole à certains en une telle occasion et trois jours après la Pâque russe. Quelques représentants de la vieille génération quittèrent la salle.

Rien de politique dans tout cela : le plus chiraquien de tous fut l'évêque Kniazev, qui remercia ardemment *« notre cher maire »* de son aide à l'institut de théologie orthodoxe qu'il dirige.

Autre gâterie : en rachetant l'immeuble dont il n'arrivait plus à payer les loyers, la mairie a permis la survie du conservatoire Rachmaninov, très populaire parmi les jeunes « beurs » de l'émigration russe. Quelques milliers de voix en perspective...

MICHEL TATU.

Les VUES *de Raymond Depardon*



MERCREDI 13 AVRIL, 10 H 30

Parc de Montretout à Saint-Cloud
Jean-Marie Le Pen
Il y a un beau soleil, la vue est superbe
Un domestique de couleur
m'ouvre la porte
Deux personnes l'accompagnent
Je demande à descendre dans le jardin
On entend des rires d'enfants
d'une école voisine
La pose est finie
Ravi de vous avoir rencontré
me dit-il en partant pressé

La campagne officielle à la radio et à la télévision

JEUDI 14 AVRIL

FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Waechter, Barre (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 30 : M. Juquin, Mme Laguiller. A partir de 22 h 15 : M. Juquin, Mme Laguiller (rediffusion).

France-Inter, 20 h 30 : MM. Barre, Le Pen.

VENDREDI 15 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 heures : M. Juquin, Mme Laguiller.

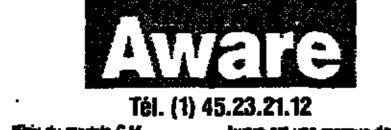
A 2, 9 heures - 9 h 30 : MM. Waechter, Barre (rediffusion). 13 h 30 - 14 heures : MM. Mitterrand, Boussel.

FR 3, 17 heures - 17 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

A 2, 19 heures - 19 h 45 MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac.

FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30 - 14 heures : Mme Laguiller, M. Chirac. 20 heures - 20 h 45 : MM. Juquin, Boussel, Waechter.





Politique

La campagne de M. Jacques Chirac

Le premier ministre prépare le second tour en attaquant durement M. Mitterrand

M. Jacques Chirac a tenu à Lyon, le mercredi 13 avril, le dernier « grand » meeting de sa campagne du premier tour, avant d'achever sa tournée des provinces dans sa région, le 15 avril à Limoges et le 16 avril à Brive.

Dans la ville dont M. Raymond Barre est l'élu et où certains sondages créditent le premier ministre d'une légère avance sur le candidat de l'UDF, M. Chirac, entouré d'une dizaine de ministres, devant environ dix mille personnes réunies au palais des sports de Gerland, a rappelé les grandes lignes de son programme et, surtout, critiqué celui de M. François Mitterrand.

Tout au long d'un discours qui répondait, notamment, à celui que le président de la République avait fait devant ses partisans à Rennes, le 8 avril, M. Chirac a mis en cause la compétence, la bonne foi, et, allusivement mais sans ambages, l'âge de M. Mitterrand.

Bien que parlant dans la ville de M. Barre, le premier ministre n'a pas assorti ses propos d'un appel à l'union de la majorité, comme il l'avait fait lors de chacun de ses précédents meetings. Se plaçant dans une optique de second tour, il lui a suffi, pour marquer son souci de loyauté majoritaire — et après s'être entretenu, à Belleville, avec des représentants du monde agricole, — de rencontrer à l'hôtel de ville le maire de Lyon, M. Francisque Collomb, sénateur (UDF), qui a, ensuite, assisté au meeting.

Celui-ci a été ouvert par M. Alain Mérieux, qui conduisait la liste du RPR pour les élections régionales dans le Rhône, il y a deux ans, et qui préside le comité régional de soutien à la candidature de M. Chirac. M. Michel Noir, ministre délégué au commerce extérieur, élu de Lyon, potentiellement candidat à la mairie en 1989 comme il l'avait été en 1983, a fait, ensuite, une intervention qui n'avait pas été inscrite au programme. Qu'il l'emporte ou non le 8 mai, la question des rapports avec l'UDF à Lyon posera à M. Chirac de redoutables problèmes au sein même de son mouvement.

« Les socialistes et leur candidat n'ont plus rien à nous dire »

LYON
de notre envoyé spécial

« Les Français commencent à y voir clair, aujourd'hui, un tout petit peu clair », a déclaré M. Chirac en évoquant la « lettre » que leur a adressée M. Mitterrand, *« long bavardage sur l'air du temps et sans autre perspective que la conservation des situations acquises »*.

Le premier ministre a renouvelé sa proposition d'un *« face-à-face loyal »* entre le président de la République et lui-même, en rappelant *« le débat qui s'est déroulé lors de chacune des deux dernières élections présidentielles »*.

M. Chirac a exposé son propre projet, en mettant au premier rang la construction d'une *« France plus généreuse et plus fraternelle »*. Le premier ministre a parlé, ensuite, du rayonnement de la France dans le monde. Au sujet du désarmement, il s'est déclaré *« scandalisé par les clins d'œil démagogiques que certains socialistes font aux communistes en laissant entendre qu'on pourrait, demain, réduire les crédits militaires et en justifiant cette approche en disant que cela accompagnera un désarmement qui est en marche »*.

Abordant les questions économiques, M. Chirac a répondu à ceux (les barristes) qui observent que la Grande-Bretagne ou l'Allemagne ont, en huit ans, créé plus d'emplois que la France : *« Mme Thatcher*, a-t-il dit, *gouverne depuis 1979, M. Kohl depuis 1982, et nous, depuis 1986. Nous serions de véritables magiciens si nous avions obtenu en vingt-quatre mois ce que d'autres ont mis parfois six, huit ou neuf ans pour réaliser. »*

Selon M. Chirac, le redressement économique implique une triple tâche :

« — Baisser les charges qui pèsent sur la production ; l'immobilisme fiscal que nous propose le candidat socialiste me paraît, de ce point de vue, je pèse mes mots, suicidaire » ;

» — Augmenter et renforcer les libertés économiques, avec, en particulier, le nécessaire allègement du secteur public, grâce à la reprise des privatisations comme dans tous les pays, y compris les pays socialistes européens ; là encore, l'immobilisme serait un lourd handicap : expliquer qu'il ne faut plus ni privatiser ni nationaliser, c'est une dérobade qui en dit long sur l'atonie intellectuelle et l'absence de volonté des socialistes aujourd'hui ;

» — Parachever la remise en ordre des finances publiques, ce qui implique de nouvelles réductions du déficit budgétaire ; sur ce point aussi, j'ai constaté avec étonnement que M. Mitterrand reste muet ; je peux dire que jamais discours économique d'un candidat à la présidence de la République ne fut plus ténu : signe d'incompétence ou signe de désintérêt, je ne sais, mais dans l'un et l'autre cas, l'avenir de l'économie française serait cruellement incertain si l'opposition socialiste revenait au pouvoir. »

L'art de refaire l'histoire

M. Chirac a reproché à M. Mitterrand sa *« réécriture des dernières années de la vie de notre pays »* et son *« art de refaire l'histoire »*. Ainsi, a-t-il dit, *« c'est lui qui aurait sauvé la politique du général de Gaulle des abandons et renoncements auxquels l'actuelle majorité et mon gouvernement se seraient laissés aller : il est préférable d'en rire »*.

M. Chirac a déclaré que, à la suite des *« imprudences »* commises par M. Mitterrand lorsqu'il s'était prononcé, à Dublin, contre la modernisation des armes nucléaires à courte portée des pays de l'OTAN, le premier ministre avait dû *« rappeler que la France n'avait pas à se mêler des affaires d'autrui à un moment où ses alliés ne souhaitaient pas de controverses politiques sur ce thème »*. *« Je dois dire que je n'en ai plus entendu parler »*, a-t-il dit.

M. Chirac a dressé un sombre tableau de l'état dans lequel il avait trouvé l'Europe lorsqu'il avait formé son gouvernement, il y a deux ans : *« quasi-impossibilité d'élaborer un budget correct ; remise en question de la politique agricole commune ; blocage de la politique de recherche, et tout à l'avenant »*. Son gouvernement a pu, a-t-il dit, *« dossier après dossier, sortir l'Europe de l'ornière »* et aboutir à l'accord de Bruxelles, le 13 février dernier. *« Quel n'est pas mon étonnement de voir qu'aujourd'hui M. Mitterrand s'en approprie les mérites, ce qui ne manque pas d'un certain sens de l'humour »*, a-t-il déclaré.

Au sujet de la sécurité enfin, M. Chirac s'est étonné de lire, dans le texte de M. Mitterrand, une référence à *« la somme des mesures prises avant et après mars 1986 »*. Selon lui, en effet, *« le candidat socialiste s'approprie tranquillement et en toute quiétude l'action »* du gouvernement actuel. *« Peu importe !* a lancé M. Chirac. *Dieu reconnaîtra les siens. »*

Ne trouvant dans la lettre du candidat socialiste que *« propos désabusés, vérités premières ou formules évangéliques »*, M. Chirac a ironisé sur *« la réponse que M. Mitterrand apporte à l'une des questions qu'il se pose à lui-même »* : *« J'ai toujours*, a-t-il cité, *envie de répondre à la fois « oui » et « non »*. *« Telle est bien*, a dit M. Chirac, *gravée dans le marbre par le meilleur expert, la plus juste définition qu'on ait jamais donnée du mitterrandisme.* [...] *En vérité, les socialistes et leur candidat n'ont plus rien à nous dire. »*

Le vote des immigrés

M. Chirac a critiqué l'intention exprimée par M. Mitterrand de *« convaincre les Français qu'il faut donner le droit de vote aux étrangers »*. *« Ce qui attendrait la France après 1988*, a-t-il dit, *si le candidat socialiste était réélu, ce serait, pour l'immigration, le retour au laxisme des années 1981-1985 avec, en plus, le droit de vote donné aux étrangers. »* Il a ajouté (à l'intention des électeurs du Front national) : *« Que tous ceux qui nous reprochent de ne pas avoir assez fait, depuis 1986, pour lutter contre l'insécurité et contre l'immigration clandestine y réfléchissent avant le 24 avril et, aussi, avant le 8 mai. »*

Il a déclaré en conclusion : *« Ne vous y trompez pas : le débat d'aujourd'hui fait clairement apparaître qu'il n'y a pas, qu'il n'y a plus, une France de gauche et une France de droite. Il y a une France dynamique, qui doit se rassembler. Les Français savent que l'immobilisme ne peut nous mener qu'au déclin. »*

P. J.

Les conseils de l'institut BVA au candidat Chirac

« Trouver les mots pour désenclaver » l'électorat de M. Le Pen

« Comment faire pour que le représentant de la droite au second tour, très vraisemblablement M. Chirac, retrouve la majorité dont la droite dispose actuellement dans le pays ? » A cette question, essentielle pour Jacques Chirac, l'institut de sondage BVA, qui conseille le RPR dans la campagne présidentielle, a tenté de répondre dans une note remise récemment au candidat et à son état-major de campagne.

Daté du 5 avril et intitulé *« Remarques sur la stratégie électorale de Jacques Chirac »*, le document de cinq feuillets définit deux problèmes qui, selon ses rédacteurs, sont la clé de la victoire : *« Quelle attitude adopter vis-à-vis de François Mitterrand ? Comment faire le plein des voix de droite au second tour ? »*

Donnant *a posteriori* raison à Raymond Barre, BVA reconnaît que François Mitterrand *« a trouvé dans la cohabitation une occasion inespérée de repartir après sa défaite de mars 1986* [...], *en s'installant dans une position de rassembleur des Français »*. Pour *« s'attaquer à ce regain de crédit dont il bénéficie dans l'opinion »*, l'argument qui porte le plus est celui des risques que constituerait un chèque en blanc à un homme qui a si souvent changé de cap sur les questions fondamentales. La dernière porte sur les institutions : la force de frappe, l'attitude à l'égard du terrorisme, la politique économique et les relations avec le Parti communiste.

BVA conseille en outre de *« tirer parti des zones de doute qui entourent le candidat Mitterrand »* en lui posant quelques questions sur l'endettement, les impôts nouveaux, l'immigration, les institutions et, inévitablement, l'âge du candidat socialiste, sans oublier la question du terrorisme.

Les propositions les plus tranchées apparaissent sur la question cruciale du second tour. BVA suggère de porter l'essentiel de l'effort sur les électeurs du Front national : *« Le candidat de la droite au second tour ne sera pas élu s'il ne trouve pas les mots qui sauront désenclaver l'électorat de Jean-Marie Le Pen »*.

Or, souligne l'institut, *« jamais* [la majorité] *n'a trouvé les mots qui auraient réintégré les électeurs de Jean-Marie Le Pen dans la communauté politique nationale, par exemple en soulignant que les difficultés nées de la cohabitation raciale quand l'immigration est massive ne sont pas des fantasmes nés d'imaginations fascisantes, mais de cruelles réalités »*.

« Au nom du rejet de la logique de l'exclusion, poursuit la note, *on exclut doublement cet électorat : une première fois parce qu'il ne se sent plus chez lui, une seconde en le déclarant indigne de prendre part au débat politique national. »*

Il s'agit donc de réintégrer dans le giron de la droite classique non pas Le Pen mais son électorat avec lequel, souligne BVA, les partisans de Chirac partagent les mêmes *« valeurs traditionnelles »*. La note conclut par la nécessité de ne plus *« mettre à l'index »* les électeurs du Front national, estimant que *« leur réinsertion dans le débat politique du second tour sera un élément déterminant du vote du 8 mai prochain »*.

G. M.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre

Le japonais

M. Raymond Barre a affirmé mercredi 13 avril au micro de la radio Skyrock : *« Je suis un peu comme les Japonais, je tiens jusqu'au dernier quart d'heure »*, estimant que certaines personnes de son entourage *« n'ont pas les nerfs solides »* et réagissent au moindre *« frémissement »*. M. Barre a souligné que, depuis que l'élection présidentielle existe, il y a toujours eu deux candidats dans l'actuelle majorité : *« Quand on est deux, on ratisse plus large qu'à un seul, selon un bon vieux principe républicain »*, a-t-il expliqué.

M. Jospin

Oripeaux

Dans une interview à *la Légende du siècle* — hebdomadaire éphémère qui avait, en 1987, publié quatre numéros et qui reparaît avant le premier tour de l'élection présidentielle, — M. Jospin conseille à M. Mitterrand de réussir le dosage entre *« la nécessité d'assumer la présidence »* et celle *« de se dénuder des ors et des oripeaux de la grandeur et de la charge pour revenir devant le peuple comme un candidat »*. Le premier secrétaire du PS insiste sur sa prise de position pour le droit de vote des immigrés aux élections municipales : *« On a le droit de jouer avec une idée sans la concrétiser pendant quelques annés. Après, soit on la met en pratique soit on casse ce qui pourrait devenir une hypocrisie. »* Il estime que si François Mitterrand est réélu, la dissolution de l'Assemblée nationale serait *« la solution la plus simple »* et que l'ouverture politique *« est plus facile quand on est majoritaire »*.

M. Juppé

Papa Doc

Le porte-parole du gouvernement et du candidat Chirac, M. Alain Juppé, a affirmé mercredi matin 13 avril sur France-Inter : *« Avec François Mitterrand, on n'est sûr de rien. Est-ce que c'est un socialiste qui s'avance masqué, ce que je crois, ou est-ce que c'est ce Papa Doc qui essaie de tenir un discours rassembleur parce qu'un peu insipide ? »*

M. Juppé s'est aussitôt attiré cette réponse de M. Lionel Jospin, qui était lui à Toulouse. Le premier secrétaire a dénoncé *« ce petit ministre pète-sec, qui s'est permis de traiter François Mitterrand, le président de la République française, de « Papa Doc ». Que ce gommeux se soit permis de parler ainsi de François Mitterrand, lui qui est le porte-parole du gouvernement (...), cela témoigne d'un dévoiement du débat politique et d'un état d'esprit dangereux. »*

M. Mitterrand

Du XIXe au XXIe siècle

Les goûts artistiques et littéraires de M. François Mitterrand ne sont pas en harmonie avec ses options politiques. C'est un aveu du président-candidat à Bernard Pivot qui l'interviewe dans le numéro de *Paris-Match* daté du 22 avril.

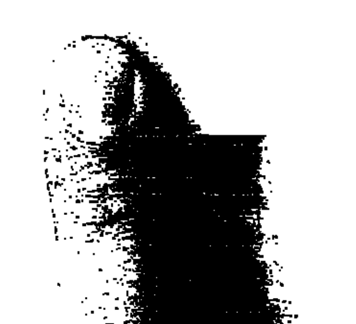
Au fil d'une longue discussion culturelle, M. Mitterrand aborde quelques sujets plus politiques. Ainsi il assure qu'il avait pris *« le parti »* d'abandonner sa carrière politique en 1988, *« pas simplement pour écrire, mais pour vivre autrement. Et puis parce que je pensais qu'il n'était pas du tout indispensable par rapport à moi-même que je me représente. Je fais partie de ces Français qui pensent : sept ans, ça peut suffire ! Les circonstances, la solidarité qui m'unit à ceux qui me font confiance, le désir de ne pas laisser la France suivre une direction que je crois mauvaise pour elle, m'ont conduit à reprendre le combat politique dès lors que j'apparaissais comme le mieux à même d'être élu. Je n'en dirai pas plus. Je ne suis pas quelqu'un qui crie victoire avant qu'elle soit là. »*

Interrogé sur le général De Gaulle, M. Mitterrand affirme : *« Je ne sais pas pourquoi beaucoup de gens s'imaginent que ma référence constante est de Gaulle. C'était un grand homme mais je n'ai pas besoin de son képi (...). Il était le dernier des grands personnages du XIXe siècle. Il a illustré le XXe. Il est plus urgent de s'intéresser au XXIe.*

M. Poniatowski

Charlot-facho

M. Michel Poniatowski (UDF-PR) estime que le *« président-candidat est devenu charlot-facho et que son attitude est à l'image de ce que faisaient les fascistes en interdisant la reproduction de l'histoire dans le temps »*. Dans une interview à un journal local du Val-d'Oise, M. Poniatowski, interrogé sur un éventuel rapprochement gauche-droite, estime que *« tout est possible avec des gens qui ont des épines dorsales comme celles des anguilles (...). Je ne crois pas que la vie française doive être faite de méli-mélos. »*



NUMÉRO SPÉCIAL RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA REVUE « L'HISTOIRE »

L'ÉVÉNEMENT du Jeudi

CETTE SEMAINE

DEUX SIECLES DE GUERRES FRANCO-FRANÇAISES

MAI 1988 La guerre va-t-elle prendre fin ?

MAI 1968 Des barricades à la grande peur !
Pour ou contre l'idéologie soixante-huitarde

13 MAI 1958 De Gaulle ou la guerre civile
De Gaulle était-il putschiste ?
De Gaulle et Mitterrand : quel rassemblement ?

1948 Nationaux contre séparatistes :
la grande fracture !

et aussi

1938 : Munichois contre antimunichois
1928 : Provocateurs contre honnêtes gens
1918 : Ordre et révolution
1898 : Dreyfusards contre antidreyfusards
1888 : Boulangistes contre antiboulangistes
1878 : Cléricaux contre anticléricaux
1848 : Prolétaires contre bourgeois
1788 : Patriotes contre aristocrates

هكذا من الاصل



Une enquête CNRS-BVA-« le Monde »

Un autre aspect de la campagne : la bataille de la crédibilité

par Gérard Grunberg
Florence Haegel
et Béatrice Roy

Respectivement directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (CNRS), chargée de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (FNSP) et consultant Bull-BVA.

Une campagne électorale ce n'est *pas seulement* une bataille de « look », c'est aussi un processus au cours duquel se cristallisent, s'imposent, de manière concurrentielle, des crédibilités politiques. Les images des *candidats ne sont pas vides de* contenu. Elles se construisent à partir des crédibilités différentielles de chacun. Elles s'articulent autour des thèmes – enjeux de la campagne. C'est pourquoi l'image d'un candidat repose sur son aptitude à délimiter un ensemble de thèmes sur lesquels son savoir-faire est reconnu, à affaiblir la crédibilité de ses concurrents sur ces thèmes, à faire de ceux-ci les enjeux principaux de la campagne, enfin à neutraliser les thèmes sur lesquels il souffre d'un handicap par rapport à ses adversaires. C'est dire que l'imposition d'une image passe aussi par une stratégie d'orientation du débat politique, par la valorisation ou l'évitement de certains thèmes. Les enjeux sont donc bien construits par le débat politique, soit à partir de préoccupations relativement stables des électeurs – l'exemple le plus net est celui du chômage. – *soit à partir de thèmes* spécifiques de la bataille politique, le cas de la cohabitation en mars 1986 est lui aussi très significatif.

Le duel Barre-Chirac : l'absence de différenciation

L'étude proposée ici repose sur une enquête d'opinion effectuée début avril (1). Au-delà des intentions de vote, il s'agit de fournir des clés pour comprendre cette alchimie un peu mystérieuse qu'est la formation du jugement politique des citoyens, c'est-à-dire ce qui se joue, dans cette bataille pour la *crédibilité.*

En 1986, la crédibilité des deux grands partis de droite était comparable. En refusant la cohabitation et en prenant quelques distances par *rapport au gouvernement* et aux partis qui le composaient, Raymond Barre misait sur sa bonne cote de popularité pour s'imposer comme le meilleur candidat à droite. Il conserve une popularité supérieure à celle du premier ministre. Confronté aux difficultés du pouvoir et surtout au maniement délicat de la cohabitation, Jacques Chirac ne pouvait creuser l'écart avec son concurrent qu'en convainquant l'opinion du bien-fondé de son choix initial et en valorisant les résultats les plus probants de son action gouvernementale.

A la veille de l'élection présidentielle, ni l'un ni l'autre n'a réussi à améliorer substantiellement sa crédibilité par rapport à celle dont bénéficiait son parti en 1986 *(tableau 1)*. Mais le léger avantage pris par Jacques Chirac sur son rival constitue en réalité un succès pour lui. La stratégie de Raymond Barre reposait principalement sur deux éléments : sa conception des institutions dont découlait sa condamna*tion de la cohabitation* et la mise en valeur de sa crédibilité économique. Or l'image barriste ne s'est pas différenciée de celle de son concurrent. Les Français sur ces deux thèmes accordent à peu près le même crédit aux deux hommes *(tableau 2)*.

Dans le domaine des institutions, Jacques Chirac a conservé l'avan*tage conquis* dès 1986. Sur les thèmes économiques, l'action et la personnalité d'Edouard Balladur, sa valorisation dans l'équipe chiraquienne, semblent avoir constitué un contre-feu efficace. C'est précisément sur ces enjeux économiques que Raymond Barre enregistre, de mars à avril, ses reculs les plus nets : il perd 6 points sur le thème du chômage et 2 points sur celui de la croissance économique.

Raymond Barre réussit cependant à devancer le premier ministre sur les questions de fiscalité (4 points) et du pouvoir d'achat (3 points), troisième priorité de l'opinion.

De son côté, Jacques Chirac a maintenu et même renforcé son crédit dans le domaine de la sécurité, thème sensible de l'électorat de droite. A l'inverse, Raymond Barre ne s'est pas imposé sur le thème de la justice sociale, encore moins sur celui de la formation, enjeux qui marquent une certaine spécificité de son électorat par rapport à celui de Jacques Chirac. Sur ce point, il ne peut ni inquiéter François Mitterrand ni distancer Jacques Chirac.

Les atouts de François Mitterrand : une image enrichie

Le député du Rhône ne parvient *pas à imposer sa crédibilité dans la* partie la plus conservatrice de l'électorat de droite, ni à occuper le centre en apparaissant comme porteur d'un éventuel « *libéralisme social* ». L'espace qui semblait ouvert devant Raymond Barre au début de la campagne s'est progressivement refermé, comme l'a traduit l'évolution des intentions de vote. Non seulement les domaines de forte crédibilité des deux candidats de droite sont les mêmes *(tableau 3)*, mais surtout, sur ces thèmes, c'est le plus souvent Jacques Chirac qui l'emporte. C'est donc lui qui profite du manque de complémentarité des deux images.

Face à Raymond Barre et à Jacques Chirac, François *Mitterrand* a réussi à renverser à son profit la situation qui prévalait à la veille des élections législatives de mars 1986, date à laquelle le RPR et l'UDF bénéficiaient d'une image plus forte que celle du PS. Au lendemain de sa déclaration de candidature, le président de la République disposait d'une crédibilité supérieure à celle de ses deux rivaux *(tableau 1)*. Pour opérer ce redressement, François Mitterrand a joué sur plusieurs registres.

D'abord il a fait fructifier le capital socialiste. En 1986, le triptyque libertés, défense de l'Etat-*providence*, formation constituait la ligne de défense du socialisme. En se posant clairement en garant des acquis sociaux et des libertés, durant la période de cohabitation, François Mitterrand a conforté, *ici*, une crédibilité particulièrement élevée, mais surtout il a profité de l'importance accrue de ces thèmes dans l'opinion. En particulier, le président de la République bénéficie de l'impact du thème de la formation, deuxième après le chômage dans les priorités de l'opinion.

Il s'agit là non seulement d'un sujet cher aux socialistes, mais surtout cette association chômage-formation est une manière de renouveler leur discours sur l'emploi, de gagner un avantage *dans la formula*tion des solutions à apporter au problème du chômage. Le couple chômage-formation, plus favorable à François Mitterrand, permet de relativiser l'association chômage-croissance économique, où les candidats de droite étaient mieux placés. Cette orientation du débat politique *est en soi* très importante pour le président de la République. Dans l'ensemble, les limites de la pénétration des thèses libérales avantagent François Mitterrand lorsqu'il se pose en garant de la *solidarité nationale.*

Mais celui-ci n'a pas restructuré uniquement son image à partir du capital socialiste. Il a également réussi, grâce à sa gestion de la période de la cohabitation, à diversifier cette image. Sur les trois thèmes de la place de la France dans le monde, du bon fonctionnement des *institutions et du rassemblement* des Français, il dispose aujourd'hui d'une crédibilité particulièrement forte. Son insistance sur les thèmes de l'unité des Français lui permet de jouer pleinement sur ce registre.

Enfin, aux deux dimensions qui structurent la crédibilité de François Mitterrand, il convient d'ajouter une amélioration sensible de son image sur des thèmes qui constituent les points faibles du Parti socialiste en 1986 : sécurité, chômage, croissance économique et immigration.

Grâce au redéploiement de son image, le président de la République bénéficie d'un crédit nettement supérieur à celui du PS en 1986 (il a gagné 17 points entre mars 1986 et mars 1988 et encore 4 points entre mars et avril). Cette amélioration est sensible d'abord *sur* l'électorat de François *Mitterrand*, qui témoigne d'une confiance en son candidat sans commune mesure avec celle que ses électeurs accordaient au PS en 1986 (tableau 2). Mais elle se fonde aussi sur un *rayonnement de* l'image de François Mitterrand – à gauche sur l'électorat d'André Lajoinie, à droite sur celui de Raymond Barre. Elle s'est en outre élargie à l'électorat de Jean-Marie Le Pen et chez les non-votants après la déclaration de candidature du président de la République.

Jacques Chirac conserve néanmoins son avantage sur le thème de la sécurité et dans une moindre mesure sur celui de la croissance économique. Son handicap dans le domaine des *institutions et* la place de la France dans le monde n'est que peu marqué. Le premier ministre a lui aussi bénéficié de la cohabitation. Enfin, en matière d'emploi et de formation, l'écart qui sépare les deux candidats n'est pas insurmontable. En outre, la dernière amélioration constatée dans la crédibililité de François Mitterrand est encore très récente. C'est dire sa fragilité : la diversification des soutiens est aussi un risque de vulnérabilité.

Pour gagner face à François Mit*terrand, le candidat de droite*, qu'il s'agisse de Raymond Barre ou de Jacques Chirac, est confronté à un choix stratégique : soit tenter de remonter les handicaps sur les thèmes mitterrandiens, ce qui semble difficile, sinon hors de portée, soit gagner du terrain de manière *suffisamment* forte et convaincante sur les thèmes économiques, pour réussir à la fois à imposer davantage leur importance dans l'opinion – en particulier comme remède au chômage et à la stagnation du pouvoir d'achat – et à renforcer encore leur crédibilité.

(1) Cette enquête *réalisée pour le Monde* par BVA a été effectuée du 1er au 5 avril 1988 auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans ou plus (méthode des *quotas*, sexe, âge, CSP du chef de famille). Elle est comparée à *deux* enquêtes effectuées par BVA selon la même méthode : la première, réalisée en mars 1986 pour Antenne 2 et *l'Evénement du jeudi* sur la crédibilité des partis politiques, a déjà donné lieu à une analyse dans l'ouvrage dirigé par Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg *Mars 1986 : la droite et la défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986 ; la seconde a été réalisée pour Antenne 2 du 29 février au 4 mars 1988.

La méthode utilisée consiste à fournir une liste de quatorze thèmes, à demander pour chacun d'entre eux une note de 1 à 10 selon leur importance, puis de donner pour chacun des cinq principaux candidats une note de 1 à 10 selon leur aptitude à prendre en charge chacun de ces problèmes.

Après cette étude sur les thèmes de la campagne et les images des candidats, *le Monde* publiera une enquête de Jean-Louis Missika et Dorine Bregman sur le rôle des médias dans la *campagne* et une étude de Dominique Wolton sur les leaders d'opinion. Il s'agit des premiers résultats d'une recherche financée par le CNRS, à laquelle *le Monde* contribue, sur la communication politique lors de la présidentielle de 1988.

TABLEAU 1
Pourcentage d'enquêtés ayant donné les notes de 7-8-9 ou 10 (1).

... Aux partis Mars 1986		... Aux candidats	Mars 1988	Avril 1988
PC	17	A. Lajoinie	15	17
PS	31	F. Mitterrand	41	45
UDF	35	R. Barre	38	38
RPR	37	J. Chirac	39	39
FN	14	J.-M. Le Pen	14	14

(1) Moyenne sur quatorze thèmes notés de 1 à 10.

TABLEAU 2
La dynamique de la crédibilité de François Mitterrand.
Pourcentage d'électeurs ayant donné les notes de 7-8-9 ou 10...

... au PS Mars 1986		... à François Mitterrand	Mars 1988	Avril 1988
Electeur du... (1)		Electeur de... (1)		
PC	35	A. Lajoinie	48	53
PS	57	F. Mitterrand	72	76
UDF	19	R. Barre	30	26
RPR	21	J. Chirac	22	23
FN	17	J.-M. Le Pen	13	22
Non votant (2)	21	Non votant (2)	21	27
Ensemble	31	Ensemble	41	45

(1) Il s'agit d'intentions de vote.
(2) Sont appelés « non votant » les personnes interrogées ayant refusé de déclarer une intention de vote.

TABLEAU 3 – Structure thématique des images.
Pourcentage des enquêtés ayant donné les notes de 7-8-9 ou 10 à...

Sur les thèmes (*)	...François Mitterrand	...Jacques Chirac	...Raymond Barre	Ecart Mitterrand Chirac	Ecart Mitterrand Barre
Chômage	40	37	36	+ 3	+ 4
Formation	47	43	40	+ 4	+ 7
Pouvoir d'achat	44	35	38	+ 9	+ 6
Justice sociale	52	34	35	+ 18	+ 17
Sécurité	46	51	42	− 5	+ 4
Libertés individuelles	49	39	37	+ 10	+ 12
Croissance économique	43	44	43	− 1	=
Liberté de l'information	47	37	38	+ 10	+ 9
Place de la France dans le monde	49	47	45	+ 2	+ 4
Immigration	40	34	30	+ 6	+ 10
Fiscalité	36	30	34	+ 6	+ 2
Fonctionnement des institutions	48	44	42	+ 4	+ 6
Rassembler les Français	47	34	35	+ 13	+ 12
Equilibre secteur privé/public	38	34	34	+ 4	+ 4
Moyenne des 14 thèmes	45	39	38	+ 6	+ 7

(*) Hiérarchisés selon leur importance dans l'opinion, avril 1988.







Le projet barriste pour la justice

L'ancien premier ministre propose une « haute autorité » et un « ministère de la loi »

M. Pascal Clément, secrétaire national du Parti républicain, député (UDF) de la Loire, a présenté à la presse, mardi 12 avril, les propositions de M. Raymond Barre en matière de justice.

Une justice indépendante, sereine ; des juges compétents, bien payés ; les « petites » affaires qui ne traînent plus ; les débordements enfin contenus d'une presse qui ne connaîtrait plus ses limites : telles sont les grandes lignes du projet de M. Barre pour la justice, présentées à la presse par M. Pascal Clément, secrétaire national du Parti républicain, député de la Loire et avocat de formation. On ne peut en effet, faute de chiffrage, parler de programme. M. Clément devait en réalité proposer des *« pistes de réflexion »* destinées à se transformer, le moment venu, en *« pistes d'action »*.

Eclairés par la récente actualité, – les fiches « politiques » établies au secrétariat général du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), – les barristes veulent faire du CSM une *« haute autorité de la justice »*, qui se composerait de neuf membres élus pour neuf ans, non renouvelables. Véritable patron des magistrats du siège, cette « haute autorité » ferait écran entre eux et le pouvoir politique. Les barristes ne rejettent pas l'idée d'une révision constitutionnelle nécessaire à ce changement de fonction et de nature du CSM.

Le ministère de la justice deviendrait un « ministère de la loi », ce qui éviterait aux parlementaires de la commission des lois d'avoir à réécrire des copies bâclées par des ministères mal outillés sur le plan juridique.

Reprenant curieusement une vieille revendication du Syndicat de la magistrature, les barristes veulent aussi simplifier la hiérarchie des magistrats et séparer le grade et l'emploi pour certains postes tels que juge d'instruction et chef de juridiction. Il faudrait aussi envisager de mieux payer les magistrats et de leur accorder, du moins pour la hiérarchie, des symboles de leur autorité : voitures et appartements *de fonction comme peuvent en avoir* les préfets. Les barristes voudraient, d'autre part, supprimer l'Ecole nationale de la magistrature et la remplacer par une école nationale du droit, qui formerait conjointement magistrats et avocats. Le juge d'instruction pourrait devenir le juge de l'intruction : le parquet conduisant l'enquête, le juge ne gardant plus que les actions juridictionnelles comme la mise en détention provisoire. C'est, sur ce chapitre, prendre le contre-pied de la loi Chalandon réformant l'instruction, sur laquelle pourtant M. Clément souhaiterait ne pas revenir. Quant à la police judiciaire, statutairement, elle devrait dépendre de la justice et non de la police.

Mélange d'idées libérales et conservatrices *(« pourquoi,* suggérait M. Clément, *ne pas s'inspirer du modèle anglais et interdire à la presse de parler d'une affaire dès que l'information judiciaire est ouverte ? »)*, le projet de M. Barre sur la justice n'a pas été très fouillé. Il est vrai qu'il faut dans cette matière sensible *« de la concertation et du temps »* pour éviter que la justice *« ne soit le cheval de bataille des idéologies »*.

Ag. L.

A Amiens

Les « ardoises » républicaines d'un faux envoyé de l'Elysée

Les notables de la région amiénoise l'avaient traité avec les égards dus à son rang présumé, celui d'un émissaire de la présidence de la République. On ne refuse rien à un jeune homme de qualité qui promet l'agrandissement de l'aérodrome d'Amiens et la création d'un centre culturel régional, au nom de...

Alain-Daniel Jollois, vingt-quatre ans, sous le pseudonyme de Daniel Goldenberg, s'est livré au mois de juin dernier à une forme élaborée de la grivèlerie, la grivèlerie politique. Profitant de la présence des responsables politiques et économiques de la région, venus assister à une conférence de l'écrivain-philosophe Bernard-Henri Lévy, Alain-Daniel Jollois avait multiplié les contacts. Il se disait envoyé par le président de la République afin de préparer une rencontre à Amiens entre le chef de l'Etat français et ses homologues italien et grec.

Ensuite, au cours de déjeuners avec des conseillers régionaux et généraux, il multipliait les promesses de subventions et allait même, à titre personnel cette fois, jusqu'à signer un accord pour le rachat de 53 % des parts d'un journal gratuit. Menant grande vie, le faux émissaire de l'Elysée devait rester ainsi pendant trois semaines à Amiens, multipliant les ardoises républicaines.

Arrêté le 10 juillet dernier, Alain-Daniel Jollois, récidiviste en la matière, a été condamné, mercredi 13 avril, à dix-huit mois de prison dont six avec sursis par le tribunal correctionnel d'Amiens pour escroquerie, usurpation de fonction et grivèlerie. Le tribunal a assorti cette condamnation d'une mise à l'épreuve courant sur trois ans, soit environ un demi-septennat.

Issue heureuse pour une prise d'otage à la prison de Caen

CAEN
de notre correspondante

Directrice adjointe du centre de détention de Caen, Mme Isabelle Chaillou, vingt-huit ans, prise en otage à 17 h 15, mercredi 13 avril, par un détenu, a été libérée, peu après 23 heures. Ancien légionnaire, Bernard Suray, trente-quatre ans condamné en 1986 à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir tué sa compagne, s'est rendu sans condition après six heures de négociations.

Arrivé de la centrale de Fresnes il y a quelques jours, Bernard Suray revenait du parloir lorsqu'il agressa Mme Chaillou et le directeur du centre de détention M. André Varlouzet et l'entraîna, sous la menace d'un couteau, dans un bureau.

Tandis que le psychiatre tentait de parlementer avec le preneur d'otage, MM. Jean Amet, préfet de région, Jean-Pierre Guimard, procureur de la République, et Gaillardon, patron de l'antenne locale du SRPJ Rouen-Caen, choisissaient eux aussi la voie de la négociation. Dès 18 heures, cependant, des policiers du RAID (Recherche, action, intervention, dissuasion) quittaient Paris pour le centre de détention de Caen.

A 21 heures, le commissaire Ange Mancini et ses hommes pénétrèrent dans la prison. Bernard Suray exigeait toujours sa libération et une voiture, l'un de ses codétenus essayant de le ramener à la raison. Un dialogue qui va durer deux heures durant et peser lourd, semble-t-il, dans la décision de l'ex-légionnaire. Bernard Suray accepte, en effet, de se rendre peu après 23 heures. Il a obtenu la garantie de ne pas faire l'objet de poursuites pénales pour cette prise d'otages, ce qui ne manque pas d'inquiéter – pour l'avenir – les personnels pénitentiaires.

PASCALE MONNIER.

Les conventions pour la construction des nouvelles prisons ont été signées

Adepte du *« bond en avant »*, comme il le dit lui-même, M. Albin Chalandon a tenu à convoquer la presse, mercredi 13 avril, pour qu'elle assiste à la signature des conventions liant les entreprises lauréates du concours ouvert pour la construction des quinze mille places de prison, à l'Etat. *« Il est de l'intérêt de tout le monde d'avoir des prisons qui ne fabriquent pas des récidivistes »*, a déclaré le ministre en expliquant qu'avec 52 480 détenus au 1er avril, le taux de détention provisoire ayant baissé de 50 à 40 %, *« On peut renforcer les libertés individuelles tout en ayant une politique de fermeté en manière de sécurité »*. Le programme, initialement scindé en trois tranches successives, devrait pouvoir démarrer immédiatement et le premier coup de pioche être donné *« dès demain »*.

Fort de son expérience de construction des autoroutes, M. Chalandon a laissé paraître sa satisfaction de laisser derrière lui cette nouvelle œuvre de bâtisseurs. *« Entre 1900 et 1986, 14 500 nouvelles places de prison ont été construites. »* Grâce à M. Chalandon, le programme des 15 000 places devrait doter la justice française, d'ici à 1992, d'un parc pénitentiaire *« à la hauteur »*. D'autant, estime le garde des sceaux, que ce programme est *« le plus important pour les trois ans qui viennent dans le domaine des travaux publics. C'est un facteur de relance pour le bâtiment et l'emploi »*.

Extension de la grève des personnels administratifs

Les personnels administratifs de l'administration pénitentiaire, en grève depuis le 28 mars, ont décidé, mercredi 13 avril, de poursuivre leur mouvement pour réclamer notamment une indemnité de sujétion attribuée aux autres catégories des personnels des prisons (*le Monde* du 13 avril). Le mouvement s'étend à la Santé, Bois-d'Arcy, Nîmes et Muret, près de Toulouse. Pour l'intersyndicale, *« le directeur de l'administration pénitentiaire, François Bonnelle, par courrier du 31 mars, se déclarait prêt à s'entretenir avec les organisations syndicales concernées, dans un cadre et dans un délai appropriés »*.

« Dans le même temps, ajoute ce communiqué, *M. Bonnelle s'envolait pour deux semaines en voyage officiel, en prenant bien soin de donner les instructions suivantes aux directeurs régionaux : « Depuis quelques jours, » vous constatez, dans certains services de votre direction régionale, un » mouvement de ralentissement dans » l'exécution des tâches incombant au » personnel chargé de la gestion des » établissements* [...]. *Je vous invite, » dans l'hypothèse où la persistance » de cette action entraînerait des » conséquences dommageables au » fonctionnement du service à me » communiquer les noms des agents » qui y participeraient et me proposer » les mesures éventuelles nécessaires. »*

Jean-Marie Le Pen poursuit Pierre Juquin pour diffamation envers la mémoire des morts

La « blague » et l'honneur du père

Y a-t-il de bonnes et de mauvaises blagues, ou jusqu'où peut-on aller trop loin ? Un peu gêné, on se posait cette question le mercredi 13 avril devant la première chambre civile *présidée par* Mme Le Foyer de Costil, où un candidat à la présidence de la République, M. Jean-Marie Le Pen, en pousuivait un autre, M. Pierre Juquin, pour diffamation envers la mémoire d'un mort. L'objet du délit : trois lignes en exergue d'un chapitre d'un *livre de M. Pierre* Juquin : *Fraternellement libre*, paru en octobre 1987 chez Grasset. A la façon de Montesquieu et de ses *Lettres persanes*, dans le style délicat du XVIIIe siècle, M. Juquin entendait y dénoncer les outrances lepénistes à l'égard des immigrés. Il choisit de faire précéder son propos d'une *« blague rhorho »*. Pour qui ne le saurait pas, ce serait la version lyonnaise du terme *« beur »*. Et la blague était la suivante :

« Tu sais que le père de Le Pen est mort à Auschwitz ? » interroge un facétieux.

« [...] », répond son interlocuteur.

« Il est tombé d'un mirador », est la désopilante réponse.

La blague court, paraît-il, parmi les jeunes immigrés lyonnais et bien au-delà.

Pour cette intolérable injure, Me Olivier Samyn, qui représente M. Le Pen, ne demande pas moins de 300 000 F de dommages et intérêts, la publication du jugement dans cinq journaux nationaux à concurrence de 20 000 F chacune, le retrait des librairies de tous les exemplaires sous astreinte de 100 F par livre et bien sûr la suppression du passage incriminé s'il devait y revenir. En effet, Jean Le Pen, père de Jean-Marie, marin pêcheur de profession, est mort le 31 août 1942 : son bateau avait sauté sur une mine d'origine indéterminée. Cela lui valut l'honneur posthume d'être déclaré officiellement *« mort pour la France »*. Outre que M. Juquin insulte sa mémoire, il cherche par ce biais à jeter le discrédit sur Jean-Marie Le Pen en usant, estime son avocat, *« du mode sarcastique et déloyal dans un livre à vocation sérieuse »*.

Sans doute M. Juquin, après bien des années de bons et loyaux services à la direction du Parti communiste, avait-il besoin de *« se défouler »* et de chercher ainsi à *« reprendre le flambeau de Coluche »*. Il aurait malgré tout passé les bornes de la caricature. Et qu'on ne vienne pas dire à Me Samyn que, à quelques jours des élections, M. Le Pen cherche un prétexte pour défendre son honneur. Depuis quelques années, celui-ci n'a pas ménagé sa peine de plaideur assidu.

Pas plus qu'il ne faudrait le mêler aux révisionnistes que dénonce M. Juquin dans le même chapitre : *« La seule histoire révisée jusqu'ici est celle de Jean-Marie Le Pen : lorsqu'il s'engage en Algérie, c'est pour mieux torturer. Lorsqu'il devient l'ami d'Hubert Lambert, c'est pour capter son héritage ; lorsqu'il divorce – aux torts de sa femme, – on le présente comme un bourreau domestique... »*

Bien entendu, Me Serge Lewisch, qui défendait M. Juquin, et Me Patrick Gaultier pour les éditions Bernard Grasset, n'estiment pas que *« cette plaisanterie méritait un procès »*. Ce pied de nez « rhorho » *« n'est pas une information relative à un fait précis et déterminé mais la chute* (sic), *même brutale, d'une simple blague qui ne vise manifestement pas le père de Jean-Marie Le Pen mais seulement les idées politiques de celui-ci par une métaphore relative à sa filiation »*. Ainsi, aucune poursuite n'avait été engagée lorsque le dessinateur Cabu dans *le Gros Blond avec sa chemise noire* représenta le président du Front national en bébé dans les bras d'un gorille armé d'une matraque et rédigea ainsi sa légende : *« Révélation sur une filiation de Le Pen : sa mère porteuse était un gorille du zoo de Vincennes »*.

Que M. Juquin ne soit pas humoriste de profession ne l'empêche pas de tenter de faire rire. Savoir s'il y parvient est une autre affaire. Quant à l'honneur et la considération de M. Le Pen, *« ils se situent,* pour Me Lewisch, *à un niveau où ils ne peuvent plus être atteints. La mémoire de son père – et M. Le Pen le comprendra – n'est qu'un point de détail dans cette affaire. »* Pour la défense, le président du Front national aurait pu choisir – le livre est en vente depuis l'automne – des voies judiciaires plus rapides : il a choisi son moment, à dix jours des élections, et il ne faut voir là qu'une manœuvre électorale. En traitant le trio Barre-Mitterrand-Chirac (il faut suivre les initiales) de « Bordel Militaire de Campagne » ou en disant de Mme Michèle Barzach qu'*« elle ramasse les plumes du paon et se les met où je pense »*, M. Le Pen a montré qu'il ne répugnait pas lui non plus à une forme d'humour qui peut faire pincer le nez des chatouilleux.

Jugement le 11 mai.

AGATHE LOGEART.

Société

ÉDUCATION

Des « patrons » pour les collèges et les lycées

Les 13 000 responsables des établissements secondaires auront un statut et une meilleure rémunération

Les principaux de collèges et proviseurs de lycée vont devenir de vrais « patrons » dans leurs établissements. Une série de décrets, parus au *Journal officiel* du mercredi 13 avril, les dotent d'un statut spécifique et améliorent leurs conditions de rémunération et de carrière. Un petit coup de pouce, sans doute peu innocent en période électorale mais qui correspond aussi à la volonté permanente de M. René Monory de renforcer la position des chefs d'établissement, pivots de la vie scolaire et interlocuteurs des élus locaux depuis la décentralisation (*le Monde* du 23 octobre).

Le nouveau statut *« est un acte de confiance à l'égard de votre personne, comme de la fonction que vous exercez »*, écrit le ministre de l'éducation nationale, dans la lettre qu'il vient d'adresser aux quelque treize mille chefs d'établissement concernés (proviseurs et censeurs de lycée et lycée professionnel, principaux de collège et leurs adjoints, directeurs d'école normale et établissement spécialisé). Il s'agit, en effet, de donner satisfaction à une revendication ancienne exprimée par tous les syndicats, depuis qu'au lendemain de mai 1968 avait été supprimé le grade de chef d'établissement.

Mais le nouveau texte ne se limite pas à *une simple restauration :* en créant deux corps spécifiques et en instaurant un recrutement par concours, M. Monory entend réserver aux principaux et proviseurs une place à part dans l'institution scolaire, comme il l'a fait avec les maîtres-directeurs, mais, cette fois, sans aucune redéfinition des fonctions. D'ailleurs, à la différence de ce qui s'était passé pour l'école primaire, le nouveau statut des principaux et proviseurs est accueilli très favorablement par les syndicats. Le principal d'entre eux, le SNPDES, affilié à la FEN, n'hésite pas à revendiquer cette *« victoire »*.

Possibilités de promotion

Actuellement, les chefs d'établissement du secondaire ont le même statut que les professeurs et sont simplement nommés dans un emploi particulier, après inscription sur une liste d'aptitude. Il est impossible pour un directeur d'école de diriger *un collège ou pour un principal* d'être promu à la tête d'un lycée professionnel. Ce cloisonnement disparaît, théoriquement, avec les nouveaux décrets, qui reconnaissent l'unicité des fonctions de chef d'établissement et dotent ce dernier d'un système de rémunérations et d'avancement privilégié. Dans les lycées, le terme de « censeur » est remplacé par celui, plus positif, de « proviseur adjoint ».

Tous les chefs d'établissement en fonction sont immédiatement intégrés dans les deux nouveaux corps créés. Le premier, réservé aux agrégés, accueillera les proviseurs de lycée et les directeurs d'école normale ; le second, ouvert aux non-agrégés, sera formé par les proviseurs de lycée professionnel, les principaux de collège et les adjoints de direction de tous les établissements secondaires. Mais la promotion sera possible, indépendamment des diplômes d'origine, à condition de justifier d'une certaine ancienneté. Ainsi, un maître-directeur du primaire, en fonction depuis dix ans, pourra être promu principal de collège.

Les chefs d'établissement en poste devraient, dès cette année, ressentir sur leur feuille de paie les effets du nouveau statut. Pour certains, le simple reclassement dans la nouvelle grille indiciaire – dont le plancher a été relevé – se traduit par une augmentation (jusqu'à 225 F bruts mensuels, pour un principal de collège issu du corps des PEGC, par exemple). Mais tous vont bénéficier du relèvement des bonifications qui sont liées à la taille de leur établissement. Pour cela, 12 millions de francs ont été inscrits au budget 1988 et M. Monory prévoit que la réforme coûtera environ 90 millions de francs sur une année pleine.

Stage en entreprise

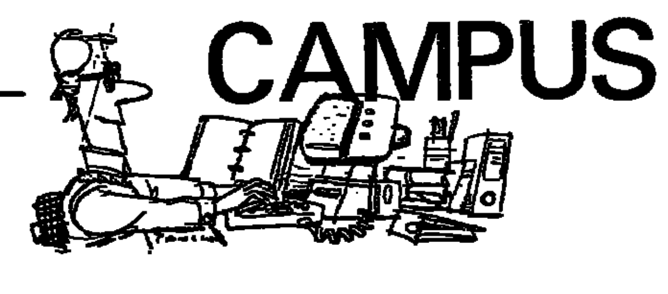
A l'avenir, les nouveaux chefs d'établissement seront tous recrutés par concours, la première session étant prévue dès juillet prochain. Les candidats devront être âgés d'au moins trente ans et justifier de cinq ans de service dans l'enseignement ou dans les fonctions de conseiller d'éducation ou d'orientation ; les lauréats ne seront titularisés qu'après un stage de deux ans. Entre-temps, ils devront avoir effectué un stage en entreprise, d'une durée d'au moins six semaines, en France ou dans la CEE. Ils devraient aussi être formés au « management » des établissements, que le rapport de M. Jacques Lesourne – remis en décembre dernier au ministre de l'éducation – avait désigné comme un enjeu central.

M. Monory, qui signe probablement, avec ce nouveau statut, l'un des derniers textes importants de son ministère, ne peut que se réjouir : non seulement il concrétise une idée qui lui est chère – le renforcement de l'encadrement de l'éducation nationale, désormais géré par une direction spécialisée du ministère, – mais il s'offre le plaisir d'être applaudi par un syndicat de la FEN, à quelques jours de l'élection présidentielle. L'enjeu des chefs d'établissement a même semblé suffisant au gouvernement pour qu'il inscrive, par deux fois, la question à l'ordre du jour du conseil des ministres, et, surtout, qu'il brave l'avis du Conseil d'Etat, qui aurait préféré la voie législative.

Le petit cadeau offert aux principaux et proviseurs devrait d'ailleurs être suivi, dans quelques jours, d'une légère rallonge destinée aux maîtres-directeurs des écoles comportant dix classes et plus.

PHILIPPE BERNARD.

CAMPUS



PACE à Paris

L'UNIVERSITÉ par satellite, créée par le programme européen PACE, aura son siège à Paris. Ainsi en a décidé son comité directeur, réuni le 13 avril, au centre de formation de Bull, à Champs-sur-Marne. Paris a obtenu neuf voix, contre huit à Amsterdam. Rappelons que ce programme consiste à diffuser directement dans des entreprises des cours sur des sujets de technologie avancée, donnés dans des universités ou des centres de recherche. (Voir *le Monde Campus* du 3 mars).

Le dossier présenté par la France prévoyait une aide financière de près de 9 millions de francs sur trois ans, fournie par plusieurs ministères (industrie, recherche et surtout affaires sociales), la ville et la région Ile-de-France, ainsi qu'une aide en nature d'universités (Paris-VI et Paris-Sud) d'organismes scientifiques ou professionnels (CNRS, CNED, ENST, APCCI, CNJE...) et d'entreprises (notamment Air France). Ont joué également dans la décision l'aide significative apportée par les PTT et... l'attrait de Paris. Le siège de PACE sera installé à la Défense, le comité (dans lequel siègent douze industriels) ayant préféré ce quartier des affaires à la Cité des sciences de La Villette, initialement envisagée.

Il reste maintenant à PACE à désigner, début mai, son directeur et à préparer son budget pour 1988-1989, qui sera en très nette extension, passant de 8 millions de francs à une trentaine de millions. Fin juillet, en effet, se terminera la période expérimentale, commencée le 15 mars et au cours de laquelle ont été diffusées une centaine d'heures de cours. Le programme de l'an prochain, qui commencera en octobre, prévoit 400 heures de cours.

F. G.

– Secrétariat du programme PACE : M. Ladislav Cerych. Directeur de l'Institut européen d'éducation. Université Paris-Dauphine, 1, place de Lattre-de-Tassigny, 75016 Paris. Tél. : 47-27-06-41).

● Bourses pour la Turquie

Dans le cadre de la coopération franco-turque, le gouvernement turc propose : cinq bourses de recherche d'une année universitaire à compter du 1er octobre; sept bourses d'une durée de deux mois, à compter du 1er juillet, pour les cours d'été de langue et civilisation turques, organisés par les universités d'Istanbul et d'Ankara. Pour faire acte de candidature, écrire avant le 16 avril au ministre des affaires étrangères, division de la formation des Français à l'étranger, 34, rue Lapérouse, 75016 Paris.

● Contrefaçons

L'association des étudiants en maîtrise de sciences et techniques du commerce extérieur de l'université Panthéon-Sorbonne organise, le 19 avril, un colloque sur la lutte contre les contrefaçons dans le secteur des marques et des modèles. Cette manifestation est destinée aux responsables d'entreprise. Paris-I international, 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris. Tél. : 42-50-84-36.

● Bridge

L'Institut supérieur de gestion organisera, du 15 avril au 25 juin, la première Coupe de œFrance de bridge Université-grandes écoles. Ce tournoi est ouvert à tous les bridgeurs avec au moins deux membres d'une même école ou université par équipes de quatre.

(ISG, 16, rue de Spontini, 75016 Paris. Tél. : 45-53-60-00).

L'élection présidentielle et la santé publique

Les candidats prennent position sur la publicité pour l'alcool, le tabac et la vitesse

Cinq candidats à l'élection présidentielle ont répondu aux questions que leur avaient posées, il y a quelques semaines, un groupe de médecins hospitalo-universitaires (1) soutenus par les professeurs Jean Bernard, François Jacob et Jean Dausset, prix Nobel de médecine (*le Monde* du 24 mars 1988). C'est la première fois qu'un tel débat concernant les relations entre publicité et santé publique est ouvert de cette manière avant une élection présidentielle.

Trois thèmes avaient été retenus par le groupe des médecins : le tabac, l'alcool et la vitesse des véhicules automobiles (responsables au total de plus de cent mille morts par an en France), chacun étant analysé dans ses rapports avec la publicité. Il s'agissait notamment pour le groupe médical de démontrer publiquement que la promotion par la publicité de comportements contraires aux intérêts de la collectivité et de la santé de chacun est due à l'action de *« groupes de pression agissant contre l'intérêt général »*, groupes de pression capables, dans les faits, d'imposer par diverses voies leur volonté aux partis et aux hommes politiques. *« Cette situation imposait d'urgence une clarification du débat »*, explique le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne).

● *L'alcool.* Sur ce thème, tous les candidats ou presque sont favorables à une interdiction de la promotion par la publicité des boissons alcoolisées. Ces prises de position correspondent à l'amendement de M. Jacques Barrot, qui entendait interdire totalement les publicités s'imposant à tous (télévision, radios, cinémas et affichage) et qui autorisait la publicité dans la presse écrite lorsqu'elle n'est pas destinée à la jeunesse. *« Le RPR ayant l'an dernier « torpillé » cet amendement au moment de la discussion de la loi à l'Assemblée nationale, la réponse de M. Chirac est la seule sur ce point à être totalement ambiguë*, commente le professeur Got. *Elle fait référence à un code de bonne conduite totalement factice, autorise le parrainage des activités sportives par les fabricants de boissons alcoolisées, tout en voulant interdire leur publicité dans les stands. »*

● *Le tabac.* Ce sont les réponses de MM. Raymond Barre, Jean-Marie Le Pen et, François Mitterrand qui se rapprochent le plus des thèses défendues par le groupe des médecins. M. Mitterrand soutient notamment la résolution du Parlement européen pour une interdiction de toute publicité pour le tabac. M. Chirac fournit des réponses tout à fait imprécises puisqu'ils ne fait en réalité que référence à la loi Veil de 1976 à propos de laquelle il formule le souhait... qu'elle soit rigoureusement appliquée.

● *La vitesse des véhicules automobiles.* Les réponses des candidats sont dans l'ensemble tout à fait imprécises à l'exception de celles de M. André Lajoinie, favorable aux souhaits des médecins. *« Un accord entre les associations de consommateurs et des personnalités médicales reconnues aurait sur l'opinion publique un impact infiniment plus grand qu'une loi interdisant la publicité sur la vitesse »*, fait-on valoir auprès de M. Mitterrand. M. Chirac prêche pour *« une concertation avec les constructeurs et les importateurs de véhicules automobiles »*. Quant à M. Le Pen, il est contre *« la suppression totale des publicités indiquant des possibilités de vitesse « illégale »* et contre la mise en place de moyens techniques à bord des véhicules permettant le respect de la réglementation sur les limites de vitesse. Ces réponses sont d'autant plus d'actualité qu'elles coïncident avec la spectaculaire progression du nombre des victimes de la route depuis le début de cette année (29 % d'augmentation en moyenne pour janvier et février). Une hécatombe due, notamment, selon le professeur Claude Got, aux levées des inhibitions d'un grand nombre de conducteurs, qui ne respectent plus la réglementation en espérant de prochaines mesures d'amnistie présidentielle.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le groupe des médecins est composé des professeurs Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana. Tous les candidats à l'élection présidentielle avaient été joints. Seuls MM. Barre, Chirac, Lajoinie, Le Pen et Mitterrand ont répondu. Les réponses de M. Mitterrand sont signées de M. Bérégovoy, son directeur de campagne.

Les questions posées aux candidats étaient les suivantes :

● TABAC : « Etes-vous partisan d'une suppression totale de toutes les formes de publicité et de parrainage ? »

● ALCOOL : « Etes-vous partisan d'interdire la publicité pour les boissons alcooliques sur les supports qui s'imposent à tous (télévision, radio, cinéma, affiches) ? Etes-vous partisan d'accepter l'information (nom, conditionnement, prix) dans la presse non destinée à la jeunesse ? »

● VITESSE : « Etes-vous partisan d'une suppression totale des publicités indiquant les possibilités de vitesse « illégale » ? Etes-vous partisan d'obtenir le respect de la réglementation sur les limites de vitesse par des moyens techniques situés à bord des véhicules ? »

Des emballages extra-frais

M. Jean-Jacques Paris, aviculteur à Neuflize (Ardennes) avait marqué chacun de ses œufs à la date du jour de ponte, afin que le client puisse connaître la fraîcheur réelle de la marchandise. Mais les agents de la répression des fraudes veillaient : après avoir compté six cents œufs ainsi datés dans un supermarché, sous la marque Arden Œufs, ils ont saisi la justice pour *« pratique commerciale déloyale et contravention à la réglementation européenne »*. En effet, selon l'article 15 de la directive européenne du 29 octobre 1975, seule est autorisée la mention de la date d'emballage. La direction départementale de la répression des fraudes a donc établi un procès-verbal où il est précisé que le gérant de la ferme de ponte Arden Œufs est passible d'une amende de 600 francs à 1 300 francs pour chaque cas de fraude constaté.

A l'audience du tribunal de Rethel, le mardi 12 avril, le ministère public a demandé la condamnation de M. Paris, mais avec dispense de peine. L'avocat de l'aviculteur s'est étonné de voir son client accusé de fraude alors qu'il n'agissait que dans l'intérêt du consommateur. Et il s'est à son tour interrogé sur le bien-fondé d'une directive qui protège les emballages au détriment des œufs. Jugement le 10 mai.

TÉMOIGNAGE

SIDA et exclusion professionnelle

La décision du ministre de l'éducation nationale de suspendre pendant deux ans la décision sur la titularisation de M. Didier Hutin, l'instituteur de Neuilly-sur-Seine atteint du SIDA (*le Monde* du 14 avril) a suscité l'indignation de M. Marcel Devilaine, lui-même victime d'une exclusion professionnelle. Ce salarié de la société Burke Marketing Research, âgé de vingt-huit ans et atteint du SIDA, n'a pas été réintégré après un congé de maladie en dépit de certificats médicaux favorables. Il a saisi les prud'hommes et déposé une plainte pour atteinte à la vie privée et préjudice moral, son employeur ayant fait afficher dans les locaux de l'entreprise une note de service évoquant la *« maladie au pronostic mortel infaillible »* de son employé (*le Monde* du 13 février). Il témoigne en faveur de M. Hutin.

M. Hutin a le SIDA. Il est instituteur stagiaire depuis 1984. Didier a la chance d'être reconnu apte par le médecin du travail ainsi que par les spécialistes qui le suivent. Malgré les avis favorables de ceux-ci, l'administration lui refuse sa titularisation avec ses droits, avantages, ancienneté auxquelles a droit tout titulaire. Aujourd'hui, on lui a donné son verdict : négatif, avec la mention « à revoir dans deux ans », en voulant lui faire croire de surcroît que l'avis rendu est porteur d'espoir.

Eh bien, je pense que c'est indécent et malhonnête. Je pense que les Français, ainsi que leurs dirigeants, doivent faire preuve de solidarité et de compréhension et non pas amorcer des phénomènes d'exclusion qui peuvent engendrer, comme par exemple en Bavière, des mesures repressives qui ne font que du tort à la lutte contre le SIDA et aux être humains qui en sont atteints.

Je souhaite que soient entreprises les démarches nécessaires pour que M. Hutin soit très rapidement titularisé, afin que celui-ci reprenne confiance dans les valeurs de notre société et que toutes les personnes atteintes par ce virus ne soient pas considérées commes des parias de celle-ci. SIDA espoir...

MARCEL DEVILAINE.

FAITS DIVERS

La mort de Stéphane Hamayon

Les policiers s'efforcent de reconstituer l'emploi du temps du collégien

Le mystère reste entier autour de la mort du jeune Stéphane Hamayon, ce collégien de quinze ans dont le corps avait été découvert samedi 9 avril, mains ligotées, enseveli sous 20 centimètres de terre dans un sous-bois de Voisins-le-Bretonneux (Yvelines). Les policiers des sections criminelles du SRPJ de Versailles mobilisés au nombre d'une cinquantaine sur cette affaire, n'étaient, semble-t-il, toujours pas parvenus, mercredi soir 13 avril, à reconstituer l'emploi du temps de l'adolescent pour la journée du vendredi 8 avril, date de sa disparition.

Ce jour-là, Stéphane a quitté le domicile familial à Montigny-le-Bretonneux à 10 heures, son sac sur le dos, confiant à son frère Bruno, seize ans, dernière personne à l'avoir vu, qu'il allait déjeuner chez des amis. Mais ceux-ci sont jusqu'à présent, restés introuvables.

De la même manière, les enquêteurs s'efforcent de recueillir auprès de ses camarades de collège des éléments sur la personnalité de Stéphane, un garçon timide et réservé, qui s'adonnait régulièrement au troc. A partir de ces quelques données, les policiers s'orientent vers l'hypothèse d'un crime de rançonneur. Le racket scolaire a toujours été en vogue dans ce département où l'on a recensé quelque trente-sept affaires en 1987. Stéphane avait l'apparence frêle (1,42 m pour 40 kilos) d'un enfant de dix ans, ce qui pouvait faire de lui une proie facile.

Th. L. L.

Dans les Yvelines

Un adolescent amputé d'une main se serait automutilé

Un adolescent de seize ans, a été découvert, mardi 12 avril, vers *18 h 30, par des passants, amputé de* la main droite, le bras ensanglanté, adossé au mur d'un immeuble de Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), où demeure sa grand-mère.

Les policiers du SRPJ de Versailles, chargé de l'enquête, ont rapidement écarté l'hypothèse de l'enlèvement, qui avait d'abord été retenue à la suite des déclarations de l'adolescent. Celui-ci avait assuré qu'il venait d'être amputé de la main droite par deux hommes qui portaient des cagoules et l'avaient enlevé lundi matin sur le chemin du collège puis séquestré dans un local situé sur la commune voisine de Guyancourt (Yvelines).

Ses ravisseurs, toujours selon le récit de la victime, lui avaient fait subir des violences, lui tranchant pour finir la main droite à l'aide d'une hache, mais il serait ensuite parvenu à fausser compagnie à ses tortionnaires.

La main du collégien a été retrouvée, mercredi matin, près des étangs de la Minière, sur la commune de Guyancourt, par un groupe de militaires au cours d'une séance de marche.

Mettant en doute le récit assez confus du collégien et s'appuyant sur plusieurs témoignages, les enquêteurs n'excluent pas, désormais, l'hypothèse d'une fugue et d'une automutilation. Ils analysent aussi la situation familiale de l'adolescent qui, depuis le décès de sa mère, il y a environ un an, vivait chez sa *grand-mère paternelle*, à Saint-Cyr-l'Ecole. Son père, qui demeure à Guyancourt, commune voisine, s'est remarié au cours des dernières vacances de Pâques.

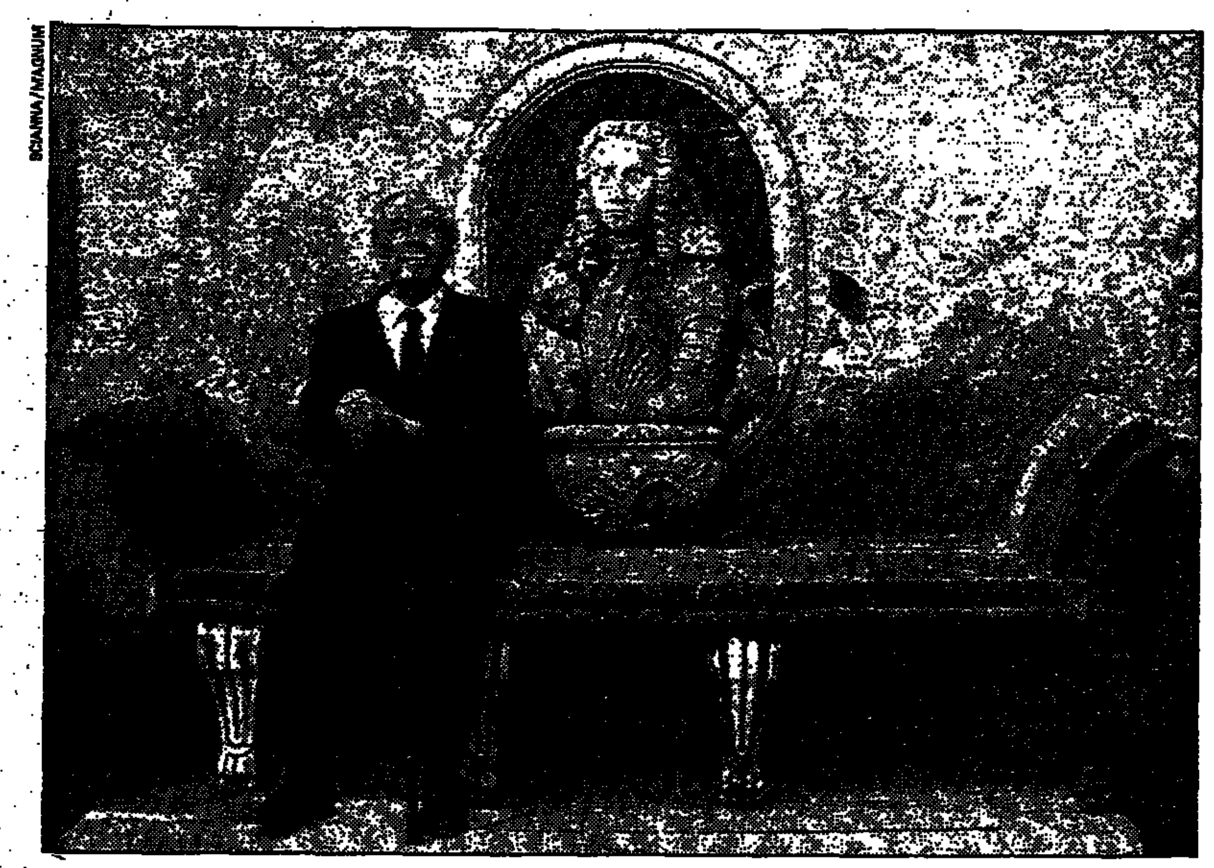
● **Inculpation du PDG d'une société d'affichage.** – M. Jacques Dauphin, PDG de la société d'affichage Dauphin, a été inculpé mercredi 13 avril par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, d'infraction au code électoral. La société Dauphin est accusée, dans un rapport de la police judiciaire du 19 octobre 1987, d'avoir fait preuve d'une *« incroyable naïveté »* en acceptant d'apposer, lors de la campagne pour les législatives en 1986, des affiches d'une Association pour l'information des citoyens derrière laquelle se dissimulait le RPR (*le Monde* du 27 novembre 1987). Cette campagne d'affichage avait eu lieu à une période où le code électoral interdit la publicité politique commerciale. Pour cette affaire, M. Grellier a déjà inculpé M. Robert Galley, trésorier du RPR.

RELIGIONS

● **Le père Curran autorisé à enseigner.** – L'université catholique de Washington a annoncé que le théologien Charles Curran, suspendu d'enseignement par le Vatican pour ses positions libérales en matière d'éthique sexuelle, pourra de nouveau enseigner dans cet établissement. Il n'est cependant pas autorisé à donner des cours de théologie. – (AFP.)



Le Monde
DES LIVRES



Quand Borges parlait de Waterloo avec le fantôme du général Wellington...

Borges, le bibliothécaire de l'univers

SELON l'Irlandais Scot Erigène, théologien du neuvième siècle, *« notre histoire n'est qu'un long rêve de Dieu »*. Dès lors, qu'arriverait-il *« si Dieu se réveillait »*, fâché contre lui-même d'avoir dormi aussi longtemps ? On n'ose penser aux conséquences de sa mauvaise humeur. On sait trop ce que peuvent entraîner les réveils maussades, et cette façon que nous avons parfois de regarder de travers le monde entier... Pareillement, que se passerait-il si Atlas, condamné par les dieux à soutenir la voûte céleste, avait un soudain malaise, et si les médecins lui ordonnaient un arrêt de travail ?

On éprouve ce genre d'inquiétude en lisant précisément *Atlas*, le livre qu'avait composé Borges, avec sa compagne Maria Kodama, quelques années avant de disparaître. De brefs récits de voyage, nourris d'impressions profondes et de réflexions fugaces (mais le contraire est également vrai) s'entremêlent avec les photographies des lieux visités et rêvés. Lorsqu'on traverse une ville, un pays, on les imagine *autant qu'on les perçoit*. Se promenant dans les rues de Dublin, dans celles d'Istanbul, de Venise ou de Genève, Borges savait que les mythes sont *« l'éternelle habitude des âmes »*.

Il est mort le 14 juin 1986, et, le 22 décembre de l'année suivante, Maria Kodama lui écrivit une sorte de missive qui sert d'épilogue à la version française de l'ouvrage : *« Vous parcourez les constellations et* [vous] *apprenez le langage de l'univers. »* Le vieil aveugle avait consacré son existence à déchiffrer ce langage. Quand on l'interrogeait sur le métier de chercheur ou de découvreur, l'éternel élève Borges répondait que c'était sa profession autant que celle de Copernic ou de Sindbab. Il avait pénétré des langues, des crépuscules, des nations et leurs diverses mémoires. C'est ainsi qu'il était devenu le bibliothécaire de l'univers. Et c'est pourquoi ses voyages s'accomplissaient dans le temps comme dans l'espace. A Dublin, parmi la foule affairée de notre époque, le vieil homme rencontrait le fantôme de l'évêque-philosophe Berkeley ou l'ombre du général Wellington, lequel, *« au soir de Waterloo »*, avait compris que *« les victoires sont aussi terribles que les défaites »*.

Derniers voyages, derniers poèmes : deux recueils de Borges, *le Chiffre* et *les Conjurés*, viennent également d'être publiés. Là encore, il explorait le labyrinthe de la mémoire lointaine. Il écrivait les rêves du temps. Les croisades, Carthage, Socrate, Walt Whitman, *« les générations de fourmis et les générations de rois »*, *« les cloches de l'insomnie et le jeu d'échecs »* se rejoignaient dans *« l'immense toile que tissent toutes les araignées du monde »*.

Borges était plus jeune que tous les futurs. Mais, un jour, croyant avoir dessiné l'infini sur un mur de chaux, il s'aperçut qu'il avait seulement tracé les lignes du visage qu'il aurait à l'heure de mourir. Par chance, son père lui avait enseigné qu'il fallait *« mettre en doute l'intolérable immortalité »*.

L'avenir, ensuite, s'est précipité sur Borges. Mais il nous a laissé la plus belle *« donation de symboles »*. Il a permis à Dieu de se rendormir tranquillement.

FRANÇOIS BOTT.

★ **ATLAS, de Jorge Luis Borges. En collaboration avec Maria Kodama. Traduit de l'espagnol par Françoise Rosset. Gallimard. 94 p., 95 F.**

★ **LES CONJURÉS, précédé du CHIFFRE. Traduit de l'espagnol par Claude Esteban. Gallimard. 146 p., 75 F.**

– Signalons, d'autre part, les essais de Jacques Réda, réunis sous le titre FERVEUR DE BORGES. Fata Morgana. 98 p., 66 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, *de l'Académie française*

Au fil du temps, d'Arthur Miller

La honte de survivre

SI paraissait une confession posthume de Tennessee Williams, se jetterait-on dessus ? Est-ce l'auteur des *Sorcières de Salem* et de *Vu du pont* qu'on brûle de mieux connaître ? Allons donc ! C'est le mari de Marilyn, et à travers lui, elle. Longtemps après le suicide de la star, Arthur Miller reste le *consort*, aux yeux du grand public. Autant prévenir les voyeurs : Monroe n'occupe qu'une partie du livre et ne donne lieu à aucune indiscrétion croustillante. Pour n'être pas déçu, mieux vaut s'intéresser à la mentalité américaine des années 50 et 60, sur laquelle la bête noire du maccarthysme apporte d'utiles analyses. Ou encore s'interroger sur le mélange de hasards et de volonté dont résulte toute biographie.

Chez les Miller, le hasard est d'abord celui des persécutions. Juifs de Pologne, les grands-parents se sont établis tailleurs à Brooklyn. Dès sa naissance, en 1915, Arthur connaît la chaleur des familles en exil. Sa mère voudra pour lui l'accès, qu'elle n'a pas eu, à la culture. Cocon étouffant mais qui prépare à vivre, ne fût-ce qu'en incitant à s'en délivrer. Marilyn, elle, est orpheline ; elle traînera, jusqu'à la mort (voulue), la question sans réponse : m'aimez-vous ?

IL arrive que les déveines servent plus que les coups de chance. Si le père Miller avait prêté de l'argent au fondateur de la Fox, décatisseur de son métier et suspect d'escroquerie, Arthur n'aurait pas traîné du côté de la 114e rue, de Harlem et de Red Hook. De cette errance curieuse, il tirera le matériau réaliste de son théâtre, et cette sensation éminemment scénique, qu'il prête au Willy Loman du *Commis Voyageur*, d'être sans cesse *« dans un état transitoire »*. L'explosion des années 20, le jazz, puis la crise de 1929 parachèvent sa « culture », en quoi, contrairement au rêve maternel, il voit une école d'insécurité.

Son premier mariage ressemble à une tentative d'enracinement. Les Slattery sont catholiques traditionalistes. L'union est bénie sur le parvis de l'église, Arthur n'ayant pas le droit d'y entrer. Le malentendu est proche. A distance, les milieux juifs de New-York vivent intensément la menace nazie. Arthur ne voit pas d'autre force antifasciste dans le monde que du côté de l'Union soviétique. Il croit à la *lutte des classes, à l'utilité sociale de l'art*. Bref, il est communisant ! Aux Etats-Unis, vers 1940, avec une belle-famille catholique, cela sent le soufre.

Dès la fin de la guerre, l'auteur de *Vu du pont* et de *Ils étaient tous mes fils* visite l'Europe en ruine. Le voyage nous vaut une comparaison savoureuse entre la mauvaise conscience des Français, à qui la victoire n'a pas fait oublier les abaissements de la défaite, et le cynisme jovial des Italiens, sans complexe à l'égard du fascisme mussolinien et occupés à vivre, tout simplement. Autre remarque forte : le soulagement et la fierté, incompréhensibles aujourd'hui, qui furent ceux des Américains, des alliés en général, à l'annonce du bombardement d'Hiroshima. Pour le pittoresque comme savent le capter les scénaristes, on notera une rencontre, à Palerme, avec Lucky Luciano en personne !

TOUTE autobiographie s'émaille d'elle-même de portraits, dont la publicité veut, invariablement, qu'ils soient bien venus. C'est le cas ici, pour le metteur en scène Kazan, pour Malraux dînant à la Maison Blanche, pour Steinbeck. Les lieux sont encore plus subtilement évoqués que les êtres. Ainsi de Hollywood, suggéré par ses odeurs de parfums féminins, d'eau de mer et de piscine, de laurier-rose et d'ozone des studios d'enregistrement.

Mais je vois que les senteurs de la côte ouest et la corruption des principes américains par le maccarthysme vous occupent *décidément moins que la robe moulante dans* laquelle Miller découvrit Marilyn, au cours d'une *party* californienne... Alors, allons-y.

L'agent et protecteur de la débutante d'*Asphalt Jungle* vient de mourir. Elle est seule, gentiment provocante et déjà entourée de haine, de désirs prédateurs. Le choc ressenti par l'auteur des *Misfits* se trouve pages 257-258. Il éclate, mieux encore, sur les premières photos du couple : lui, ravi de sa conquête ; elle, offerte, démunie.

(Lire la suite page 23.)

RENCONTRE AVEC LE PATRON DU GROUPE DE LA CITÉ

Une « tête bien faite »

M. Christian Brégou, numéro deux de l'édition en France, sait déjouer les clichés.

IL était, à trente ans, le directeur financier d'Havas. Il a fait son chemin avec pour principes la discrétion et l'inflexibilité. Aujourd'hui, à quarante-six ans, M. Christian Brégou est le PDG du tout nouveau Groupe de la Cité, deuxième éditeur français – derrière Hachette – avec six mille salariés, quelque dix mille auteurs sous contrat et 5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé prévus pour 1988.

Son habileté est rarement prise en défaut. Sa courtoisie devrait faire pâlir certains de ses concurrents, un rien « hussards ». Sa froideur suscite un respect admiratif ou une antipathie immédiate. Bref, M. Brégou est une « tête bien faite ».

L'édition de livres n'est pas l'unique activité du Groupe de la *Cité – né du mariage de la Géné*rale occidentale avec CEP communication (*le Monde* du 17 février), – mais l'ouverture du Salon du livre et la volonté de M. Brégou – *« faire porter notre effort dans le domaine de l'édition »* – invitent à aborder en priorité les questions éditoriales.

La permanence de l'écrit

Evidemment, M. Brégou refuse de se laisser enfermer dans le débat, *« archaïque et très français »*, qui vise à opposer *« financiers et éditeurs »*, les premiers étant considérés comme de *« froids faiseurs d'argent »* et les second comme des *« créateurs »* : *« J'ai toujours le sentiment de rappeler des banalités en ce domaine. Si la définition du mot « éditeur » est d'aimer, de savoir définir, concevoir, choisir un certain nombre d'ouvrages, oui, c'est mon métier. Oui, j'aime cela. Cela dit, je ne crois pas que le rôle d'un patron de groupe d'édition soit de se substituer aux éditeurs, aux découvreurs qui figurent à l'intérieur de sa propre maison. Chacun doit tenir sa place, et ma fonction n'est pas de chercher et de convaincre des auteurs. Mais je ne peux pas être étranger à ce métier.*

» A ceux – dont je vois bien les intentions – qui me disent que j'attends la place d'Ambroise Roux, PDG de la Générale occidentale, ou celle de Pierre Dauzier à la tête d'Havas, je réponds que j'ai un métier et qu'on ne saurait en exercer plusieurs à la fois. J'aime ce métier, j'aime faire des entreprises cohérentes ; le pouvoir pour le pouvoir, la croissance pour la croissance, cela ne présente aucun intérêt. »

Contrairement à son concurrent Hachette, qui avait un peu vite misé sur la « mort de Gutenberg » et voyait plus d'avenir dans l'audiovisuel et le satellite que dans les livres (avant de se lancer dans l'OPA sur l'éditeur américain Grolier, marquant un nouveau virage vers les techniques modernes d'édition, dont le stockage sur disque), M. Brégou, qui aime à déjouer les clichés, a toujours affirmé *« la permanence de l'écrit »*. Il n'a sans doute pas le flair d'un Maurice Nadeau, qui a su trouver et encourager tous ceux qui, de Tahar Ben Jelloun à Hector Bianciotti, font aujourd'hui gagner de l'argent à leurs éditeurs. Il n'a sans doute pas le goût ni les raffinements littéraires d'un Christian Bourgois. Mais il affiche sa volonté de soutenir ce type d'éditeurs. Certains, bien sûr, le suspecteront de n'être pas sincère. Mais que vient donc faire cette notion vaguement morale face à la clarté de M. Brégou définissant ses *« objectifs »*, et face à son habileté lorsqu'on essaie d'opposer « création » et « grand groupe d'édition » ?

Il a, toute prête, une excellente réponse : le groupe américain Harcourt Brace Jovanovich, qui, à côté de sa production à succès, a soutenu pendant des années des auteurs réputés, comme Eudora Welty, en sachant que leur qualité même les tenait éloignés des gros tirages. *« Je suis favorable à cette logique-là*, précise M. Brégou, *et je voudrais sortir de ce débat désuet autour des ouvrages prétendus difficiles – du reste je déteste ce mot de « difficile », enfin... admettons-le. On peut réussir, économiquement, avec ces ouvrages-là. Regardez ce que fait Christian Bourgois. Ces livres, qui sont défendus par les libraires, et pour lesquels nous ne pouvons compter que sur les libraires qui se sont constitués une clientèle, doivent être publiés dans des maisons d'édition bien typées. Il nous faut organiser ces maisons. Elles feront sortir des auteurs qui ne pourraient pas sortir autrement. »*

JOSYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 17.)

(Lire également notre entretien avec M. Antoine Gallimard page 17, et le programme du Salon du livre, page 16.)

● DERNIÈRES LIVRAISONS

ESSAI

● MARTIN MELKONIAN : *le Magasin des troubles.* Des mets et des mots... Dans ce très corporel *« magasin des troubles »,* que parcourt, en homme de lettres plus que de sciences, Martin Melkonian, *le boulimique rencontre le bavard comme, derrière le miroir,* l'anorexique croise le silencieux ; tous alimentent la grande fabrique d'images, de fantasmes, de théories, psychanalytiques et autres, qui les environne. (Librairie Séguier, 138 p., 79 F.)

HISTOIRE

● MONIQUE GADANT. *Islam et nationalisme en Algérie.* A partir du dépouillement d'*El Moudjahid* des années de guerre (1956-1962) et après un long séjour en Algérie, Monique Gadant, philosophe et historienne, révèle tout un pan important et occulté — tant par les nationalistes algériens que par la gauche française — du conflit algérien : l'impact politique et idéologique de l'islam. Les *moudjahids étaient aussi des « combattants du djihad ».* Préface de Benjamin Stora. (L'Harmattan, 225 p., 130 F.)

LETTRES ETRANGERES

● JAROSLAV HASEK : *Aventures dans l'Armée rouge,* suivi de *Histoires vraies et populaires.* Récits satiriques en même temps que témoignages sur la guerre civile, ces histoires furent publiées dans les journaux tchèques par le créateur du *« brave soldat Svejk »,* commissaire politique dans l'Armée rouge. Textes réunis et traduits du tchèque par Héléna Fantl et Rudolph Bénès. (Ed. Souffles, 28, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris. 148 p., 75 F.)

● HERMANN HESSE : *Souvenirs d'un Européen.* Une trentaine de nouvelles écrites sur une période de plus de cinquante ans, à partir de 1900, par l'auteur du *Loup des steppes* et du *Jeu des perles de verre.* De caractère autobiographique, ironique ou fantastique, ces textes illustrent les préoccupations spirituelles constantes de Hesse. Traduit de l'allemand par Edmond Beaujon. (Calmann-Lévy, 290 p., 120 F.)

LITTÉRATURE

● CAHIERS CÉLINE : *Progrès* suivi de *Œuvres pour la scène et l'écran.* Pascal Fouché a rassemblé dans ce huitième cahier les arguments de ballet, synopsis et pièces de théâtre de Céline. On trouvera également ses deux seules chansons, qu'il écrivit et déposa à la SACEM en 1936 et 1937 et qu'il enregistra lui-même. Voici le début du quatrième couplet de l'une de celles-ci : *« Mais la question qui m'tracasse / en te regardant ! « Est-ce que tu seras plus dégueulasse / Mort que vivant ? »* (Gallimard, 266 p., 140 F). Par ailleurs, les Editions du Lérot publient un dossier, dû à Eric Mazet, consacré à l'un des textes présentés dans le cahier Céline, *31, cité d'Antin.* (Ed. Du Lérot, Tusson 16140 Aigre, 94 p., 120 F.)

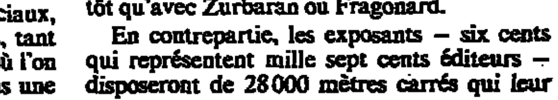
De la verrière du Grand Palais à la porte de Versailles

LES organisateurs du Salon du livre ont le trac. La huitième édition de cette grande fête annuelle de promotion de l'édition et de la lecture va prendre, en effet, la forme d'un pari : le Salon déménage, quitte *la somptueuse verrière du Grand Palais et le* cœur de Paris pour rejoindre les hangars de béton du Parc des exposition de la porte de Versailles. Ce n'est pas seulement un changement de lieu, c'est une mutation.

La décision d'abandonner un lieu de rendez-vous prestigieux n'a bien sûr pas été prise à la légère. Il y a plusieurs années déjà que, victime de son succès, le Salon du livre craquait ses coutures. L'an dernier, le point critique avait été atteint, et les responsables de la sécurité avaient attiré l'attention des organisateurs sur l'impossibilité de canaliser de façon satisfaisante les milliers de personnes qui, certains soirs et pendant le week-end, piétinaient dans les allées étroites entre les stands. Pas question non plus, de toute évidence, d'envisager de développer le Salon — de l'ouvrir notamment à l'édition étrangère — dans ces 15000 mètres carrés d'exposition déja saturés.

On a cherché d'autres solutions ailleurs au centre de Paris, mais il n'existe rien. Sans enthousiasme, l'émigration vers la porte de Versailles, haut lieu des salons commerciaux, a été décidée. Tant pis pour le prestige, tant pis pour l'image conviviale de ce Salon où l'on venait aussi flâner comme on entre dans une





librairie. Le livre descend de son piédestal et accepte de confronter sa popularité avec celle des automobiles et des bœufs de concours plutôt qu'avec Zurbaran ou Fragonard.

En contrepartie, les exposants — six cents qui représentent mille sept cents éditeurs — disposeront de 28000 mètres carrés qui leur permettront d'accueillir les visiteurs dans de meilleures conditions et, pour certains d'entre eux, d'offrir enfin un panorama complet des ouvrages de leurs fonds, devenus introuvables ou presque. L'espace accru devrait également permettre de mieux répartir les différents secteurs éditoriaux et de les regrouper par tendances thématiques : beaux-arts, jeunesse, sciences et techniques, espace francophone, livres pratiques, etc. *Enfin le Salon va* accueillir cette année trente-deux éditeurs britanniques. Cette ouverture internationale sera poursuivie l'an prochain avec la venue d'éditeurs allemands.

Mais pour gagner leur pari et attirer vers le Parc des expositions une foule au moins équivalente à celle de l'an dernier (deux cent mille visiteurs), les organisateurs — l'Association pour le livre et la lecture et le Syndicat national de l'édition — savent qu'ils doivent disposer de séductions nouvelles. *Celle-ci, par* exemple, qui n'est pas sans attrait : on pourra se restaurer et boire un café dans une bousculade enfin supportable, grâce à un restaurant de quatre cents places, à une brasserie de huit cents chaises, à un restaurant réservé aux professionnels et à cinq bars. Mais ces considérations matérielles pèseront moins lourd, soyons-en sûr, que l'abondance des manifestations en tout genre qui chanteront du 14 au 20 avril la gloire du livre et le plaisir de la lecture.

P. L.

JEUDI 14 AVRIL

● Ouverture du Salon. A 17 heures, salle Budé : débat autour de la revue *le Messager européen,* animé par Alain Finkielkraut et Danielle Sallenave.

● Parallèlement, se tiendra à l'UNESCO, salle 11, 7, place de Fontenoy, Paris-7e, la première partie des Journées européennes du livre et de la lecture. A 15 heures, table ronde sur « Le métier d'écrivain », présidée par Michel Deguy, avec Roberto Calasso, Régine Deforges, Viviane Forrester, Manuel Vazquez Montalban, Pierre Mertens et Théodore Zeldin. A 17 h 30, autre table ronde sur le thème « La lecture, une activité en péril », dirigée par Henri Lopes, sous-directeur général pour la culture et la communication de l'UNESCO.

VENDREDI 15 AVRIL

● A 10 heures, salle Gutenberg, débat sur *« Livre et formation »,* organisé par le département des éditeurs de sciences, techniques et médecine du Syndicat national de l'édition.

● A 12 heures, remise au stand *Télérama* du Prix libre, décerné par un jury de critiques à une œuvre de fiction française.

● A 13 heures, les Editions caribéennes organisent, salle Budé, un débat animé par deux éditeurs spécialisés sur la Caraïbe et l'océan Indien. Thème : « La littérature d'outre-mer, ça vous intéresse ? »

● A 14 h 30 : le British Council, qui a permis le regroupement des éditeurs britanniques, pré*sents pour la première fois au* Salon, organise, salle Gutenberg, un débat qui devrait intéresser tous les professionnels de la *librairie et de l'édition : un état* des lieux sur la situation présente en France et au Royaume-Uni.

● A 15 heures, le Centre régional des lettres d'Aquitaine débat, salle 312, des perspectives de développement des structures régionales du livre.

● A l'UNESCO, seconde partie des Journées européennes du livre avec trois tables rondes et un colloque : « L'avenir des librairies », avec la participation de grands libraires français, belges, italiens, allemands, espagnols et anglais ; « Statut et influence des critiques littéraires », avec des critiques de presse et des universitaires européens ; « Les éditeurs et l'internationalisation du marché du livre », table ronde présidée par Claude Julien, directeur du *Monde Diplomatique,* avec notamment des dirigeants du Seuil, de La Découverte, de Bertelsmann, d'Hachette, de Pergamon Press, d'Aguilar, de Payot et de Mondadori. Quant au colloque qui se tiendra dans les locaux parisiens du Conseil de l'Europe (55, avenue Kléber), de 15 heures à 19 heures, il parlera des problèmes techniques, juridiques et intellectuels liés à la traduction et réunira des représentants des organisations de traducteurs de la plupart des *pays de l'Europe de l'Ouest.*

● A 18 heures, salle Budé, *le Monde* propose un débat animé par François Bott et Roger-Pol Droit sur le thème : « Philosophie et politique », avec Pierre Birnbaum, Barbara Cassin, Jean-Toussaint Desanti, Georges Lavau et Jacques Rancière.

SAMEDI 16 AVRIL

● De 14 heures à 20 heures, sur le thème général « La société moderne a-t-elle besoin de lettrés ? », les éditions Nathan et *le Nouvel Observateur* proposent, après une introduction générale d'Henri Mitterrand, trois débats : « La littérature est-elle toujours un « capital », animé par Philippe Caloni, avec notamment J.-F. Kahn, Pierre Nora, Théodore Zeldin et Madeleine Rebérioux ; « L'enseignement des arts et des lettres est-il en crise », animé par Gérard Petijean, avec notamment Marguerite Gentzbittel, Hervé Hamon et Bernard Murat ; « Quels outils pour quelle parole », animé par Jean-Louis Ezine, avec Benoîte Groult, Pascal Lainé, Claude Roy, Pierrette Rosset, André Versaille et Roger Vigny.

● A 14 h 30, salle Budé : « Heidegger en question », orga*nisé par la librairie Séguier.*

● A 17 heures : « Les réfugiés », débat organisé par Berger-Levrault avec des représentants de la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales de Genève. Salle Budé.

● A 18 heures, au stand de la direction du livre et de la lecture, rencontre avec les écrivains espagnols invités en France dans le cadre des « Belles étrangères ».

DIMANCHE 17 AVRIL

● A 11 heures, *salle Budé :* « La littérature est-elle une passion inutile ? », débat organisé par *le Monde,* animé par Josyane Savigneau et Bertrand Poirot-Delpech, avec Hector Bianciotti, Florence Delay, Denis Roche, Danielle Sallenave et Philippe Sollers.

● A 16 heures, salle Budé : « Pour ou contre la scolarisation des enfants de deux à trois ans », débat organisé par les éditions ESF.

LUNDI 18 AVRIL

● A 13 heures : proclamation du Livre Inter, décerné par des auditeurs de la station.

● A 14 heures, salle Budé : « La fonction documentaire dans les établissements scolaires » et *« Aménagements d'espaces documentaires »,* débats organisés par le ministère de l'éducation nationale.

● A 16 heures : proclamation du prix Patricia-Highsmith-Calmann-Lévy au stand *Télérama.*

● A 17 heures : Remise du prix Oscar-Berger-Levrault pour les arts graphiques. Ce lundi, la *matinée sera réservée aux profes*sionnels, et le Salon n'ouvrira au public qu'à 12 h 30 au lieu de 10 heures les autres jours.

MARDI 19 AVRIL

● A 10 h 30, salle Budé : Conférence de presse du quatrième Salon du livre maritime de Concarneau.

● A 17 h 30, salle 321 : « Le livre de théâtre », conférence organisée par l'association Volumes, avec des représentants du Centre national des lettres, de la Comédie-Française, d'éditeurs, de libraires et de critiques, avec lecture d'une pièce par des comédiens.

● A 18 heures, salle Budé : « Qui traduit des livres ». Débat organisé par l'Association des femmes journalistes et la Société française des traducteurs.

● A 18 heures, salle Gutenberg : « La lecture des sciences sociales en France », débat organisé par les éditeurs du groupe des sciences humaines du Syndicat national de l'édition.

● Le Salon, qui ferme habituellement ses portes à 20 heures restera ouvert jusqu'à 23 heures pour une nocturne au cours de laquelle sera remis notamment le Prix du livre de musique, fondé par le Crédit industriel et commercial.

MERCREDI 20 AVRIL

● A 13 *heures* : remise du Prix gastronomique des Relais gourmands.

● A 17 heures : « La francophonie », débat organisé salle Budé par les éditions Berger-Levrault. Une bonne manière de clore ce Salon, où les littératures et l'édition francophones tiendront une place importante, avec notamment une participation *massive des éditeurs du Québec,* qui présenteront près d'un millier de titres.

A cette liste déjà copieuse de manifestations, s'ajouteront encore les traditionnelles séances de signatures, les multiples émissions de radio et de télévision — France-Culture, enregistrera sur place une bonne quinzaine d'émissions — et un certain nombre de rencontres professionnelles. Le Salon est, en effet, devenu au fil des années le lieu de rencontre privilégié des éditeurs et des auteurs avec les libraires, les bibliothécaires, les enseignants et les documentalistes.

C'est à eux que s'adressent les « Entretiens du livre » qui se tiendront pendant les trois derniers jours du Salon au troisième étage du pavillon 7 et qui auront pour thème « Les nouvelles technologies ».

Présidés par M. Michel Melot, directeur de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, ces entretiens prendront la forme de neuf conférences, de onze tables rondes et de multiples démonstrations qui aborderont aussi bien les systèmes de commandes *informatisées* pour les librairies, que sur les logiciels de gestion, les réseaux coopératifs inter*bibliothèques* ou des *expériences* de lecture de non-voyants ou de personnes incarcérées. Ces entretiens seront clos par l'attribution d'un Prix de l'innovation et par une conférence de M. Kenneth Cooper, administrateur général de la British Library.

● *Les éditions Stock ont réservé* **un stand aux AMIS D'ALAIN GUILLO, le journaliste français incarcéré à Kaboul. Son livre de photos, *Alain Guillo témoin en Afghanistan,* y sera exposé.**

Les Gutenberg du livre 1988

Pour la troisième année, le Grand Livre du mois *a organisé une consultation des professionnels du Livre qui ont désigné, à l'instar des oscars et des césars, les Gutenberg* 1988.

Meilleur roman français : *les Pays lointains,* de Julien Green (Le Seuil).

Meilleur roman étranger : *l'Amour aux temps du choléra,* de Gabriel Garcia Marquez (Grasset).

Meilleur document : *Génération,* d'Hervé Hamon et Patrick Rotman (Le Seuil).

Meilleur essai : *la Défaite de la pensée,* d'Alain Finkielkraut (Gallimard).

Meilleur livre d'histoire : *Histoire de la vie privée* (tomes 4 et 5), de Georges Duby (Le Seuil).

Meilleure biographie : *Jacques Chirac,* de Franz-Olivier Giesbert (Le Seuil).

Meilleur roman d'aventures : *les Passions partagées,* de Félicien Marceau (Gallimard).

Meilleur roman historique : *Christophe Colomb. Mémoires,* de Stephen Marlowe (Le Seuil).

Meilleur livre pratique : *A la table de George Sand,* de Christiane Sand (Flammarion).

Meilleur livre pour la jeunesse : *collection « Découvertes »,* dirigée par Pierre Marchand (Gallimard).

Plus beau livre de peinture, sculpture... *Paris de nuit,* de Brassaï (Flammarion).

Meilleur livre à suspense : *Un certain goût pour la mort,* de Phyllis-Dorothy James (Mazarine).

Meilleur livre écrit par un journaliste : *les Grandes Murailles,* de Lucien Bodard (Grasset).

Plus grand espoir des lettres françaises : Jean Echenoz (Editions de Minuit).

Meilleure adaptation d'un livre à l'écran 1987 : *Pu-Yi le dernier empereur,* d'Edward Behr (Robert Laffont).

L'année des lettres

VOICI que l'édition, elle aussi, sacrifie à la manie des bilans annuels. Ou plutôt la retrouve, si l'on en croit le directeur du livre et de la lecture, M. Jean Gattegno, qui présente ainsi *l'Année des lettres 1988,* une initiative des éditions La Découverte (soutenue par le ministère de la culture et de la communication) : *« Jadis, vers 1925, ceux qui s'intéressaient à la production éditoriale de leur époque trouvaient dans l'édition annuelle de* l'Ami du lettré *de quoi satisfaire leur curiosité. En 1965 encore,* l'Almanach des lettres *remplissait cette fonction. Après cela, les choses s'arrêtent. »*

Chaque année, grâce à *l'Année des lettres,* tous ceux qui sont fascinés par la production des livres vont avoir de la matière à se mettre *sous la* dent. *l'Année des lettres 1988* est riche de vingt-cinq chapitres qui dressent en deux parties — *« Des livres, des auteurs, des genres, des thèmes »,* et *« Le livre et ses réseaux »* — un état des lieux de l'édition en France. A cela s'ajoute un *« mini-annuaire des maisons d'édition »,* un *« panorama des prix littéraires »* et une dernière annexe sur *« la maison des écrivains ».*

L'Année des lettres s'attache *à trouver des lignes de force, à* comprendre la production littéraire et les évolutions de l'édition, avec le renforcement des *concentrations, marqué par la* récente constitution du Groupe de la Cité, né de l'union de CEP-communication avec la Générale *occidentale.*

Jo. S.

★ **L'ANNÉE DES LETTRES 1988, éditions La Découverte, ministère de la culture, 326 p., 98 F.**

DU LIVRE

M. Antoine Gallimard : « Garder le cap et dynamiser l'équipage »

***Le troisième PDG de l'histoire de la maison Gallimard affirme son souci d'assurer* la « continuité dans l'esprit des fondateurs ».**

ON en rit pour faire « chic », de la maison Gallimard. « On » attend qu'elle tombe, comme « on » a attendu – en vain, – voilà quelques années, la mort du *Monde*. Mais les vieilles « institutions » – qui sont aussi des entreprises fragiles – irritent à la mesure de la fascination qu'elles exercent. Qui n'a rêvé de la fameuse « couverture blanche » de Gallimard (qu'il est urgent de rendre à sa couleur et à son papier originels) et de son prestigieux sigle NRF ?

M. Antoine Gallimard, quarante ans, qui vient de succéder comme président-directeur général à son père Claude, soixante-quatorze ans, sait tout cela et ne s'étonne guère qu'on l'attaque d'emblée, qu'on se plaise à tenter de le « *déstabiliser* » : « *Oui, les bruits circulent. Gallimard serait près d'être dévoré par un grand groupe. Flammarion aussi, d'ailleurs. Je tiens tout de suite à préciser que, même dans une situation difficile, qui n'est pas la nôtre actuellement, la fusion dans un groupe d'édition n'est pas l'unique recours. On peut trouver des financiers institutionnels.*

» *J'estime que notre indépendance est le garant de la qualité de notre programme. Et inversement. Le développement de notre maison est constant. Au dynamisme de mon grand-père, Gaston, le fondateur, a succédé celui de mon père, Claude, qui a assuré le grand virage des années 70, donnant à la maison sa taille actuelle, avec la création de notre réseau de distribution, du département jeunesse, de notre propre collection de poche, d'un grand secteur sciences humaines, animé notamment par Pierre Nora. Grâce à cela, la maison a du souffle et quand on prétend qu'il faut se diversifier « ailleurs », parce que le livre bientôt ne suffira plus à assurer l'assise financière d'une maison, je dis que c'est faux.*

» *Notre profit a toujours été fait avec la vente des ouvrages spécifiques de notre production, des livres qui nous indentifient : de Camus à Marguerite Yourcenar, en passant par « la Pléiade », le poche, la jeunesse, les « Bibliothèques », « Bibliothèque des idées » « des histoires », bref, les sciences humaines en général. La production diversifiée, nous l'avons avec la « Série noire », avec « Découvertes » – une « encyclopédie des temps modernes » ouverte à un large public – ou avec la récente collection de documents d'actualité (« Au vif du sujet »)... Je ne méconnais pas pour autant les risques que courent des maisons comme la nôtre, et qui sont avant tout industriels.*

La concurrence de l'audiovisuel

» *Pour ce qui concerne la politique éditoriale, la concurrence du compact-disque et de l'audiovisuel impose des maisons d'édition très bien profilées. Les maisons moyennes sont menacées si elles veulent faire de l'hyperdéveloppement, être présentes partout comme les grands groupes. Mon souci est de ne pas faire de livres bâtards, il faut viser notre vrai public, le fidèle, celui qui aime lire des livres, pas des « produits » de substitution, et jouer de nos atouts : l'image de cette maison, la force du sigle NRF, qu'il faut revivifier avec un esprit d'équipe, que je voudrais voir davantage régner ici.* »

M. Gallimard n'ignore sans doute pas que le népotisme, les courtisans, les « baronnies » et le manque de professionnalisme menacent les maisons familiales. « *Les grands groupes aussi* », précise-t-il. Un avis que partage M. Brégou, le PDG du groupe de la Cité. Mais, dans une maison familiale, n'est-on pas tenté, surtout lorsqu'on vient de prendre le pouvoir, de se servir des courtisans, en croyant qu'on saura se débarrasser d'eux quand il le faudra ? M. Gallimard a beau être un « héritier », il veut s'affirmer, loin de ces phénomènes de « cour », comme un chef d'entreprise résolument moderne, efficace, calme, rapide.

« *Je souhaite que la maison fonctionne avec des « editors », plus responsables que des lecteurs qui donnent seulement un avis et ensuite ne se sentent plus concernés. Il faut de véritables éditeurs, qui suivent l'auteur et toute la vie du livre, d'amont en aval, qui soient conscients des problèmes de fabrication, de mise en place, de promotion – en liaison avec les attachés de presse, – qui sachent ce qu'est un libraire. Pour cela, il faut une équipe très soudée autour d'un projet d'entreprise. C'est pourquoi j'ai constitué un comité de direction (1) avec un responsable par secteur : éditorial, commercial, etc.* »

Cela n'ira pas sans grincements de dents. Comment, en particulier, désigner « un » responsable pour l'éditorial, secteur où tout le monde est censé être à parité ? « *Dans ce domaine, il ne s'agit pas de désigner un « responsable », mais un « représentant »*, corrige M. Gallimard. *Un relais qui serve à dynamiser toutes les bonnes volontés.*

« Je crois en la collégialité »

» *Pour garder à l'entreprise sa vitalité, je crois indispensable que l'information circule, que chacun se sente concerné par les décisions prises sur les livres, les résultats, la stratégie de développement. Je crois en la collégialité. C'est pourquoi je préfère le comité de direction à la désignation d'un directeur général.*

» *Pour assurer la continuité, dans l'esprit des fondateurs, il faut pouvoir être à la fois rapide et rigoureux, donc avoir des éditeurs qui peuvent prendre une décision très vite, et utiliser aussi le comité de lecture, lieu d'échanges et de débats. Le comité devrait se réunir de nouveau régulièrement, à partir de la rentrée probablement. Il s'ouvrira peut-être à de nouveaux membres.* »

« *A partir de la rentrée probablement* », « *peut-être de nouveaux membres* ». Que de prudence et d'imprécisions. « *Ce n'est pas de l'attentisme*, répond M. Antoine Gallimard. *Je pense qu'il faut aller vite. Mais tant qu'une équipe n'est pas entièrement constituée, il n'est pas souhaitable de donner des informations partielles. Chaque chose sera faite en temps utile.* »

En bon marin qu'il est, il veut « *garder le cap et dynamiser l'équipage* », continuer le développement de la maison (qui a connu, dans les quatre dernières années, une progression moyenne de 15 %) (2), rester fidèle à une politique d'auteurs et de catalogue, « recentrer » Denoël et le Mercure de France, les filiales « *qui doivent mieux jouer la complémentarité avec la maison mère* ». « *Chaque filiale doit miser sur sa spécificité. Le Mercure de France, avec sa tradition* – le Temps retrouvé, *les œuvres complètes de Léautaud, de Jouve – et certaines opérations éditoriales comme* En attendant bébé, le grand livre de la femme, *ou le premier roman de la jeune Christine Aventin,* le Cœur en poche. *La vocation de Denoël, à côté du renouvellement de ses auteurs – aux Fallet, Barjavel, Vincenot, etc., ont succédé les Denuzière, Magnan, Japrisot – est de développer les albums illustrés pour adultes, et des livres visant un large public.* »

Sans minimiser les « pesanteurs » de sa maison, M. Antoine Gallimard ne se sent pas du tout accablé par elles, et il conclut sur une métaphore marine : « *Il vaut mieux être à la barre d'un navire que dans ses soutes quand on perçoit des risques de tempête. Etre responsable de cette maison est un défi exaltant. C'est très stimulant. Etre à la fois l'arbitre et l'animateur donne envie de jouer à fond la partie.* »

Jo. S.

(1) Le comité de direction, sous la présidence de M. Antoine Gallimard, est composé de : MM. Dominique Blanc, directeur financier ; Laurent Boyer, directeur juridique ; Henri Marcellin, responsable de la distribution ; Pierre Marchand, directeur du département jeunesse ; Ambroise Pujebet, directeur commercial ; Pascal Quignard, éditeur.

(2) « *Même si*, précise M. Gallimard, *en 1987, l'accroissement du chiffre d'affaires s'est réduit. L'année a été plutôt « étale* ».

RENCONTRE AVEC LE PATRON DU GROUPE DE LA CITÉ

Une « tête bien faite »

(Suite de la page 15.)

« *Nous voulons relancer la créativité éditoriale*, poursuit M. Brégou, *redonner une identité à nos maisons d'édition qui l'avaient parfois perdue, et, éventuellement, permettre à des éditeurs qui en auraient envie de créer leur propre maison et de s'intégrer à notre groupe, qui peut offrir des avantages non négligeables. En outre, nous considérons que le livre est un objet pour lequel il faut faire un gros effort de promotion, de « mise entre les mains », et que ce qui est fait actuellement est insuffisant.* »

Si les groupes, qui peuvent acheter à prix d'or des « vedettes » de la littérature, sont aussi capables de susciter des découvertes, que va-t-il rester des maisons « moyennes » ? – Belfond, Albin Michel, Le Seuil, Flammarion, Gallimard, etc.

« *Le « transfert » de vedettes ne me paraît pas être nécessairement une bonne chose* (Françoise Sagan et Yann Queffélec ont été « achetés » avant l'arrivée de M. Brégou). *Si on peut mieux vendre, mieux distribuer, mieux mettre en valeur tel écrivain, il est bien de chercher à le faire venir. Mais je ne vois pas l'intérêt d'acheter des auteurs à des prix qui n'ont rien à voir avec la logique de ce qu'on peut réaliser. Je préfère qu'on accompagne des auteurs pendant longtemps. Quant aux maisons dites moyennes, elles ont certainement un avenir si elles offrent une « valeur ajoutée » très forte. Il existe toujours des espaces de liberté pour le talent des gens. Mais je ne crois pas à l'idée d'une maison moyenne qui ferait un peu de tout comme un grand groupe.* »

Un peu lassé qu'on lui présente toujours Gallimard, et le « fonds » fabuleux de cette maison, comme un bel ornement à offrir à son groupe, qu'on évoque ses liens avec M. Christian Gallimard, le fils aîné écarté par son père au profit du cadet Antoine, qui vient d'être nommé PDG, qu'on relève son « coup de chapeau » public à M. Pierre Marchand, le très compétent directeur de Gallimard Jeunesse, auquel on prête de grandes ambitions, M. Brégou dit nettement qu'il n'est pas « *un* raider *de Gallimard, qui est d'ailleurs une entreprise « fermée », « familiale* ».

Les intrigues « parisiano-parisiennes »

« *Bien sûr, nous avons des affaires en commun avec Gallimard, dans le domaine de la jeunesse notamment, mais nous en avons avec d'autres maisons. J'ai cité Pierre Marchand pour montrer qu'on pouvait, à l'intérieur d'une entreprise qui a une image très littéraire comme Gallimard, créer des choses nouvelles qui s'y intègrent bien. Certes, je connais Christian Gallimard, mais je connais aussi Antoine Gallimard, et Charles-Henri Flammarion, et d'autres PDG de maisons d'édition. Cela ne signifie pas que la « logique de la connaissance » aboutisse à une logique économique.* »

Pour en finir avec les intrigues « parisiano-parisiennes », M. Brégou préfère avoir l'œil sur « l'horizon 92 » et l'ouverture du marché unique européen, qui « *donnera de l'air* ». « *Nous voulons prendre des intérêts dans d'autres pays, dans d'autres « bassins linguistiques ». Nous travaillons déjà sur l'espagnol et l'anglais* ». La présence du géant mondial Bertelsmann dans le Groupe de la Cité, *via* le club de livres France-Loisirs, est certainement un atout dans la future politique européenne de M. Brégou. « *Il ne faut cependant pas se dissimuler la réalité*, dit-il. *En France, on est un peu à la traîne. Nous sommes, avec Hachette, les plus avancés sur le plan international, et cela ne va pourtant pas très loin.* »

Hachette semble prendre de l'avance et aborder déjà les Etats-Unis, avec son OPA sur le groupe Grolier. M. Brégou se garde bien de commenter ladite OPA, « *car on ignore toujours les motivations de ses concurrents* ». Toutefois, Grolier ne paraît guère l'inquiéter : « *Ce n'est pas une maison d'édition qui fait frémir la planète. Elle publie des encyclopédies plutôt vieillottes et plutôt bas de gamme, vendues par courtage. Ce n'est pas à partir de là qu'Hachette pourra faire valoir une compétence encyclopédique qui arrosera le monde entier.* »

C'est, à coup sûr, l'Europe qui va d'abord faire « frémir » les entreprises françaises assises sur des décennies d'autosatisfaction peu créatrice. Le rendez-vous est pris pour la fin de 1992, et l'on ne fait pas preuve d'une grande témérité en pariant qu'on y trouvera M. Christian Brégon. Il viendra d'avoir cinquante et un ans.

JOSYANE SAVIGNEAU.

● ROMANS

La « seconde patrie » de Roger Grenier

QUE la littérature naisse et *se nourrisse du vivant* est indéniable. Mais, à l'inverse, il arrive que le vivant – ce type particulier de vivant qu'on appelle lecteur et qui peut rester des heures, des jours, voire des mois en compagnie d'une œuvre – puise dans le livre des éléments qui le sustentent et modifient son mode de pensée ou de comportement.

C'est le cas des êtres que Roger Grenier anime et fait évoluer tout au long de quatre récits recueillis sous le titre *la Mare d'Auteuil*. Ainsi de Thérèse Hugon, jeune mariée d'aujourd'hui, lorsqu'elle doit suivre son époux à Ry, village de Seine-Maritime qui inspira à Flaubert le décor de *Madame Bovary*. Pour son malheur, Thérèse Hugon découvre bientôt qu'une certaine Delphine Delamare, morte à vingt-sept ans et inhumée à Ry, fut la triste héroïne d'un fait divers et servit en quelque sorte de pré-figure à la célèbre Emma. *« Telle est parfois la force d'un livre »* qu'il n'en faut pas davantage à Thérèse Hugon pour sombrer peu à peu dans la mélancolie et l'ennui : plus ou moins calqué sur celui des deux créatures qui l'ont précédée dans ce lieu – l'une réelle, l'autre fictive, – son destin s'accomplira.

Le prétexte à la deuxième histoire est un feuilleton radiophonique (consacré à Scott Fitzgerald) que le réalisateur Sacha Roussel entend mener à bien par amour pour l'écrivain américain tout autant que *« par solidarité d'ivrogne »*. Jour après jour, les séances d'enregistrement – où se mêlent les répliques prêtées à Fitzgerald et à son entourage et les apartés des comédiens – sont rapportées par l'assistant-réalisateur, jeune homme timide et quelque peu introverti : *« Certaines des paroles mises dans la bouche de Scott, quand commence sa fêlure, semblaient toucher Sacha comme si, en rédigeant son texte, il s'était mis à parler de lui-même, de la faillite de ses ambitions. »* Bien sûr, dans le studio on travaille « en famille » : des relations privilégiées se nouent et des tensions montent entre les comédiens. Surtout, à mesure que l'enregistrement progresse, s'affirment de troublantes coïncidences ou affinités entre acteurs et personnages mis en situation. L'implication des uns et des autres devient alors telle que le jeu devant les micros finit par coïncider avec celui de la vérité. Confusion ou interaction, le drame réel des protagonistes-comédiens épouse ou rejoint le drame autrefois vécu par Fitzgerald et ses proches.

« Mourir comme Gœthe »

La troisième histoire met en présence un vieux poète et une jeune femme qui projette d'écrire sur lui une thèse. Deux fois par semaine, elle lui rend visite dans la maison de retraite où il vit désormais et l'interroge sur sa vie et son œuvre. Leur relation, *instable et ambiguë, se poursuit* au fil des mois, peut-être des années, sans que le travail de la jeune femme aboutisse pour autant. Elle renoncera à sa thèse et lui à son ultime amour. Dès lors, en attendant de *« mourir comme Gœthe »*, il ne restera au vieux poète que la ressource de penser à celles qui habitent ses poèmes, celles qu'il a perdues et qu'il ne rencontre plus qu'en rêve.

Dans *la Mare d'Auteuil*, le livre de référence est un roman de George du Maurier, *Peter Ibbetson*, dont Henry Hathaway a tiré un film, avec Gary Cooper dans le rôle principal. Le pauvre Antoine Porteau, qui a d'excellentes raisons d'aimer le roman et le film, est un *« petit Français mal fichu, guetté par la calvitie »*. Il lui est donc difficile de s'identifier à Gary Cooper. Mais, si on néglige l'aspect physique, il existe *« des similitudes entre sa propre histoire et celle d'Ibbetson »*. Car, de la même façon que Peter Ibbetson rencontra la petite Mimsey près de la mare d'Auteuil et l'aima à jamais, lui, Antoine Porteau, a connu Helena *« dans un site proche, au bord du lac Saint-James »*, et a fait d'elle sa *« princesse »*. En dépit des rebuffades et des sarcasmes de sa belle, Antoine Porteau ne cessera jamais de tendre vers le *modèle d'amour proposé par son* livre de chevet. A voir comment cette vie si médiocre, magnifiée pourtant par l'aura d'une fiction et qu'un acte romanesque à souhait vient conclure, on songe à cette *« seconde patrie habitable »*, à cet *« ermitage suspendu hors du temps »*, à ce *« refuge pour les dimanches de la vie »* que, selon Julien Gracq, Stendhal offrait à ses vrais lecteurs.

Stendhal, Flaubert, Fitzgerald et tant d'autres, en nous donnant accès à cette *« seconde patrie habitable »*, nous invite, il est vrai, à devenir à notre gré des transfuges de nos propres existences. Mais si l'on parvient, pour un moment, à se soustraire à la vie, la vie demeure inextricablement liée à la littérature, induite ou contaminée qu'elle est par celle-ci. Avec ces quatre textes qui semblent avoir été écrits *« dans la poussière d'or et dans la paix souriante et regrettante d'une fin de journée d'été »* (Gracq encore), Roger Grenier nous rappelle que nous vivons *dans cette bienheureuse sujétion.*

ANNE BRAGANCE.

★ **LA MARE D'AUTEUIL, QUATRE HISTOIRES de Roger Grenier, Gallimard, 192 p., 72 F.**

La danse macabre d'Agota Kristof

Avec* la Preuve, *cette romancière née en Hongrie, vivant en Suisse, donne un second roman puissant et énigmatique.


ANDERSEN/GAMMA

Agota Kristof : « Celui qui n'écrira rien est perdu. »

LUCAS est allé voir le curé, un vieil homme à qui, tous les jours, il porte sa nourriture. Il lui dit : je ne sais pas comment faire pour continuer à vivre. Pourtant, il fait les gestes, se lever et se coucher, s'occuper des légumes, des bêtes, il mange, *et puis il* se penche *à la fenêtre*, regarde la neige, et vomit. Lucas a quinze ans, il vit seul dans la maison de sa grand-mère, dans cette petite ville-frontière où il ne se passe rien. La guerre est finie, reste l'angoisse dans un pays gelé, où le peuple a expié déjà son passé et l'avenir. Lucas a perdu son jumeau, passé à l'Ouest, dont il dit : *« C'est lui qui est parti, c'est lui qui doit revenir. »*

Le roman précédent d'Agota Kristof, *le Grand Cahier* (1), qui a rencontré un accueil mérité il y a deux ans dans plus de quinze pays, racontait l'apprentissage cruel des deux jumeaux ; *la Preuve* en est la suite. Passage de l'enfance à l'adolescence, de la vie fusionnelle et archaïque à la solitude extrême d'un garçon déchiré à qui il manque la moitié de soi-même, son double, au nom-miroir, Claus. La solitude dans un pays perdu entre l'Est et l'Ouest.

Au début, on énumère les morts, les différents visages qu'il faut fuir, le père qui a volé en morceaux sur la frontière, défiguré, méconnaissable, la grand-mère, les corps, désormais squelettes, de la mère et de la petite sœur : *« La grande chose en os et la petite chose en os. » « Mais, la différence*, dit Lucas, *entre ceux qui sont morts et ceux qui ne sont pas là ? »*

Lucas essaie d'imiter la vie. Il écoute des disques dans sa chambre. Il a des occupations précises à des heures fixes, des obligations, et puis il fait les bistrots, et regarde la librairie-papeterie de Victor. Il écrit toujours dans son cahier. Il adopte Yasmine et lui prend son enfant, Mathias. Pour Mathias, Lucas construit à tâtons quelque chose qui ressemblerait à ce qu'il a vu un jour par une fenêtre : une famille autour d'une soupe de pommes de terre.

Pour le bébé Mathias, Lucas construit un berceau, et puis un lit, il lui fait des dessins d'animaux, et invente des histoires ; il lui apporte un chaton et, le lendemain, un chiot. Et si le petit garçon pleure quand Lucas file le soir dieu sait où, il doit comprendre que Lucas gagne de l'argent pour *« acheter tout ce qu'il nous faut à nous trois »*. Mais Lucas, la nuit, va trouver Clara, il fuit *Yasmine parce qu'elle l'aime*, il aime Mathias parce que le petit garçon le fuit, il veut Clara aux cheveux gris, aux talons plats, Clara au milieu de sa bibliothèque ravagée par la censure, parce que Clara est la maîtresse d'un homme, et surtout parce qu'elle n'aimera jamais personne que Thomas, qui est mort, fusillé, et puis réhabilité, entre guerre et révolution. Victime du parti.

L'irréparable envahit chaque vie

Continue la danse macabre, la *valse lente des mal-aimants*. Quand ils sont seuls, ils sont hantés et doubles, comme Peter N., le secrétaire du parti, comme l'Insomniaque, qui dit la vérité. Quand ils sont deux, Yasmine et Lucas, ou Victor et sa sœur, ils essaient de s'échapper, ils tuent pour s'échapper, pour faire partir les sueurs froides, la peur immonde, le cœur qui bat.

« Chacun de nous, dit Victor, *est né pour écrire un livre, un livre médiocre ou un livre génial, peu importe, mais celui qui n'écrira rien est perdu. Il n'a fait que passer sur terre sans laisser de trace. »* Chaque livre est cette preuve qui donne son titre au roman d'Agota Kristof. La douleur diminue, les souvenirs s'estompent, l'irréparable envahit chaque vie de son intolérable absurdité. Chaque livre est une lutte contre les tentatives de ceux qui inlassablement mettent de l'ordre, dispersent les manifestations de rue, brûlent les livres dans les caves, arrachent des pages, effacent les photos, doublent les barbelés, minent les lignes-frontières, agrandissent les *orphelinats où sont mis les enfants* sans mémoire, transforment toute tendresse en douleur.

Avec son suspense, sa respiration haletée, ses dialogues à vif, *la Preuve* est une vision et une écriture nouvelles de la frontière, un roman puissant et énigmatique plein d'une angoisse féconde, proche de celle qui illumine les toiles de Balthus. La ligne pure de la douleur. Décantée. *« A l'Ouest*, dit Claus, revenu enfin, quand son jumeau s'est enfui, *il n'y a pas de place pour les questions concernant la vie. »* Claus revient chez lui, lecteur, et pour lui surgissent les pages écrites par Lucas, son frère trop coupable, qui conclut en un suprême mensonge, après avoir enterré le petit Mathias suicidé : *« Pour Mathias, tout va bien, il est toujours premier à l'école et il ne fait plus de cauchemars. »* On peut tout supporter, et mourir, ou fuir, on ne peut pas tout écrire – c'est Claus qui écrit la fin de l'histoire. Il faut être deux.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **LA PREUVE, d'Agota Kristof, Seuil, 190 p., 79 F.**

(1) Le premier roman d'Agota Kristof, *le Grand Cahier* est désormais disponible en édition de poche (Points Seuil n° R 302).

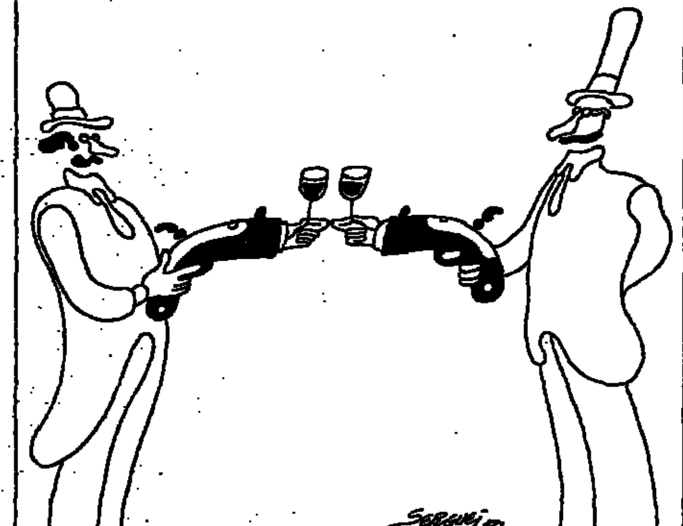
● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

De la sociabilité en politique

ANDRÉ LATREILLE, qui avait l'œil vif, signala un jour dans sa chronique du *Monde* que, *là-bas, au fond de* la Provence, un inconnu manipulait avec un gentil talent d'artificier une notion historiquement assez explosive : la sociabilité, cette *« aptitude à vivre en groupe et à consolider les groupes par la constitution d'associations volontaires »*. Ou, comme avait dit Leibnitz, *« cet instinct général de société qui se peut appeler philanthropie dans l'homme »*. C'était en 1966. Et *l'innocent se nommait Maurice Agulhon.*

Il a fait son chemin depuis, jusqu'au Collège de France, après une série de transferts, dirait-on en football, qui l'ont sorti de la *division* d'honneur des sensibilités méridionales pour « évoluer » dans les plus grands clubs nationaux de l'histoire à venir. Mais sans qu'il se soit jamais *départi* de ce goût pour l'herborisation, de cette curiosité d'instituteur de haute époque qui en font un maître en rêveries savantes de promeneur solitaire. Aurait-il donc vagabondé, comme Jean-Jacques ? C'est ce que laisse *entendre le titre*, à la fois trop modeste et un peu faux, de ces deux volumes où M. Agulhon rassemble une vingtaine d'articles, publiés de 1968 à 1987, qui n'étaient guère connus que des seuls spécialistes. Titre trompeur, me semble-t-il, car le piéton en mûrissant n'a pas erré : il a cheminé à son gré, mais en tripotant toujours sa chère mécanique, ces sociabilités qui unissaient *nos anciens et à travers lesquelles* ils ont, eux aussi, fait un bon bout de route à la rencontre de la démocratie.

L'AMBITION *ultime de ces promenades savantes* fut toujours politique, au sens le plus élevé du terme. Ancien communiste en uniforme stalino-thorézien, Agulhon est devenu en effet un de ces républicains à l'esprit critique pour qui social-démocratie ou réformisme *« ne semblent pas repoussants »* : il vient au reste de conter l'affaire dans son chapitre des *Essais d'ego-histoire* (Gallimard). Cette aventure civique, assez banale chez les intellectuels de sa génération qui hantèrent la rue d'Ulm après la Libération, en a fait un historien particulièrement attentif aux *formes d'expression de la politique au* quotidien, à cette théâtralité comme à cette intime jubilation qui entraînent les groupes et les individus, et parfois à la vie à la mort. Tout en excursionnant en amont, vers le dix-huitième siècle des confréries, puis en aval, jusqu'aux communistes de sa jeunesse au temps du « parti des fusillés », il les a scrutées avec prédilection dans leur pré carré : le grand dix-neuvième siècle, qu'il prolongerait volontiers jusqu'en 1950, à la veille des grands bouleversements médiatiques du débat politique. Avec toujours en ligne de mire et pour provision de route son concept fétiche, cette sociabilité, toujours un peu bricolée, *qui fait lever le sourcil aux* sociologues et aux politologues un peu raides, qui folklorise un brin et tempère volontiers les ardeurs idéologiques d'une histoire des idées, mais qui épouse la politique adolescente à fleur de terre, dans le goût du pain et le poids des rêves, avec sa gestuelle et ses images saintes, ses symboles et ses coups de sang.



On retrouvera donc dans ces deux volumes cette ambition : acclimater la sociabilité en histoire, lire la politique à travers elle. Et d'abord sur des visages. Ceux d'ouvriers formellement et informellement associés, qui cassent *la croûte à l'atelier en devisant* ; qui fêtent le « saint lundi » et se bousculent chez le marchand de vin ; qui courent les goguettes, ces vivaces sociétés chantantes au temps *du roi-citoyen, et les guinguettes*, à Nogent et ailleurs ; qui hantent les « chambrettes » provençales et les sociétés de secours mutuel, ancêtres du syndicat. Chez les bons bourgeois aussi, qui allaient au cercle pour parler librement et lire le journal, sans s'opposer à ce que le populaire les envie et, à l'occasion, les imite. Chez quelques-uns de ceux, aussi, qui ont voulu comprendre, ou accompagner ce nouveau partage de la politique par tous : voici Zola ou un Maxime du Camp, le socialo-bonapartiste Emile Ollivier (qu'il réhabilite), le philosophe républicain Charles Renouvier ou Daniel Halévy en visite chez les paysans du Centre. Sans oublier quelques grands noms fédérateurs et troublants, Garibaldi ou Jaurès.

M. AGULHON a senti,en outre, qu'à travers lois et décrets, *révolutions* et élections au siècle dernier, tout n'était pas dit ni réglé : qu'une circulation plus souterraine avait fait monter la République dans les cœurs, qu'une reconnaissance pour la démocratie avait presque enivré maints Français. Il le prouve en flânant avec persévérance devant les effigies et les statues, les inscriptions et les fontaines qui ont marqué cette union, *par la « statuomanie » dans les villes « tentaculaires »* comme dans l'humble bourgade qui cligne de l'œil à la lumière. En suivant aussi, sans irénisme, la violence à la trace : celle des révolutions bien sûr (et celle de Juillet avec une dilection très neuve), mais également celle des symboles, et même, en quelques pages poignantes, celle des équarrisseurs et des bouchers.

De cette sociabilité, entendue au bout du compte comme une *« douceur de vivre »* l'espoir civique, M. Agulhon s'est *élevé* sans peine ni hiatus jusqu'aux grands débats *toujours actuels qui nourrissent* le second volume : les rapports entre conscience nationale et réveil des régionalismes, entre droite et gauche, entre la Révolution de 1789 fondatrice et le cours des guerres « franco-françaises ». Mais il l'a fait en historien rivé au cycle chronologique de son dix-neuvième siècle, *« singulier et non pas banalité d'une perpétuelle transition vers l'actuel »*. En bref, en lisant pour nous un monde que nous avons perdu, où l'on apprit à vivre civilement et où d'aucuns ont su payer le prix de cet élan républicain, en saisissant tour à tour *« les dominos et le fusil »*.

LES sociabilités de M. Agulhon ont fait école. On s'en convaincra en découvrant les *Actes* de deux colloques de 1983, tenus à Bad-Homburg entre historiens *français et allemands, puis à* Rouen à grand renfort de spécialistes de toutes les périodes historiques, et qu'Etienne François et Françoise Thélamon ont fort proprement édités. En suivant aussi une jeune revue qui lance publiquement l'histoire du sport, avec pour sous-titre *la Sociabilité par le sport.* Maurice Agulhon est partie prenante de ces trois entreprises, avec cette modestie bourrue des vrais savants qui conviennent qu'ils savent un peu tâtonner. On ne s'en étonnera pas chez ce faux vagabond qui voudrait tant savoir pourquoi diable la politique est entrée dans nos mœurs. Le lire au vif de la campagne électorale qui nous occupe est un vrai rafraîchissement.

P.S. — Dans une étrange révérence aux dynasties universitaires, j'ai commis, par deux fois, un impair dans ma dernière chronique, le 11 mars. Robert Etienne me fait en effet remarquer — avec le sourire — que c'est lui, le père, qui a signé le chapitre sur « la Gaule romaine » dans *l'Histoire de la population française* (PUF), et non pas Roland Etienne, son fils, lui aussi vigoureux historien de l'Antiquité. Dont acte : je rends à *César ce qui n'est pas à Auguste.*

★ **HISTOIRE VAGABONDE, de Maurice Agulhon, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2 vol., 318 et 306 pages, 125 F le volume.**

★ **SOCIABILITÉ ET SOCIÉTÉ BOURGEOISE EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET EN SUISSE (1750-1850), sous la direction d'Etienne François, Editions Recherche sur les civilisations, 319 pages, 262 F.**

★ **SOCIABILITÉ, POUVOIRS ET SOCIÉTÉ. ACTES DU COLLOQUE DE ROUEN, NOVEMBRE 1983, textes réunis par Françoise Thélamon, Publications de l'université de Rouen, n° 110, 654 pages, 360 F.**

★ **SPORT-HISTOIRE. LA SOCIABILITÉ PAR LE SPORT, n° 1, 1988, Privat, 150 pages, 95 F (semestriel).**

Edward H. Carr, gentleman-historien

La leçon de méthode et d'optimisme du célèbre soviétologue anglais.

D'EDWARD H. CARR, on ne connaît guère en France que les premiers volumes de son immense *History of Soviet Russia*, cette *Révolution bolchevique* courageusement traduite naguère aux Editions de Minuit. C'est dire qu'en dehors du cercle des spécialistes de l'histoire russe, où il est révéré comme un très grand, l'intelligence hexagonale a jugé intempestif cet optimiste inclassable, ce progressiste au marxisme ouvert, ce gentleman facétieux. Il est vrai qu'il avait grandi hors du sérail universitaire et qu'il ignorait l'art de la *révérence aux bons maîtres* des anciennes ou nouvelles histoires : né en 1892, le grand enfant huma longtemps le crépuscule de l'ère victorienne ; il fut jusqu'en 1936 fonctionnaire au Foreign Office, puis rédacteur en chef adjoint du *Times* aux rudes heures de 1941 à 1946, avant de toucher au havre d'Oxford puis de Cambridge, à plus de soixante ans. Il y devint, comme en se jouant, un redoutable soviétologue qui ne sombra jamais dans la « kremlinologie » de guerre froide.

La grande loi « est posée »

C'est à Cambridge, précisément, qu'il s'efforça de répondre en 1961, *devant ses étudiants*, à la question bébête et première : qu'est-ce que l'histoire ? Mises en volume, ces conférences eurent un très vif succès dans le monde anglo-saxon. Les voici, bien traduites et habillées par Maud Sissung, flanquées du dossier de leur mise à jour que Carr n'avait pas refermé à sa mort, *en 1982*. Disons tout net qu'elles ont le corps des vieilles bouteilles pour repas de fête : c'est fort, somptueux même, avec ce bouquet d'humour britannique qui fait chanter les bons bordeaux.

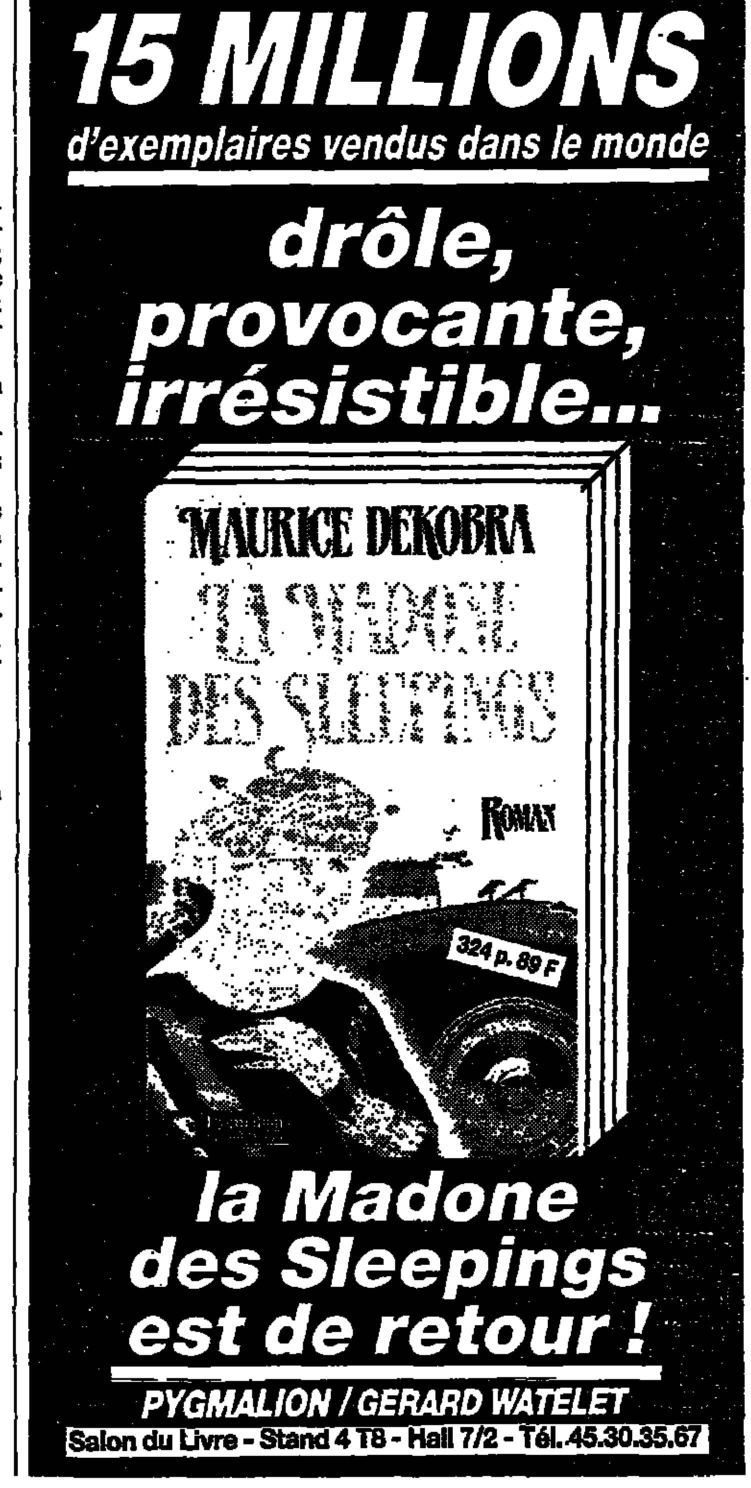
Leur foi dans l'avenir paraîtra sans doute bien datée : elle se nourrit de la déstalinisation et de la coexistence pacifique, de l'euphorie des croissances économiques et des espoirs tiers-mondistes au lendemain de la décolonisation. Mais la grande loi est posée : l'historien est fils du présent, il ne pose au passé que des questions d'avenir. Carr abomine le positivisme hérité du dix-neuvième siècle qui entretint l'illusion d'une histoire égrenant des faits bien établis et brodant objectivement la trame qui les relie. Il plaide pour l'échange soutenu entre les faits et l'interprétation. Il révèle au passage un des bons « trucs » du métier : *« Plus j'écris, plus je sais ce que je cherche. »* Son histoire est assez hégélienne, entichée de progrès, avec toutefois de singuliers éclairs, comme celui-ci : la fureur du monde, l'impuissance devant l'avenir sont une construction abstraite, un raisonnement externe ; les êtres n'y croient pas et ils le prouvent par leur comportement privé, qui les fait vivre et aimer « comme si »...

Il y a dans ce petit livre bien plus qu'un digest de bonne méthode. Carr est déjà au cœur d'interrogations actuelles, celles d'un Ricœur, sur l'histoire-*narration, sur l'acharnement* des historiens à traquer ce qui réside derrière l'acte et le « fait ». Précise et toujours drôle, sa méditation devrait porter à d'utiles rêveries dans un monde de l'histoire à la française trop peu porté sur l'épistémologie.

J.-P. R.

★ **QU'EST-CE QUE L'HISTOIRE ?, d'Edward H. Carr. La Découverte, collection « Armillaire », 233 p., 120 F.**





● SCIENCES HUMAINES

Le père de la psychanalyse intégralement traduit

Les habits neufs du docteur Sigmund

NABOKOV disait qu'il y a trois races de mauvais traducteurs : ceux qui commettent des erreurs par ignorance, ceux qui ont la certitude d'en savoir davantage que l'auteur et, enfin, ceux qui ne s'épargnent aucun effort pour enjoliver et toiletter un texte selon leur propre goût. Il est à craindre que Freud ne soit passé maintes fois sous les fourches caudines de ces trois catégories de traducteurs. Quelques-uns, effrayés de voir les lecteurs faire joujou avec des théories aussi dangereuses et malpropres, arrangèrent une version convenable, à mi-chemin entre la Bibliothèque rose de l'inconscient et le Guide bleu des pulsions.

La plupart, considérant les ouvrages de Freud comme un cabinet des curiosités, privilégiaient les « cas » sans se soucier de la rigueur de la pensée ; une poignée d'irréductibles se voulaient plus royalistes que le roi et en rajoutaient dans le vocabulaire abscons, là où Freud, trop modeste, se contentait des mots de la vie quotidienne. C'est ainsi que Bruno Bettelheim, poussant le fameux cri *« Traduttore, traditore ! »* dut prendre la défense du bon vieux docteur dont l'œuvre *« tout entière est faussée par la traduction »*.

Quand, en 1920, il reçoit Claparède, l'un de ses premiers traducteurs français, Freud lui montre un rayon de sa bibliothèque encombré de ses œuvres dans des versions anglaise, russe, hollandaise, hongroise, polonaise et italienne... *« Pas une seule traduction française ! »* soupire-t-il. Les vœux de Freud seront pourtant exaucés. Entre 1922 et 1927, trois éditeurs, Payot, Gallimard et Felix Alcan, se disputent le privilège de rendre Freud accessible en français ; ils en confient la tâche à des germanistes qui n'ont pas de formation psychanalytique car, comme l'écrit René Laforgue : *« Le Français a, devant un livre, une tout autre attitude que l'Allemand. Il exige que tout soit exposé avec brièveté et clarté. »*

Ces traducteurs étrangers au monde psychanalytique, parmi lesquels Samuel Jankélévitch, seront les premiers à endosser l'habit du traître.

Dans les années 60, pendant que les facs réclament le « retour à Freud », les psychanalystes, freudiens orthodoxes et lacaniens confondus, s'indignent de voir le maître de Vienne plus souvent trahi que compris. Les traductions paraissent, nombreuses, mais dans la plus totale anarchie. Tel inédit est publié dans une revue psychanalytique, tel autre dans une feuille confidentielle pour servir d'illustration à un thème littéraire. On arrive bientôt à ce paradoxe : presque toute l'œuvre de Freud est disponible en français, mais éparpillée çà et là, dans des livres introuvables ou des périodiques éphémères gisant quelque part sur les rayons d'une bibliothèque.

Un bijou de famille ou un arpent de terre

Les fils prodigues de Freud, dans l'euphorie de la jeunesse, ont dilapidé l'héritage de la psychanalyse, chacun se disputant un bijou de famille ou un arpent de terre. Et voilà que, la maturité aidant, ils se sentent le devoir de mettre en commun leur patrimoine. Cela ne va pas sans querelles ni chamailleries, mais l'important est de restaurer le château familial. L'affaire est d'autant plus pressante que les analystes d'outre-Manche se sont attelés à la tâche bien avant la seconde guerre mondiale. Les œuvres complètes de Freud en anglais, achevées il y a quinze ans par James Strachey, restent un modèle de l'édition.

Dans les années 60, la France part à la recherche d'un chef d'orchestre de la stature de James Strachey. Dès le début, une polémique éclate dans les colonnes du *Monde*. Marthe Robert, tout en critiquant les *« néologismes inutiles »* qui ajoutent à la confusion des idées, rappelle que Freud est aussi un grand écrivain ; la traduction de ses œuvres devrait être confiée à des germanistes, même s'ils ne sont pas des initiés de la psychanalyse. Il faut, répliquent Laplanche et Pontalis, *« connaître Freud avant de le traduire »* (1). Une traduction littérale, même rugueuse, disent-ils, vaut mieux qu'une version élégante qui se révélerait, à l'usage, une belle infidèle...

MAX HALBERSTADT/W.E. FREUD

Sigmund Freud et sa fille Anna en 1913.

Après un long combat éditorial et d'interminables tractations, les Presses universitaires de France et l'équipe du professeur André Bourguignon peuvent enfin présenter le premier des vingt et un volumes que comptera l'édition française des *Œuvres complètes*. La direction générale en est assurée par André Bourguignon et un germaniste, Pierre Cotet. Janine Altounian se charge du travail d'homogénéisation, Alain Rauzy de l'appareil critique (notices, notes et variantes). Une commission terminologique a été créée sous l'impulsion de Jean Laplanche et du Canadien François Robert pour déterminer un glossaire et astreindre à une certaine rigueur les équipes de traducteurs composées d'environ trois personnes, dont au moins un analyste.

Les vingt et un volumes, qui paraîtront au rythme de deux par an, ont été classés selon la chronologie de leur rédaction. Chaque texte sera précédé d'une notice sur les circonstances de son élaboration et sur les traductions déjà existantes. Le tout s'achèvera sur un index des personnes, des œuvres citées et des matières. Le premier volume à paraître, qui forme le treizième tome de ces *Œuvres complètes*, rassemble les écrits de 1915 : l'histoire de l'homme aux loups (traduite sous le titre *A partir d'une névrose infantile*), *Actuelles sur la guerre et la mort*, *Métapsychologie*, avec aussi une lettre à Hermine von Hughellmuth, la fameuse *Communication d'un cas de paranoïa contredisant la théorie psychanalytique* et un très bel éloge de l'éphémère, *Passagèreté*.

André Bourguignon avoue volontiers qu'il considère le texte freudien comme un texte scientifique, qu'il faut aimer les œuvres du père de la psychanalyse comme Montaigne aimait Paris, avec *« ses verrues et ses taches »*. Il préfère le rôle du disciple consciencieux à celui du traître fringant. Le risque est de censurer toute émotion, de livrer, comme disait Bruno Bettelheim dans un « coup de gueule » mémorable (2), une traduction sans âme. Entre Freud l'écrivain, le merveilleux romancier des « cas », et Freud le pédagogue, dont les interprétations et les théories ne valent que par la précision de leur vocabulaire, faut-il absolument choisir ? En refusant d'introduire une belle infidèle dans le sérail psychanalytique, n'y a-t-on pas conduit une épousée respectueuse des enseignements du maître mais un peu guindée d'allure ?

Un amendement que Freud aurait applaudi

Le grand mérite de cette nouvelle traduction, outre sa clarté, est cependant d'avoir respecté très scrupuleusement le texte allemand, de ne jamais prendre aucune liberté avec la pensée freudienne. Les *« trucages »* que Serge Moscovici (3) dénonçait naguère dans les anciennes traductions seront sans doute évités. Quelques concepts s'en trouvent modifiés. Ainsi parlera-t-on de *« névrose de contrainte »*, plus proche du sens allemand, au lieu de *« névrose obsessionnelle »*, formule évocatrice mais peu fidèle. De même, *« forclusion »* sera banni au profit de *« rejet »*, un amendement que Freud aurait applaudi.

On remarquera aussi le louable effort des traducteurs pour rétablir la notion d'*« âme »*, chère à Freud et boudée par ses fils, qui la jugeaient trop fumeuse. Mais pourquoi remplacer *« psychique »* par le terme *« animique »*, qui donne au texte de Freud un parfum de caducité et d'ésotérisme ? On chicanera aussi l'équipe d'André Bourguignon sur des néologismes tels que *« désirance »*, *« refusement »* (vive la bonne vieille « frustration » !), ou *« passagèreté »* (alors que le mot « éphémère » rendrait mieux le sentiment de fugacité et de mélancolie qui plane sur les réflexions de Freud l'humaniste).

Certains ne manqueront pas de suspecter là une tentation de ravaler le logis des psychanalystes, menacé dans ses soubassements. D'autres se demanderont s'il ne s'agit pas d'une tactique de repli. Au moment où la pensée freudienne devient moins crédible parce que trop vulgarisée, ses défenseurs mettent de nouvelles serrures à leur porte, inventent des codes, des mots de passe inédits. Une manière de rappeler que les psychanalystes refusent la braderie des fins de règne. Quand l'engouement se porte davantage sur l'histoire de la psychanalyse, n'y a-t-il pas, dans l'air du temps, une volonté de montrer que la psychanalyse n'est pas seulement une affaire de coterie, de chapelle ou de guerre civile, mais aussi une discipline scientifique, avec une terminologie rigoureuse à manier avec prudence, et un outil de travail sur lequel veille jalousement une équipe de chercheurs ?

L'essentiel est que cette entreprise, l'édition des *Œuvres complètes* de Freud en français, qui paraissait si gigantesque, si déraisonnable, s'annonce sous les meilleurs auspices. Espérons que le « retour à Freud », annoncé depuis longtemps, aura enfin lieu. Après avoir longuement vagabondé dans les paysages erratiques de la traduction, le père de la psychanalyse va enfin pouvoir poser ses volumineuses malles dans la maison du professeur Bourguignon, sous l'œil vigilant de Jean Laplanche.

ROLAND JACCARD.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES, de Sigmund Freud, vol. XIII, traduit par Janine Altounian, Anne Balseinte, André Bourguignon, Alice Cherki, Pierre Cotet, Jean-Gilbert Delarbre, Daniel Hartmann, Jean-René Ladmiral, Jean Laplanche, Jean-Luc Martin, Alain Rauzy, Philippe Soulez, Presses universitaires de France, 350 p., 195 F.**

(1) *Le Monde*, 8 février et 1er mars 1967. Le débat se poursuivra en avril 1973 entre Roger-Pol Droit et J.-B. Pontalis.

(2) *Freud et l'âme humaine. De la traduction à la trahison*. Préface de Michèle Montrelay. Laffont, 1982.

(3) « Quand traduira-t-on Freud en français ? », *le Monde* daté 11-12 janvier 1981. Voir aussi la *Revue française de psychanalyse* : « Traduire Freud ». PUF, novembre-décembre 1983.

Corpus : premier bilan

SI les livres de Michel Serres provoquent des réactions diverses, il est une de ses entreprises qui suscite l'enthousiasme unanime : c'est la publication, amorcée en 1983, du *Corpus des œuvres de philosophie en langue française*. Cette gigantesque opération — quatre cents titres dont la réédition devrait s'étendre sur près d'un demi-siècle — vient de passer son premier cap, celui des cinq ans. C'est peu et beaucoup. C'est assez, en tout cas, pour reconnaître que, jusqu'ici, la réussite est totale.

L'idée est née, rappelons-le, d'un constat désolant : le très riche patrimoine intellectuel et littéraire que constitue, du seizième au vingtième siècle, la philosophie française restait encore, il y a peu, inaccessible au grand public. D'innombrables œuvres, injustement oubliées, n'étaient plus connues que de rares chercheurs fréquentant les bibliothèques.

L'initiative est donc partie de Michel Serres, professeur à Paris-I, auteur comblé par les médias. Elle a séduit les éditions Fayard, qui ont accepté de prendre en charge le *Corpus*. Le Centre national des lettres, enfin, ainsi que des mécènes privés ont contribué à financer le projet.

Avec un rythme moyen de huit volumes par an, le *Corpus* publié atteint déjà la quarantaine d'ouvrages. Comment s'opère la sélection des titres ? Autour de Serres, une sorte de conseil de rédaction s'est formé. Il comprend Jean-Robert Armogathe, Louis Audibert, Yvon Belaval, Denis Delbourg, Alain Etchegoyen, Christiane Frémont, Marcel Hénaff, Bruno Latour, Francine Markovits, Jean-Michel Ollé, André Pessel, Isabelle Stengers et Patrice Vermeren. Constitué en association (loi de 1901), ce collège détermine le choix des ouvrages et l'ordre de leur publication, qui ne suit pas l'ordre chronologique des livres.

C'est ainsi que, pour citer quelques titres au hasard, nous disposons depuis peu des *Œuvres philosophiques*, de *La Mettrie (deux tomes), des six titres de la République*, de Jean Bodin (1576), ainsi que d'ouvrages de Condillac et Condorcet, Guizot et Taine, Ravaisson et Lamarck dont le besoin était d'autant plus réel qu'ils étaient devenus pratiquement introuvables. Au programme de ces dernières semaines, *De l'esprit* (1758), le fameux traité de Helvétius, et à celui des prochains mois un Renouvier *(l'Uchronie)* et un Mably *(De l'étude de l'histoire)*.

Le chevalier Poulain de la Barre

Tous ces volumes sont réédités, remarquons-le, sans notes ni appareil critique. On peut le regretter, mais cette austérité — qui rebutera certains lecteurs — est sans doute imposée par le désir de ne pas alourdir les coûts (ni ralentir le rythme) de publication.

Curieux et spécialistes pourront compléter leur information en plongeant dans la revue *Corpus* que publie, parallèlement à la collection, le même collège éditorial. *Sept numéros en sont* sortis depuis 1984. On peut y apprendre, au fil des articles, qui fut le chevalier Poulain de la Barre (auteur prémonitoire, en 1673, d'un libelle intitulé *De l'égalité des deux sexes)*, comment la définition de la sagesse a évolué de Charron à Montaigne, ou quel fut le contexte épistémologique dans lequel Lamarck forgea ses hypothèses.

Notons que le numéro 5/6 est entièrement consacré à *La Mettrie*, que le numéro 7 (qui vient de paraître) nous introduit à l'œuvre de Jean-François Senault (dont *l'Usage des passions* vient simultanément d'être réédité) et que le numéro 8 (automne 88) portera sur Hélène Metzger, historienne des sciences, morte en 1943 en camp de concentration.

Voilà pour le bilan éditorial. Il suffit à mesurer l'importance de l'entreprise et de ses enjeux intellectuels. Non seulement, grâce au *Corpus*, nous redécouvrons nos auteurs, mais c'est la carte elle-même de notre philosophie qui, peu à peu, est en train de se redessiner sous nos yeux. Des terres oubliées resurgissent, des forêts apparaissent derrière les arbres qui nous les cachaient. *Certains croient la* philosophie française dominée par le subjectivisme et encline au bavardage. Avant la fin du siècle, ils seront bien forcés d'admettre qu'elle a été en fait nourrie, jusqu'à la dernière *guerre mondiale, par une tradition* rationaliste et scientifique — dont on se demande seulement pourquoi elle a été à ce point perdue de vue depuis une ou deux générations.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

Freud au complet

(Suite de la première page.)

Envenime encore le débat la guerre que se livrent sur le plan international et sur le plan national les sociétés rivales de psychanalyse, guerre d'autant plus âpre que ses retombées ne sont pas seulement intellectuelles, mais se traduisent en termes de rapports de force sur le marché analytique.

Le champ de bataille est à ce point confus et le combat est tellement stérile que la situation peut se résumer ainsi, en 1962 : faute d'une édition chronologique complète des œuvres de Freud, la doctrine psychanalytique ne dispose d'aucune perspective historique, d'aucune édition critique, d'aucune unification de vocabulaire. C'est pourtant cette année-là que s'ouvrent enfin les négociations entre les trois éditeurs français de Freud et son éditeur allemand, Fischer, qui détient les droits des œuvres complètes. Une structure commune est mise en place, et, quatre ans plus tard — on avance comme sur des œufs, — un « comité scientifique des œuvres complètes » est enfin mis sur pied.

Ce comité est une œuvre de haute politique. Plutôt que d'affronter les conflits dans lesquels on s'est jusqu'à présent enlisé, les trois — Payot, Gallimard et PUF — décident en effet de les gérer en faisant entrer dans le comité des traducteurs représentatifs des divers courants et écoles. Ce melting-pot, où se retrouvent Lagache et Pontalis, Laplanche et Ricœur, Mendel et Hyppolite, se montre évidemment incapable de parvenir à un accord scientifique cohérent ; mais il n'échappe pas pour autant aux reproches et aux mises en demeure des sociétés de psychanalyse, qui ne conçoivent pas que la vraie parole freudienne en français puisse ne pas émaner de leurs différentes Eglises.

Bref, on navigue encore dans le flou jusqu'à ce que, dans un article donné au *Monde* le 1er mars 1967, Laplanche et Pontalis rompent le consensus mou du comité multitendances en affirmant le primat scientifique de la langue sur toute autre considération et qu'ils publient, cette même année, aux PUF, le *Vocabulaire de la psychanalyse*, premier ouvrage d'unification terminologique du freudisme. Dès lors, les choses vont plus vite et plus clair : un accord conclu le 11 mars 1968 consacre l'abandon du parrainage du projet par les sociétés de psychanalyse et la volonté d'une traduction entièrement nouvelle des œuvres complètes. Il y aura encore des soubresauts, des démissions, des tentatives de traduction refusées, des projets de Freud dans « La Pléiade », des tiraillements entre les trois qui, bien qu'associés pour le « grand œuvre », n'en poursuivent pas moins à côté la traduction d'ouvrages anciens de Freud ou même de volumes d'inédits.

Le déclin des stars

Mais ces conflits ne font que retarder un processus qui, cette fois, ne rencontre plus d'obstacle insurmontable. Cela tient sans doute à la cohésion du comité de publication que Pierre Angoulvent (PUF), Robert Gallimard (Gallimard) et Jean-Luc Pidoux-Payot (Payot) se sont accordés à mettre en place. Mais il faut admettre aussi que l'air du temps a changé. Après les retombées idéologiques de 1968, avec la disparition ou la rentrée dans le rang des stars d'un freudisme devenu le point de passage obligé de toutes les modes intellectuelles, les passions se sont quelque peu apaisées. M. Prigent, directeur éditorial des PUF et organisateur tout terrain de la présente aventure, reconnaît : *« Nous n'aurions sans doute pas réussi à sortir ces livres si la psychanalyse était demeurée l'enjeu de pouvoirs qu'elle représentait à une certaine époque. »* La vie scientifique de Freud ne peut commencer qu'à raison de sa mort comme phénomène intellectuel de société.

Mais l'accalmie sur le front des concepts n'a pas résolu tous les problèmes. A l'automne 1982, Gallimard s'est retiré du projet, qu'il ne jugeait pas commercialement compatible avec d'autres investissements de l'entreprise. En janvier 1987, c'est Payot qui a abandonné la course. Se retrouvant seules pour assumer un investissement très lourd (plus de 20 millions de francs), les PUF ont décidé de poursuivre avec des aides multiples du Centre national des lettres et de la direction du livre, qui a notamment financé les travaux de la commission de terminologie. L'équipe, dirigée par André Bourguignon, Pierre Cotet et Jean Laplanche, a également acquis le droit d'utiliser l'apparat critique de la Standard Edition britannique, qu'elle a néanmoins modernisé.

D'autant que, au terme des accords conclus, Gallimard et Payot, s'ils poursuivent leur marche éditoriale propre, ont la possibilité de renouveler leurs traductions existantes ou de les harmoniser avec celle des œuvres complètes des PUF. Bref, c'est bien la totalité de l'édifice freudien (tel que le connaissaient les Français) qui se trouve entièrement remise en perspective, sur des bases scientifiques cohérentes — même si elles doivent être contestées, au moins jusqu'en 1995, date à laquelle l'œuvre de Freud appartiendra au domaine public.

En attendant, l'édition PUF, seule édition historique et critique en langue française, fera autorité. Et comme la rigueur scientifique des traducteurs n'a reculé devant aucune audace, c'est bien une page nouvelle de notre modernité culturelle qui vient de s'ouvrir.

PIERRE LEPAPE.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES, de Sigmund Freud. Tome XIII : 1914-1915.** ***Une névrose infantile. Sur la guerre et la mort. Métapsychologie. Autres textes.*** **Presses universitaires de France, 350 p., 195 F.**



● LINGUISTIQUE

Guérillas autour des mots

La saison est aux bilans, l'époque se veut encyclopédique. Denis Slakta fait le point sur vingt ans d'escarmouches linguistiques.

AUJOURD'HUI, rien n'interdit de commencer à la manière d'Hilary Putnam : par une histoire de science-fiction (1).

Supposons qu'un savant fou ait réussi, en 1968, à séparer du corps le cerveau d'un bon linguiste structuraliste. Le cerveau est placé dans une cuve contenant une solution nutritive et relié à un super-ordinateur qui lui permet de communiquer. Notre structuraliste se trouve réduit d'un coup, comme le demande Noam Chomsky, au statut *« de locuteur-auditeur idéal »*. La théorie linguistique est prête à devenir *mentaliste*. Le savant fou décide alors de congeler le cerveau pour vingt ans.

L'opération se passait donc en 1968. Et le linguiste venait de lire avec délectation un recueil collectif ; « pluridisciplinaire » même : *Qu'est-ce que le structuralisme ?* (2). Notre héros, comme disait l'ancienne critique, pouvait s'absenter pour un temps, *presque* totalement heureux. Sa discipline, triomphante, tenait lieu de science-pilote : Jakobson était traduit, ainsi que Hjelmslev. André Martinet avait publié *Eléments de linguistique générale*. Wagner encourageait les travaux, surtout en syntaxe et en lexicologie.

Les domaines conquis se multipliaient : la lexicologie avec Jean Dubois, la sémantique avec A.-J. Greimas ; enfin Jean-Claude Chevalier publiait un superbe essai d'« épistémologie historique ».

Cependant, l'inquiétude perçait. Noam Chomsky mettait en cause les principes de l'analyse structurale. La séduction de sa démarche était indéniable : tenter une explication des faits est plus satisfaisant pour l'esprit qu'une description, même exhaustive.

De plus, au lieu de s'en tenir à un corpus d'énoncés anonymes, voilà que Benveniste, au travers d'études sur les pronoms personnels, mettait au jour le rôle décisif d'*« arbre »* auquel *« se ramènent tous les emplois d'*arbre » ; il n'existe pas de concept *« je »* englobant *« tous les* je *qui s'énoncent à tout instant dans les bouches de tous les locuteurs »*. Pour donner une référence à *je*, il faut prendre en compte *« l'acte de discours où il est prononcé »*, où *je* désigne le locuteur.

Les concepts de *situation*, d'*acte de discours*, d'*énonciation* montaient au premier plan. Sans compter que la définition de discours sonnait étrangement : *« Toute énonciation suppose un locuteur et un auditeur ; et chez le premier* l'intention d'influencer l'autre. » N'y avait-il pas là comme l'amorce d'un retour à *« l'ancienne rhétorique »*, celle d'Aristote pour parler clair ?

Les conséquences pouvaient inquiéter aussi bien le structuraliste au bord de la congélation que les jeunes chomskyens déjà privés de corps. Benveniste opposait *je jure* à *il jure* : en disant *je jure*, un locuteur accomplit l'acte de jurer (*« l'énonciation s'identifie avec l'acte même »*) ; tandis que *il jure* n'est qu'une description ou une information *« au même plan que* il court *ou* il fume ». Dès lors, Benveniste ne pouvait manquer de faire référence aux travaux d'Austin, qui allait donner *« la théorie des actes de discours* (je vous promets, demande, conseille de...) » dans *Quand dire, c'est faire* (3).

Une science trop humaine

Cela, le cerveau du structuraliste l'ignorait, congelé dans une cuve jusqu'en 1988. Son réveil le plonge d'abord dans la tristesse. Esprit libre, il dresse un premier constat.

La linguistique ne semble plus susciter les passions. Quant à alimenter les conversations de table ! Les gens s'intéressent toujours à la langue, mais d'une façon un *peu trop normative*, comme si le structuralisme n'avait jamais existé. Et c'est à peine s'il est encore mentionné, le cher disparu. Cherchant un nouvel *isme* fédérateur, le cerveau ne trouve à première vue qu'un domaine morcelé où s'érigent des chapelles bruissantes du mal qu'on dit des autres à défaut de citer leurs travaux. Du point de vue institutionnel, la linguistique est bel et bien devenue une science humaine ; trop humaine.

Mais qu'importe l'institution ! Quand il recommença de travailler, notre héros eut des surprises très agréables. Il retrouva avec plaisir son cher *Robert* ; lui, au moins, tenait le coup. Pui il lut le second volume des *Problèmes de linguistique générale* (4). Trois remarques l'encourageaient. Premièrement, *les concepts opératoires* ne sont pas *« des vérités éternelles »*. Deuxièmement, la grammaire générative transformationnelle pouvait être *« existante »*, comme en témoignent ces questions : *« Quelles sont les lois qui permettent de passer d'une structure syntaxique à une autre »* ? Comment une phrase active *« peut-elle se transformer en formulation passive »* ? Troisièmement, *« il y a plusieurs linguistiques, il y a plusieurs manières de les pratiquer »*. Notre structuraliste décida d'aller y voir ; avec Benveniste pour guide.

Il s'arrête d'abord à Grammaire des insultes et autres études de Nicolas Ruwet, un livre consacré à la syntaxe du français. La nature des problèmes soulevés provoqua la perplexité de notre héros. D'abord, une question générale : est-on justifié, comme le veulent les grammaires classiques et les théories chomskyennes, de limiter le travail linguistique à la phrase isolée de tout contexte, sans prendre en compte les rapports avec les phrases *qui précèdent et qui suivent* dans le texte ?



Les bedeaux sonnaient le glas

Abstraction faite des détails techniques, il était intéressant de voir que Nicolas Ruwet faisait référence au *discours* (c'est-à-dire au moins à deux phrases successives) : dans la phrase « Pierre *a mis du sel dans mon thé*, le salaud », la relation entre le nom de la qualité (le salaud) et le nom propre auquel il renvoie *« n'est qu'un cas particulier du rapport entre les mêmes termes dans le discours :* Pierre *a mis du sel dans mon thé*. Le salaud *est parti sans s'excuser*. » En somme, ici, c'est le discours qui est général et la phrase qui est particulière : position surprenante dans une théorie qui se donne pour objet la phrase isolée.

De telles analyses allaient conforter des réserves de moins bon aloi. Tandis que les bedeaux sonnaient le glas, Noam Chomsky, dans *la Nouvelle Syntaxe*, bouleversait la théorie générative, au point qu'une nouvelle dénomination s'imposait : grammaire modulaire.

Dans la théorie standard et ses variantes, les divers composants d'une grammaire étaient conçus comme *des systèmes de règles*. On assiste alors à *« un déplacement d'intérêts »*, puisque la recherche passe *« de l'étude des systèmes de règles à l'étude des sous-systèmes de principes »*, ou *« modules »*, ou *« théories »*. Autre aspect décisif : c'est à partir du *lexique* que s'organise la *syntaxe*.

Cependant, si *« les propriétés lexicales déterminent les formes syntaxiques »*, qu'est-ce qui *« prédétermine la structure du lexique »* ? Via Benveniste, surgit alors une formule de Saussure : *« Le problème linguistique* (...) *est avant tout sémiologique. »*

Reste que la sémiologie – *« science étudiant les systèmes de signes »* – s'était, elle aussi, diversifiée, comme en témoignaient les travaux d'A.J. Greimas.

Aristote et Alexandre

Et la sémantique ? En vingt ans, elle avait étendu son domaine au-delà du monde réel : jusques *aux mondes possibles*. Ce qui avait pu entraîner quelques fadaises que dissipait avec élégance la logique du nom propre de Saul Kripke. *Les mondes possibles « ne sont pas des répliques fantômes du monde réel »*, mais des *« états possibles »* du monde que la langue nous permet de construire et d'apprécier. Comme lorsque nous avançons une hypothèse contraire aux faits : *« s'il avait été cordonnier, Aristote n'aurait pas été le maître d'Alexandre »*.

A partir de tels exemples, Saul Kripke propose une nouvelle analyse des relations, depuis longtemps débattues, entre nom propre et description définie. La description définie *le maître d'Alexandre* mentionne une possibilité parmi d'autres. Sans cesser d'être Aristote, Aristote *aurait pu* se dispenser d'être *le maître d'Alexandre*. La description définie *fixe donc la référence* pour un monde possible, ici le monde réel. En revanche, le nom propre *Aristote* reste disponible pour une infinité de propriétés, au gré des hypothèses qu'on peut forger. Lui seul restant stable (Aristote sera toujours Aristote), c'est *un désignateur rigide*. Stuart Mill avait vu juste : le nom propre dénote un individu sans lui assigner de propriété (« sans connoter ») ; il sert simplement à *« indiquer un sujet possible de discours »*.

Le cerveau dans la cuve était dans la béatitude. Elle fut de courte durée : il s'aperçut vite que les théories sémantiques du sens et de la référence lui permettaient de parler du monde, ou de divers *« états du monde »* ; mais que, seul dans sa cuve, il ne pouvait ni *demander*, ni *conseiller*, ni même *ordonner* quelque chose à quelqu'un. Bref, lui faisaient défaut et un corps et *cette pragmatique* dont Charles Morris avait parlé autrefois. Derechef, – songea à Benveniste ; et il rencontra *les théories de l'énonciation :* à sa façon, John Searle avait continué les travaux d'Austin ; et ses livres nourrissaient passions et controverses. La question des *actes indirects* (ou *dérivés*) troublait les linguistes d'à présent.

Voici *« un jeu de langage »*, à deux participants, *« cas typique d'indirectivité »*. L'étudiant Arthur invite son amie : *« Allons au cinéma ce soir. »* Ursule, très sérieuse, répond : *« Je dois travailler pour mon examen. »*

Comment se fait-il que l'énonciation d'Ursule compte *pour un refus* alors qu'elle n'a pas dit *Je refuse* ? Pour Searle, Ursule accomplirait deux actes : un acte *primaire* de refus, et un acte *secondaire*, *« l'affirmation selon laquelle elle doit préparer son examen »*. Machinerie bien complexe, et qui repose sur une confusion entre *phrase* et *énoncé* : Ursule utilise une phrase déclarative (où *je dois* stipule une obligation) non pour refuser, mais pour se justifier : elle s'excuse de refuser.

Cette *« petite conversation »* aurait pu intéresser aussi Paul Grice, qui proposait une solution différente... Outre des normes de politesse, Paul Grice définit un ensemble de *maximes* dites *conversationnelles* que les participants s'engagent à respecter. Si l'un des participants transgresse ostensiblement une des maximes (tout en continuant « le jeu »), c'est qu'il ne veut pas la respecter ; ou qu'il veut dire quelque chose d'autre, qu'il ne profère pas explicitement.

Ainsi Ursule *transgresse* la maxime de « pertinence » : Arthur parle de *cinéma* et de *distraction ;* Ursule d'*obligation* et d' *examen*. L'implication peut alors se calculer : si Ursule met en avant une obligation précise qui la concerne, c'est pour s'excuser de refuser. Elle est tout à la fois *polie, sérieuse* et *délicate*.

La France est un drôle de pays

Relié à son ordinateur, le cerveau avait du mal à suivre, il comprenait tout ; il n'éprouvait rien. Alors son corps insista pour reprendre sa place. Il entreprit de lire Oswald Ducrot, un des auteurs de *Qu'est-ce que le structuralisme ?* Il se jeta sur *Le dire et le dit*, mais il garda (presque) pour lui sa première surprise : la France est décidément un drôle de pays, qui ignore quasiment un de ses meilleurs linguistes.

Depuis 1968, les recherches d'Oswald Ducrot se développent de manière originale, comme « une pragmatique sémantique » : *« Le problème fondamental (ici) est de savoir pourquoi il est possible de se servir des mots pour exercer une influence, pourquoi certaines paroles, dans certaines circonstances, sont douées d'efficacité. »* De nombreux thèmes sont intégrés dans une synthèse *séduisante et ouverte aux débats* : l'énonciation (Benveniste), les actes indirects (Searle), les lois du discours (les « maximes » de Grice) ; et aussi, repris de Bakhtine, le concept de polyphonie.

Voici une des thèses les plus fortes : la plupart des phrases (sinon toutes) développent *« une orientation argumentative inhérente »* ; c'est-à-dire *« qu'en énonçant cette phrase, on se présente comme argumentant en faveur de tel type de conclusion. »* Des *« mots du discours »* comme *à propos, presque, mais, décidément, d'ailleurs* sont alors systématiquement décrits et analysés.

Quant au concept de polyphonie, il permet de montrer qu'un locuteur unique peut, dans son *énoncé*, faire entre *plusieurs voix* ou *énonciateurs* qui représentent des « attitudes » ou des « points de vue » souvent antagonistes.

La réponse d'Ursule peut illustrer le point. Il n'y a pas *deux actes* comme dit Searle, mais un *seul énoncé* où *deux énonciateurs* antagonistes argumentent : reconnaître une obligation, c'est se montrer partagé. Ainsi chez Ursule, une *voix* défend la distraction *(« j'irai volontiers au cinéma »)*, mais une autre *voix* présente un argument plus fort reposant sur une obligation *(« je dois... »)*. Le premier se soumet à la seconde, qu'Ursule, la locutrice, choisit à regret de faire entendre comme résultant d'une délibération. Un *« enchaînement possible »* serait : *« Remettons la sortie à plus tard »*.

Ayant achevé ces premières lectures, notre cerveau comprit qu'il était à nouveau homme parmi les hommes. La malédiction du savant fou était levée : notre héros avait retrouvé son corps. Il cessa de regretter le structuralisme : le domaine linguistique lui parut vaste et attrayant dans sa diversité.

DENIS SLAKTA.

---

(1) Hilary Putnam : *Raison, Vérité et histoire*. 1984, Minuit, trad. de l'anglais.

(2) Oswald Ducrot, Tzvetan Todorov, Dan Sperber, Moustafa Safodan, François Wahl : *Qu'est-ce que le structuralisme ?* 1968, Le Seuil.

(3) Austin : *Quand dire, c'est faire*, 1970, Le Seuil, trad. de l'anglais.

(4) Emile Benveniste : *Problèmes de linguistique générale*. Deux tomes, 1966 et 1974, Gallimard.

● AMÉRIQUE LATINE

Un continent au scanner

Alain Touraine jette un regard de passion et de raison sur les tempêtes, les infortunes et les espérances de l'autre Amérique.

L*A Parole et le Sang :* un bon titre pour ce très beau et très fort livre d'Alain Touraine sur l'Amérique latine, un ouvrage d'une exceptionnelle densité, brillant, rigoureux, que certains pourront trouver d'une approche difficile – le sociologue ne saurait complètement renoncer à son langage et, parfois, à ses tics de spécialiste, – mais qui s'impose comme un remarquable texte de référence et d'analyse.

La parole – le débat politique – et le sang – l'action violente – s'affrontent sans doute, mais se conjuguent aussi, coexistent fréquemment dans ce continent complexe, mouvant, fascinant, où la politique est moins affaire d'intérêts que de passion.

Et c'est bien un livre de passion que nous offre Touraine, un cri de tendresse et de vraie compréhension pour des pays dont il suit l'évolution, avec une attention sans défaut, depuis plus de trois décennies. Ce travail de bénédictin, cette impressionnante synthèse de près de six cents pages, sont le fruit de très nombreux ouvrages d'étude et d'une connaissance personnelle de la classe politique et de l'intelligentsia des nations considérées.

Sisyphe est à l'œuvre

Ce livre pourrait s'appeler *l'Amérique latine en mouvement*, tant est forte, au fil des pages, cette impression de bouillonnement, d'espérances frustrées, de révoltes latentes, de tempêtes sociales qui n'éclatent jamais. Tant est puissante cette aspiration au mieux-être, à la justice, au progrès, à un mode de développement original ; cette recherche permanente, mise en échec par des obstacles naturels, des raisons internes ou des facteurs externes qui échappent au contrôle des dirigeants. L'Amérique latine reste encore largement dépendante – et certaines régions dans les Caraïbes et en Amérique centrale relèvent même du statut colonial. Sisyphe est à l'œuvre dans la coulisse entre le Rio-Grande et la Terre de Feu.

Alain Touraine se veut et reste objectif, sans illusion et sans concession, mais il reste aussi obstinément tourné vers l'espoir, malgré les défauts, les carences – ce qu'il appelle d'abord la *« faiblesse des acteurs sociaux »* – et le recul brutal des économies latino-américaines depuis 1981. La question n'est plus, en 1988, de savoir si l'Amérique latine peut se développer et comment, mais plutôt si elle peut cesser de reculer. Le bilan est sombre : non seulement la crise augmente les inégalités sociales, déjà considérables, mais la société se désagrège, l'insécurité augmente dans les villes, l'économie s'épuise, les capitaux s'enfuient ou se jettent dans la spéculation.

« L'Amérique latine, constate justement Touraine, *s'était rapprochée des pays les plus anciennement industrialisés ; elle s'en éloigne aujourd'hui. »* Malgré ces prévisions pessimistes, Touraine refuse le choix *« dévastateur entre la croissance économique et la participation sociale ».* Son étude de plus d'un demi-siècle d'histoire de l'Amérique latine est enrichie de synthèses exhaustives sur les « catégories » sociales, les formes d'action collective, les luttes paysannes, les syndicats, les Eglises, le rôle capital des universités, mais également sur le sandinisme ou la révolution cubaine.

Les chances de la démocratie

C'est l'Amérique latine au scanner : des images précises, une mise en place de ce que l'auteur appelle les politiques nationales-populaires – le populisme reste la *« grande tentation du continent »* et la forme *« dominante d'intervention sociale de l'Etat »* – et une interprétation des interventions militaires. Une réflexion aussi sur les dictatures anti-populaires et sur les chances de la démocratie, *« une idée neuve »* dans l'Amérique latine des années 80. Ses chances sont réduites par l'ampleur de la crise et les menaces latentes de militaires jamais vraiment résignés à ne plus jouer les premiers rôles. On le voit bien, par exemple, dans l'Argentine d'Alfonsin, l'Uruguay de Sanguinetti et le Brésil de Sarney. Fragilité d'autant plus grande que les mouvements sociaux dans leur majorité ne sont pas encore vraiment représentatifs et qu'ils restent généralement subordonnés au pouvoir politique. D'où la recherche de l'homme fort, providentiel, mais aussi ces variations brutales des cotes de popularité des dirigeants. Sauf exception, les opinions publiques sont, dans ce continent, particulièrement versatiles.

Sauf exception ! Voilà bien évidemment la difficulté de toute analyse globale, même nourrie d'exemples et de rappels judicieux. Le Mexique, les Caraïbes, l'Amérique centrale, les pays andins, le Brésil, les nations du cône sud : autant de facettes d'une mosaïque complexe. La distance, pour ne pas dire parfois l'abîme, n'est pas seulement géographique – entre villes et campagnes, entre la côte et la Sierra, – elle est historique. L'auteur le sait. Mais il ne peut éviter quelques affirmations qui méritaient peut-être un bémol. Il récuse en tout cas avec raison les Cassandre, dont les analyses (fondées d'abord sur la misère, l'injustice et la violence) sont démenties par l'absence de conséquences politiques et sociales annoncées comme *« inéluctables ».* Alain Touraine entend aussi prendre ses distances avec le tiers-mondisme doctrinaire, et il est vrai que l'importance de la présence des Etats-Unis à tous les niveaux n'est pas au centre de sa réflexion.

Il estime, lui, que l'avenir de l'Amérique latine dépend *« surtout de la transformation de sa conscience nationale en volonté de modernisation ».* Son objectif majeur n'est pas de rapporter les événements ou d'analyser des institutions. Son choix est d'éclairer *« la forme de l'action sociale et politique, les manières de faire de la politique »* en Amérique latine. Tâche primordiale ? Sans doute. Un objectif atteint avec brio et sérieux. Touraine est bien un compagnon de travail, de réflexion et de combat des meilleurs économistes et sociologues latino-américains, soucieux de relancer les grandes ambitions de la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine).

Face à une telle somme de connaissances, à une telle qualité d'analyse, on éprouve quelques scrupules à relever ici ou là une information discutable sur les « koulaks » des fermes collectives péruviennes ou encore sur le trafic de drogue, de plus en plus important et dont les effets sont plus complexes que ne l'indique l'auteur. Caballero, Touraine néglige d'insister sur la corruption, un fléau généralisé, sur le manque de civisme, la fuite des capitaux, sur les « faiblesses » proprement latino-américaines. Et il surprendra peut-être certains en affirmant que l'Amérique latine a peu connu, au moins depuis la fin de la révolution mexicaine, la violence révolutionnaire, bien qu'il admette que *« l'histoire du continent est couverte du sang des paysans massacrés et des ouvriers fusillés ».* Il étonne davantage en refusant de tenir compte des séquelles de la colonisation espagnole ; et son refus d'étudier *« l'âme »* du continent surprend chez un homme si manifestement amoureux de son sujet. Broutilles, nuances...

L'essentiel dans *la Parole et le Sang* reste cette mise en perspective magistrale d'un continent. Cette formule pourrait conclure : *« Beaucoup de sang et de larmes ont été versés en Amérique latine, mais peut-être moins que dans notre Europe de l'Ouest, comme de l'Est, si fière de sa raison, de sa science et de sa richesse. »*

MARCEL NIEDERGANG.

★ **LA PAROLE ET LE SANG, politique et société en Amérique latine, d'Alain Touraine. Ed. Odile Jacob, 540 p., 190 F.**

Le colonisateur colonisé

Dans le Mexique d'entre seizième et dix-huitième siècle, décrit par Serge Gruzinski le double destin de la culture indienne.

« I*LS veulent paraître chrétiens, tout en étant idolâtres » :* d'un trait, Jacinto de la Serna, visiteur général du diocèse de Mexico au milieu du dix-septième siècle, indique l'écartèlement des Indiens christianisés du Mexique espagnol. Plus d'un siècle après la conquête, les anciens rites n'ont point été abrasés par l'acceptation unanime de la nouvelle et vraie foi. Derrière les apparences d'une conversion sans reste, demeurent vifs les gestes et les croyances de la coutume détruite. Cette religion double a de quoi mettre en souci les clercs pourfendeurs de superstitions. Pour les Indiens, déchirés entre deux mondes, elle est le signe d'une identité brouillée, la raison d'un insoutenable mal-être.


KHARBINE/TAPABOR

Au dix-huitième siècle, le christianisme indigène a « colonisé » la religion imposée.

Comprendre cette incertitude, qui produit une culture aux alliages instables, exige de porter un regard neuf sur l'entreprise colonisatrice. Celle-ci n'est pas seulement détournement des richesses, domination politique ou contrôle des corps. Dans la Nouvelle-Espagne, elle vise un plus ambitieux dessein : imposer aux vaincus une manière nouvelle de penser leur relation au sacré, au passé, à l'espace. Dans un livre tout de savoir et d'invention, Serge Gruzinski explore le double effet de cette « colonisation de l'imaginaire » : d'une part, le lent mais inexorable démantèlement des schémas de perception et de représentation qui permettaient l'intelligibilité du monde dans la société d'avant l'Espagnol ; d'autre part, l'appropriation par les cultures indigènes des techniques, des croyances, des concepts importés pour les soumettre.

C'est, d'abord, une colonisation de l'œil qui bouleverse les principes d'organisation de l'espace graphique. Pour preuve, les transformations des « peintures » qui étaient, avec les traditions orales, le conservatoire de l'interprétation du monde, et qui, dans le Mexique colonial, sont utilisées comme calendriers, inventaires de biens, mémoires judiciaires ou cartes des terroirs. Progressivement, la plume ou le pinceau tenu par des Indiens christianisés en modifie les formes : l'écrit alphabétique y supplante l'ancienne pictographie, les codes de l'imagerie occidentale (la profondeur et l'orientation de l'espace, la figuration réaliste de la personne) s'y substituent aux conventions autochtones (le plan unique, les motifs séparés, les contrastes chromatiques).

La compréhension du temps

A cette révolution de la représentation se lie celle de la compréhension du temps. Celui qu'imposent les Espagnols est tout ensemble linéaire, universel, mesurable et articulé par la coupure entre l'avant et l'après de leur venue ; celui des traditions indiennes était tout différent, marqué par le retour de cycles réguliers, fondé sur les répétitions et les correspondances. Comme l'attestent les *Relaciones*, ces extraordinaires enquêtes administratives de la fin du seizième siècle qui contraignent les Indiens à produire un discours sur leur propre passé, la temporalité du colonisateur en vient à structurer toute la narration historique indigène.

Plus difficile à imposer était le concept chrétien de la personne, la notion d'un moi autonome et responsable, pécheur et rédimé. Il fallait pour cela briser la représentation héritée, qui enserrait et absorbait l'individu dans un lacis de dépendances multiples, ne lui donnant existence que dans son rapport aux dieux, aux ancêtres ou à la communauté. Par l'exercice obligé de la confession, par la proposition de modèles de spiritualité permettant de vivre la croyance au singulier, par l'utilisation pastorale des visions indigènes qui expriment l'expérience subjective dans un lexique de chrétienté, l'Eglise mexicaine a réussi (au moins partiellement) à faire intérioriser par les nouveaux convertis une manière inédite de penser leur être individuel et leur rapport à eux-mêmes.

Dès la fin du seizième siècle, la partie semble gagnée pour les conquérants espagnols. L'ancienne culture n'est plus que lambeaux, traces ou résurgences. Le système de pensées et de pratiques qui autorisait la compréhension et la manipulation du monde, qui identifiait et captait l'immanence du divin, s'est abîmé avec les anciens pouvoirs et les anciennes coutumes. Abandonnés, les dieux se sont vengés : *« Comme après qu'ils devinrent chrétiens leurs dieux disparurent, c'est alors qu'ils commencèrent à mourir ».* Dans les *Relaciones,* les Indiens expliquent ainsi cette mort épidémique qui les emporte tous – ou presque. Dans le Mexique central, d'après des estimations acceptables, la population serait ainsi tombée de 25 millions d'habitants avant la conquête à 2 millions en 1570 puis à 730 000 en 1620. Plus encore que les violences des clercs et des administrateurs, c'est ce cataclysme démographique qui rend compte de la perte des savoirs et du bris des traditions.

Détournements du discours

Mais, à suivre Gruzinski, cette déculturation, pour radicale qu'elle soit, ne signifie pas pour autant une perte absolue d'identité. Très tôt, les sociétés indigènes s'emparent, pour leurs fins propres, des instruments intellectuels et des représentations mentales importés par les nouveaux venus. Ainsi, l'écriture alphabétique, maîtrisée par tout un peuple de scribes, qui transcrit le nahuatl, envahit les peintures et fixe une nouvelle mémoire de la communauté. Ainsi, le discours historique du colonisateur est détourné pour fonder les droits des *pueblos* sur leur territoire. Ainsi, le surnaturel chrétien favorise désormais les initiations chamaniques et les expériences hallucinatoires. Au dix-huitième siècle, le christianisme indigène, conforme et respectueux en sa ferveur, a « colonisé », en fait, la religion imposée.

On aimera le livre de Serge Gruzinski, parce que, à chaque pas de sa démarche, il donne à penser. L'histoire culturelle qu'il propose, nourrie de lectures anthropologiques et des leçons de Georges Devereux, ne choisit pas la facilité. A son principe, plusieurs postulats : que toute culture (et en terre colonisée plus encore qu'ailleurs) est un mixte mouvant et une composition fragile ; que chaque expérience singulière, en son irréductible originalité, est toujours structurée par des codes et des conventions partagés ; que la dynamique des déplacements culturels est réglée par les tensions perpétuées entre acculturation et appropriations. Ainsi armé, Gruzinski réussit l'impossible : repérer la différence maintenue dans l'imitation exigée, reconnaître l'identité dans l'aliénation.

ROGER CHARTIER.

★ **LA COLONISATION DE L'IMAGINAIRE. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, seizième-dix-huitième siècle, de Serge Gruzinski, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 374 p., 160 F.**

Douze franciscains au Mexique

VOICI un livre passionnant et discutable. Un essai vif, brillant, informé, qui – *sans trop en avoir l'air* – rallume des polémiques oubliées.

De quoi s'agit-il ? En 1524, douze franciscains, bien préparés à leur mission, partent évangéliser les Indiens du Mexique. Lettrés, appartenant à un ordre mendiant, ce sont les premiers « christonautes » du Nouveau Monde. Christian Duverger les présente comme le contre-*feu moral de la Conquête.*

C'est vrai qu'ils ont fait vœu de pauvreté et que, comparés aux conquistadores, ce ne sont pas des brutes. Même s'ils n'écoutent les prêtres indigènes que d'une seule oreille, ils traitent avec eux d'égal à égal. Au point qu'ils réunissent un huis clos, au cours duquel ils se font fort de prouver la supériorité de *leur Dieu d'importation.* Ce débat théologique – quelque peu surréel – sera transcrit et, plus tard, recopié et mis en forme par Bernardino de Sahagun. Curieusement escamoté, le texte des « Colloques des douze » réapparaît dans les archives du Vatican seulement en 1920 !

L'étonnant est que cette poignée de missionnaires – auxquels s'ajoutent trois ou quatre autres religieux qui étaient déjà là – va réussir la conversion presque massive des peuples du Mexique. Bien sûr, cela passe par une transposition du culte et par la capture des religions indiennes : la conquête spirituelle ne fonctionne pas à sens unique, et les franciscains mettront un *point d'honneur à comprendre* et à convaincre avant de convertir.

Cette entreprise originale frise l'ethnologie. Comme si les franciscains, *hommes de communication,* cherchaient toujours à équilibrer l'action et les discours. Les plus doués se révéleront des observateurs attentifs et des témoins fiables. Ils laisseront derrière eux une fabuleuse collecte d'informations.

Description angélique

Tout cela est bel et bon. Christian Duverger nous permettra cependant de trouver sa description angélique. Son admiration pour les franciscains (beaux, intelligents et quelquefois français) le porte souvent à *l'indulgence.* Les Indiens, pris entre le clergé indigène (plutôt cupide) et la soldatesque espagnole (plutôt violente), trouveront en eux un pis-aller. Le fait que les franciscains consignent les rites et les croyances « sauvages » ne les dédouanent pas entièrement, car – ici comme ailleurs – on voit mal comment ils auraient pu modifier la religion sans toucher à la culture.

En vérité, l'amour des franciscains pour les Indiens est un amour tyrannique : il implique l'école, la prière, l'oraison, le *mariage et la monogamie.* Christian Duverger déploie beaucoup de talent pour introduire une césure entre religion et culture, mais le paradoxe est périlleux et la démonstration, acrobatique. A considérer la conversion comme un des beaux-arts, il finit par oublier ce qu'elle a signifié pour les convertis. Moins que la survie, à peine un sursis...

JACQUES MEUNIER.

★ **LA CONVERSION DES INDIENS DE NOUVELLE-ESPAGNE, de Christian Duverger, Seuil, 284 p., 135 F.**

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Le minimalisme de Hugh Nissenson

Avec autant d'ambition artistique qu'un Faulkner, cet écrivain juif new-yorkais interroge Israël et la tradition américaine.

« *C'EST une classe de zoologie qui doit faire un devoir sur l'éléphant. L'Anglais écrit : « La chasse à l'éléphant », le Français : « La vie amoureuse de l'éléphant », et le juif : « L'éléphant et le problème juif ».* Hugh Nissenson aime cette histoire : elle dit beaucoup en peu de mots. Ce qui serait aussi la définition de son art, un minimalisme appliqué aux grandes questions. Agé de cinquante-cinq ans, immigré de la seconde génération (son père quitta Varsovie en 1907 et épousa une jeune fille de Brooklyn), ce pur New-Yorkais est un écrivain pur : il n'a jamais fait autre chose que de la littérature, même pour des magazines. Et sa question, inlassablement creusée, d'abord pour son propre compte : qu'est-ce qu'être juif au vingtième siècle ?

Deux livres de lui nous parviennent, pour la première fois, en français, excellemment traduits par Marianne Véron. Ce sont les plus récents d'une production peu abondante, par extrême exigence. Le minimalisme demande tout à la langue : de vibrer *intensément dans les* blancs entre les mots, entre les lignes ; il demande tout au récit : de laisser entendre dans ses ellipses le sourd fracas de l'histoire et des passions ; il demande autant au lecteur : d'activer son esprit autour de ce qui est dit. Il confère à la prose narrative les pouvoirs sévères et suscitants de la poésie.


THOMAS VICTOR

Hugh Nissenson, un artiste du simulacre.

Comme nous y invite intelligemment l'éditeur en les publiant en même temps, les deux livres gagnent à être lus en miroir l'un de l'autre, *l'Éléphant et le problème juif* d'abord, *l'Arbre de vie* ensuite. Tous deux sont des Journaux, parce que le Journal est la forme littéraire qui permet le plus d'ellipses, donc d'interprétation de la part du lecteur. Le premier livre, publié simultanément aux Etats-Unis, est le propre Journal de l'écrivain, ou du moins se présente ainsi, en extraits qui concernent le problème juif, de 1961 à 1987, du procès Eichmann au procès Barbie, avec les guerres d'Israël vues du côté israélien, des conversations avec des Israéliens émigrés aux Etats-Unis à cause de ces guerres.

Rappelons-nous Sartre : « *L'antisémitisme n'est pas un problème juif : c'est notre problème.* » Intellectuel juif new-yorkais, Hugh Nissenson articule ses récits de telle façon que surgisse, informulée mais *insistante, cette idée qu'en Israël le* problème des juifs est d'avoir à vivre avec des Arabes qu'ils n'ont pas *voulu voir et qui ne veulent pas* d'eux et qu'ils ne peuvent pas tuer tous. Et pour les juifs de la Diaspora, le problème juif est devenu l'existence même d'Israël, ce pays de colons dont ils ne peuvent se désolidariser, justement parce qu'il alimente l'antisémitisme, camouflé en antisionisme, et qu'il redevient ainsi notre problème à tous.

Un pas de plus vers le massacre

La circularité tragique de cette situation est illustrée, sans aucun esprit de thèse, par *l'Arbre de vie*, Journal fictif d'un pionnier puritain de Mansfield, Ohio, en 1811, qui, à travers les humiliations, les trahisons, les meurtres par égarement, les vengeances dans l'ivresse, œil pour *œil, dent pour dent*, avec chaque fois un pas de plus vers le massacre, voit monter la guerre locale entre colons et Indiens Delaware finalement déclenchée par la guerre plus vaste, en 1812, des Etats de l'Union contre le Canada anglais.

Littérairement, l'Arbre de vie est une étonnante réussite, un document sur l'Amérique des pionniers dont l'auteur escompte, en un étrange pari, que, dans un siècle ou deux, il sera lu comme s'il était authentique. Les détails hyperréalistes donnés par le livre de comptes du pionnier ont la même importance pour lui, ancien pasteur, que ses *interrogations métaphysiques* et morales rapportées à travers les conversations, qu'il note, avec un illuminé swedenborgien, ou que ses fantasmes sexuels répétitivement nourris par un passage de Juvénal, ou que l'affleurement intermittent des souvenirs de sa première femme, les souffrances d'une fiancée enceinte, la vie quotidienne *d'une communauté de vingt-trois* Blancs, le récit d'effroyables supplices et massacres.

Tout est *raconté ou décrit recto tono*, à la façon d'un nouveau roman qui serait poétique par distillation, ce qui est le comble du style, ou du kitsch, car tout est aussi artificieux qu'une hutte de pionnier reconstituée dans un musée de province américain. Simplement, cette reconstitution est faite par un artiste du simulacre, inspiré et maître de ses techniques, avec autant d'ambition que Faulkner en mettait dans ses romans, c'est-à-dire autant d'obstacles érigés pour forcer l'écriture à l'invention. La réponse que le pionnier trouve à la perte de sa foi est un pari sur la survie par la littérature, par l'écriture de son Journal. C'est, à l'évidence, le pari de Nissenson aussi.

Mais sa préoccupation d'intellectuel juif est sans doute de sonder la tradition américaine pour y éprouver sa violence fondatrice et faire ressurgir le crime originel des puritains innocents qui ouvrirent la frontière. Rapporté à la situation israélienne, le rappel de cette violence pionnière peut aussi bien viser à innocenter les fondateurs sionistes qu'à mettre en garde leurs descendants contre leur aveuglement. *L'Arbre de vie*, dans sa fascinante équivoque, ne dit peut-être pas autre chose au monde que ceci : les Israéliens se préparent à de nouveaux massacres ou à une nouvelle émigration vers l'Amérique pionnière. Rarement littérature ne sera arrivée dans une situation plus urgente.

MICHEL CONTAT.

★ L'ÉLÉPHANT ET LE PROBLÈME JUIF, de Hugh Nissenson, traduit de l'américain par Marianne Véron, Actes Sud, diff. PUF, 155 p., 85 F.

★ L'ARBRE DE VIE, de Hugh Nissenson, avec des illustrations de l'auteur, traduit par Marianne Véron, Actes Sud, 211 p., 100 F.

Les voix du massacre

PRÈS d'une centaine de poètes figurent dans cette réédition de l'anthologie de la poésie yiddish de Charles Dobzynski. Tous nés entre 1850 et 1900, ils disent la très large diffusion de la littérature parmi les juifs de Russie et de Pologne. Loin d'être un folklore régional, la poésie yid*dish vouée à l'exil de la méconnaissance* est issue du plus profond de la menace de mort toujours présente.

Tous ces poèmes sont des récits situés dans une durée, issus d'une conscience seconde, d'une perception constamment marquées par la présence du pogrom. Dès le début, le long poème de Chaïm *Bialik, l'un des poètes yiddish* les plus connus, intitulé *la Ville du massacre*, donne le ton.

Il suffit de feuilleter ce recueil pour être frappé par un accent très particulier : la proximité des choses est toujours voilée par la présence intermédiaire du danger. Même chez des poètes qui, comme Nahum Minkoff (1893-1958), introduisent à l'intérieur *de la poésie yiddish une recherche* de formes et de matière poétique sans référence au passé, apparaissent des réminiscences presque involontaires des massacres : *« neige sanglante » ou « portes calcinées »*.

Des courses à travers la nuit

On trouve rarement dans ces poèmes le vocabulaire poétique habituel, à l'abri de l'histoire ; cette poésie est toujours contrainte, au départ, de *« s'engager »*. Aucun *« séjour »*, aucun retrait ne lui est possible, elle est toujours l'expression d'une condition à la fois évidente et particulière, elle *s'exprime uniquement dans le* sursis. Les récits-poèmes d'Itsik Manguer, l'un de ces innombrables poètes que révèle Charles Dobzynski, sont ainsi des traversées d'espace, des courses à travers la nuit, des fuites inces*santes. Chaque poème se dirige* d'un lieu vers un autre pour échapper à la poursuite, et les lieux, la géographie de la peur sont comme l'art poétique de toutes ces œuvres qui tracent à travers tout le livre le même itinéraire de l'émigration.

Autant que le *« miroir d'un peuple »*, ces textes en sont aussi la voix, ils sont sonores, en effet, autant que *colorés*, l'invocation, mêlée au récit, y tient une place essentielle, comme si elle était l'écho des cris poussés par les fuyards. Il n'a été donné à aucun de ces poètes de se laisser aller aux *choses. C'est cela l'accent* très particulier et émouvant de ces textes : rien n'est donné, tout est provisoire, le relâchement n'est qu'un répit : *« Sauvage le silence germe dans l'obscure excroissance. Ta festoyante horreur... »*, écrit Minkoff, celui de ces poètes le moins en prise sur le réel.

Les courtes biographies de ces poètes établies par Dobzynski, très claires et toujours révélatrices d'un destin histori*que, pourraient illustrer* les œuvres des uns ou des autres, car cette poésie est faite de la trame même de ces existences prises entre l'émigration et la mise à mort.

Polonais ou Russes, tous furent victimes soit des persécutions nazies, soit des purges staliniennes, comme Charles Dobzynski le rappelle assez fer*mement dans son introduction*, mais on aurait aimé savoir pourquoi quatre d'entre eux au moins seront fusillés le même *jour, le 12 août 1952 ! Il* ne saurait y avoir d'accommodement avec le crime, et l'histoire de la volonté soviétique d'extermination des « différents » reste encore à écrire.

L'humour sous la potence

Dans sa préface, Dobzynski dépeint les caractères particuliers de la poésie et de la langue yiddish ; autant que l'allemand permet d'en juger, le yiddish, tout à la fois triste et humoristique, est une langue de la nos*talgie et du Galgenhumor*, de cet humour sous la potence qui en est la marque peut-être essentielle. D'avance, les victimes savent ce qui va leur arriver, et il ne reste plus qu'à devancer l'issue fatale. C'est ce qui donne à ces poèmes leur accent tout à fait particulier, que Charles Dobzynski a su transmettre par ses traductions.

De la satire du conformisme du « bon juif » à la description d'un printemps en Ouzbékistan, cette poésie fait passer devant le lecteur tout ce qu'il est possible de vivre, comme une anthologie de l'existence humaine. *Même les œuvres mineures* et plus médiocres font entendre une voix singulière.

La lecture de ce très beau recueil fera d'autant mieux mesurer la catastrophe sans nom que fut la disparition à peu *près complète de cette langue* et de cette poésie dont la langue allemande a elle-même tiré une part de son vocabulaire et de sa substance littéraire. Ce livre donne la mesure du crime absolu que fut le nazisme.

La poésie yiddish, entre 1870 et 1970, a connu toutes les tendances, tous les styles, « toutes les mutations », elle est en accéléré la vie d'un peuple, vécue dans ce court laps de temps où tout est déjà joué, *juste avant que ne s'enclenche* le délire de l'extermination.

G.-A. GOLDSCHMIDT.

★ LE MIROIR D'UN PEUPLE, anthologie de la poésie yiddish, de Charles Dobzynski, *Le Seuil*, 542 p., 220 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

La honte de survivre

(Suite de la page 15.)

Les mauvaises langues prétendent que Monroe ne sait pas lire. De fait, elle n'a lu jusqu'au bout que *Chéri*, de Colette. Mais elle a vite fait de « humer » un livre, sans se tromper de beaucoup. Dès les premiers instants, Arthur pressent la détresse sous la beauté radieuse. Elle cherche une sécurité dans sa timidité à lui. Bien qu'il ait subi une psychanalyse — pour « sauver » son premier mariage ! — il comprend mal la désespérance qui est à l'œuvre chez Marilyn. Il hésite à s'engager dans un rôle de protecteur au-dessus de ses forces, et sans doute injouable par quiconque.

Trop tard ! La liaison est d'abord discrète, Arthur étant toujours marié. Se tisse entre eux le lien de longues conversations et de silences partagés, aussi mystérieux que la sexualité, aussi difficile à rompre. *« Tu es la femme la plus triste que j'aie rencontrée »*, lui dit-il. Comprenant qu'il s'agit d'un compliment, à rebours de la gaieté obligatoire en Amérique, elle répond, éblouie *« Tu es le seul qui m'ait dit cela. »*

MARILYN sait que son arrivée, où que ce soit, fait l'effet d'une bombe. Les hypocrisies volent en éclats. Les couples aussi. Ce pouvoir destructeur ne l'amuse pas. *Elle devine qu'il risque de se* retourner contre elle-même. Dans le même temps, Arthur Miller s'exerce à la perdre, tant *il est persuadé de ne pouvoir la sauver contre* ses propres démons.

Très vite, Marilyn n'assure plus son tra*vail de vedette. Sa réputation en pâtit.* Elle voudrait vivre tranquillement à la campagne. Elle perd courage. Elle appelle Arthur *« papa »*. Elle le supplie : *« Papa, je ne peux pas y arriver. »* Tous deux se sentent coupables, de leurs succès publics, de leur échec privé. La psychanalyse n'y peut rien, ni une grossesse sans lendemain. L'escalade des barbituriques commence. Et c'est la crise du tournage des *Misfits*. Saurait-elle vivre hors du vedettariat qui lui pèse ? *« Personne ordinaire, sachant à peine l'orthographe, que pourrait-elle faire d'elle-même ? »*, écrit Miller, qui ajoute : elle n'est *que* Marilyn Monroe, et *« c'est cela qui est en train de la tuer »*. Aucun salut ne peut plus venir d'un être humain, même médecin. Elle se sait trahie, sacrifiée, enfant-proie. Reste la chimie, à doses toujours plus fortes...

Quand elle meurt, tout est consommé entre eux. Miller ne se donne pas le mauvais goût de pleurer sa disparition. S'il ne va pas à l'enterrement, c'est parce qu'il sait qu'*« elle n'y sera pas »*. Et il en veut à Norman Mailer d'avoir projeté, dans sa biographie de Marilyn, ses propres fantasmes hollywoodiens. Pour Miller, Monroe est la preuve qu'en ces années 50 *« le sérieux et la sexualité ne peuvent cohabiter dans la conscience américaine »*, qu'ils *« se rejettent mutuellement »*. L'époque veut la beauté nue dans une piscine, et rien d'autre.

ON peut soupçonner l'écrivain de charger excessivement son époque, à laquelle il impute d'autres perditions, comme celles de Dylan Thomas et de Brendan Behan. Mais il est vrai que la société américaine a sécrété, dans ces années-là, un mélange d'intolérance politique et de férocité envers ses idoles. *Au fil du temps* renseigne plus sur ces poisons que sur une histoire d'amour compromise dès l'origine.

On se tromperait, en tout cas, si on cherchait chez Miller la moindre désinvolture par rapport à cet échec. La tristesse de ne rien pouvoir empêcher est sensible durant toute la période critique. Lui succède on ne sait quelle honte de survivre. Ce n'est pas un hasard si, au moment du suicide, l'auteur travaille à *Après la chute*. Un certain Quentin s'y accuse de n'avoir pu sauver contre elle-même une certaine Maggie. La presse crut, à tort, à une exploitation éhontée du drame vécu par l'auteur, alors qu'il s'agissait d'une adaptation de *la Chute* de Camus, où le héros s'en veut d'avoir laissé une jeune fille se jeter à l'eau.

Il manquait à Miller la belle lâcheté latine dont fit preuve l'acteur Mastroianni, lors des répétitions de la pièce.

« Tant de difficultés à cause d'une femme !, s'étonnait l'interprète du rôle de Quentin.

— *A sa place, que feriez-vous ?* demanda Miller.

Mastroianni agita la main comme pour indiquer le lointain :

— *J'irais faire un tour ! »*.

★ AU FIL DU TEMPS, UNE VIE, d'Arthur Miller, Grasset, 516 p., 145 F.

● D'AUTRES MONDES - *La chronique de Nicole Zand*

La Foire de Bologne

Vingt-cinq ans de maximonstres

VINGT-CINQUIEME anniversaire... La Foire du livre pour la jeunesse de Bologne, qui se tient dans la ville des tours penchées depuis 1964, fêtait cette année une majorité quelque peu attardée. Pour marquer cet événement, *on notait deux innovations* : le panneau signalant que « *l'entrée est interdite aux enfants* » a disparu ; *d'autre part, la vénérable université* de Bologne, qui célèbre cette année son neuvième centenaire — et où enseignèrent des savants tels que Luigi Galvani, des poètes tels que le Prix Nobel 1906 Giosuè Carducci et, depuis moins longtemps, le savantissime Umberto Eco, — a fait son entrée sur les terrains de la Foire avec une superbe maquette en argile de Bologne en l'an mil et une passionnante exposition didactique intitulée « Livres, étudiants et maîtres à l'université de Bologne (1088-1988 », « *Les vingt-cinq années de succès que nous fêtons justement en 1988 donnent au Salon du livre pour enfants plein pouvoir d'affirmer sa précieuse participation à l'affirmation de la physionomie de Bologne comme ville de grande culture* », signalait *le préambule du catalogue*. A l'âge de vingt-cinq ans, en effet, il était temps pour la littérature de jeunesse d'entrer à l'université !

Il est vrai que, à Bologne, la littérature de jeunesse semble bien se porter (près de 1 200 exposants de 56 pays contre 400 en 1964). La visite de M. Giovanni Spadolini, président du Sénat, ajoutait encore à sa respectabilité. Peut-être que la gaieté colorée des dessins masque mieux les troubles internes, de même *que les hôpitaux pour enfants sont beaucoup plus joyeux que* les services de gériatrie... Mais il est un fait qui ne *trompe pas* : *la plupart des éditeurs* « pour adultes » ont créé un département « jeunesse » auquel ils prêtent de *plus en plus d'attention, et nombreux* sont ceux qui font le voyage de Bologne. C'est ainsi qu'on pouvait voir à la Foire, *outre les spécialistes : Peter Weidhaas,* le directeur de la Buchmesse de Francfort, Jean-Claude Fasquelle, directeur de Grasset, qui a depuis longtemps un secteur « jeunesse », ou bien J.-E. Cohen-Séat de Calmann-Lévy, qui n'en a pas (encore), et même le plus prestigieux des éditeurs d'aujourd'hui, Peter Mayer, le patron de Penguin, solidement installé en Angleterre comme aux Etats-Unis. Ils sont la preuve des espérances qu'on met dans les générations montantes. Le numéro spécial de l'hebdomadaire américain destiné au « business » (pas à l'art ou à la littérature !) *Publishers Weekly*, consacré aux publications du printemps pour les enfants, épais de plus de deux cents pages, dont plus de la moitié en pages de publicité, témoigne bien de l'importance que les gestionnaires de la profession accordent à ce secteur longtemps méprisé. Ce magazine publie même, chaque mois, sur quatre pages, pour stimuler les libraires, une affiche signalant les best-sellers (cinq catégories : bébés, livres d'images, lecteurs *débutants, adolescents, jeunes adultes*).

LES enfants, l'édition les prend d'ailleurs de plus en plus jeunes. Au berceau. Même avant, si c'est possible. *Pourquoi ? D'abord*, ce sont eux qui seront les lecteurs (et parions qu'il y aura toujours des lecteurs...) du *vingt et unième siècle. Ensuite*, des études de marché ont prouvé que c'est jusqu'à cinq-six ans que les adultes achètent le plus de livres à leurs enfants. Ce sont donc les parents qu'il faut convaincre, et séduire.

A Bologne, des chercheurs se sont réunis pendant deux jours pour faire le point de leurs travaux dans un colloque intitulé : « Lire avant de lire ». Ces dernières années, on a pu remarquer l'expansion d'un nouveau créneau pour les préscolaires, et particulièrement pour les « moins de trois ans », des cassettes, de ravissants coloriages, des livres solides, mais pas en tissu ou en éponge (il faut apprendre tôt à respecter les livres !), sans texte, ou bien réclamant la collaboration, la complicité même, des *adultes. Des journaux aussi* (aideront-ils à résoudre la crise de la presse quotidienne ?...) destinés à ceux qui ne *savent pas encore lire et pour qui* l'âge d'accéder à *Pomme d'Api* et à *Okapi* semble ne devoir jamais arriver. Par *exemple, un éditeur tout nouveau, dont* le siège est à Toulouse, les éditions Milan, a créé *Toupie* (1), pour les 2-4 ans, qui se met avec beaucoup de bonheur à la portée des petits. Ou, chez Bayard-Presse, *Popi* (2), qui fait le pari de s'adresser vraiment aux bébés, de 18 mois à 3 ans. Ou encore le dernier-né de Gallimard Jeunesse (il vient d'avoir un an...), *Blaireau* (3), raffiné et plein d'idées, de découpages, d'images, de jeux et d'histoires en trois parties, avec un « *journal à partager* » avec les grands ; un *Blaireau* qui est tout de même plutôt destiné à l'âge du jardin d'enfants et du C.P. qu'à celui de la crèche.

Grande prolifération aussi des « pop hop », ces albums animés qui font sortir le loup du bois et se dresser les bébés, ou encore des petits livres rigides en accordéon, où les portes s'ouvrent, les cadrans du téléphone tournent, comme la série très réussie des « Livres actifs » d'Albin Michel (4) ou bien encore, chez *Rouge et Or, ces volumes en forme de* triangle, faciles à tenir (5). Les livres documentaires, domaine en plein épa*nouissement, ne cessent aussi de rajeu*nir : c'est ainsi que Gallimard Jeunesse, qui, avec ses trois superbes collections encyclopédiques « Découvertes » (Benjamin), « Cadet », et « Découverte Gallimard »), prenait déjà tous les lecteurs de 6 à 99 ans, présentait une nouvelle série : « Première découverte », pour 3 à 6 ans, et annonçait une encyclopédie photographique pour tous les âges et pour la concertation familiale, *les Yeux de la découverte*. Dont les droits ont déjà été achetés par douze pays.


IN THE ART OF M. SENDAK/HARRY N. ABRAMS

Maurice Sendak, dans les bras de sa mère, en 1928.

COCORICO ! On a gagné ! Le pavillon des Français, d'ordinaire plu*tôt déserté, était cette année* très couru. Le palmarès 1988 avait primé près de la moitié de livres français, ou en langue française. Il faut dire que la France se distingue depuis plusieurs années par sa vitalité, son invention et sa qualité. Reconnaissons tout de même que certains pays que nous connaissons mal, les « petites langues » — pays nordiques, Pays-Bas, Hongrie, Tchécoslovaquie — sont les plus compétitifs et présentent un ensemble de très grands graphistes et auteurs de fiction, telle la Hollandaise Annie M.G. Schmidt, éditée à Amsterdam chez Querido, que vient de récompenser le prix Andersen.

De plus, on note une réelle internationalisation du goût et de la curiosité : dans tous les pays, on tente de lancer des collections ou des périodiques pour apprendre les langues, l'anglais en premier ; un éditeur anglais édite des contes en hindi et *en bengali. On regarde aussi* avec beaucoup d'intérêt et d'admiration la montée irrésistible des Espagnols et *des Catalans depuis la fin de la dictature* : leurs stands ne cessent de s'étendre d'année en année et leurs productions ont souvent une saveur ibérique tout à fait originale. (Leurs livres de cuisine pour préparer le cocido et l'anguille fleurent bon l'huile d'olive. Très réussis, même s'ils semblent inexportables.) D'autres surveillent ce géant qui semble dormir, le Japon, sa superbe technique d'impression et ses illustrateurs qui savent tout faire, tout imiter, sans doute aussi tout inventer ; c'est pour cette raison que Pierre Marchand vient d'avoir l'idée d'engager une jeune Japonaise, diplômée de l'Ecole du Louvre, Assako Sato, pour faire comprendre chez Gallimard « le goût du Japon et des Japonais ». Pour mieux leur vendre et leur acheter...

Vingt-cinq ans, c'est un âge respectable pour un bébé et son livre d'images. Tout semblait layette et doux à Bologne 1988 (même si les regroupements de certaines maisons d'édition inquiétaient aussi) : plus de dinosaures et de robots, plus de délire informatique, moins de violence. Retour en masse vers les contes « classiques », notamment les frères Grimm et le *Pinocchio* de Collodi par dizaines (on reparlera bientôt du Pinocchio du Florentin Innocenti, l'auteur *de Rose blanche). Régnaient la cuisine*, la nature et l'amour (parfois jusqu'au divorce). Vingt-cinq ans : une foire de la tendresse et des gentils monstres.

C'ÉTAIT *justement l'âge* de l'album qui a tout changé dans le livre d'enfants du deuxième demi-siècle : *Max et les maximonstres* (6), du génial Maurice Sendak, qu'on a beaucoup fêté à Bologne et dont on présentait la passionnante exposition montée en décembre à l'occasion du Festival de Montreuil. Sendak, qui se partage entre le théâtre et le livre (il faut admirer ses *costumes et décors pour Ravel et l'Enfant et les Sortilèges* à Glyndebourne !) et qui, une fois encore, à Bologne, *faisait « l'événement »* avec son prochain album, *Dear Mili* (« Chère Mili »), un conte inédit de Wilhelm Grimm retrouvé il y a cinq ans dans un grenier et acheté alors aux enchères par l'Américain Roger Straus (à paraître à l'automne chez Farrar Straus aux Etats-Unis, chez Gallimard en France).

Et pour porter chance à tous, lors de l'énorme bal au Palazzo Albergati, on déversa sur la foule qui dansait des kilos de confetti d'argent. A minuit, l'heure de Cendrillon.

---

(1) Aux Editions Milan (300, rue Léon-Joulin, 31101 Toulouse) paraissent cinq périodiques : *Toupie* (de 2 à 4 ans), *Toboggan* (de 4 à 7 ans), *Diabolo* (de 7 à 9 ans), *Mikado* (de 9 à 12 ans), *Wapiti* (pour ceux qui s'intéressent aux bêtes et à la nature de 7 à 13 ans).

(2) Chez Bayard-Presse (3, rue Bayard, 75393 Paris) : *Popi* (de 18 mois à 3 ans), *les Belles Histoires* (de 4 à 7 ans), *Pomme d'Api* (de 3 à 7 ans), *J'aime lire* (de 7 à 10 ans), *Astrapi* (de 7 à 10 ans), *Je bouquine* (de 10 à 14 ans), *Okapi* (de 10 à 14 ans), *I love English* (de 11 à 15 ans), *Phosphore* (de la troisième à la terminale).

(3) Chez Gallimard Jeunesse : *Blaireau*. Abonnements : 163, bd Malesherbes, 75859 Paris.

(4) *Combien ça pèse ?*, *A qui téléphones-tu ?*, Albin Michel.

(5) *Six explorateurs*, un pop hop de Kees Moerbeek et Carla Dijs, G. P. Rouge et Or.

(6) Ecole des loisirs, 1967. Les autres titres de Sendak se partagent entre l'Ecole des loisirs et Gallimard.

Les mots-énergie de José Angel Valente

La recherche poétique du point zéro

APRÈS *l'Innocent* (1), *Trois leçons de ténèbres* (2) et *Material Memoria* (3), qui avaient déjà révélé José Angel Valente en France, deux nouveaux livres paraissent dans les traductions exemplaires de Jacques Ancet. *L'Eclat* et *Intérieur avec figures* confirment la place déterminante de ce poète espagnol, né en 1929 à Orense, qui a su garder à son combat avec le langage une dimension mystérieuse, alchimique. Chez lui, le souffle de la modernité s'adjoint les sonorités des chansons populaires de Galice et les obscurs matériaux des légendes.

José Angel Valente s'est longtemps heurté à l'histoire et à ses monstres avant d'intérioriser le vertige de ses métamorphoses. Désormais, c'est en lui qu'il creuse à pic, qu'il s'égare, qu'il atteint le « point zéro » où l'origine touche au néant, où le poème se dit, où la création se crée. « *Car*, annonce Valente dans *Material Memoria, la seule chose que crée l'artiste n'est peut-être que l'espace de la création. Et dans l'espace de la création il n'y a rien...* »

Dieu dit : Que le néant soit.
Et il leva la main droite
jusqu'à voiler son regard.
Et le néant fut créé.

Valente veut se tenir au plus près de ce point aveugle où la lumière boit le visible, où la parole est un reflet d'avant la source, quand la transparence et la nuit sont encore secrètes. Il sait que les mots sont chargés de mémoire comme des bêtes de bât, qu'il faut les rendre à la nudité tellurique du surgissement, qu'il faut les décaper pour retrouver l'alliage initial de violence et d'innocence qui les avait isolés dans l'haleine des choses.

Il faut frapper.

Il faut que le tambour nous possède.

Car le tambour recèle, nous dit-on, le bruit sans fin de l'origine.

De la peau du poisson on a fait un tambour, mais le poisson était un dieu.

Dans la cruche de la vierge entra un poisson, mais le poisson était un dieu.

La cruche était le ventre de la fille d'un roi.

Le roi sacrifia le poisson (mais le poisson était un dieu) et l'on entendit sur sa peau, sur la peau du tambour le son.

La vierge descendit au bord des eaux et le poisson entra dans ses entrailles.

Du tambour, obscurs, montent le dieu, le poisson, le rythme, le son, irrépressible le son de l'origine.

La poésie de José Angel Valente a renoué avec les éclats d'outre-mémoire. Il est, en Espagne, dans la génération de l'après-guerre, celui qui n'a pas sacrifié le mystérieux hasard du réel poétique aux nécessités de la profération politique. Se dotant de mots-sésame, de mots-énergie plutôt que de mots-tocsin, il armait un défi lucide qui allait traverser le champ des proclamations.

Son parcours le jette dans le creuset où esprit et matière se fondent, où aucun événement n'échappe à la quête intérieure. L'expérience chez Valente, n'a pas de nom, elle est une intensité constituée de tension amoureuse, d'élan mystique et de transgression poétique.

ANDRÉ VELTER.

★ INTÉRIEUR AVEC FIGURES, de José Angel Valente, traduit de l'espagnol par Jacques Ancet, Editions Unes (B.P. 59, 83490 Le Muy), 152 p., 96 F.

★ L'ÉCLAT, de José Angel Valente, traduit de l'espagnol par Jacques Ancet, Editions Unes, 90 p., 81 F.

---

(1) Maspero, 1978.
(2) Ed. Unes, 1985.
(3) Ed. Unes, 1986.

Autres parutions

● *Le Bourreau affable*, de Ramon J. Sender. Les étonnantes confessions d'un « homme de justice ». Ce roman de Ramon J. Sender (1901-1982) avait déjà paru en 1970 chez Laffont (Ed. Ombres, traduit de l'espagnol par Michel Alves et Armand Pierhal, 414 p., 120 F).

● *Cinq Heures avec Mario*, de Miguel Delibes. Une veuve découvre le vrai visage de son mari à travers la Bible que celui-ci avait annotée (La Découverte, traduit de l'espagnol par Anne Robert-Monier, 276 p., 95 F).

● *El Sur* suivi de *l'Histoire de Béné* d'Adelaïde Garcia Morales. Deux récits sur l'éducation sentimentale des petites filles (Stock, traduit de l'espagnol par Claude Bleton, 136 p., 75 F).

Prix Bologne 1988

Prix des critiques en herbe : *Die Blumenstadt*, ill. de S. Zavrel, Bohem Press (Suisse). Mention spéciale : *Contes de Grimm*, ill. de Kelek, Hatier (France). Mentions : *Das grosse Märchenbuch*, Diogenes (Suisse) ; *Christmas 1993 or Santa's Last Ride*, Faber (G.-B.) ; *Adèle s'en mêle*, Gallimard (France) ; *Un petit monsieur sérieux*, Gautier-Languereau (France) ; *Animal Numbers*, Lutterworth Press (G.-B.) ; *Der Zwiebelkrieg*, K. Thienemanns (RFA).

Prix graphique pour l'enfance : *Animal Numbers*, de Bert Kitchen, Lutterworth Press (G.-B.). Mentions : *A Present*, Book Loan Publishers (Japon) ; *la Naissance de Célestine*, Duculot (Belgique).

Prix graphique pour la jeunesse : *Le Livre de la Création*, ill. de Georges Lemoine, Centurion (France). Mentions : *Jak Vyrobit Bumerang*, Albatros (Tchécoslovaquie) ; Collection « Découvertes Gallimard » et « Page blanche », Gallimard (France) ; *le Lutin aux rubans*, Ipomée (France).

Prix Andersen (IBBY)

Prix auteurs : Annie *M. G. Schmidt*, (*Pays-Bas*). *Mention* : Claude Roy (France).

Prix illustrateurs : Dusan Kallay, (Tchécoslovaquie). Mention spéciale : Yasuo Segawa (Japon).

Salon du Livre à Paris

Les livres pour enfants tiennent l'affiche à la porte de Versailles. — *Une exposition d'une centaine* d'affiches d'artistes du monde entier : Mitsumas Anno, Anthony Browne, André François, Helme Heine, Arnold Lobel (qui vient de mourir), Béatrix Potter, organisée par l'IBBY et la Joie par les livres, à *lieu du 14 au 20 avril* (Espace Jeunesse, Hall 7/Niveau 2).

L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse *remettra* le vendredi 15 avril à 18 heures, le Prix Sorcières 88. Deux journées d'animation sur l'espace auront lieu les vendredi 15 et samedi 16 avec Albert Ducrocq, Jean-Pierre Verdet, Pierre Köhler (stands 4 W 19 et 4 W 21).

Culture

CINÉMA

« Traquée », de Ridley Scott

New-York, New-York

Le dernier film de Ridley Scott est un poème en hommage au romantisme des années 40, aux femmes inaccessibles, à la magie de New-York, la ville des villes.

« A New-York, elle a vu ce qu'elle n'aurait jamais dû voir », dit le slogan publicitaire du film de Ridley Scott, *Traquée (Someone to watch over me)*. Elle, c'est Mimi Rogers, belle, intelligente, extrêmement riche depuis des générations, mécène à ses heures, comme son père. Ce qu'elle n'aurait jamais dû voir est le meurtre d'un de ses amis par un gangster à tête de Bela Lugosi (Andreas Katsulas). Mais l'important, c'est New-York. New-York est la star du film. La ville des villes est là, dans toute sa splendeur irréelle, magnétique. Les dentelles de lumières suspendues dans la nuit sans fin, la chanson de Gershwin qui donne le titre original ouvrent la porte sur le fantasme. *« Le romantisme*, dit Ridley Scott. *Il est immédiatement indiqué par la musique. Elle est aussi importante que l'image, elle en complète le sens. Le film, comme un opéra, isole des thèmes et les développe, ils évoluent, se croisent... »*

Ridley Scott trouve ses références dans les années 40 – en imaginant Grace Kelly et John Garfield... Années 40, mais pas rétro. Nous sommes en 1988, les personnages ne regardent pas en arrière, ils vivent sans faiblesse la dureté et la fièvre de notre temps. Assez solides pour ne pas refuser cette trace de passé rêvé que la ville dégage, comme un parfum magique.

New-York n'est pas un simple décor. C'est la forêt ensorcelée de *Legend*, le San-Angeles de *Blade Runner*, la capsule piégée d'*Alien*... C'est le monde de Ridley Scott féerique et réaliste, rude et raffiné. Le crime auquel assiste Mimi Rogers a lieu dans les sous-sols d'une galerie disco au cours d'une de ces soirées où les noms les plus célèbres font des bassesses pour se faire inviter, tandis que Tom Berenger fête sa promotion dans un appartement exigu, avec pas mal d'alcool, de bière, de copains. C'est lui qui est chargé de protéger le témoin, de veiller sur Mimi Rogers.



D.R.

Tom Berenger et Mimi Rogers.

Tom Berenger a une jolie gueule de voisin d'en face, de gentil garçon idéaliste. Il s'est marié très jeune à Lorraine Bracco. Ils ont un garçon, habitent un pavillon miteux dans Queens, qui, décidément, n'est pas un quartier très reluisant. La jeunesse de Lorraine Bracco, sa fermeté, sa vitalité lui tiennent lieu de beauté. Tom Berenger se laisserait avec bonheur dominer par elle, s'il n'y avait Mimi Rogers, son allure, sa classe, le luxe extravagant de son appartement (Ridley Scott affirme qu'il n'est pas inventé, qu'il existe tel quel avec tous ses coussins et ses miroirs) le mystère de ses relations avec un amant sinistre. Tout est vu par le regard fasciné du jeune flic naïf, amené par les circonstances à vivre un rêve. Il rêve et/ou vit une idylle avec cette idole inaccessible, divine autant que Garbo, Marlène, Ava Gardner...

Le gosse de Queens ne pense pas à la fortune de la jeune femme. Il est tout simplement envoûté. Il fait de graves bêtises, se fait révoquer par ses chefs, larguer par sa femme, que le gangster prendra en otage ainsi que le gamin. Tout finira bien selon un standard effectivement oublié depuis les années 40. Clin d'œil à hier et aujourd'hui. *« On en revient*, dit Ridley Scott, *à la morale familiale, on retrouvera bientôt la religion. Je suis d'accord avec le retour des valeurs anciennes, elles correspondent à une demande. Mais pas à la réalité, surtout en Angleterre où la situation sociale est pire que jamais. Depuis la guerre, les femmes se sont mêlées au monde du travail, d'où un désir d'indépendance et surtout un changement profond dans l'éducation des enfants. »*

Le couplet misogyne de Ridley Scott s'équilibre d'une dose d'humour froid – *british touch*. De même son film, totalement maîtrisé, est d'une prodigieuse beauté. Il s'enroule autour de la comédie sophistiquée, du suspense, du fantastique, du réalisme poétique, brasse tous ces styles ou plutôt les harmonise en un arc-en-ciel mouvant, fragile.

Le récit est simple et diaboliquement habile. Ridley Scott met en avant, mais sans insister, le détail qui provoque la curiosité et par lequel la situation devient crédible. Tout se réduirait, sinon, à un élégant divertissement. Or on est ébloui et on marche, on s'accroche aux personnages – tous les comédiens sont artificiels et émouvants, juste ce qu'il faut pour qu'on s'identifie, mais comme à des personnages de contes, mythiques et fraternels.

Enfin, surtout, on plonge dans les mystères de la ville, dans sa magie, ses splendeurs équivoques. Ridley Scott est un poète des espaces grouillants. Son prochain film (produit par Sam Jaffe pour la Paramount) aura pour cadre Tokyo et pour héros Michael Douglas. *« Encore une histoire de flic dans une ville où il ne peut pas communiquer. En Europe, on y parvient toujours. Là-bas, non. »* Son Tokyo sera sans aucun doute maléfique.

COLETTE GODARD.

« Gaby », de Luis Mandoki

Le courage de vivre

Luis Mandoki a mis sept ans avant de réussir à réaliser son film, *Gaby*, d'après l'autobiographie de Gabriela Brimmer parue en 1979. L'entreprise, il est vrai, n'était pas aisée. Il s'agissait de porter à l'écran, sans tomber dans les excès mélodramatiques, l'histoire vraie d'une femme qui, atteinte dès sa naissance d'une paralysie cérébrale, ne peut s'exprimer qu'avec le pied gauche et la tête. Grâce à son entourage, et à une domestique Florencia Moralès, elle parvient à développer son intelligence, à s'exprimer, à faire des études (forcément) brillantes... La distribution fait appel à des comédiens coutumiers des drames psychologiques. La bergmanienne Liv Ullmann est la mère de Gaby. Norma Aleandro, prix d'interprétation à Cannes pour le film argentin *l'Histoire officielle*, est Florencia. Le jeune handicapé dépressif, ami de Gaby, est Lawrence Monosson, qui, selon la publicité, s'est exercé à vivre en fauteuil roulant pendant six mois avant de venir passer son audition.

Quant à Gaby adulte, c'est Rachel Levin, dont la carrière a été interrompue dans les années 70 par une forme de paralysie presque totale, le syndrome Guillain-Barré. Elle a lutté, a guéri, est revenue sur scène dans *Duo pour une soliste*, où elle interprétait une violoniste atteinte d'une sclérose en plaques. Sa première approche de Gaby a été mentale.

« Dès l'enfance, on nous apprend à tout masquer, tout garder à l'intérieur. Les paralysés ne le peuvent pas, ils ne contrôlent rien. Etre capable d'exprimer tout ce qui bouillonne à l'intérieur de vous est un formidable cadeau pour un acteur. J'ai travaillé pendant neuf mois sur le personnage. J'ai commencé avec un spécialiste. J'avais besoin de comprendre un certain nombre de choses sur un plan strictement anatomique. Il n'y a pas de règle en ce qui concerne la paralysie. Votre main ne prend pas telle ou telle position, vous n'avez pas tel ou tel type de spasme... Chacun subit « sa » forme de paralysie... Je suis allée au Mexique vivre avec Gaby pendant dix jours. Nous installions côte à côte nos fauteuils roulants et j'observais... Ensuite est venue l'épreuve de la rue. Nous avons connu toutes les réactions possibles, la peur, la répulsion, la pitié, l'admiration pour nos voituriers...

» Les gens qui protègent les « infirmes » ne se rendent pas compte à quel point, parfois, ils les étouffent. Le plus grave problème pour un handicapé est la non-reconnaissance de son individualité. Quand les gens croisent un infirme dans la rue, ils ne voient que la chaise roulante, pas la personne assise dedans. Le combat a été quotidien pour nous, et il l'est, que l'on soit ou non infirme. L'affirmation d'une identité est déjà difficile pour quelqu'un de « normal », alors imaginez... Mais, à mes yeux, le plus déprimant serait d'avoir les muscles de Schwarzenegger et de ne rien savoir faire de sa vie... »

HENRI BEHAR.

« La Dernière Impératrice », de Chen Jialin

L'empire côté jardin

Après Bertolucci, Chen Jialin, chinois de Pékin, consacre un film au dernier empereur de son pays. Avec infiniment moins de moyens. Mais ici, l'idéologie est totalement évacuée.

Dans sa fresque spectaculaire, *le Dernier Empereur*, Bernardo Bertolucci nous avait montré Wan Rong, l'impératrice, femme de Pu Yi, initiée à l'opium et à l'homosexualité par une espionne japonaise qui semblait sortie d'un film de Josef von Sternberg. Wan Rong était, certes, une victime vouée à la folie, mais pas autant que dans cette production chinoise tournée dans les studios de Chang Chung – le réalisateur Chen Jialin y est attaché – en 1986.

La conception toute personnelle qu'a eue Bertolucci du destin extraordinaire de Pu Yi l'a conduit à romancer l'histoire. Le film chinois en est sans doute plus près. Mais l'auteur a bizarrement évacué tout contenu politique de son œuvre. Il a préféré privilégier la reconstitution réaliste, intimiste et psychologique des rapports d'un couple où la femme, d'abord réduite à l'état d'objet décoratif, fut, ensuite, bafouée, humiliée, battue. Le peuple chinois est absent de ce huis-clos étouffant. C'est tout juste si un cortège de fête rouge et or rappelle les fastes de la monarchie agonisante.

L'essentiel de l'action se passe de 1932 à 1942 dans un palais du Manchukuo où la petite cour de Pu Yi est comme enfermée avec lui, sous la surveillance des Japonais. Les échos du monde extérieur arrivent à peine. Pu Yi, ridiculisé par ses « conseillers » nippons a pourtant gardé le goût du pouvoir et l'exerce sur son entourage. C'est à travers les rapports qu'il entretient avec la partie féminine de cet entourage – sa femme en particulier – que la complexité et l'ambiguïté de l'empereur nous est montré. L'impératrice délaissée s'éprend d'un beau garde du corps. Elle est enceinte. Ici commence la tragédie de cette femme livrée à l'arbitraire masculin de la vieille Chine.

Le palais, lourdement meublé, à l'européenne plus qu'à la chinoise, est un lieu d'intrigues sordides, de brutalités étalées devant tous ; et de meurtres camouflés. Fait pour le grand public de la République populaire de Chine, ce film a de quoi nous toucher, au-delà de son grand intérêt historique, par ce qu'il rappelle – ou révèle – de la condition de la femme à cette époque. Encore, de par son rang, l'impératrice est-elle relativement respectée. On se contente de la détruire à petit feu. Mais, dans une séquence magnifique par son intensité dramatique, Tan Yuling, la première concubine, vient visiter et apaiser Wan Rong devenue folle à laquelle elle se sent brusquement liée.

Il y a là entre les deux actrices Pan Hong (l'impératrice) et Fu Yiwei (la concubine), toutes deux également sensibles et inspirées, une sorte de duo d'opéra qui fait venir les larmes. On y pressent le propre sort, tragique lui aussi, de la jeune Tan Yuling. Alors, on aime et on plaint ces deux femmes, jusqu'à la dernière séquence où une vision du passé se superpose à une cérémonie funèbre du présent. 1942 : la débâcle s'annonce. Nous savons, par *le Dernier Empereur*, ce qui est arrivé à Pu Yi après la fin de la guerre. Il nous manquait une pièce du dossier. La voilà.

JACQUES SICLIER.

★ La sortie du film est reportée au 20 avril.

« Maravillas », de Manuel Guttierez Aragon

La petite merveille

Une histoire juive espagnole, c'est une histoire doublement féroce, déchirée, drôle.

Quand Maravillas a fait sa première communion, son parrain Salomon, un juif sépharade, l'a fait marcher sur un muret qui surplombe la ville de très haut. Il lui a donné une bague et lui a dit *« ceux qui ont peur tombent »*. Là-dessus, le père de la fillette, catholique, et ses autres parrains – tous sépharades – ont eu horriblement peur et ont chassé Salomon.

C'est donc une histoire juive espagnole que raconte Manuel Guttierez Aragon dans son film *Maravillas*. Une histoire évidemment désespérée – *avec un tel parrainage !* – évidemment d'une gaîté féroce. Le père de Maravillas – Fernando Fernan Gomez, *magnifique comme d'habitude*, – photographe raté, entretient avec sa fille des rapports malsains de domination, essaie en vain de lui piquer de l'argent pour s'offrir des revues pornos et donner des tranches de foie de veau à une trop jolie petite fille anémique. Salomon joue les magiciens et met en scène un spectacle sur la mort de Carryl Chessman, avec l'aide d'un garçon sans âge, fort laid, amoureux de Maravillas. Maravillas joue. Elle joue à humilier son père, à aimer tout le monde, à piquer tout ce qu'elle trouve (dont des pierres précieuses) à tout le monde (y compris à un curé roublard) et elle essaie en vain de pleurer...

La fantaisie la plus sauvage mène cette histoire « extraordinaire ». On aurait tendance à la qualifier de surréaliste, ou de baroque puisqu'il s'agit de l'Espagne. Le film va vers l'outrance mais est retenu par une forme rare d'humour triste. Il est finalement d'une grande pudeur, tout en ellipses, *en détours, en paraboles* inachevées, comme si la lassitude et le doute avaient saisi le narrateur au moment d'en tirer la morale.

Avec, en fond, le « chaos monotone » des HLM madrilènes, le destin écrase et frappe dans le désordre, mais tous y passent. Les jeunes n'ont à leur disposition qu'un semblant de jeu qui obligatoirement tourne mal, et leur jeunesse qui explose en brusques accès de colère absurde, inutile. Les adultes voudraient jouer eux aussi. Pour comprendre ? Les vieux n'ont à leur secours que des vestiges de traditions. Des illusions. Des habitudes qui aident à survivre. Des rites, des musiques superbes mais tout aussi inutiles que le reste. Des pierres précieuses, dont on ne sait pas si elles sont vraies ou non...

Une histoire juive espagnole, c'est doublement une histoire de culture et de passé lourds à porter. Le miracle de Guttierez Aragon et des comédiens (Cristina Marcos, Francisco Merino, c'est qu'elle donne un *film vivace, acerbe, magnifiquement* insolent, et que l'on passe sans cesse et sans transition de la gorge serrée *au fou rire*.

COLETTE GODARD.

Le VIe Festival du film arabe de Paris

Des œuvres interdites, oubliées ou maudites...

Le VIe Festival du film arabe de Paris, qui reste la manifestation du septième art arabophone la plus côtée avec les Journées de Carthage, a lieu du 20 avril au 3 mai dans la capitale et à Bobigny (Seine-Saint-Denis)

Une partie des projections, du VIe Festival du film arabe de Paris, auront lieu à l'Institut du monde arabe. Cela dit, les Etats qui financent cet organisme, théoriquement destiné à améliorer l'image culturelle des Arabes en France, ne paraissent toujours pas avoir saisi l'importance que, dans cette perspective, pouvait prendre la manifestation.

Leur subvention est cette année de cinquante mille francs. Avec la contribution française, le budget du Festival 1988 atteint deux cent mille francs, soit cent mille francs de moins que l'an passé, exercice déjà maigre. Saluons donc la vertu des jeunes cinéphiles attelés à l'impossible autour d'un journaliste libanais de Radio-Monte-Carlo, Ghassan Abdelkhalek. Et demandons-nous si n'ont pas raison ceux qui affirment que bien des régimes arabes souhaitent secrètement l'étouffement d'une manifestation où passent des œuvres à l'index chez eux...

La programmation, forcément moins riche que précédemment, s'articule autour de cinq thèmes : films nouveaux, gros plan sur le cinéma algérien, nuit du court métrage, œuvres d'immigrés, hommage à Farid Chaouki. Cet acteur égyptien qui, avec pas moins de cinq cents films, règne depuis un demi-siècle sur un certain cinéma *baladi* (« populaire ») est souvent décrit comme un Jean Gabin nilotique...

Parmi les nouveautés, on attend beaucoup des *Portes du paradis*, de l'Algérien Amar Laskri, et de *Caftan d'amour*, du Marocain Moumen Smihi, qui doit clôre le Festival.

Notre curiosité ira enfin à *l'Homme de cendre*, du Tunisien Moncef Dhouieb, film à la qualité quasi unanimement reconnue, mais que la plupart des censeurs arabes ont rejeté : on y aperçoit un brave vieux juif qui réconforte un jeune musulman victime d'un viol... Il y aurait un livre à écrire sur les fantasmes arabes à travers leurs censures : ainsi, en Irak, un film triste risquerait de *« démoraliser le peuple »*, mais un film trop gai ne serait pas admis non plus dans un pays en guerre...

Victime aussi de la liquidation des cinémas Olympic de Frédéric Mitterrand, qui l'avait réservé, *l'Homme de cendre*, œuvre maudite s'il en est, devrait toutefois sortir en France en septembre. Autre travail guetté par l'oubli, organisé ou non, *le Rescapé*, de l'Algérien Okacha Touita, sur les immigrés en France. Son précédent film, étonnamment non conformiste, *les Sacrifiés*, également tourné en France, lui a valu les foudres d'Alger. A l'encontre de l'histoire officielle, il montrait le carnage provoqué en métropole par les luttes intestines des nationalistes algériens durant la guerre d'Indépendance.

Quant à l'actualité arabe immédiate, tout aussi tragique, elle sera présente à travers, notamment, *le Kidnappé*, du Libanais Rafik Hajjar, et *le Songe*, moyen métrage sur les Palestiniens du Liban, dû au Syrien Mohamed Malass, dont « les Rêves de la ville », film impitoyable sur son propre pays, avait « illuminé », comme disent les Arabes, l'un des précédents festivals de paris.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Renseignements : 47-66-32-83.

« Les mendiants », de Benoit Jacquot

Jeux interdits

Une comédienne, Hélène (Dominique Sanda), joue Desdémone dans *Othello*, de Shakespeare. Elle est amoureuse de son partenaire noir, Grégoire (Assane Fall), qui lui fait souffrir mille morts en lui préférant Annabelle (Anne Roussel). Des gamins dirigés par Sani (Renaud Bernadet) jouent à des jeux qui peuvent tourner mal ; d'ailleurs, ils vont tourner mal. L'un d'eux, Guillaume (*Camille Clavel*), est le frère de Fred (Jean-Philippe Ecoffey), qui appartient à une bande de contrebandiers. Fred s'éprend d'Hélène et la suit partout où il peut. Un lien, tissé peut-être par le destin, passe entre les divers groupes de personnages. Benoit Jacquot et Pascal Bonitzer ont adapté un roman de Louis-René des Forêts.

L'avantage est donné aux enfants sur les adultes, et il semble bien que ce soit la part de Bonitzer ou de ses obsessions, l'inspiration de Benoit Jacquot étant plus reconnaissable dans les rapports amoureux sado-masochistes. Quant à son style, difficile d'en parler. Quelques images glacées, bien composées, nagent sur une espèce de bouillie pour les chats. Le film a été tourné au Portugal, à l'économie on dirait, les images sont moches, les décors miteux, le montage est indécis. Les interprètes, sauf Jean-Philippe Ecoffey, jouent mal, à croire qu'on a rassemblé des rushes de répétition. On s'inquiète de l'état somnambulique de Dominique Sanda. Côté enfants, il y a une boiteuse (la sœur de Sani), hystérique et hurlante, qui donne des envies de meurtre. Où est la grâce de l'âge tendre, la nostalgie du cérémonial initiatique où se trempent les amitiés de garçon ? Où sont les manigances et les souffrances des hommes et des femmes, en train de gâcher leur vie ? Un pareil ratage vous laisse consterné.

J. S.



Culture

DANSE

« Anima » de Daniel Larrieu

Ecrit sur du sable

Non-poètes s'abstenir. Tousseurs aussi : le moindre bruit intempestif, dans la salle, risquerait de faire s'évanouir ce spectacle ténu, volatil, gracile. Ecrit sur du sable avec de l'eau, sur une vitre fraîche avec la buée d'un souffle. *Anima* a vu le jour en janvier dernier au Centre chorégraphique d'Orléans nouvelle formule : une troupe – ici la compagnie Astrakan de Daniel Larrieu – est accueillie « en résidence », elle travaille pendant deux mois environ portes ouvertes, crée sur place un spectacle qui sera ensuite diffusé dans toute la France.

Ils sont sept, dont une toute petite. Désinvoltes, nonchalantes, ils errent sur une plage – le décor est une de ces merveilles qu'on ne voit plus : une toile peinte. La mer, au loin des montagnes brunes, à droite un grand arbre. Les danseurs marchent, marchent, à des rythmes divers, plutôt au ralenti. Sur un air d'accordéon, de jolis mouvements chaloupés. La bande-son emprunte à Rameau, à Moussorgski, à Chostakovitch, au chœur de la marine soviétique de la Mer du Nord ; il y a aussi des voix douces qui disent un poème T.S. Eliot, en anglais, ou un texte de Josef Beuys, en allemand ; des bruits d'oiseaux, des cigales nocturnes. Atmosphère, atmosphère. Parce que ces gens mystérieux portent de petites cornes ou de longues oreilles (des *« excroissances animalières »*, dit Larrieu), on pense vaguement au « Songe d'une Nuit d'été », mais nulle intrigue amoureuse ne semble se nouer ; ou à l'après-midi de faunes trop las pour désirer des nymphes. Parfois les sept s'agglutinent comme s'ils avaient froid, parfois ils en laissent un comme mort et s'en vont. Le presque mort essaie *en vain de* s'accrocher à quelqu'un qui tourne. Le geste de bercer revient comme un leitmotiv, ou bien l'on jongle avec des cailloux. Les éclairages sont chiches. Deux ou trois fois un rideau tombe, épuisé. On le relève. Un *poste de radio grésille. Avons-nour* rêvé ?

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Théâtre de la Ville, du 13 au 16 avril.

Les projets de M. Léotard

Le Parti socialiste et l'avenir de la Bibliothèque nationale

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a commenté, dans un communiqué publié mercredi 13 avril, les projets de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, pour la Bibliothèque nationale, projets présentés le même jour au conseil des ministres (*le Monde* du 14 avril). M. Queyranne estime que la construction d'une Bibliothèque nationale-*bis « est de pure forme ». « Aucun financement n'est prévu. Le ministre de la culture se contente d'annoncer, sans prévoir un centime à la charge de l'Etat. Les problèmes de la Bibliothèque nationale appellent des mesures d'une tout autre envergure »*, ajoute le porte-parole du PS.

« Avant de lancer un tel projet, il conviendrait de mieux délimiter les fonctions de la Bibliothèque nationale et, notamment, de recentrer son action sur le « livre-papier » ainsi que de procéder à une meilleure évaluation des possibilités de conservation offertes par les nouvelles technologies », conclut M. Queyranne.



Communication

Les rémunérations de M. Michel Droit

Le groupe de M. Hersant a commis la même « erreur d'imputation » que l'académicien

Alors que de nouvelles informations sur les comptes bancaires de M. Michel Droit, membre de la CNCL, confirment l'ambiguïté de ses liens financiers avec son ancien employeur – le groupe Hersant, l'académicien semble avoir de plus en plus de mal à se justifier.

Ainsi, son avocat, Mᵉ Jean-Marc Varaut, a-t-il dû intervenir, le mercredi 13 avril, pour expliquer la contradiction entre les explications fournies par M. Droit sur les sommes reçues du groupe Hersant (400 000 F de droits d'auteur, 200 000 F d'indemnités de départ) et sa *déclaration fiscale* (64 618 F de droits d'auteur, 405 812 F de salaire de journaliste).

« Il y a eu une erreur d'imputation, aujourd'hui même réparée par une déclaration rectificative », a aussitôt écrit l'avocat dans un communiqué, avant de réaffirmer que les comptes bancaires et la déclaration fiscale de Michel Droit *« ne comportent que des revenus compatibles avec ses fonctions de membre de la CNCL : primes de départ à la retraite, retraites, traitements de la CNCL, droits d'auteur et cession de ses droits pour l'édition du* Figaro Histoire [...] ». *« C'est ce droit sur l'œuvre qu'il a conçue et réalisée que Michel Droit a cédé à l'AGPI pour la somme forfaitaire de 400 000 F*, continue Mᵉ Varaut. *C'est cette somme qui a été déclarée à l'administration fiscale. Michel Droit ayant improprement nommé « pige » la mensualisation de ce versement qu'il avait demandé au cessionnaire de ce droit, c'est ce terme de pige qui a été repris dans sa déclaration. »* Autrement dit, les 405 812 F déclarés par l'académicien comme rémunération de journaliste (la « pige » étant la rémunération d'une collaboration ponctuelle sous forme d'articles de presse) correspondent en fait à des droits d'auteur, seule rémunération autorisée aux membres de la CNCL par la loi de 1986.

Mais alors comment expliquer que *la* déclaration des salaires et traitements payés durant l'année 1987 par l'AGPI (répertoriée sous le nom Presse-Infor sur les comptes bancaires), filiale du groupe Hersant, fasse état de versements d'un montant total de 402 520 F à *M. Michel Droit*, lequel est encore présenté dans le document comme *« pigiste » ?* Erreur là aussi ?

L'affaire commence à susciter des réactions politiques. Dans une question écrite à paraître au *Journal officiel* du 18 avril, M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures, évoque le communiqué par lequel le parquet de Paris affirme faire procéder *« aux vérifications nécessaires »*. Ces « vérifications » ont, selon M. Dumas, *« l'apparence d'une instruction sur l'instruction, et d'un dessaisissement de fait du juge »*, cette procédure qualifiée par lui d'*« insolite »* revenant *« à soumettre un juge, par définition indépendant, au contrôle du ministère public, et ceci contrairement aux dispositions du code pénal »*.

De son côté, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, estime dans un communiqué que *« tout est mis en œuvre pour empêcher le juge de poursuivre son enquête. Le respect de l'indépendance de la justice touche à la farce grossière. Les Français ne sauraient admettre qu'un homme, fût-il académicien, échappe à la loi. Il y aura là un véritable déni de justice et une atteinte à la crédibilité de la magistrature »*.

A. Co.

Les habillages successifs de la vérité

DES virements du groupe Hersant sur le compte de Michel Droit ? Normal, a-t-on d'abord dit. Ce sont, notamment, les versements des droits d'auteur sur une rubrique cédée par l'académicien à son ancien employeur au moment de sa démission du *Figaro*.

Mais il fallut pourtant admettre, deux jours plus tard, que l'accord en question n'avait pas eu lieu en octobre 1986, mais au milieu de l'année 1987, soit huit mois après la nomination de M. Droit à la CNCL. Il fallut reconnaître la contradiction entre les affirmations de l'académicien et sa déclaration d'impôts – *« une erreur d'imputation »*, répond l'avocat, – comme il faudra expliquer maintenant l'existence d'un Michel Droit présenté comme « pigiste » sur la propre déclaration de l'agence Presse-Infor.

A qui fera-t-on croire que M. Droit ne connaît pas la distinction entre des droits d'auteur et des « piges » de journalistes, après vingt-cinq ans de carrière au *Figaro* et une trentaine d'ouvrages publiés ? Est-il crédible que la direction de l'Agence Presse Information fasse la même confusion, alors qu'elle gère depuis 1975 les traitements de cent quatre-vingt-dix journalistes du groupe Hersant ?

Approximations, contradictions, démentis, tout cela ressemble fort à des habillages successifs de la vérité. On est en droit d'attendre cette fois que la justice fonctionne, que le juge d'instruction puisse parfaire son enquête et achever ses investigations et que la CNCL, mise en cause à travers l'un de ses membres, prenne ses responsabilités.

Le moment est mal (ou trop bien) choisi, suggère Michel Droit lui-même, en dénonçant une manœuvre politique. Que n'a-t-il laissé, en novembre dernier, le juge Claude Grellier instruire normalement son dossier ? A l'en croire, il ne risquait alors rien et, en décembre, tout *aurait été réglé !*

ANNICK COJEAN.

En rachetant les onze titres du groupe américain Diamandis

Hachette devient le premier éditeur mondial de magazines

Les Etats-Unis sont devenus une véritable terre de chasse pour le groupe Hachette. L'offre publique d'achat sur l'éditeur Grolier quasiment réussie (*le Monde* du 12 avril), le premier groupe français de communication vient juste de prendre le contrôle du septième groupe de presse américain, Diamandis Communications Inc. En deux jours, entre l'acquisition de l'éditeur Grolier (2,5 milliards de francs) et celle de Diamandis (712 millions de dollars, soit environ 4 milliards de francs, financés par emprunts auprès de la Chase Manhattan Bank), le groupe Hachette aura investi une somme coquette sur le territoire nord-américain.

La seconde opération, menée par M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, et M. Daniel Filipacchi, PDG des Publications Filipacchi et vice-président d'Hachette, représente l'un des plus importants investissements français réalisés ces deux dernières années outre-Atlantique, juste après la compagnie L'Air Liquide. Celle-ci, fin 1986, avait racheté Big Three Industries pour 1,5 milliard de dollars. Mais l'achat de Diamandis par Hachette-Filipacchi est le seul de cette taille dans le domaine de la presse.

Le jeu, il est vrai, en vaut la chandelle : en prenant le contrôle de Diamandis et de ses onze revues, Hachette-Filipacchi accède en effet au premier rang mondial d'éditeur de magazines et devance les éditeurs américains Time Inc. (*Fortune, Time Magazine*, etc.), Newhouse (*Vogue*) ou Gannett.

Enrichi des magazines de Diamandis, Hachette-Filipacchi publiera désormais soixante-quatorze magazines en dix langues différentes, qui représentent une diffusion totale de 650 millions d'exemplaires. Mais avec *Elle, Télé 7 jours* (3 200 000 exemplaires, soit la plus importante vente en France), *Vital, Onze*, etc., le groupe Hachette n'est pas novice en matière de magazines. Sa division presse (quotidiens, hebdomadaires et mensuels) représente d'ailleurs 7,5 milliards de francs sur 17 milliards de francs de chiffre d'affaires. Son allié traditionnel depuis huit ans, les Publications Filipacchi, qui possède 35 % de la société holding d'Hachette, réalise quant à lui plus de 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires en publiant des hebdomadaires (dont *Paris-Match*, 880 000 exemplaires), des bimensuels comme *Grands Peintres*, des mensuels (*Lui, Femme, Newlook*, etc.).

Avec l'acquisition en 1986 du réseau de distribution de magazines Curtis Circulation Company et la création réussie ces deux dernières années du *Elle* et du *Première* américains en collaboration avec Rupert Murdoch, Hachette posait les jalons de son succès d'aujourd'hui. Un succès qu'il consolide avec son partenaire Filipacchi, mais cette fois sans allié américain. En l'espace de quelques jours, Hachette vient d'obtenir, grâce à la prise de contrôle de Grolier, la première place mondiale dans le domaine de l'encyclopédie et la troisième place mondiale dans celui de l'édition et, grâce au rachat de Diamandis, décroche ainsi que nous le soulignons plus haut le titre de premier éditeur mondial de magazines. Un beau coup double qui fait entrer Hachette-Filipacchi dans le club très fermé des grands multimilliardaires de la communication : en ajoutant Grolier (2,4 milliards de francs de chiffres d'affaires) et Diamandis (1,7 milliard de francs), à ses propres activités, le premier groupe français de communication atteint en effet un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de francs.

A la Bourse de Paris, le titre Hachette enregistrait, le 14 avril, une forte hausse (+ 7,1 %, à 11 heures).

YVES-MARIE LABÉ.

L'héritage de CBS

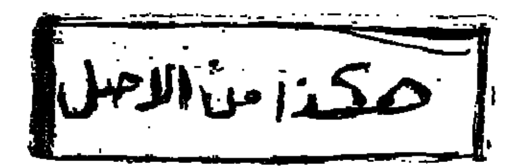
Basé à New-York, Diamandis Communication Inc. édite 11 magazines grand public, dont le fleuron *Womans's Day*, un féminin populaire, atteint six millions d'exemplaires. Les autres secteurs couverts sont l'automobile avec *Car and Driver*, la photographie avec *Popular Photography*, la stéréo, le nautisme, etc. Au total, Diamandis se classe au septième rang américain de la presse magazine, avec 300 millions de dollars de chiffre d'affaires (environ 1,7 milliard de francs) et une marge brute d'autofinancement de 60 millions de dollars.

Le groupe a eu une histoire récente mouvementée : en 1985, CBS avait acquis 12 titres au groupe Ziff Corp pour 362,5 millions de dollars. Mais CBS, en pleine réorganisation, cédait en octobre 1987 sa division magazine à ses salariés, menés par leur directeur Peter Diamandis. Ce rachat de l'entreprise par ses salariés (RES), pour un montant de 650 millions de dollars, était soutenu à hauteur de 70 % par la Prudential Insurance Corp.

A l'époque, cette division magazine comptait 19 titres et 1 400 salariés. Aujourd'hui, Diamandis n'emploie plus que 860 personnes. Mais la vente à Hachette, combinée avec de précédentes cessions d'actifs et le cash-flow généré, rapportera aux repreneurs (salariés et Prudential) plus de 1 milliard de dollars, selon leurs calculs.

Hachette a annoncé son intention de garder tous les employés et de développer Diamandis par création et acquisition d'autres titres. Hachette, entré sur le marché américain des magazines en 1985 avec *Elle*, avait eu des discussions infructueuses avec CBS pour le rachat de sa division magazine.

M. C. L



Spectacles

Jeudi 14 avril

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de relâche et de première sont indiqués entre parenthèses)

ISTANBUL HOTEL. Tourtour (48-87-82-48), 19 h (dimanche et lundi).

PAROLES EN VOYAGE. Th. nat. de Chaillot (47-27-81-15), mer., jeu., ven. à 14 h 30 ; sam. 15 h ; mar. 10 h et 14 h 30 (dimanche et lundi).

P'TIT ALBERT. Malakoff (46-55-43-45), 20 h 30, sam. 18 h ; dim. 18 h (dim. soir, lun. et mar.).

MIME CONTEMPORAIN. Cité internationale universitaire (45-89-38-69), 20 h 30 (dim., lun. et mar.).

SOUS LES BOULINGRINS BLEUS. Th. nat. de Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30, dim. 15 h (dim. soir, lun.).

LE ROI LEAR. Th. de Boulogne-Billancourt (46-03-60-44), 20 h 30, dim. 15 h 30 (dim. soir, lun.).

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). *L'Invité* : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). *Les Cahiers tango* : 20 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Quatre chantiers : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h.

ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Callas : 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. Les Créanciers : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Je ne veux pas mourir idiot : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La petite chatte est morte : 18 h 30. Bacchus : 20 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Volpone ou le renard : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). ◇ Quand on a peur du loup, du vent, de la tempête : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Un *mouton à l'entresol suivi* de la Pièce de Chambertin : 20 h 30. La Pièce de Chambertin : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-44-50). ◇ Jeanne d'Arpo : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). *Prince* des nuées dénué de tout : 20 h 45.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. ◇ Mime contemporain : 20 h 30. La Resserre. Le Délire du serpent : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◇ Intervention (film) (Semaine des auteurs soviétiques) : 15 h. ◇ Le Nid du coq de bruyère (Semaine des auteurs soviétiques) : 18 h. ◇ Valentino (film) (Semaine des auteurs soviétiques) : 21 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée...moi : 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). ◇ Les Liaisons dangereuses : 20 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). ◇ Aventure à Tahiti : 15 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Sonate à Johannesburg : 20 h 30.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). Le Témoin : 20 h. ◇ Le Monologue de Molly Bloom : 22 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Oui mais non : 18 h 30. Chat qui peut : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Hors limite : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Je Egg : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're *good man Charlie Brown* : 20 h 30.

GŒTHE-INSTITUT (47-23-61-21). ◇ *Figuren 2, l'exigence d'insister* : 19 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). *Le Saint de Rome* : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). *Lettre d'une inconnue* : 18 h 45. La Sorcière : 20 h 30. ◇ Double je : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). *La Métamorphose* : 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : *19 h 30. La Leçon* : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Combien *de nuits faudra-t-il marcher dans la ville* : 21 h 15.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). *Ce que voit* Fox (Fall) : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). *Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît* : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). *Spectacle de magie* : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). *Théâtre noir. Le Petit Prince* : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : *21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise* cherche catholique chauve : 20 h 15. *La Ronde* : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Au bord du lit : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ◇ *Autour de Luc Bérimont* : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). ◇ *Zoo Story : 19 h. Piapin peint Monroe* : 20 h 30. les Voisins : 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). ◇ Rosel, suivi de Douce Nuit : 20 h 30.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). L'Anticyclone des Açores : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public nº1 : 20 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). George Dandin : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Se*cret : 21 h.*

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). *Fioretti, d'après la vie de saint* François d'Assise : 21 h.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon *côté jardin : 16 h, 14 h, 15 h et 18 h.*

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soirée pas comme les autres : 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). *Je ne suis pas rappaport* : 20 h 45.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). ◇ Boris Godounov (Version 1869) : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h. Petite salle. J'ai pas le choix, je chante Boby Lapointe : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-Pilate (d'après Figures et Paraboles) : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle II. Coup de crayon : 20 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Agatha : 19 h. Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Pendant ce temps nos deux héros... : 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Good le Choc : 20 h 45.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Soirée d'avril : 18 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bénureau : 20 h 30. 22, v'la du fric : 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Père : 19 h.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS *(46-33-48-65). ◇ Le Scorpion : 20 h 30.*

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◇ L'Ecume des jours : 20 h 30. Salle II. ◇ Les Bonnes : 20 h 30.

THÉATRE DES DEUX PORTES (43-61-24-51). Vol au-dessus d'un nid de coucou : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Paroles en voyage : 14 h 30. Grand Théâtre. ◇ Le Misanthrope : 20 h 30. Théâtre Gémier. ◇ Sous les boulingrins bleus : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. ◇ La Traversée de l'empire : 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Fièvre romaine : 21 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Il était temps que j'arrive : 20 h 15. Smain : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Istambul Hôtel : 19 h. ◇ Le Dieu des mouches : 20 h 30. ◇ Le Détour : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES, Groupe vocal de France, 20 h 30. Dirigé par Eric *Ericson. Œuvres de Monteverdi*, Verdi, Rossini, Poulenc, Brahms, Pizzeti, Werle, Ligeti.

AUDITORIUM DE RADIO 3, Jo Ann Pickens, 20 h 30, jeu. Soprano. Récital avec des airs d'opéra de Meyerbeer, Halevy, Puccini, Verdi et des negro spirituals.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Ensemble Intercontemporain, 20 h 30. Grande salle, premier sous-sol. Dir. A. Tamayo. Œuvres de Barki, Maggi, Mihai Marton.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS, (42-96-88-32). Stèles pour l'empereur de Chine, *20 h 30. D'après l'œuvre de Victor Segalen.* Musiques de Debussy et Kremski. Avec des textes dits par Jean-Loup Philippe et des calligraphies exécutées sur scène. Avec Alain Kremski (piano).

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-61-93-26). Orchestre baroque d'Ile-de-France, 20 h 30. Dir. Alix Bourbon. Avec F. Launay (soprano), A. Zaepeel (contre-ténor), I. Honeymann (ténor), J.-F. Gardeil (basse), « Le Messie » de Haendel.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Syed Zakir *Hossain, Niaz Mohammad Chowdury*, 20 h 30. Avec Samir Das (sitar), Syed *Sajid Hossain (tampura), Syed Meher* Hossain (tabla). Chants et musiques du Bangladesh.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Nouvel Orchestre philharmonique, 20 h 30. Auditorium 104. Dir. Gilbert Amy. Avec Carlos Roque Alsina (piano). Œuvres de Berio, Holler, Amy, Alsina.

Saad Agha al Qalaa, 20 h 30. Auditorium 106. Musique traditionnelle syrienne. Entrée libre.

SAINTE CHAPELLE (46-61-55-41). L'Ensemble d'archets français, 21 h. « Les Quatre Saisons » de Vivaldi, dirigé par Jean-François Gonzales. Avec Christophe Boulier au violon, Sinfonias nº 1 et 2, *Concerto en la mineur pour deux violons.* Avec Jean-François Gonzales et *Bruno Garlej. Ouverture des portes* à 20 h.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Philippe Cassard, 20 h 30. Piano. Œuvres de Beethoven, Schubert, Schumann.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orchestre de Paris, 23 h 30. *Dir.* Claus Peter Flor, avec G. Kremer (violon), F. Dupin (timbales). Œuvres de Beethoven, Matthus, Schumann.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). *Michel Deneuve*, 21 h. Œuvres de Satie, Bach, Deneuve.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Miklos Perenyi, 18 h 30. Avec l'Orchestre de chambre Franz Liszt de Budapest. Jeu. œuvres de Haendl, C.P.E. Bach, ven. de Telemann, C.P.E. Bach, W.-F. Bach.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

L'Hôtel du libre échange (1934), de Marc Allegret, 16 h ; Deep End (1970, v.o.s.t.f.), de Jerzy Skolimowski, 19 h ; Tom Jones (1963, v.o.), de Tony Richardson, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

On n'arrête pas le printemps (1971), de René Gilson, 15 h ; la Maison de la 92e rue (1945, v.o.), de Henry Hathaway, 17 h ; Casa Tomada (1985, v.o.), de Malena Roncayolo, 19 h.

SALLE GARANCE CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : la Maison de Bernarda (1987, v.o.), de Mario Camus, 14 h 30 ; l'Année des lumières (1986, v.o.), de Fernando Trueba, 17 h 30 ; la Verdad sobre el caso Savolta (1978, v.o.), d'Antonio Drove, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Paris la nuit : Nuits de Pigalle : Vous avez dit Pigalle ? (1979) de J. Martinengo, Bob le Flambeur (1955) de Jean-Pierre Melville, 14 h 30 ; Nuit des Cabarets : la Nuit des cabarets (1951) de R. Alexandre, les Amants de minuit (1952) de R. Richèbe, 16 h 30 ; Nuit coquine : Scopitones, la Nuit porte-jarretelles (1984) de Virginie Thevenet, 18 h 30 ; Cinéma muet : Actualités Gaumont, Au temps des tramways parisiens (1925) d'un réalisateur anonyme, Paris Cinéma (1929) de Pierre Chenal, 20 h 30.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DU CANON NOIR (Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AILES *DU DÉSIR* (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

AUX *QUATRE COIN-COIN DU* CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA *BOHÈME* (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; *Pathé* Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CHOUANS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CINGLÉE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COMÉDIE DU TRAVAIL (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ENGRENAGES (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

LES FOURMIS TISSERANDES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-06-07).

FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; *Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50)* ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

GANDAHAR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois *Parnassiens, 14e (43-20-30-19).*

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le *Gambetta, 20e (46-36-10-96).*

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, *6e (45-44-57-34).*

JAUNE REVOLVER (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LE JUSTICIER BRAQUE LES DEALERS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

LES LONGS ADIEUX (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MA VIE DE CHIEN (Su., *v.o.*) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MARAVILLAS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LE MARIN DES MERS DE CHINE (Hong Kong, v.f.) : Images, 18e (45-22-47-94).

LES MENDIANTS (Fr.) : Saint-André-*des-Arts II, 6e* (43-26-80-25).

MIRACLE SUR LA 8e RUE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PARLE A MON PSY, MA TÊTE EST MALADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PICASSO *BY NIGHT* BY SOLLERS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

RUNNING MAN (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

SAIGON, L'ENFER POUR DEUX FLICS (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount *Opéra, 9e (47-42-56-31)* ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

SEPTEMBER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

SUSPECT (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

36 FILLETTE (*) (Fr.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-*97-77).*

UN TICKET POUR DEUX (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

URGENCES (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LA VÉNITIENNE (*) (It., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LA VIE EST *UN LONG FLEUVE* TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

WALL STREET (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; *v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).*

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

BIG BOY (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

FUNNY FACE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LEGEND (A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MOBY DICK (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MOLIÈRE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

QUARANTE HUIT HEURES (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ANNÉES SANDWICHES. Film français de Pierre Boutron : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *UGC Convention*, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; *Trois Secrétan, 19e* (42-06-79-79).

BEYROUTH, THE LAST HOME MOVIE. Film américain de Jennifer Fox, *v.o. : Epée de Bois, 5e* (43-37-57-47).

260 CHRONO. (*) Film américain de Peter Werner, v.o. : UGC Danton, *6e* (42-25-10-30) ; *UGC* Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

ÉTROITE SURVEILLANCE. Film américain de John Badham, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *UGC Biarritz, 8e* (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e *(47-42-72-52) ; Rex (Le Grand* Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

GABY. Film américain de Luis Mandoki, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; *La Pagode*, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MÉMOIRES D'UN JUIF TROPICAL. Film français de Joseph Morder : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

NEIGE SUR BEVERLY HILLS. (*) Film américain de Marek Kanievska, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

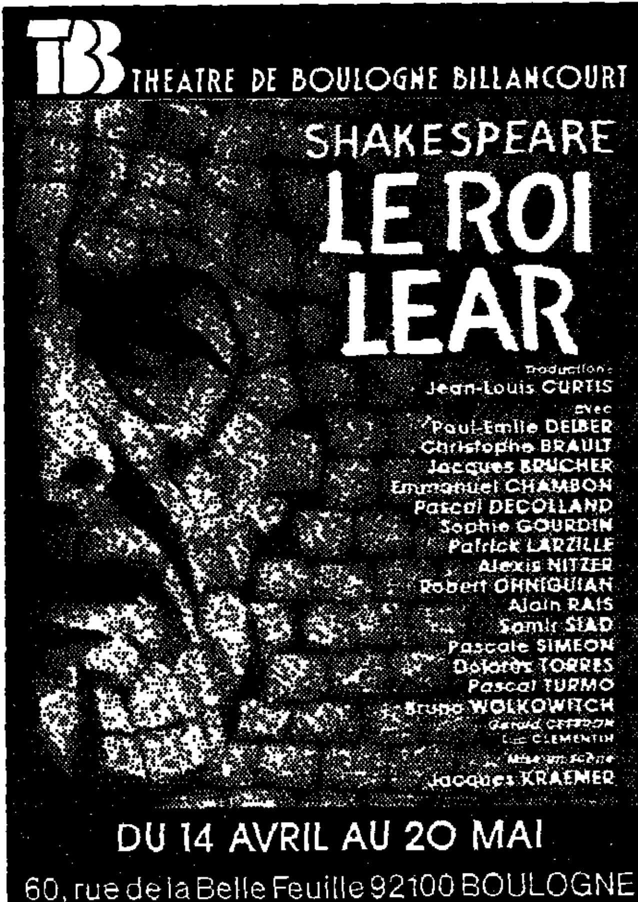
PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI. Studio 43, 9e (47-70-63-40).

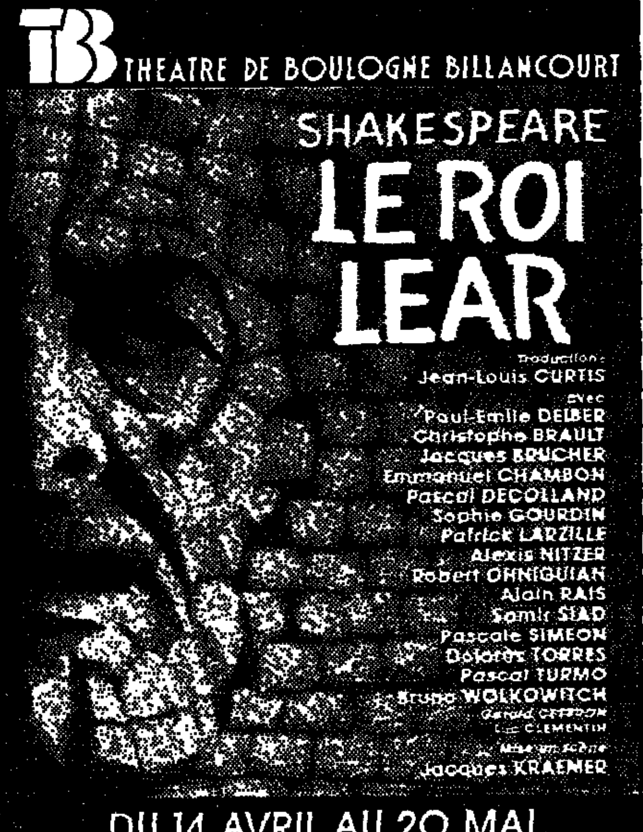
TRAQUÉE. Film américain de Ridley Scott, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; *Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, *18e* (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TWIST AND SHOUT. Film danois de Bille August, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *14 Juillet* Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, *6e* (46-33-97-77).

UN ZOO LA NUIT. (**) Film canadien de Jean-Claude Lauzon, v.o. : *Forum Arc-en-Ciel*, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

WHERE IS PARSI ? Film britannique de Henri Helman, v.o. : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).





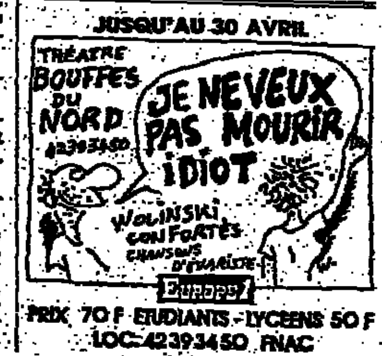
MADELEINE

MAUPASSANT AU BORD DU LIT

Mise en scène : Gilles GUILLOT

« Allez écouter Maupassant... C'est sublime ! »

Michel COURNOT



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 14 avril

TF 1

20.40 Série : Médecins des hommes. Afghanistan, le pays interdit, d'Alain Corneau. Avec Michel Blanc, Marie Trintignant, Malek Kateb, Fahim Youssofzai. 22.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 23.05 Magazine : Rapido. D'Antoine de Caunes. Spécial Philippe Djian, scénariste et romancier, auteur de *37°2 le matin*. 23.45 Journal et la Bourse. 0.00 Magazine : Minuit sport. 1.15 Documentaire : L'équipe Cousteau en Amazonie. 2. La rivière enchantée.

A 2

0.35 Cinéma : le Roi des cons □ Film français de Claude Confortès (1980). Avec Francis Perrin, Bernadette Lafont, Evelyne Buyle, Fanny Cottençon. 22.15 Magazine : Edition spéciale. D'Alain Wieder, présenté par Claude Sérillon. Les excès du sport. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Téléfilm : La croisade des enfants. De Serge Moati, d'après le roman de Bernard Thomas. Avec Jean-Claude

Drouot (dernière partie). 21.50 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 22.20 Journal. 22.45 Musiques, musique. Le clavier bien tempéré, de Bach, par Pascal Rogé, piano (Prélude et fugue en mi majeur).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : la Fille ■ Film italien d'Alberto Lattuada (1978). Avec Marcello Mastroianni, Nastassja Kinski, Francisco Rabal. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Hannah et ses sœurs ■■■ Film américain de Woody Allen (1986). Avec Woody Allen, Michael Caine, Mia Farrow, Carrie Fisher (v.o.). 0.00 Cinéma : Escroc, macho et gigolo □ Film italo-américain de Bruno Corbucci (1987). Avec *Bud Spencer, Tomas Milian, Marc Lawrence*. 1.40 Série : Un flic dans la Mafia. 2.25 Documentaire : Kopjes, des îles dans un océan d'herbe (1re partie).

LA 5

20.30 Cinéma : la Conquête de la planète des singes ■ Film américain de Jack Lee Thompson (1972). Avec Roddy Mac Dowall, Don Murray, Ricardo Montalban. 22.05 Série : Capitaine Furillo. 23.10 Mission impossible (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.10 Série : Kojak (rediff.). 1.10 La grande vallée (rediff.). 2.20 Aria de rêve. Sonate pour violon et piano K 296, de Mozart, par Catherine Collard, piano, et *Catherine Courtois, violon*.

M 6

20.00 Série : L'homme au Katana. Max. 20.50 Série : Devlin Connection. Erica. 21.40 Magazine : M 6 aime le cinéma. De Martine Jouando. Au sommaire : *la Provoc*, avec une interview de Mocky, de Jacqueline Maillant, de Michel Blanc et un portrait de D. Zardiv ; *la Loi du désir*, film de Pedro Almodovar ; Toiles et toilettes (lieux d'aisance au cinéma), avec Jean Douchet, accompagné d'extraits de films. 22.05 Six minutes d'informations. 22.15 Série : Hawaii, police d'Etat. Assurance sur les morts. 23.05 Série : Starsky et *Hutch. Epidémie* (1re partie). 23.55 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 1.40 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. La fugue, de Delphine Paviot. 21.30 Profils perdus. Lucien Goldmann. 22.40 Nuits magnétiques. Enfants du désir. Les nouvelles filiations. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Concert (donné le 30 mars à Aix-les-Bains) : œuvres* de Humfrey, Locke, Blow, Purcell par l'ensemble vocal Chiaroscuro, dir. Nigel Rogers et l'Ensemble instrumental baroque, dir. Christophe Coin. 23.07 Club de la musique contemporaine. Kergomard, Crumb, Alsina, de Pablo, Huber.

Vendredi 15 avril

TF 1

13.45 Feuilleton : Côte ouest. 14.30 Variétés : La chance aux chansons. 15.00 Série : Madame SOS. 16.00 Magazine : L'après-midi aussi. 16.45 Club Dorothée vacances. 18.00 Série : Agence tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le Bébête show. 20.00 Journal. 20.30 Météo



et Tapis vert. 20.40 Variétés : Labaye d'honneur. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. La haie d'honneur : la Croix-Rouge ; Coups de cœur : Vanmy et ses jeunes comédiens amateurs. Avec Véronique Jannot, Eddy Mitchell, Annie Cordy, Cock Robin, Jill Kaplan, Canada. 22.35 Magazine : Ushuaia. Le magazine de l'extrême, présenté par Nicolas Hulot depuis le dirigeable *Skyship*, qui survolera Paris. 23.35 Journal et la Bourse. 23.45 Série : Les envahisseurs. 0.30 Documentaire : L'équipe Cousteau en Amazonie.

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.35 Magazine : Si j'étais vous. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Si j'étais vous (suite). 15.25 Magazine : Fête comme chez vous. 16.20 Flash d'informations. 16.25 Variétés : Un DB de plus. 16.40 Récré A 2. 17.15 Série : Au fil des jours. 17.40 Flash d'informations. 17.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.00 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 19.35 Où est donc cachée la caméra invisible ? 20.00 Journal et météo. 20.35 Feuilleton : La valise en carton. De Michel Wyn et Françoise Verny, avec Irène Papas, Maurice Barrier (2e épisode). ▶ 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Spécial Arthur Miller, à l'occasion de la publication en France de son livre de souvenirs : *Au fil du temps*. Avec Arthur Miller, André Brink *(Etats d'urgence)*, François Périer, Philippe Labro. 22.50 Journal. 23.10 Ciné-club : Les hommes préfèrent les blondes ■■■ Film américain de Howard Hawks (1953). Avec Marilyn Monroe, Jane Russell, Ch. Coburn (v.o.).

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein temps. 14.00 Documentaire : Terre de cristal. 15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine : Télé-Caroline. 16.30 Jeu : Cherchez la France. 16.58 Flash d'informations. 17.00 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 18.00 Feuilleton : Graine d'ortie. 18.25 Magazine : Flash mag. 18.30 Feuilleton : Le mystère de l'île au trésor. 19.00 *Le 19-20 de l'information*. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.53 Dessin animé : Diplodo. 20.05 Jeu : La classe. 20.25 INC. Essais : Les baladeurs. 20.30 Série : Marlowe, détective privé. Calibre 38, d'après Raymond *Chandler*. Avec Powers Boothe. 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Dernier voyage à Terre-Neuve ? 22.15 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 23.15 Journal. 23.35 Musicales. Augustin Dumay, portrait. Le violoniste interprétera le 4e mouvement de la 3e Sonate de Brahms, le 2e mouvement de la 5e Sonate de Beethoven, le Concerto pour violon, de Mendelssohn, par l'Orchestre de Pologne, dir. Emmanuel Krivine, le 4e mouvement de la Sonate pour violon et piano de Franck. 0.30 Modes d'emploi 3 (rediff.).

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Blade Runner ■■■ Film américain de Ridley Scott (1982). Avec Harrison Ford, Rutger Hauer, Sean Young, Edward James. 15.55 Cinéma : la Loi ■ Film franco-italien de *Jules Dassin (1958)*. Avec *Gina Lollobrigida, Marcello* Mastroianni, Yves Montand, Pierre Brasseur. 17.50 Cabou cadin. Goldie. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. *18.26 Top 50. 18.55 Starquizz. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs*. 20.05 Football. Les coulisses. 20.30 Football. AS Saint-Etienne-AS Monaco, en direct du stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne. 22.40 Flash d'informations. *22.45 Série : Un flic dans la Mafia*. 23.35 Cinéma : Etat de siège ■ Film français de Costa-Gavras (1973). Avec Yves Montand, Renato Salvatori, Otto E. Hasse, Jean-Luc Bideau. *1.30 Cinéma : Hannah et ses sœurs* ■■■ Film américain de Woody Allen (1986). Avec Woody Allen, Michaël Caine, Mia Farrow, Carrie Fisher (v.o.). 3.10 Cinéma : Une belle prise. Film français classé X de Francis Leroi (1978). Avec Patrick Bruno, Brigitte Lahaie, Karine Stephen. 4.15 Téléfilm : Profession mannequin. 5.50 Documentaire : Léopards en famille.

LA 5

13.35 Série : Kojak. 14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Jeanne et Serge. 17.45 Dessin animé : Princesse Sarah. 18.10 Dessin animé : Sandy *Jonquille. 18.30 Dessin animé : Embrasse-moi, Lucile.* 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Double jeu mortel. D'Alex March, avec Hal Linden, Tony Lo *Bianco, William Graham. 22.00 Série : Mission impossible* (rediff.) 22.30 Magazine : Bains de minuit. 0.00 Journal de minuit. 0.20 Série : Thriller. 1.30 Série : Kojak (rediff.). 2.20 Aria de rêve. Quatuor en fa majeur, K370, pour hautbois *et* cordes, de Mozart, par Jacques Chambon, hautbois.

M 6

13.35 Série : Falcon Crest. 14.25 Série : Les espions. 15.15 Documentaire : La conquête de l'espace. 15.40 Jeu : Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal et météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.30 Série : Le Saint. 21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 22.10 Série : Addams Family. 22.40 Six minutes d'informations. 22.50 Sexy clip. 23.20 Série : Espion modèle (rediff.). 0.10 Magazine : *Médiator* (rediff.). 0.40 Boulv'hard. Actualité de la musique rock. Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. Marguerite Yourcenar. 21.30 Musique : Black and blue. Amérique, années 50. Invité : André Hodeir. 22.40 Nuits magnétiques. Enfants du désir. Les nouvelles filiations. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de Stuttgart) : Symphonie no 1, de Hartmann, Symphonie no 6 en la majeur, de Bruckner par l'orchestre symphonique de la radio Stuttgart, dir. Ferdinand Leitner ; *sol. : Hanna Schwarz, mezzo-soprano. 22.20 Premières loges*. Eliette Schenneberg ; Chansons grises, de Hahn ; extraits de Samson et Dalila, de Saint-Saëns ; Trois psaumes, de Honegger ; Le Cercle des heures, sur des poèmes orientaux, de Samazeuilh. 23.07 Club de la musique ancienne, Andreas Staier, clavecin. Œuvres de J. S. Bach et C.P.E. Bach. 0.30 Archives. L'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Arturo Toscanini, (3 et 5 juin 1935) ; Symphonie no 4 en mi *mineur* op. 98, de Brahms ; Faust, ouverture de Wagner.

Audience TV du 13 avril 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	39.5	Santa-Barbara 19.5	Elections 3.7	Actual. région. 5.3	Nulle part 1.1	Porte magique 7.9	Ile fantastique 2.1
19 h 45	47.4	Roue fortune 24.7	Caméra cachée 6.3	Actual. région. 3.7	Nulle part 3.7	Boul. Bouvard 6.2	Ile fantastique 2.6
20 h 16	64.7	Journal 25.3	Journal 17.4	La classe 9.5	Nulle part 2.6	Journal 6.3	Espion modèle 3.7
20 h 55	64.2	Sacrée soirée 28.5	Grand échiquier 7.4	Ballet 2.6	Football 4.7	Autopsie crime 15.8	Dynastie 5.8
22 h 08	58.5	Sacrée soirée 22.6	Grand échiquier 8.9	Ballet 0.5	Football 6.8	Autopsie crime 21.1	Libre et change 1.1
22 h 44	39.5	Super sexy 18.4	Grand échiquier 6.3	Elections 2.1	Bono 2.6	Loi Los Angeles 8.9	Libre et change 1.1

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 avril à 0 heure et le vendredi 15 avril à 24 heures.

Les pressions vont baisser progressivement et un régime de Sud à Sud-Ouest s'établira sur notre pays en cette fin de semaine.

La première conséquence sera un redoux généralisé. Il touchera la région Sud-Est plus tardivement.

Les nuages deviendront plus nombreux. Les épisodes pluvieux seront malgré tout entrecoupés de belles périodes ensoleillées.

Vendredi : Du soleil mais les nuages vont arriver par l'Ouest.

La matin sur la côte atlantique les rares nappes de brouillard laisseront place aux éclaircies. Des côtes de la Manche aux Pyrénées et au Languedoc alternance de nuages et d'éclaircies. Les régions plus à l'est bénéficieront déjà d'un bon ensoleillement. Il y aura quelques nappes de brouillard dans les vallées.

Les températures minimales seront encore légèrement négatives sur le Nord-est. Elles seront entre 2 et 4 degrés sur les autres régions de l'intérieur et entre 6 et 8 degrés sur les côtes.

L'après-midi sur la majeure partie du pays beau temps ensoleillé avec quelques bancs *de nuages élevés. Mais la* Bretagne et du Cotentin au pays basque le ciel deviendra rapidement très nuageux et il y aura des averses orageuses locales.

Les températures maximales seront entre 14 et 17 degrés sur la moitié Nord, *entre 18 et 24 degrés sur la moitié Sud.*

Samedi : Les bancs de nuages élevés que l'on observera le matin sur le Massif Central, la Bourgogne, la Champagne et les Ardennes se désagrégeront en cours de journée.

Sur toutes les autres régions, le soleil se sera déjà installé dès le matin.

Cependant une zone nuageuse et faiblement pluvieuse recouvrira rapidement la Bretagne et gagnera dans la journée la Vendée, la Normandie, le Bassin parisien et le Nord.

Sur le Sud-Est, le temps frais et sec persistera. Températures minimales 3 à 5 degrés sur la moitié Est, 6 à 8 degrés dans la moitié Ouest, 8 à 10 degrés dans le Midi.

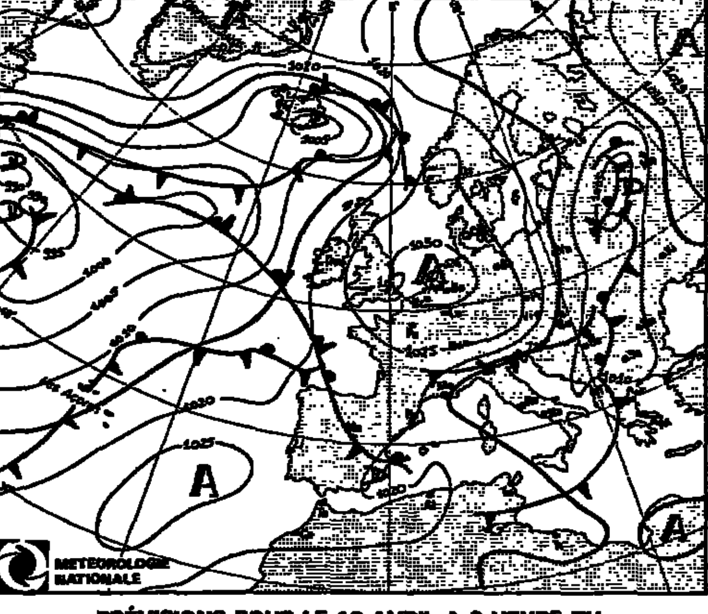
Températures maximales : 16 à 21 degrés du Nord au Sud.

Dimanche : Les nuages seront abondants le matin des Pyrénées au Centre et à la région Nord. Les quelques précipitations éparses cesseront rapidement. Ces nuages se déchireront en gagnant la Lorraine, la Bourgogne et la vallée du Rhône et de belles éclaircies apparaîtront.

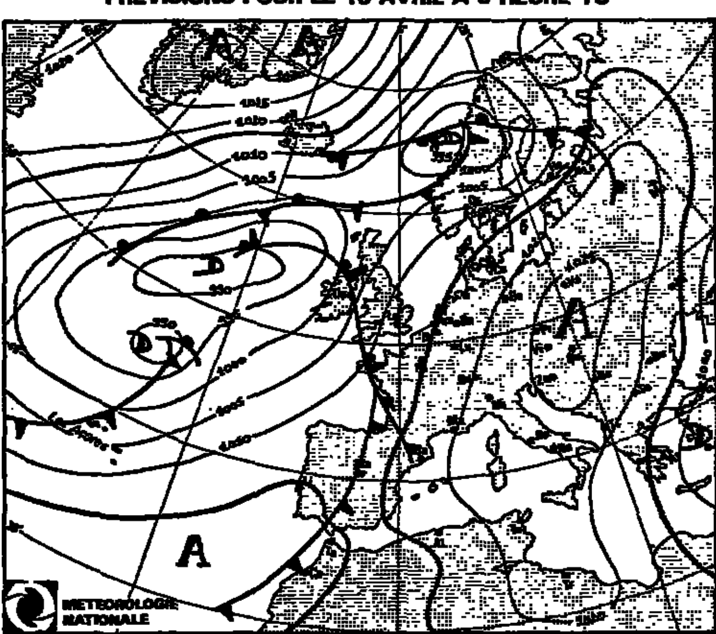
Ailleurs, temps chaud et bien ensoleillé. Aggravation pluvieuse el soir en Bretgne.

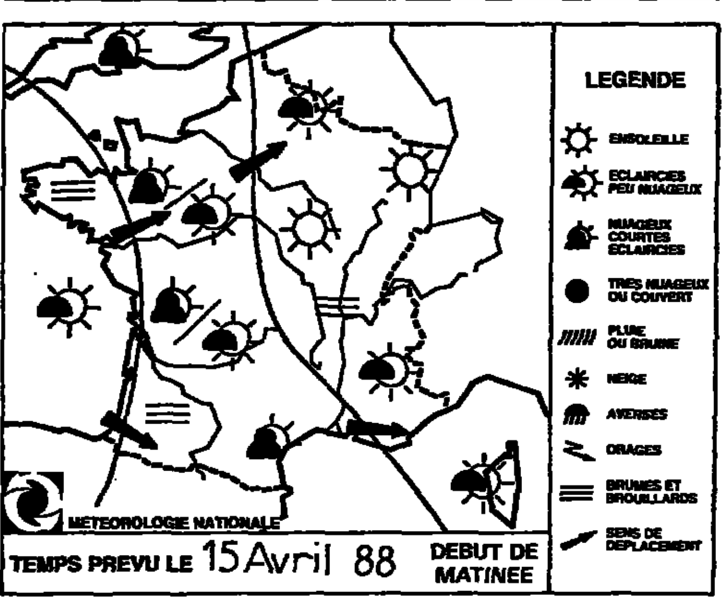
Températures en hausse de deux degrés.

SITUATION LE 14 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-4-1988 à 6 heures TU et le 13-4-1988 à 6 heures TU — le 14-4-1988

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	15	5	D
BIARRITZ	15	7	N
BORDEAUX	17	5	B
BOURGES	12	2	D
BREST	15	7	C
CAEN	10	0	N
CHERBOURG	8	3	C
CLERMONT-FERR.	15	7	C
DIJON	14	2	D
GRENOBLE St-M-H	16	8	C
LILLE	10	-1	D
LIMOGES	14	4	D
LYON	17	6	C
MARSEILLE-MAR.	18	7	D
NANCY	10	-2	D
NANTES	15	5	D
NICE	17	11	D
PARIS-MONTS.	11	4	D
PAU	18	5	N
PERPIGNAN	20	11	D
RENNES	16	4	D
ST-ÉTIENNE	15	64	D
STRASBOURG	10	0	N
TOURS	14	1	N
TOULOUSE	15	6	D
POINTE-A-PITRE	31	22	D

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	23	12	D
AMSTERDAM	10	-1	N
ATHÈNES	21	14	C
BANGKOK	31	25	C
BARCELONE	20	9	N
BELGRADE	16	4	P
BERLIN	9	-2	D
BRUXELLES	10	0	D
LE CAIRE	25	13	D
COPENHAGUE	9	4	D
DAKAR	27	21	D
DELHI	39	25	D
DJERBA	21	15	N
GENÈVE	14	3	C
HONGKONG	22	18	C
ISTANBUL	14	5	N
JÉRUSALEM	19	8	N
LISBONNE	18	15	C
LONDRES	11	1	D
LOS ANGELES	23	14	D
LUXEMBOURG	8	-1	D
MADRID	19	9	B
MARRAKECH	32	15	D
MEXICO	24	10	B
MILAN	17	7	B
MONTRÉAL	14	-1	C
MOSCOU	7	3	C
NAIROBI	26	17	N
NEW-YORK	13	3	D
OSLO	7	-4	D
PALMA-DE-MAL.	25	9	D
PÉKIN	21	9	D
RIO-DE-JANEIRO	32	23	P
ROME	18	8	D
SINGAPOUR	33	25	C
STOCKHOLM	7	-3	D
SYDNEY	23	15	D
TOKYO	18	13	N
TUNIS	25	14	N
VARSOVIE	15	0	N
VENISE	17	8	B
VIENNE	14	2	D

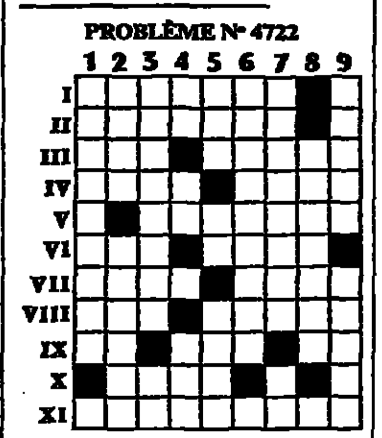
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 4722



HORIZONTALEMENT

I. Commence à venir avant que l'on soit rendu. – *II. Ouvrage de* défense. – III. Où il ne saurait y avoir anguille sous roche. A fait une promenade tout en travaillant. – IV. N'y entrent pas que les majeurs. Se placent près de la fourchette. – V. Le feu y fit de nombreuses victimes. – VI. Tel que cela ne peut pas être tiré par les cheveux. Rendit moins sévère. – VII. Maints chalands y passent. Empêche de rouiller. – VIII. A donc fait cesser le travail. Il en est un qui en a fait tout un drame. – IX. Qui permet d'être bien vu parce qu'ayant été revu. Peuvent se faire en tricotant. Préfixe. – X. Ne manque pas de couleurs. – XI. Pour celui qui a décidé de ne pas se laisser abattre.

VERTICALEMENT

1. N'opèrent pas à froid. – 2. Favorise l'apparition de nuages. Inspire le respect. – 3. Il serait souhaitable de la passer au peigne fin. En moins. – 4. Vit très longtemps mais ne fait pas de vieux os. « Eclats » de vitre. Dépense beaucoup en faisant les courses. – 5. Est à l'origine de certains éclats. Est conçu afin que le meilleur gagne. Peut, malgré tout, voir les choses en grand. – 6. Etaient visibles sur certaines ordonnances. – 7. Apportent du nouveau. A *parfois tapé fort*. – 8. Famille dont plusieurs membres se sont intéressés à la religion. – 9. Offre la possibilité d'entrer dans la danse. Couleur d'une pomme.

Solution du problème no 4721

Horizontalement

I. Collision. – II. Opiomane. – III. Utérin. Tu. – IV. Té. Atala. – V. Usina. – VI. Téter. – VII. Implicite. – VIII. Eau. Oô. An. – IX. Rirons. Le. – X. En. Sée. – XI. Soldeurs.

Verticalement

1. Couturière. – 2. Optes. Mains. – 3. Lie. Impur. – 4. Loran. Oil. – 5. Imitation. – 6. Sana. Ecosse. – 7. In. Loti. Eu. – 8. Œta. Etaler. – 9. Frêne.

GUY BROUTY.

SUR MINITEL

Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, *province, étranger*
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

مكبر من الاصل

Médecine

Un décret fixe l'organisation de nouvelles spécialités médicales

Des arrêtés à paraître les jours prochains, en application du décret du 7 avril fixant l'organisation du troisième cycle des études médicales, vont modifier la liste des diplômes d'études spécialisées et d'études spécialisées complémentaires (DESC) institués par la loi de 1982 et des textes réglementaires de 1984.

Au sein des quatre disciplines (spécialités médicales, spécialités chirurgicales, biologie médicale, psychiatrie) qui remplacent le système complexe des filières et options, sont érigées en spécialités nouvelles à part entière et donc à exercice exclusif : l'hématologie clinique, la médecine nucléaire, l'oncologie, la chirurgie vasculaire et la chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique. Deviennent des DESC, la chirurgie pelvienne féminine, la gériatrie, la médecine légale et expertises médicales, la pharmacologie clinique et évaluation des thérapeutiques. Par ailleurs, créées en 1985 puis mises en sommeil, les capacités réapparaissent afin de combler les vides entre médecine générale et médecine spécialisée. Accessibles aux généralistes et aux spécialistes, en deux ans à temps partiel, elles sont du nombre d'une dizaine (médecine du sport, urgences, catastrophes...)

Tous ces diplômes nationaux sont la conséquence de la prise en compte universitaire d'une médecine hyperspécialisée. La reconnaissance de la chirurgie esthétique au sein de la chirurgie plastique et reconstructrice devrait permettre en outre d'assainir une profession pour laquelle le conseil de l'ordre hésitait à sévir.

DÉFENSE

Le contre-amiral Jean Bergot commandera les forces armées de Polynésie

Le conseil des ministres du 13 avril a nommé, sur proposition de M. André Giraud, ministre de la défense, le contre-amiral Jean Bergot au poste de commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, commandant le centre d'expérimentation du Pacifique et commandant la zone maritime du Pacifique.

[Né le 31 août 1933 à Cannes (Alpes-Maritimes), le contre-amiral Jean Bergot, est ancien élève de l'Ecole navale (1953). Dès l'obtention de son diplôme, il embarque sur le croiseur-école *Jeanne-d'Arc*, qu'il quittera pour le *Dumont d'Urville*, puis le *Francis-Garnier*. A partir de 1959, il se spécialise dans les problèmes de détection et d'interception. A ce titre, il occupera de 1961 à 1966 les fonctions d'adjoint, puis de chef de groupe de veille et d'officier d'interception et de détection du porte-avions *Clemenceau*, de chef du service détection du croiseur-école *Jeanne-d'Arc* et de l'escorteur d'escadre *Bouvet*. En 1967, il est élève de l'Ecole supérieure de guerre navale, où il obtient, en 1969, le brevet d'études militaires supérieures. Il devient alors chef de la section organisation et du service de détection à l'état-major du vice-amiral commandant l'escadre de Méditerranée. Après avoir commandé *le Provençal* et occupé le poste de chef de la section recrutement au bureau des officiers de la direction du personnel militaire de la marine, il devient en 1975 chef d'état-major du contre-amiral commandant les forces maritimes dans l'océan Indien. Un an plus tard, il commande le *Kersaint* avant de devenir adjoint mer du chef du bureau des études générales de l'état-major des armées. En 1981, il est nommé au commandement du croiseur lance-missiles *Colbert*, qu'il quittera en juin 1983 pour occuper les fonctions d'adjoint marine à l'état-major particulier du président de la République.]

SPORTS

● **BOXE : championnat d'Europe des coq.** – L'Italien Vincenzo Belcastro, âgé de vingt-sept ans, a ravi le titre européen des coq au Français Fabrice Bénichou, qui a été mis KO par une droite à la mâchoire à la troisième reprise. Cette défaite inattendue subie le 13 avril à Gênes, est un coup d'arrêt dans la carrière de Bénichou qui aurait dû s'attaquer, le 10 juillet, au titre mondial (IBF) détenu par l'Américain Kelvin Seabrooks.

● **FOOTBALL : championnat d'Europe espoirs.** – En demi-finale aller du championnat d'Europe espoirs (moins de vingt et un ans), l'équipe de France a battu, le mercredi 13 avril à Besançon, l'équipe d'Angleterre, 4-2. Cet avantage sera peut-être insuffisant pour assurer la qualification à la finale dans deux semaines à Londres. Toutefois, les attaquants français, Eric Cantona et Stéphane Paille, ont réussi dans le dernier quart d'heure une démonstration d'adresse et d'audace qui avait déjà permis d'éliminer les Italiens en quarts de finale.

∴

Les footballeurs professionnels italiens ont annulé la grève qu'ils avaient envisagée pour le dimanche 17 avril afin de protester contre l'augmentation du nombre de joueurs étrangers dans le *calcio*.

● **DOPAGE : l'uniformisation des dispositions de lutte en France.** – Le conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) a approuvé, le mercredi 13 avril, le projet d'uniformisation des dispositions de lutte contre le dopage que lui a soupmis le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Outre une unification des sanctions et des produits interdits, ce texte prévoit que les contrôles peuvent être faits à tout moment de la compétition et de l'entraînement. Il comporte également la constitution en groupement d'intérêt public (GIP) du laboratoire Lafarge, agréé par le Comité olympique international (CIO) pour le dépistage du dopage.

● **TENNIS : tournoi de Nice.** – Cinq joueurs français se sont qualifiés le 13 mars pour les huitièmes de finale du tournoi de Nice, doté de 150 000 dollars, la meilleure performance étant à mettre au compte de Jérôme Potier (122e mondial), qui a éliminé l'Américain Jimmy Arias (46e mondial), tête de série nº 4 (6-2, 6-4). Le prochain adversaire de Potier devait être Thierry Tulasne, vainqueur de Tarik Benhabilès (7-5, 7-6).

● **CYCLISME la Flèche wallonne.** – La valeur de Rolf Golz était connue. Le jeune coureur de l'Allemagne de l'Ouest – est âgé de vingt-cinq ans – avait, en effet, remporté l'an dernier le Tour du haut Var ainsi que la Ruta del Sol en Espagne et une étape du Tour de France sous l'orage à Blagnac. Il a brillamment confirmé ses qualités athlétiques en gagnant, le mercredi 13 avril, la Flèche wallonne, disputée sur 242 kilomètres d'un parcours accidenté, entre Spa et Huy. Golz s'était classé troisième de la même épreuve en 1987, et c'est la première fois qu'un Allemand inscrit son nom au palmarès de la classique belge.

Le coureur d'outre-Rhin a distancé ses suivants immédiats, l'Italien Moreno Argentin, le Néerlandais Steven Rooks et le Français Charly Mottet – récent vainqueur du Tour du Vaucluse et auteur de l'échappée décisive – d'une minute au cours des douze derniers kilomètres.

Laurent Fignon a abandonné.

J. A.

Le Carnet du Monde

Naissances

– François et Marie-Hélène BEAUJOLIN, Rachel et Céline, sont heureux d'announcer la naissance de

Lucas,

à Paris, le 5 avril 1988.

– M. et Mme Jean DORCHIES ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathilde

chez leur fille Michèle et Philippe LÉON,

le 15 mars 1988, à Talence (Gironde),

et le mariage de leur fille,

Françoise avec **M. Jean-Christophe ZMARZLY,**

célébré le 2 avril 1988, en l'hôtel de ville de Valence (Drôme).

21, avenue du Commandant-Mesnard, 49240 Avrillé.

Décès

– Le Relecq-Kerhuon. Rennes. Paris.

Mme Jeanne Bizien,
Mme Amélie Bizien,
ses belles-sœurs,
Sa filleule,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

médecin général (e.r.) Pierre BIZIEN,

commandeur de la Légion d'honneur,

survenu en son domicile, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 14 avril 1988, en l'église du Relecq-Kerhuon.

M. et Mme Marcel Thoby,
8, rue de la Marne,
29219 Le Relecq-Kerhuon.

– L'équipe de direction,
Le personnel,
Les étudiants de l'Institut Parmentier, Centre de formation d'éducateurs spécialisés,
ont le regret de faire part du décès, en date du mardi 12 avril 1988, du

chanoine BARTHELEMY,
fondateur de l'Institut.

Institut Parmentier,
145, avenue Parmentier,
75010 Paris.

– Toute sa famille et ses amis ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Charles-H. BOURUET AUBERTOT,

survenu brutalement, le 10 avril 1988.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église de Réville (Manche). Il est inhumé près de son père.

2, rue de Messine,
75008 Paris.

– M. Robert Delerive,
ses enfants et petits-enfants,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert DELERIVE,
née Germaine Vanheye,

survenu le 9 avril 1988.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

14, rue Gustave-Zédé,
75016 Paris.

– Ses enfants,
M. Pierre Ledoux et Mme,
née Agnès Détrie,
Ses petits-enfants,
Christian, Bruno, Ariane,
Les familles parentes et alliées,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Albert LEDOUX,
ministre plénipotentiaire,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le dimanche 10 avril, à Saint-Léger-en-Yvelines.

Le service religieux sera célébré le 15 avril, à 14 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris (16e).

Ni fleurs ni couronnes.

– M. Gilles Leroy,
son fils,
Ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Eliane LEROY-MESNY,

survenu le 9 avril 1988, à l'âge de cinquante ans.

19, rue des Chaufouriers,
75019 Paris.

– Mme Bernard Pollak
et ses enfants,
Mme Pierre Pollak,
M. et Mme Robert Jante,
M. et Mme Jean-Claude Poulain
et leurs enfants,
Mme Alain Gaston-Dreyfus,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Hinstin et Pollak,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort de

Bernard POLLAK,

survenue le 11 avril 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le 13 avril dans l'intimité.

298, rue Lecourbe,
75015 Paris,
48, rue Desbordes-Valmore,
75016 Paris.
24480 Le Buisson de Cadouin,
31, rue de Passy,
75016 Paris,
9, avenue du Maréchal-Maunoury,
75016 Paris.

– Le président du conseil d'administration,
Le conseil d'administration,
Denise Weill,
Les directeurs et les équipes du CEREP,
ont la douleur de faire part du décès de

Andrée WEISS,
membre du conseil d'administration,
ancienne directrice administrative.

APPTMPP - CEREP,
50-56, rue du Faubourg-Poissonnière,
75010 Paris.
20, boulevard Jourdan.
75014 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Anniversaires

– Il y a six ans, le 15 avril 1982, disparaissait à l'âge de cinquante-cinq ans,

Francis COMBE,

député au Parlement européen,
président des chambres de métiers de France,

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

Communications diverses

– Cercle Bernard Lazare, samedi 16 avril, à 20 h 30. Invité : Pierre Birnbaum, sociologue, professeur de sciences politiques à Paris-I, pour son ouvrage « la République juive, de Léon Blum à Mendès France », éditions Fayard, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

Soutenances de thèses

– Université Paris-XI Sceaux, le vendredi 15 avril, à 10 heures, salle d'audiovisuel, M. Ehui-Bruno Koffi : « Essai sur l'origine du concept et du rôle des ONG européenes et africaines (euro-africaines) dans le développement en Afrique subsaharienne de la colonisation à nos jours ».

– Université Paris-V René-Descartes, le samedi 16 avril, à 10 heures, salle H. Leduc, 45, rue des Saints-Pères, Mme Christiane Capron : « Analyse des différences entre enfants issus de milieux contrastés pour des indicateurs du développement cognitif par la méthode des adoptions ».

– Université Paris-V René-Descartes, le mardi 19 avril, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Jean Capron : « Le pouvoir villageois. Essai sur le système politique des populations Bwa (Mali - Burkina-Faso) ».

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 20/08/87)

Le numéro 678402 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchants à la centaine de mille : 078402, 178402, 278402, 378402, 478402, 578402, 778402, 878402, 978402 gagnent 40 000,00 F

Les numéros approchants aux : Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
608402	670402	678002	678412	678400	10 000,00 F
618402	671402	678102	678422	678401	
628402	672402	678202	678432	678403	
638402	673402	678302	678442	678404	
648402	674402	678502	678452	678405	
658402	675402	678602	678462	678406	
668402	676402	678702	678472	678407	
688402	677402	678802	678482	678408	
698402	679402	678902	678492	678409	

Tous les billets se terminant par		gagnent
	8402	4 000,00 F
	402	400,00 F
	02	200,00 F
	2	100,00 F

LOTO Nº 15 TIRAGE DU MERCREDI 13 AVRIL 1988 : 4 11 16 35 36 38 – numéro complémentaire : 40

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 20 ET SAMEDI 23 AVRIL 1988 VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

88 TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 13 AVRIL 1988 30e

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du SUPER GROS LOT ne prévoit aucun cumul (J.O. du 23/12/87)

Le numéro 071545 gagne 10 000 000,00 F

Le numéro approchant à la centaine de mille 171545 gagne 1 000 000,00 F

	Numéros	Sommes gagnées		Numéros	Sommes gagnées
numéros approchants aux dizaines de mille	001545 011545 021545 031545 041545 051545 061545 081545 091545	50 000,00 F	numéros approchants aux dizaines	071505 071515 071525 071535 071555 071565 071575 071585 071595	50 000,00 F
numéros approchants aux mille	070545 072545 073545 074545 075545 076545 077545 078545 079545	50 000,00 F	numéros approchants aux unités	071540 071541 071542 071543 071544 071546 071547 071548 071549	50 000,00 F
numéros approchants aux centaines	071045 071145 071245 071345 071445 071645 071745 071845 071945	50 000,00 F	numéros approchants aux centaines et dizaines de mille	101545 111545 121545 131545 141545 151545 161545 181545 191545	20 000,00 F

Tous les billets se terminant par		gagnent
	545	2.000,00 F
	45	400,00 F
	5	200,00 F

Tous les billets ne bénéficiant d'aucun autre lot mais portant la terminaison 3 gagnent 200,00 F

SUPER GROS LOT

88 TIRAGE DU MERCREDI 13 AVRIL 1988 29e



SOMMAIRE

Réuni à Washington

Le groupe des Sept réaffirme sa volonté de stabiliser le dollar

Sans surprise, le communiqué publié à l'issue de la réunion du Groupe des 7 à Washington, le mercredi 13 avril, a laissé les marchés financiers sur leur faim. Nul n'attendait de décision spectaculaire, mais, sur le marché des changes, certains escomptaient un engagement plus vigoureux à défendre les parités actuelles. Vaguement déçus, les opérateurs attendaient de connaître, en début d'après-midi, le jeudi 14 avril, les résultats du commerce extérieur américain de février pour se prononcer.

Après les 12,4 milliards de dollars de déficit enregistré en janvier, les cambistes s'attendaient à une poussée de fièvre sur le dollar au cas – improbable – où le solde négatif tomberait en dessous de la barre fatidique des 10 milliards, à une dégringolade au cas où les 13 milliards étaient franchement dépassés. En attendant, le billet vert s'effritait un peu lors des premiers échanges de la matinée en Europe pour s'inscrire à 1,6910 DM, contre 1,6940 la veille à New-York, 126,10 yens contre 126,40, et 5,7350 F contre 5,7450. Une illustration de l'attentisme des marchés.

WASHINGTON
correspondance

Réunis pour la première fois depuis le krach boursier du 19 octobre, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés (1) se sont déclarés satisfaits des effets positifs de leurs engagements, renouvelés le 22 décembre, sur leurs économies respectives et le fonctionnement du *système monétaire* international. Durant leur rencontre du mercredi 13 avril ils ont souligné l'amélioration de la croissance *économique de l'Allemagne* fédérale, de la réduction de l'excédent commercial du Japon et les progrès accomplis par les Etats-Unis vers la réduction des déficits budgétaire et commercial.

« Le processus d'amélioration continue », a affirmé le ministre français de l'économie, M. Edouard Balladur, lors d'une conférence de presse. Selon lui, les perspectives d'une croissance persistante et d'un faible taux d'inflation confirment la validité de la concertation à sept qu'il convient de poursuivre et de renforcer. A cet effet, les ministres ont décidé de créer un nouvel instrument de surveillance de leurs économies, à savoir un indicateur sur les prix des matières premières. D'ici à l'assemblée annuelle du FMI, à l'automne, les experts auront déterminé quelles matières premières figureront dans cet indicateur. L'or en serait une, comme l'avait souhaité M. Baker, secrétaire au Trésor, dès septembre 1987 et en dépit des réticences allemandes. Pour rassurer leurs partenaires, les Américains ont précisé que l'indicateur aura pour objectif *exclusif* de mieux suivre la conjoncture et non de redonner à l'or un rôle directeur dans la politique monétaire.

Dans leur communiqué *(voir ci-contre)*, les membres du G 7 réaffirment leur volonté de maintenir la stabilité du dollar, bref de continuer à *intervenir, s'il le faut, sur les marchés* des changes. *« Un nouveau déclin du dollar serait contre-productif »*, réaffirment-ils, comme *en décembre dernier. Une hausse* excessive du dollar pouvant déstabiliser l'économie mondiale leur paraît tout aussi dangereuse si un renversement de tendance intervenait. A l'égard des pays endettés du tiers-monde, les ministres continuent d'exclure un processus global d'allégement du fardeau de la dette. L'assistance des pays industrialisés doit se faire *« cas par cas »*, la *« seule méthode viable et réaliste »*, selon M. Baker.

Ce soutien, conditionnel, s'est une fois de plus accompagné d'un appel aux « nouveaux pays industriels », encore officiellement rangés sous la bannière du tiers-monde, pour qu'ils assurent de plus larges responsabi*lités* dans la recherche de meilleurs équilibres commerciaux dans le monde. Ainsi, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hongkong sont invités à laisser leurs monnaies s'apprécier par rapport au dollar pour ne pas soutenir artificiellement un dynamisme commercial qui s'est maintenu en 1987.

Au même moment, le groupe des Vingt-Quatre représentant le tiers-monde soulignait, à Washington, que le problème de l'endettement ne serait pas réglé sans un renversement du transfert de ressources. L'an dernier, ces nations ont transféré à leurs créanciers près de 30 milliards de dollars de plus qu'ils n'en avaient reçu. *Le G 24* demande aux nations industrialisées de se joindre aux banques commerciales ou aux institutions multilatérales dans un effort visant à réduire le volume et le service de la dette. Mais les ministres du G 7 estiment qu'il revient au FMI et à la Banque mondiale de recommander les mesures propres à alléger le fardeau des pays débiteurs.

Selon M. Rüding, président du comité intérimaire du FMI, aucun *« projet grandiose »* n'est envisagé à cet effet. Les ministres du G 7 sont opposés à des mesures globales qui imposeraient des charges aux contribuables des pays créditeurs ou aux institutions internationales. Ils restent favorables à l'esprit du plan Baker, prévoyant de nouveaux prêts attribués en fonction des mesures rigoureuses *prises par les pays* emprunteurs.

Au total, les réunions du 13 avril auront été sans surprise. *Statu quo* sur la dette et renouvellement des engagements monétaires et économiques des sept étaient attendus par les marchés. Le fait que le projet de réforme à long terme du système monétaire international, proposé par M. Balladur, n'ait pas été écarté et doive faire l'objet d'une étude d'ici à la prochaine assemblée annuelle du Fonds, à Berlin l'automne prochain, reste malgré tout très vague. Reste à savoir quel sera l'accueil que les marchés financiers réserveront au communiqué.

HENRI PIERRE.

(1) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada.

Les principaux points du communiqué

Dans leur communiqué final, les ministres et gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept reprennent, point par point, les principaux éléments des engagements pris lors des accords du Louvre de février 1987 et déjà réaffirmés dans un communiqué le 22 décembre dernier :

« Dans le cadre de leurs efforts continus de renforcement de la coordination, ils ont convenu de mettre au point un indicateur des cours de matières premières comme instrument supplémentaire d'analyse afin de l'inclure dans la série d'indicateurs existant déjà. Dans ce contexte, ils ont convenu d'examiner des moyens d'améliorer encore le fonctionnement du système monétaire international et du processus de coordination.

» Passant en revue les développements économiques et financiers depuis leur déclaration du 22-23 décembre 1987, ils ont noté que leur coopération renouvelée a fourni une base à des améliorations de leurs économies. Ils ont réaffirmé la validité des orientations et des engagements de politique avancés dans cette déclaration qui contribuent au maintien de la croissance avec une inflation peu élevée. De plus, ils ont accueilli avec satisfaction les signes supplémentaires selon lesquels la correction des déséquilibres extérieurs a commencé, ainsi que la stabilité croissante des taux de change. Ils ont également convenu qu'une plus grande attention sera accordée à des réformes structurelles.

» Ils ont réaffirmé qu'une fluctuation excessive des taux de change, une baisse supplémentaire du dollar, ou une hausse du dollar à un niveau tel que le processus d'ajustement serait enrayé, pourraient être contreproductives, car elles détérioreraient les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

» Ils ont souligné à nouveau, leur intérêt commun pour des taux de change plus stables de leurs monnaies (...) et ont convenu de coopérer étroitement sur les marchés des changes.

» Les autres pays ont également des responsabilités pour soutenir le processus d'ajustement mondial. » En particulier les nouveaux pays industriels doivent *« accepter une plus grande responsabilité »* pour (...) *« corriger les déséquilibres mondiaux des paiements courants. A cette fin, ils les ont appelés à continuer à prendre des mesures pour réduire les barrières commerciales et permettre à leurs monnaies de refléter complètement la vigueur de leurs économies.*

» Les ministres et les gouverneurs ont souligné leur forte opposition à des mesures protectionnistes comme moyens de résoudre les déséquilibres mondiaux. »

» Ils ont réaffirmé *« leur soutien entier à la stratégie actuelle « cas par cas » de la dette comme seul traitement viable et réaliste pour résoudre les problèmes de la dette internationale »*, mais restent opposés *« aux propositions de pardon général de la dette qui transfèrent les risques du secteur privé sur les institutions internationales ou les gouvernements créanciers ».*

Économie

Les réunions de printemps du FMI à Washington

Prévisions douces-amères

En arrivant à Washington, les participants aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale avaient en main les dernières prévisions du Fonds. Avec un peu plus de recul que les experts de l'OCDE, dont les dernières prévisions, en décembre 1987, péchaient par la proximité du krach boursier d'octobre, les auteurs du rapport présentent une situation douce-amère où les signes encourageants le disputent aux mises en garde sur la vulnérabilité de la conjoncture.

La croissance du second semestre 1987, plus vigoureuse que prévu, a permis d'amortir le choc de l'effondrement des places boursières. Ce dernier – à quelque chose malheur est bon – limite cette année encore les risques de résurgence de l'inflation. Mais les déséquilibres, à l'origine des tensions sur les marchés, demeurent. Certes, des corrections sont intervenues. La relative stabilité des changes depuis le début de 1988 masque une dépréciation du dollar de quelque 10 % en termes réels depuis février 1987 et de 40 % depuis le début de 1985. Ce mouvement, qui correspond pour le yen à une réévaluation de 30 % en deux ans vis-à-vis de la devise américaine et de 20 % pour le mark, s'est répercuté sur les balances des paiements courants des trois principales puissances économiques.

En deux ans, les exportations américaines ont progressé de 20 % en volume, alors que celles du Japon et de la RFA se tassaient. En valeur toutefois, les progrès restent lents à passer dans les chiffres, biaisés dans un premier temps par le renchérissement, en dollars dévalués, des importations américaines. Ce phénomène, prévisible, est aujourd'hui amplifié par la vigueur persistante de la consommation aux Etats-Unis où la croissance pourrait atteindre, comme l'an dernier, 2,9 % alors qu'elle s'annonce faible (1,7 %) en RFA.

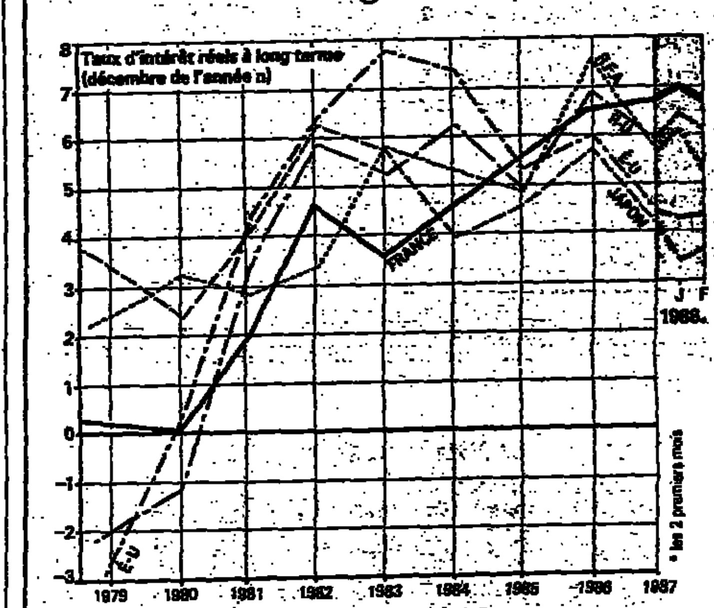
C'est bien là que le bât blesse. Si les Japonais se voient, une fois de plus, félicités pour leur politique de relance (l'expansion devrait se maintenir cette année à 4,1 %), Américains et Allemands ont, de l'avis du FMI, insuffisamment joué le jeu de l'ajustement de leurs demandes internes. En l'absence de nouvelles réductions du déficit budgétaire aux Etats-Unis et d'un effort de relance en RFA, les déséquilibres diminueront trop lentement pour rendre crédibles les engagements du groupe des sept. A l'horizon de 1989, le déficit américain serait encore de 2,6 % du PNB, l'excédent japonais de 2,5 % et celui de la RFA de 3,1 %. La contrepartie de tels écarts est jugée « insoutenable » : les Etats-Unis deviendraient débiteurs nets à hauteur de 14 % de leur PNB, alors que le Japon serait en position de créditeur net pour près de 16 % de son PNB, la RFA parvenant même à 19 %. Un signal d'alarme de plus contre les dangers de tout immobilisme.

PRINCIPALES ESTIMATIONS

	1986	1987	1988	1989
Croissance mondiale	3,2	3 (2,8)	3 (3,1)	3
Pays industriels	2,7	3,1 (2,4)	2,8 (2,6)	2,6
Pays en développement	4,1	3,1 (3,3)	3,7 (4,1)	3,9
Pays de l'Est non membres du FMI	4,1	2,4 (3,6)	3,4 (3,6)	3,4
Commerce industriel (en volume)	4,6	4,9 (3,4)	5,5 (4,4)	4,3
Inflation				
Pays industriels	3,4	2,9 (3,1)	3 (3,3)	3,1
Pays en développement	29,9	40,3 (35,9)	46,7 (23,4)	23,6

(Entre parenthèses les prévisions établies en octobre 1987.)

Tension sur les taux d'intérêt à long terme



La baisse des taux d'intérêt s'est terminée avec l'année 1987. La stabilité des taux à court terme, domaine privilégié d'intervention des pouvoirs publics, contraste singulièrement avec les tensions qui se font jour, depuis quelques semaines, sur les taux à long terme, où les marchés font la loi. Autant les gouvernements ont prouvé leur détermination à jouer le jeu de la concertation en maintenant des taux d'escompte plus élevés aux Etats-Unis qu'au Japon ou en RFA pour soutenir le dollar, autant les taux longs ont reflété la nervosité des marchés financiers. Ces derniers, désormais inquiets à l'idée d'un retour de l'inflation outre-Atlantique, donnent libre cours à des anticipations pessimistes – relèvement des taux courts et baisse des cours du marché obligataire – brouillant un peu plus les cartes.

Au total, taux courts et taux longs semblent aujourd'hui beaucoup plus déconnectés que par le passé. Un sujet de préoccupation pour le G 7, déjà soucieux de voir les marchés financiers et des changes s'entraîner mutuellement et surréagir sur la base d'anticipations parfois contradictoires. La volonté de casser de telles spéculations explique notamment l'insistance du gouvernement américain à concrétiser la proposition du secrétaire au Trésor américain, M. James Baker : adjoindre à la panoplie d'indicateurs dont le G 7 s'est doté pour surveiller l'évolution de leurs économies un indice des matières premières, dont l'or. En conjuguant l'évolution de produits de base aussi volatiles que le pétrole et d'autres plus stables comme le métal jaune, M. Baker espère pouvoir donner aux marchés une image « lissée » et plus exacte des mouvements des produits de base, censés annoncer celui de l'inflation.

TRANSPORTS

Des pilotes et mécaniciens d'Air France et d'UTA en grève les 19 et 20 avril

Le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) appellent les personnels d'Air France, d'UTA et d'Air Inter à faire grève, le mardi 19 et le mercredi 20 avril. Ils veulent exprimer ainsi leur refus de la réforme des licences et formations des pilotes préparée par la direction de l'aviation civile.

Ce mouvement s'ajoutera aux mots d'ordre de grève lancés par les syndicats SNPL, SNPNAC et FO à Air Inter, où le conflit concerne soit la composition des équipages de l'Airbus A-320, soit les conditions de salaires et de travail. Le trafic des compagnies concernées devrait être affecté par cette cascade d'arrêts de travail.

● **Les Belges construiront 2,6 % du programme Airbus A-330 et A-340.** – Un accord de participation de la société aéronautique belge Belairbus (SONACA, ASCO et Watteeuw) au programme A-330 et A-340 d'Airbus Industrie a été signé le 13 avril à Toulouse en présence du premier ministre belge. Belairbus, qui construit déjà une part des Airbus A-310 et A-320, fabriquera les bords d'attaque des ailes des deux futurs modèles du consortium européen. La participation de Belairbus représentera environ 2,6 % du programme et environ 600 millions de dollars entre 1991 et 2005.

Fin du contentieux entre les Européens et la Chine à propos des locomotives

Alsthom annonce le règlement du contentieux qui opposait, depuis un an, un consortium européen regroupant la société française, les allemands AEG et Siemens, le suisse BBC et le belge ACEC aux autorités chinoises à propos de cent cinquante locomotives électriques doubles, d'un coût total de 2,3 milliards de francs.

La Chine avait interrompu, en avril 1987, la réception de ces motrices destinées à assurer le transport du charbon entre Datong et Pékin. Elle se plaignait du fonctionnement défectueux de certains organes électriques, comme les réducteurs et les convertisseurs. Les autorités chinoises ayant interdit, dans un premier temps, aux techniciens européens de se rendre sur place pour remédier aux pannes, certains observateurs en tiraient la conclusion que la Chine, à cours de devises, cherchait par là à gagner du temps et de l'argent.

Au terme de l'accord, des modifications ont été effectuées sur les locomotives et un « geste amical », d'un montant non précisé, a été fait par les industriels européens. Les livraisons devraient donc reprendre au mois de mai et s'achever à la fin de cette année.

CONSOMMATION

En RFA

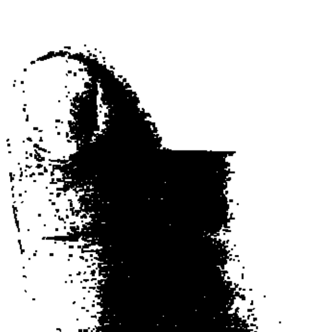
La réglementation des horaires d'ouverture des magasins va pouvoir être modifiée

Les défenseurs de la réglementation ouest-allemande imposant à l'ensemble des magasins du pays sans exception de fermer leurs portes à 18 h 30 en semaine ont perdu une bataille mercredi 13 avril à Bonn.

Les partenaires sociaux et les représentants du gouvernement ont refusé à la majorité une demande des syndicats des employés de commerce de rendre obligatoire une convention collective conclue dans la ville-Etat de Hambourg (nord du pays). Cette convention, devenue de ce fait caduque, prévoyait le maintien de la fermeture des magasins à 18 h 30 en semaine, même en cas de modification de la législation.

Le gouvernement fédéral a désormais le champ libre pour préparer son projet d'assouplissement de la législation qui impose également la fermeture des magasins la plupart des samedis après-midi et le dimanche. Le gouvernement souhaite autoriser l'ouverture un soir par semaine pour les commerçants et grands magasins qui le souhaitent.

La loi ouest-allemande a été fréquemment critiquée à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, où on lui reproche de freiner la consommation et donc la croissance économique en RFA.



Économie

SOCIAL

La grève dans les usines de la SNECMA compromet la livraison des réacteurs

La grève continue dans les trois principales usines de la SNECMA : Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne), où elle a commencé depuis respectivement les 17, 21 et 23 mars. Selon la direction, 2 500 des 12 000 salariés des trois établissements ont cessé le travail. La grève est reconduite régulièrement par des assemblées générales des grévistes dans chaque établissement.

Mercredi 13 avril, une manifestation, organisée par la CGT dans le cadre d'une journée d'action dans l'aéronautique, a réuni 5 000 personnes selon les organisateurs, 1 200 selon la police, dans le seizième arrondissement de Paris, de la place de l'Alma au siège du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS). La CFDT et le comité de coordination des grévistes (animé notamment par des militants d'extrême gauche avaient appelé à cette manifestation, qui réunissait des salariés de la SNECMA, de filiales comme la SOCHATA et Hispano-Suiza, de l'Aérospatiale et de Dassault-Breguet.

Les grévistes tentent, en effet, depuis une semaine d'élargir le mouvement. M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, qui a rencontré récemment les dirigeants de la SNECMA, a appelé à « amplifier le mouvement ».

Jeudi 14 avril, le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) devait rendre son jugement sur le référé introduit par la direction de la SNECMA contre les délégués CGT et CFDT de Gennevilliers pour entrave à la circulation des personnes et des biens : si le personnel de l'usine circule librement, les moteurs montés ne peuvent sortir ni les approvisionnements entrer.

Dialogue de sourds

La SNECMA n'est pas encore étranglée par le mouvement de grève qui bloque la sortie des moteurs d'avions qu'elle produit, mais le quatrième motoriste mondial, derrière les Américains General Electric, Prat and Whitney et le Britannique Rolls Royce, commence à se faire du souci devant les conséquences d'un mouvement social difficile à cerner.

Pour l'heure, sur les dix-huits établissements de la société, trois seulement sont très touchés par les grèves – Gennevilliers, Melun, Villaroche, – où le pourcentage de grévistes oscille entre 20 % et 25 %. Ailleurs, les arrêts de travail dépassent rarement deux heures, soit la durée des assemblées générales ; à Suresnes même, il n'y aurait même eu aucun débrayage. L'ennui, pour la SNECMA, est que les établissements les plus affectés sont aussi les plus importants en nombre de salariés et surtout par leur place stratégique dans la chaîne de fabrication des réacteurs.

Ceux-ci ne sortent donc plus des usines, et ne sont plus livrés aux clients, parce que leur montage n'est pas achevé ou parce qu'ils n'ont pas été testés au banc d'essai. Cinq réacteurs militaires sont ainsi bloqués ainsi qu'une douzaine de réacteurs civils CFM 56. Cette thrombose concerne aussi une quinzaine de moteurs déjà en service qui sont réparés par la filiale SOCHATA.

Selon la direction de la SNECMA, ces retards n'affectent pas pour l'instant la fabrication des Airbus et des Boeing, que les réacteurs équipent. En effet, un stock de moteurs déjà montés et vérifiés est à la disposition des avionneurs. Toutefois, ces retards donneront inévitablement lieu à des pénalités et à des pertes financières si la grève devait se poursuivre.

La SNECMA vit une situation économique paradoxale, qui explique peut-être le dialogue de sourds persistant entre la direction et les syndicats. Ceux-ci notent que la stratégie industrielle mise en place au début des années 70 par le président de l'époque, M. René Ravaud, a porté ses fruits. En associant à parité la SNECMA à General Electric au sein d'un groupement qui a lancé la famille des réacteurs CFM 56, M. Ravaud a permis au motoriste français de profiter du succès spectaculaire de ce programme, dont quatre mille exemplaires sont déjà vendus. Cette montée en puissance du secteur civil a permis de compenser la chute des commandes militaires et d'attendre la mise au point du réacteur M 88, qui devrait équiper le Rafale. Comment les syndicalistes n'en tireraient-ils pas la conclusion que la direction « peut payer » ?

De son côté, celle-ci fait valoir que les projets civils et militaires en cours de développement coûtent cher. Les filiales SOCHATA (réparations), SEP (propulseurs de fusée), Messier (trains d'atterrissage) et Hispano-Suiza (équipements aéronautiques) ne peuvent compenser ces charges d'investissements qui, pour un seul moteur, peuvent s'étaler sur dix ans sans recettes correspondantes. Il faut mener de pair le M 88 et le développement de la version destinée à équiper le quadrimoteur d'Airbus A-340, et participer au moteur à hélice rapide UDF de General Electric... Tout en faisant face à une absence de fonds propres et en supportant, en 1987, un déficit de 400 millions de francs. La direction, qu'anime le général Bernard Capillon, s'arc-boute sur ces nécessités pour refuser d'aller plus loin dans la voie des concessions salariales aux treize mille cinq cents salariés de la SNECMA.

ALAIN FAUJAS.

Allocations familiales et CEE

Les enfants de la discorde

La France va-t-elle être obligée de verser aux familles de travailleurs originaires d'autres pays de la Communauté économique européenne les allocations familiales au même taux qu'en France, quand leurs enfants n'y résident pas ? C'est le principe établi par un règlement communautaire de 1971, mais la France, qui verse des prestations familiales bien supérieures à celles des autres pays de la CEE, bénéficiait d'une dérogation. Le 15 janvier 1986, à la suite d'un recours introduit par un Italien, M. Pietro Pinna, la Cour de justice européenne avait invalidé ce point du règlement communautaire (*le Monde* du 25 janvier 1986).

En février dernier, dans une proposition aux gouvernements des Douze, la Commission européenne a suggéré de supprimer toute dérogation à la règle. La proposition a été approuvée, mercredi 13 avril, par le Parlement européen de Strasbourg sur le rapport de M. José Barros Moura (communiste portugais). La décision dépend désormais du conseil des ministres des Etats de la Communauté, mais le gouvernement français est évidemment hostile à cette proposition. Huit mille sept cents familles (à 88 % portugaises) avec quelque vingt et un mille enfants étaient concernées à une date récente, et le coût des prestations versées (au taux du pays d'origine) était de 35 millions de francs.

Les quarante ans de FO

Vive la fête et sus aux « clans » !

Les élections au suffrage universel, qu'elles soient sociales ou politiques, jouent parfois des tours aux organisations syndicales.

Force ouvrière est née d'une scission – la troisième – au sein de la vieille CGT, les 18 et 19 décembre 1947. Des grèves violentes – « *insurrectionnelles* », disait-on même – et l'opposition de la CGT au plan Marshall, quelques mois après que Paul Ramadier eut exclu les ministres communistes du gouvernement, avaient précipité la sortie des « *groupes Force ouvrière* » de la centrale, malgré la volonté d'apaisement de Léon Jouhaux, peu tenté par une nouvelle déchirure. FO aurait donc dû fêter ses quarante ans le 18 ou le 19 décembre 1987.

Mais la campagne des élections prud'homales du 9 décembre, à la fois longue, coûteuse et épuisante, dissuada la centrale de se lancer alors dans de telles festivités. La commémoration avait donc été reportée au mercredi 13 avril, à quelques jours de l'anniversaire du congrès constitutif de la CGT-FO, le 18 avril 1948... Manque de chance – ou aubaine ! – la fête tombe en pleine campagne présidentielle.

L'exercice auquel M. André Bergeron s'est livré, le 13 avril, devant plus d'un millier de militants de son organisation au Palais des congrès, à Paris, n'était donc pas sans risques. D'autant que M. Bergeron, qui va quitter ses fonctions en février 1989, était hostile à l'élection du président de la République au suffrage universel, et qu'il n'est pas enthousiasmé par les élections sociales au suffrage universel...

Au Palais des congrès, FO, pourtant si attachée à la tradition, a innové. M. André Bergeron s'est retrouvé comme invité d'une sorte de journal télévisé – présenté par Gérard Morin d'Antenne 2 – de 1947 et 1948. Le secrétaire général de FO était convié à réagir à des événements ayant eu une incidence directe ou indirecte sur la vie de son organisation. On vit et entendit des séquences étonnantes, comme celle où Léon Blum, en annonçant un dispositif anti-inflation, souligne qu'il faut « *dire à la hausse : non, tu n'iras pas plus loin et même tu vas reculer* ». Défilèrent sur l'écran, Pierre Laroque annonçant les premières élections à la Sécurité sociale, Ramadier, de Gaulle, Lucky Luke et Marcel Cerdan, ou encore les pionniers de la création de l'Etat d'Israël.

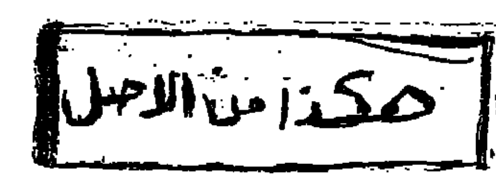
Autant d'évocations qui ont permis à M. Bergeron quelques commentaires savoureux. Il a justifié avec fougue sa défense du « *bas du bulletin de paie* » : « *Si nous ne défendions pas les salaires, nous serions coupables de forfaiture.* » Commentant des travaux sur la crise du syndicalisme faisant apparaître un taux de syndicalisation très faible en France, il a lancé : « *Comment savent-ils ? Personne ne dit la vérité* [sur les effectifs syndicaux], *moi y compris.* » FO est « *autour du million* », précisa-t-il quand même avant d'ajouter : « *Quarante ans après, FO se porte bien. Nous existons. S'il y avait demain des élections à la Sécurité sociale, je pense que nous ferions un score bien meilleur à celui de 1983* ». Qui était de 25,17 %...

Appel à la tolérance

La cérémonie du Palais des congrès s'est classiquement achevée par un discours de M. Bergeron. A moins d'un an de son départ, il s'en est d'abord tenu à un registre traditionnel : « *Dans l'avenir*, a-t-il souligné, *il faudra préserver notre identité originelle* », en s'offusquant que « *l'on en vienne à considérer la défense des acquis comme quelque chose d'un peu honteux* ». M. Bergeron a mis en avant sa volonté de défendre coûte que coûte le SMIC et la Sécurité sociale. Il a rappelé son opposition à l'association capital-travail, aux lois Auroux, à l'autogestion, et s'est prononcé, en se référant à la RFA, en faveur de la réduction de la durée du travail.

Mais c'est la conclusion de M. Bergeron qui a surtout retenu l'attention. Alors que les partisans des deux candidats déclarés – MM. Marc Blondel et Claude Pitous – continuent de s'opposer, parfois durement, dans les débats internes, il a lancé un appel à la tolérance : « *Qu'on préserve l'esprit de tolérance. C'est la reconnaissance pour les autres du droit de penser comme bon leur semble. Quand nous débattons entre nous, il ne faut pas, si quelqu'un exprime une idée différente, qu'il soit considéré comme une sorte d'ennemi. Nous devons rejeter l'idée de clans qui pourraient se constituer les uns contre les autres.* » Pour autant, M. Bergeron n'est pas inquiet pour l'avenir de FO. Il ne faut pas être triste un jour de fête.

MICHEL NOBLECOURT.



هكذا من الأصل

Économie

AFFAIRES

La restructuration mondiale s'accélère

Dynamiques de groupes dans l'agro-alimentaire

Il se passe tous les jours quelque chose dans l'industrie agro-alimentaire mondiale. Après la vente de Poulain et Banania à Cadbury et Corn Product Corp., le passage de Martell sous l'étiquette canadienne de Seagram et l'accommodation forcée de Lesieur à la sauce italienne de Ferruzzi, d'autres manœuvres d'envergure entrent dans leur phase de dénouement, qui ont pour cible Buitoni, Bénédictine et le Britannique Rowntrée.

L'homogénéisation des goûts et des modes de consommation d'un point à l'autre de la planète, la nécessité pour les firmes d'acquérir une taille européenne — dans la perspective du marché unique de 1993 — et mondiale — afin de lancer à grande échelle des produits toujours plus élaborés sont des aiguillons des mouvements observés aujourd'hui. Le rapprochement annoncé, le 13 avril, entre Seven Up et Dr Pepper pour constituer le troisième groupe américain de boissons non alcoolisées, derrière Coca Cola et Pepsi Cola, relève du même souci : grossir pour ne pas disparaître.

● *Buitoni :* En annonçant, le 18 mars, qu'il cédait Buitoni à Nestlé pour 7,3 milliards de francs, M. Carlo de Benedetti avait causé un certain malaise chez les actionnaires minoritaires. Le pôle français de Buitoni (Buitoni SA) qui compte pour 70 % des résultats du groupe, était offert à 2,7 milliards de francs, soit 33 % du total et dix-huit fois les bénéfices tandis que le pôle italien (Buitoni SPA) se négociait à 3,3 milliards de francs, soit cent treize fois ses bénéfices. M. De Benedetti a en outre choisi de vendre à Nestlé les actifs de Buitoni, mais pas ses actions, obligeant du même coup les « petits porteurs » à conserver du papier ne représentant plus l'activité agro-alimentaire dans laquelle ils avaient investi.

La barre très haut

Le 13 avril, le tribunal de commerce de Créteil a nommé un expert chargé d'examiner les conditions de la cession de Buitoni SA à Nestlé, acceptant ainsi une requête de l'UEI (Union d'études et d'investissement, filiale du Crédit agricole), actionnaire du pôle français à hauteur de 10 %. La partie risque bien d'être relancée puisqu'à ce jour, M. De Benedetti n'a proposé pour les actionnaires minoritaires aucune *« solution qui puisse être considérée comme satisfaisante par le Crédit agricole »*, selon un communiqué de la banque verte. Celle-ci appuie par ailleurs la contre-offensive lancée par le groupe Saint-Louis que préside M. Bernard Dumon. A peine dépossédé de Lesieur, celui-ci maintient son offre d'achat de Buitoni SA pour un montant total de 3 milliards de francs, au prix unitaire de 1 000 francs l'action (contre 771 francs proposés dans l'hypothèse d'un rachat par Nestlé).

● **Bénédictine.** — Voilà le bras de fer à son paroxysme entre l'attaquant « inamical », Rémy et associés, filiale de Rémy Martin, numéro 3 du cognac français, et Martini et Rossi, filiale du groupe General Beverage, à capitaux suisses, pour la prise de contrôle des liqueurs Bénédictine. En février, Rémy et Associés avait offert 520 millions de francs pour absorber 60 % du capital de la firme de Fécamp. M. Balladur ayant accepté le 11 avril les conditions de la contre OPA de Martini et Rossi sur la totalité des actions pour un montant de 917 millions de francs, Rémy et Associés est revenu à la charge. Le 13 avril, il a monté très haut la barre en portant son offre à 980 millions de francs pour 100 % du capital, soit cent vingt-deux fois le résultat net de Bénédictine en 1987. On croit rêver. Si Rémy bénéficie dans cette affaire du soutien du Crédit commercial de France, il n'en reste pas moins lourdement endetté, en dépit de ses cessions d'actifs. C'est à Martini et Rossi, qui a la préférence de la direction de Bénédictine, d'abattre ses cartes.

● **Suchard-Rowntree.** — L'affaire a pris le mercredi 13 avril l'allure d'un raid sauvage. Le géant du chocolat suisse (après Nestlé) a acheté sans coup férir au Stock Exchange de Londres environ 15 % du capital du Britannique Rowntree Mackintosh (confiserie et chocolat), pendant que le titre attaqué passait de 155 pence à 632 pence ! *« Il s'agit d'un investissement stratégique que nous voulons porter à 25 % afin d'élargir notre présence sur le marché britannique. C'est le troisième marché du monde (pour le chocolat) et notre implantation y est médiocre »* indiquait-on au siège zurichois de Jacobs Suchard. Après les acquisitions successives du belge Côte d'or, de l'italien Du Lac et de Van Houten, Suchard n'attend pas 1993 pour faire « son » Europe du chocolat.

● **Seven up et Dr Pepper.** — Coca Cola voulait engloutir Dr Pepper pour 470 millions de dollars. Pepsi Cola lorgnait sur Seven up, et en offrait 380 millions de dollars. Les deux proies, secourues par la législation antitrust, ont échappé aux griffes des deux géants. Elles décident aujourd'hui de s'unir pour former à leur tour un poids lourd, qui détiendra 15 % du marché américain des boissons non alcoolisées. A l'origine de cette union, MM. Hicks et Haas, deux hommes d'affaire texans qui ont reçu pour l'occasion l'appui de Cadbury Schweppes. Le monde de l'agro-alimentaire est de plus en plus petit...

ERIC FOTTORINO.

★ « Le Monde des affaires », paraissant dans notre numéro daté samedi 16 avril, publiera une enquête consacrée à l'agro-alimentaire français.

REPÈRES

Conjoncture

Les Américains continuent de consommer beaucoup

Les ventes de détail ont augmenté de 0,8 % en mars aux Etats-Unis, enregistrant leur cinquième progression mensuelle consécutive, a annoncé le département du commerce. La bonne performance de mars, qui provient surtout de la forte hausse des ventes d'automobiles et de celle des chaînes de grands magasins, fait suite à une augmentation de 0,6 % en février (révisée en hausse, par rapport au 0,4 % annoncé officiellement).

La croissance des ventes en mars est la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis décembre, mois au cours duquel la progression avait été de 1,1 %.

Optimisme en RFA

L'économie de l'Allemagne fédérale *« a visiblement surmonté la période de faiblesse consécutive aux turbulences boursières de l'année passée »*, estime la Fédération ouest-allemande des banques dans son rapport de conjoncture d'avril. *« Les entreprises ont de nouveau un terrain ferme sous les pieds. Le climat général des affaires s'améliore. »*

« La forte augmentation des commandes à l'industrie en janvier se révèle n'être pas seulement une correction technique », poursuit le rapport. La demande *« se trouve de nouveau au niveau atteint avant les perturbations des marchés monétaires »*. Cette progression touche tous les compartiments de l'industrie, en RFA comme à l'étranger.

En outre, *« les intentions d'achat des consommateurs n'ont pas été affectées »* et *« le chiffre d'affaires du commerce de détail a retrouvé au cours des premiers mois de l'année un haut niveau »*.

La Fédération des banques populaires et agricoles (BVR) tire dans son dernier rapport des conclusions analogues : *« Le moteur de la conjoncture fonctionne de nouveau de manière régulière, après les ratés de l'automne »*, écrit-elle.

Prix de détail

+ 1 % de hausse annuelle en RFA

Les prix de détail en RFA ont augmenté de 0,1 % en mars, a annoncé l'office statistique de Wiesbaden, confirmant l'estimation publiée il y a quinze jours. En un an (mars 1987 à mars 1988) la hausse est de 1 %, ce qui est un peu supérieur à l'augmentation enregistrée entre février 1987 et février 1988 (+ 0,9 %) et entre janvier 1987 et janvier 1988 (+ 0,7 %).

Quant aux prix de gros, ils ont augmenté de 0,2 % en mars, mais ils ont baissé de 0,2 % sur les douze derniers mois.

L'assemblée des actionnaires de la Générale de Belgique

Partie de poker...

BRUXELLES
de notre correspondant

Bien que l'immense majorité des petits porteurs belges aient vendu, tant les cours ont été surévalués, leurs « parts de réserve » — c'est-à-dire leurs actions de la Société générale de Belgique, — plusieurs centaines avaient conservé, par attachement mais aussi par curiosité, une action leur permettant de participer, jeudi 14 avril, à l'assemblée générale extraordinaire de la société. Les dirigeants de la « vieille dame » ont mis les petits plats dans les grands pour tenter d'accueillir tout le monde. Ainsi un chapiteau spécial avait-il été tendu à l'arrière du bâtiment de la société et un circuit vidéo mis en place pour permettre aux centaines de journalistes de suivre la partie de poker prévue.

Réunis mercredi soir au domicile de M. René Lamy, le gouverneur de la Générale, MM. Carlo De Benedetti, le patron d'Olivetti, et Renaud de La Genière, le numéro un de Suez, ne seraient pas parvenus à un accord sur le fond.

L'assemblée générale devait débuter par une querelle juridique au sujet des douze millions d'actions nouvelles créées par la Générale de Belgique, le soir même de l'annonce, le 17 janvier, de l'OPA lancée par l'homme d'affaires italien, pour tenter de noyer la participation de celui-ci. La Société générale aurait déposé deux millions de ces douze millions d'actions, et, du côté de l'homme d'affaires italien, on estime ces actions nulles et non avenues.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Économie

CONJONCTURE

Le déficit extérieur comporte des risques évidents

écrit le gouverneur de la Banque de France

« En dépit des progrès réalisés, l'assainissement et la modernisation de l'économie française appellent encore de nouveaux efforts », écrit M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, dans le compte-rendu des opérations de l'institut d'émission qui vient d'être adressé au président de la République.

« L'évolution des transactions avec l'extérieur révèle, en effet, un certain nombre de faiblesses persistantes. Excédentaires en 1986 de 20 milliards de francs, les paiements courants ont fait apparaître, en 1987, un déficit de 27 milliards. Cette dégradation tient, pour l'essentiel, à l'évolution de la balance commerciale. Les échanges de marchandises se sont, en effet, traduits par un déficit de 31 milliards, en termes douaniers, qui se compare à un quasi-équilibre en 1986. Alors que le secteur agro-alimentaire a dégagé un excédent plus important qu'en 1986 (30,3 milliards contre 26,7 milliards) et que la facture énergétique s'est réduite de plus de 8%, le solde industriel a été négatif de 11 milliards, matériel militaire inclus, contre un excédent de 32 milliards en 1986. Toutefois, les exportations industrielles se sont nettement redressées au second semestre.

» L'insuffisance des résultats du commerce extérieur ne saurait être imputée à l'évolution comparée des coûts unitaires et du taux de change vis-à-vis de nos principaux partenaires commerciaux. Elle résulte de la conjoncture de facteurs conjoncturels et d'éléments plus structurels.

» En ce qui concerne les aspects conjoncturels, on observe que les ménages ont continué à privilégier leur consommation au détriment de leur épargne, dont la part dans le revenu disponible a nettement fléchi : 12,8% contre 14% en 1986. Leurs dépenses ont été soutenues par la poursuite du développement très rapide des crédits bancaires aux particuliers, qui a atténué et différé l'effet du ralentissement de la croissance de leurs revenus réels. Au total, la demande intérieure, dont le dynamisme reflète également la fermeté de l'investissement des entreprises, a progressé plus rapidement qu'en RFA (3,5% contre 2,9% respectivement) et le volume des importations a augmenté de 6,4%. Dans le même temps, le volume de nos exportations de produits manufacturés n'a progressé que de 2%, alors que la demande adressée à la France par l'extérieur s'est accrue de plus de 5%.

Un effort d'épargne

» Mais ces évolutions traduisent, de manière plus fondamentale, les difficultés que rencontre l'offre compétitive pour s'adapter aux changements de la demande, alors même que persiste un sous-emploi important. Malgré la reprise de l'investissement productif observé ces dernières années, un retard subsiste par rapport à nos principaux concurrents. L'aptitude de l'industrie à offrir des produits nouveaux ou de haut de gamme ne lui permet pas toujours de résister à la concurrence particulièrement âpre que déploient les pays les plus dynamiques. Il reste de grands progrès à accomplir pour améliorer la commercialisation des produits français à l'étranger.

» Le développement du capital productif qu'imposent la préparation du marché unique européen et le redressement des comptes extérieurs exige du pays un effort d'épargne plus intense. Le déficit extérieur, surtout s'il devait être lié au développement de la consommation, comporte à terme des risques évidents. »

Le marché unique de 1993

Le taux zéro de TVA critiqué par la Commission de Bruxelles

Le taux zéro de TVA appliqué pour des raisons sociales par la Grande-Bretagne et l'Irlande sur certains produits de première nécessité n'est pas le meilleur moyen d'aider les personnes défavorisées, estime la Commission européenne dans la dernière livraison du *Journal officiel de la Communauté*, daté du 11 avril.

Ce point de vue sur une des questions le plus controversées du lourd dossier de l'harmonisation des TVA dans la CEE figure dans une réponse du commissaire européen, lord Cockfield, à une question du député européen conservateur Caroline Jackson (Grande-Bretagne).

Le taux zéro *« est, sans nul doute, un moyen d'atteindre des objectifs sociaux moins efficaces que les mesures ciblées spécifiquement sur les personnes nécessiteuses »*, assure le commissaire européen chargé du marché intérieur de la CEE.

La Commission européenne, rappelle lord Cockfield, souhaite harmoniser les taux de TVA dans deux fourchettes (taux normal de 14 % à 20 %, taux réduit de 4 % à 9 %), dans la perspective du marché unique de 1993. L'idée d'un taux zéro n'a pas été retenue.

La Grande-Bretagne a élevé de très vives critiques contre ce projet qui l'obligerait à instaurer une TVA sur des produits qui n'y sont actuellement pas soumis, comme les aliments, les vêtements pour enfants ou les chaussures.

Lord Cockfield souligne que, hormis l'Irlande et la Grande-Bretagne, *« les autres Etats membres sont parvenus à instaurer un système de TVA au champ d'application assez large sans recourir beaucoup à la taxation du taux zéro »*.

En compensation, déclare le commissaire, ces pays aident les personnes défavorisées en les faisant bénéficier d'allocations et d'aides spécifiques *« dont le rapport coût-efficacité est supérieur à celui des subventions fiscales aux consommateurs »*.

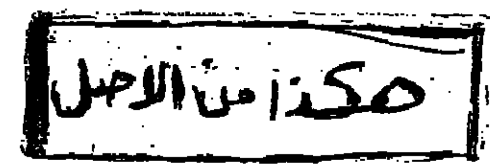
En ce qui concerne d'éventuelles dérogations, permettant à certains pays de conserver une TVA zéro sur les produits de première nécessité, lord Cockfield fait une réponse sibylline. La Commission, dit-il, examinera les demandes de dérogation « de manière constructive », à condition, toutefois, que les pays concernés se trouvent « en réelle difficulté ».

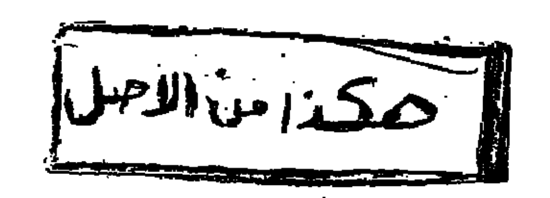
Il déclare encore que la Commission tiendra compte des inconvénients engendrés par ces dérogations pour les autres Etats de la CEE qui n'en bénéficieraient pas.

Les taux pratiqués dans les pays membres de la Communauté

(en pourcentage)

	TAUX RÉDUIT	TAUX NORMAL	TAUX MAJORÉ
Belgique	6 et 17	19	25 et 33
Danemark	–	22	–
Allemagne	7	14	–
Espagne	6	12	33
France	5,5 et 7	18,6	33,3 et 28
Grèce	6	18	36
Irlande	0 à 10	23	–
Italie	2 et 9	18	38
Luxembourg	3 et 6	12	–
Pays-Bas	5	19	–
Portugal	8	16	30
Royaume-Uni	0	15	





Marchés financiers

Un consortium de sept groupes américains va négocier avec l'URSS

La « perestroïka » est aussi, pour les Occidentaux, l'occasion de faire des affaires. Les dirigeants d'entreprises américaines l'ont compris, qui sont actuellement quatre cents à accompagner M. William Verity, le secrétaire d'Etat au commerce, en visite à Moscou, où ils seront reçus par M. Gorbatchev, à l'occasion de la onzième session annuelle du Conseil économique et commercial américano-soviétique. Dans ce cadre, sept grandes compagnies américaines ont annoncé, le 13 avril, avoir formé un consortium (l'American Trade Consortium) pour négocier en commun les aspects légaux et financiers des sociétés communes *(joint-ventures)* que Moscou veut créer avec les étrangers.

Le consortium comprend Ford, Johnson and Johnson (pharmacie), Kodak, RJR Nabisco (tabac et agro-alimentaire), Chevron (pétrole) et Archer Daniels Midland (huiles alimentaires). Chacune de ces compagnies est en train de négocier la construction d'une usine en URSS. Comme le rouble n'est pas convertible, la question se pose du rapatriement des profits, et l'une des méthodes sera de « se payer » sur les exportations à partir de ces usines hors pays de l'Est.

Le même jour, M. Armand Hammer, PDG de la société américaine Occidental Petroleum, a signé avec les autorités soviétiques la création d'une société commune de fabrication d'une usine de PVC (polychlorure de vinyl), pour un investissement évalué entre 160 et 200 millions de dollars. Le 11 avril, Honeywell avait conclu un accord du même type pour des systèmes de contrôle destinés aux usines soviétiques d'engrais, et une firme de New-Jersey, un autre pour la fabrication de pizzas à Moscou.

M. Hammer est, d'autre part, engagé dans un énorme projet pétrochimique (8 milliards de dollars), avec la participation des italiens Montedison et Enichem et du japonais Marubeni.

DMC achète le britannique Donisthorpe

Le groupe textile DMC a pris le contrôle (99 %) du groupe britannique spécialisé dans le fil à coudre Donisthorpe. Donisthorpe, qui réalise un chiffre d'affaires de 120 millions de francs, est le troisième fabricant britannique de fil avec 10 % du marché. Ses usines sont situées en Angleterre et en RFA. Le groupe DMC, aujourd'hui leader français du textile, cherche par croissance externe à atteindre une taille européenne. Cette acquisition vient compléter les implantations de DMC en Tunisie, au Portugal et en Egypte.

Carnet de commandes record pour la Société auxiliaire d'entreprise (SAE)

La Société auxiliaire d'entreprise (SAE), l'un des « grands » français du bâtiment et des travaux publics, a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 18,7 milliards de francs. Un chiffre comparable à celui de 1986 (en dépit d'une augmentation des réalisations de la société) à cause de la baisse du dollar. Le bénéfice net (part du groupe) ressort à 240,1 millions, en augmentation de 8 % par rapport à 1986.

Avec un carnet de commandes de 30 milliards de francs, le plus important jamais engrangé, la SAE prévoit une augmentation sensible de son chiffre d'affaires cette année.

Au premier trimestre 1988

IBM affiche un bénéfice net en hausse de 16,3 %

Après une période de faiblesse, IBM (International Business Machines Corp.), le numéro un mondial de l'informatique, connaît un rétablissement, à en juger par les bénéfices nets annoncés, le 13 avril, pour le premier trimestre 1988. Ceux-ci sont en progression de 16,3 %, à 913 millions de dollars, par rapport au premier trimestre de 1987, pour un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 10 % à 11,75 milliards de dollars.

Ces résultats, meilleurs qu'escompté, sont d'autant plus encourageants, selon les analystes financiers, qu'ils interviennent dans un trimestre traditionnellement faible en dépit d'un taux d'imposition plus élevé, dû à l'entrée en vigueur, depuis le 1er janvier, du nouveau code des impôts aux Etats-Unis. En outre, ce bon score s'inscrit dans une période d'incertitude consécutive au krach boursier du 19 octobre dernier.

La situation d'IBM est généralement considérée comme un important indicateur de la santé du secteur informatique aux Etats-Unis et de la position concurrentielle des sociétés américaines sur le marché mondial. Après l'annonce des résultats, le titre a fait un bond de 1,37 dollar, à 115 dollars, à Wall Street. – *(AFP.)*

NEW-YORK, 13 avril ↓

Tassement

Après six séances de hausse, Wall Street a fait volte-face mercredi. Cependant, la résistance n'a pas tardé à s'organiser. L'indice des industrielles, en baisse de près de 30 points une heure après l'ouverture, s'est mis à regagner le terrain perdu. A la clôture, il avait presque comblé tout son retard et s'établissait à 2 107,09 (– 2,99 points). Le bilan général a néanmoins conservé les traces laissées par la vague de ventes bénéficiaires. Sur 1 973 valeurs traitées, 812 se sont repliées, 666 ont monté et 495 n'ont pas varié.

De l'avis général, la Bourse a manqué de souffle. L'alourdissement du marché obligataire n'a, il est vrai, pas pu contribuer à favoriser une baisse des cours. Avec la hausse des ventes au détail en mars (+ 0,8 %), la cinquième consécutive, la crainte d'un retour de l'inflation et d'une tension des taux d'intérêt à la clé s'avive. Pour tout dire, autour du « Big Board » avec le climat d'incertitude créé par la réunion du G7, le sentiment était franchement à la confusion. Personne ne semblait sûr de rien. « Nous sommes entrés dans une zone de hauts risques », disait un « broker ». En attendant, l'activité, faible ces derniers jours, s'est accrue et 186,71 millions de titres ont changé de mains contre 146,40 millions la veille.

VALEURS	Cours du 12 avril	Cours du 13 avril
Alcoa	45 1/4	45 1/8
Allegis (ex-UAL)	85 1/4	85 1/2
A.T.T.	28 1/8	28 1/8
Boeing	47 3/8	47 3/8
Chase Manhattan Bank	26 1/4	26 3/8
Du Pont de Nemours	88	87 1/4
Eastman Kodak	42 1/2	42 5/8
Exxon	45 1/2	45 1/2
Ford	47 1/8	47 1/8
General Electric	42 1/2	42 7/8
General Motors	75 7/8	75 3/8
Goodyear	67 1/8	65 3/4
I.B.M.	113 3/8	116 1/8
I.T.T.	47 1/8	47 7/8
Mobil Oil	49 1/8	48 7/8
Pfizer	56 7/8	60 1/4
Schlumberger	37 5/8	38
Texaco	48 3/4	48 5/8
Union Carbide	24 1/4	24 1/8
U.S.X.	33 3/8	34
Westinghouse	55 3/8	54 3/4
Xerox Corp.	56 3/8	56

LONDRES, 13 avril =

Attentisme

Ambiance calme mercredi 13 avril à la Bourse de Londres, où les investisseurs attendaient de connaître l'issue de la réunion du groupe des 7 de Washington et surtout demeuraient prudents à la veille de la publication du déficit commercial américain de février. L'indice FT enregistrait une légère hausse de 1,3 point à 1 435 (+ 0,09 %). 514 millions de titres étaient échangés contre 364 millions la veille. Néanmoins, l'attention s'est focalisée sur les valeurs du secteur alimentaire après le raid de la firme de chocolat suisse Suchard sur le confiseur britannique Rowntree Mckintosh. La firme de courtiers Warburg a ainsi acquis 14,9 % de Rowntree pour près de 200 millions de livres. Elle agissait pour le compte de Jacobs Suchard. Les autres titres du secteur comme Cadbury Schweppes ou Northern Foods étaient à leur tour recherchés. Après l'annonce de résultats annuels conformes aux prévisions, la chaîne de supermarchés Tesco a vu ses cours progresser. A l'inverse, le groupe d'assurances Pearl Group s'est affaibli alors que le fabricant de béton RMC est demeuré inchangé. Ce producteur de béton prémalaxé a annoncé une hausse de 39 % de son bénéfice avant impôt pour l'exercice terminé à la fin du mois de décembre.

PARIS, 13 avril ↑

Forte hausse

La sixième séance consécutive de hausse de Wall Street, durant laquelle l'indice Dow Jones a franchi la barre des 2 100, a stimulé les investisseurs. Dès les premiers échanges de la matinée, l'indicateur de tendance progressait de plus de 1 %. Le mouvement s'amplifiait ensuite pour clôturer sur un gain de 2,3 %.

La chute des cours momentanée enregistrée mardi à la suite de la publication de l'important déficit commercial français en février était qualifiée de « péripétie » par certains gérants impressionnés par la reprise. D'autres, plus prudents, tentaient de calmer les esprits. Ils rappelaient que, même si le volume des transactions a augmenté pour peut-être dépasser le milliard de francs, les échanges restent relativement peu importants et sont concentrés sur quelques valeurs. Les étrangers, d'ailleurs, sont peu présents sur le marché. La plupart des opérateurs attendaient aussi de connaître le chiffre de la balance commerciale américaine de février pour adapter leurs stratégies. Attendu jeudi à 14 h 30, ce déficit devrait, pour les plus optimistes, être ramené à 11,2 milliards de dollars... Si ce chiffre est supérieur, il pourrait entraîner un repli de la Bourse.

La hausse de mercredi était emmenée par deux valeurs opéables : la SCOA et la Compagnie du Midi. Pour certains, le groupe Bernard Tapie serait à l'origine des rachats de titres sur la SCOA, et Suez et l'UAP seraient intéressés par la Compagnie du Midi. Bail Equipement et Fichet Bauche figuraient parmi les plus fortes baisses avec un volume de transactions très faible. Dans la bataille pour la prise de contrôle de Bénédictine, Rémy et Associés vient de surenchérir sur la proposition de Martini et Rossi en portant son offre à 7 000 francs sur tout le capital. La cotation des titres Prouvost restera pour sa part suspendue jusqu'à la réalisation des opérations de cession du groupe textile. Celles des Chargeurs et de VEV reprendront dès vendredi 15.

Enfin sur le MATIF, le contrat de juin gagnait 0,44 % à 102,65.

TOKYO, 14 avril ↑

Au-dessus des 27 000 points

Pour la première fois de l'histoire, la Bourse de Tokyo a atteint jeudi la barre des 27 000 points à l'indice Nikkeï. Faisant d'une pierre deux coups, elle a même dépassé ce cap. L'événement se produisait sans attendre dès la première partie de la séance. Le marché améliorait ensuite nettement sa performance. A la clôture, le fameux Nikkeï s'inscrivait à 27 111,35, son plus haut niveau de toujours, avec un gain de 125,80 points. Du coup, la firme Salomon Brothers a prédit que, vu l'importance des liquidités et le potentiel de croissance du marché intérieur japonais, la Bourse nippone pourrait bientôt atteindre la barre des 30 000 points. L'activité s'est accélérée avec 1,2 milliard de titres échangés contre 750 millions la veille.

VALEURS	Cours du 13 avril	Cours du 14 avril
Akai	658	646
Bridgestone	1 400	1 420
Canon	1 310	1 320
Fuji Bank	3 430	3 410
Honda Motors	1 860	1 860
Matsushita Electric	2 880	2 890
Mitsubishi Heavy	788	780
Sony Corp.	5 880	5 880
Toyota Motors	2 480	2 480

FAITS ET RÉSULTATS

● **Mérieux renforce sa participation dans CDC.** – L'Institut Mérieux (groupe Rhône-Poulenc) a décidé de renforcer sa participation (12,6 %) dans le capital de la firme pharmaceutique canadienne CDC Sciences de la vie. Pour se faire, la société française lance une OPE sur 4 369 000 actions CDC, via les Bourses de Montreal et de Toronto, au prix unitaire de 32 dollars canadiens. Si l'opération réussit, Mérieux détiendra alors 32,9 % du capital de CDC. La direction de Mérieux précise en outre avoir conclu le 13 avril une convention d'actionnaires avec la caisse de dépôt et placement du Québec, prévoyant une consultation et une concertation pour toute décision importante concernant CDC, un droit de préemption sur la vente d'actions de CDC appartenant à l'une ou l'autre des parties et surtout le droit pour la caisse de requérir que l'Institut Mérieux lui achète la totalité des actions en sa possession (19,95 %) si le total des actions détenues par les deux parties excède 40 % du nombre de celles en circulation.

D'autre part, Mérieux annonce pour 1987 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 189,9 millions de francs en baisse de 9,9 %, pour un chiffre d'affaires de 3,15 milliards (+ 13 %). Le dividende net est porté de 18,16 F à 20 F. Le groupe envisage de se doter de tous moyens pour se procurer les capitaux nécessaires pour assurer son développement.

● **Baisse de 46 % du résultat et TRT.** – Le groupe Télécommunications radioélectrique et téléphonie (TRT, groupe Philips) a réalisé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 60,8 millions de francs pour 1987, en baisse de 46 % par rapport à 1986 (112,7 millions de francs). Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 4,02 milliards de francs, en hausse de 2,7 % par rapport à 1986.

Toutes les filiales présentent des résultats positifs et la société mère TRT a réalisé un bénéfice de 49,3 millions de francs (– 45,4 %) pour un chiffre d'affaires de 2,78 milliards. Le résultat de la société tient compte d'une provision de 63,6 millions pour frais de restructuration.

● **Michelin investira 2 milliards de francs dans ses usines en Espagne.** – La filiale espagnole de la multinationale française Michelin investira 40 milliards de pesetas (2 milliards de francs) dans les quatre années à venir pour moderniser ses usines en Espagne. L'investissement, destiné notamment à l'acquisition de technologie de pointe pour accroître la productivité et compétitivité de l'entreprise, sera accompagné d'une réduction de 664 postes de travail par le biais de retraites anticipées.

Michelin a en Espagne des usines à Aranda del Duero, Vitoria, Lasarte et Valladolid. La filiale de la multinationale y emploie 12 000 personnes.

● **Progression de 10,6 % du résultat de Bongrain.** – Le groupe agro-alimentaire Bongrain a dégagé en 1987 un résultat net consolidé (part du groupe) de 282,7 millions de francs, en progression de 10,6 % par rapport à l'exercice précédent. En 1987, le groupe Bongrain a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 6,04 milliards de francs, en progression de 7,4 % par rapport à l'exercice précédent. Après élimination des variations de changes, la progression s'établit à 9,2 % par rapport à 1986.

Le chiffre d'affaires total réalisé en France a atteint 3,12 milliards de francs, tandis que celui réalisé à l'étranger s'est élevé à 2,92 milliards de francs (48,3 % du chiffre d'affaires total).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	222 10	200	Le gd livre du mois	224 90	229
Amault & Associés	388	385	Loca Investissement	250	258
Asystel	302	310	Locamic	146 50	146
B.A.C.	440	460	Marin Immobilier	297	....
B. Demachy & Assoc.	395	395	Métallurg. Minière	100	95
B.I.C.M.	620	620	Métrologie Internat.	290	290
B.I.P.	437	438	[illegible]	134	134
Bolloré Technologies	695	700	[illegible]	398	398
Boiron	740	....	[illegible]	215 10	218
Câbles de Lyon	1050	1080	Navale-Delmas	465	470
Calberson	630	630	Olivetti-Logabax	160	153 60
Canal Plus	484	482 60	Ore. Gest. Fin.	282	282
Cardif	1280	1200	Presbourg (C. In. & Fin.)	98 80	97
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	258	248	Razel	757	766
C.A.T.C.	126	128	St-Gobain Emballage	1128	1165 d
C.D.M.E.	800	860	St-Honoré Matignon	165	155
C. Equip. Elect.	295 60	....	S.C.G.P.M.	140	146 90 d
C.E.G.I.D.	479	480	Segin	229	225
C.E.G.E.P.	148	160	[illegible]	535	[illegible]
C.E.P.-Communication	1145	1190	S.E.P.	1135	1136
C.G.I. Informatique	658	580	S.E.P.R.	1180	1104
Ciments d'Origny	455	473	Sligos	1232	1282
C.N.I.M.	287 20	288	S.M.T.-Goupil	214	219
Concept	230	232	[illegible]	880	[illegible]
Conforama	481	511	Sopra	260	265
Creeks	325	338	TF 1	176	180
Dafsa	145 20	146	Unilog	105	112 50 d
Dauphin	3240	3370 d	Union Financ. de Fr.	410	400
Devanlay	1050	1080	Valeurs de France	305	305
[illegible]	643	645			
Dumenil-Leblé	389	390			
Éditions Belfond	113	116			
[illegible]	20 60	20 90			
Finacor	414	443 40 d			
Guintoli	520	540			
Guy Degrenne	880	....			
I.C.C.	230	235			
IDIA	187	184			
I.G.F.	147	144			
IMS	118 90	117			
Int. Metal Service	166	172 60			
La Commande Électron.	200	200			

Marché des options négociables le 13 avril 1988

Nombre de contrats : 12 000

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Elf-Aquitaine	280	83	84	0,50	–
Lafarge-Coppée	1 100	93	130	32,50	–
Michelin	140	47	48	1,50	4,20
Midi	1 100	380	–	11	–
Paribas	280	36	45	7,80	13
Peugeot	920	109	135	38,50	–
Saint-Gobain	400	16	24	17	–
Thomson-CSF	152	23	27	4,80	9

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 13 avril 1988

Nombre de contrats : 51 161

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88	ÉCHÉANCES Déc. 88
Dernier	102,50	101,55	101,10
Précédent	102,20	101,20	100,65

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	2,89	2,87	0,37	1,31

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,73 F ↓

Statu quo sur les marchés des changes internationaux où le dollar, jeudi 14 avril, n'a pratiquement pas varié. Il s'est ainsi échangé à 5,74 F (contre 5,7420 F) et à 1,6910 DM (contre 1,6929 DM). Une assez faible activité a régné. Les opérateurs attendent la publication des résultats du commerce extérieur américain.

FRANCFORT	13 avril	14 avril
Dollar (en DM)	1,6929	1,6910
TOKYO	**13 avril**	**14 avril**
Dollar (en yens)	126,45	126,15

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (14 avril)	7 1/4-7 3/8 %
New-York (13 avril)	6 9/16-6 5/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	12 avril	13 avril
Valeurs françaises	104,9	107,5
Valeurs étrangères	110,4	110,6

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	296	301,9

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	12 avril	13 avril
Industrielles	2 110,08	2 107,10

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	12 avril	13 avril
Industrielles	1 433,70	1 435
Mines d'or	228,90	228,7
Fonds d'Etat	91,87	91,89

TOKYO

	13 avril	14 avril
Nikkeï Dow Jones	26 985,55	27 111,35
Indice général	2 187,78	2 193,95

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E-U	5,7350	5,7380	+ 25	+ 40	+ 70	+ 95	+ 240	+ 320
$ can.	4,6299	4,6360	– 58	– 31	– 89	– 50	– 215	– 115
Yen (100)	4,5444	4,5504	+ 128	+ 151	+ 284	+ 319	+ 854	+ 958
DM	3,3897	3,3929	+ 109	+ 128	+ 247	+ 273	+ 756	+ 826
Florin	3,0219	3,0246	+ 85	+ 96	+ 189	+ 206	+ 584	+ 634
FB (100)	16,2086	16,2159	+ 197	+ 262	+ 439	+ 579	+2 514	+3 170
FS	4,0929	4,0971	+ 179	+ 199	+ 386	+ 414	+1 156	+1 241
L (1 000)	4,5706	4,5767	– 116	– 68	– 243	– 188	– 644	– 538
£	10,5667	10,5780	– 57	– 12	– 106	– 38	– 249	– 56

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	6 5/8	6 7/8	6 13/16	6 15/16	6 7/8	7	7 1/16	7 3/16
DM	3	3 1/4	3 3/16	3 5/16	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 1/2
Florin	3 7/8	4 1/8	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 3/16
F.B. (100)	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/2
F.S.	2 1/8	2 3/8	2	2 1/8	2	2 1/8	2 1/4	2 3/8
L (1 000)	7 7/8	8 3/8	9 3/4	10 1/8	10 1/4	10 5/8	10 5/8	10 7/8
£	7 3/4	8	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4	8 7/16	8 9/16
F. franç.	7	7 1/2	7 7/8	8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DU 13 AVRIL

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote

Banque Hydro-Energie	212	300 d
Calciphos	127	135
Cochery	174	....
Cogenfor	141 70	141 70
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	339	338
Dubois Inv. (Certo.)	546	588 d
Gachot	67 50	65 20
Hoogovens	250	....
Metrotservice (bons)	11 80	....
Nicolas	615	650 d
Révillon	330	330
Rorento N.V.	173	172 80
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	306	....
Sté Lecteurs du Monde	705	705
Ullmax	380	....
Union Brasseries	127	....

SICAV (sélection) 13/4

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/4	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 711	5 742	5 500	5 900
ECU	7 038	7 038	....	....
Allemagne (100 DM)	339 160	339 150	329	348
Belgique (100 F)	16 206	16 213	15 650	16 700
Pays Bas (100 fl.)	302 270	302 280	293	313
Danemark (100 krd)	88 450	88 580	85	92
Norvège (100 k)	91 060	91 350	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 603	10 590	10 280	11
Grèce (100 drachmes)	4 250	4 248	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 572	4 575	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	409 550	409 830	397	419
Suède (100 krs)	96 280	96 500	92 500	99
Autriche (100 sch)	48 265	48 280	46 750	49 750
Espagne (100 pes.)	5 106	5 116	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 150	4 151	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 615	4 647	4 350	4 750
Japon (100 yens)	4 518	4 532	4 380	4 600

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/4
Or fin (kilo en barre)	82500	82500
Or fin (en lingot)	82550	82350
Pièce française (20 fr)	515	512
Pièce française (10 fr)	350	.....
Pièce suisse (20 fr)	544	540
Pièce latine (20 fr)	472	483
Souverain	606	602
Pièce de 20 dollars	2825	2815
Pièce de 10 dollars	1410	1407 50
Pièce de 5 dollars	795	.....
Pièce de 50 pesos	3115	3115
Pièce de 10 florins	510	508
Or Londres	450 20	448 50
Or Zurich	451 50	450
Or Hongkong	450 95	450 45
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

مكذا من الاجل

Le Monde

La commission de contrôle tranche le différend PS-CNCL

Archives sonores : utilisation libre à partir du 18 avril

L'utilisation d'archives sonores pour les candidats à la présidence sera « libre »... à partir du 18 avril. La commission nationale de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection du président de la République a fait savoir, le mercredi 13 avril, dans la soirée, que la modification interprétative introduite après coup par la CNCL dans les règles qu'elle avait elle-même édictées auparavant comportait, *« dès lors qu'elle intervient en cours de campagne* [...], *le risque d'une rupture du principe d'égalité entre les candidats »*.

Pour tenir compte de ce risque, un certain nombre d'émissions étant déjà enregistrées ou en cours d'enregistrement, la commission de contrôle a estimé qu'*« il convient* [...] *de n'appliquer la possibilité ainsi donnée aux candidats »* que pour les émissions qui seront diffusées à partir du lundi 18 avril.

Les foudres socialistes se sont abattues une fois de plus, le 13 avril, sur la Commission nationale de la communication et des libertés. MM. Jack Lang, Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin ont dénoncé la décision de la CNCL d'autoriser l'exploitation libre des archives sonores dans les émissions de la campagne officielle. Une décision en apparence anodine mais qui trahit un bien étrange comportement des treize « sages » de l'audiovisuel.

Tout commence le 10 mars, lorsque la CNCL fixe solennellement les règles de la campagne à la radio-télévision. Elle interdit alors aux candidats d'utiliser tout « *document faisant intervenir des personnalités sans leur accord écrit* ». On ne verra donc pas le Jacques Chirac de l'appel de Cochin contredire le premier ministre candidat de 1988 ou le candidat socialiste de 1981 démentir le président de la République en campagne. A lire le texte publié au *Journal officiel*, la décision de la CNCL, qui traite de « *l'insertion de documents vidéographiques ou sonores* » est sans ambiguïté.

Mais le RPR clame son mécontentement. Les organisateurs de la campagne de M. Chirac ont déjà préparé quelques montages d'archives savoureux sur leur adversaire socialiste et demandent à la CNCL de revenir sur sa décision. Les « sages » y consentent le 25 mars, à condition que tous les partis donnent leur accord écrit pour l'utilisation libre des archives. Las, Pierre Bérégovoy refuse au nom des socialistes le 30 mars.

Quelle n'est pas sa surprise lorsque le vendredi 8 avril, premier jour de la campagne officielle, il reçoit une note de la CNCL, ni signée ni datée, qui « interprète » la décision du 10 mars en proclamant que les restrictions ne visent que les documents « visuels » et que l'utilisation des archives « sonores » est libre. Les organisateurs de la campagne de M. Mitterrand, qui viennent de couper quatorze secondes dans le clip du candidat pour satisfaire aux exigences de la CNCL, voient rouge : les « sages » ont, selon eux, céder aux pressions du RPR. M. Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet du chef de l'Etat, écrit à M. Gabriel de Broglie pour protester. Par retour du courrier, la CNCL maintient sa décision, affirme qu'elle ne peut changer les règles du jeu en cours de campagne.

Aux yeux des socialistes, la CNCL a pourtant bien changé les règles du jeu alors qu'elle s'était engagée à ne le faire qu'avec l'accord écrit de tous les partis. Et il semble bien – à considérer les textes publiés et la chronologie des événements – qu'ils n'aient pas tout à fait tort. La commission de contrôle, saisie le 13 avril, n'a sans doute pas voulu désavouer les « sages » de la CNCL et a préféré rendre un bien curieux jugement de Salomon.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les avant-derniers sondages

Divergences sur l'avance de M. Mitterrand

M. François Mitterrand conforte-t-il ou non ses positions à dix jours du premier tour de l'élection présidentielle ? Les estimations des *avant-derniers sondages d'intentions* de vote publiés divergent à cet égard. L'enquête réalisée par BVA et publiée, le jeudi 14 avril, dans *Paris-Match* constate que l'assise du président de la République se réduit, alors que celle effectuée par Louis Harris, qui doit paraître le 15 avril dans *l'Express*, voit, au contraire, M. Mitterrand consolider son avance sur les autres candidats.

34 % des 1 340 personnes interrogées les 8 et 9 avril par BVA se prononcent en faveur de M. Mitterrand au premier tour de la consultation tandis que 38 % étaient dans ce cas dans l'enquête publiée le 7 avril. Ce recul du chef de l'Etat bénéficie, à gauche, à M. André Lajoinie, qui est crédité de 7,5 % d'intentions de vote, soit son plus haut niveau dans ce baromètre. A droite, M. Jacques Chirac conserve presque intacte son avance sur M. Raymond Barre : le premier ministre obtient 24,5 % des suffrages (au lieu de 24 %) tandis que le candidat de l'UDF recueille 16 % des voix (au lieu de 15 %). Avec 12 % d'intentions de vote (au lieu de 11 %), M. Jean-Marie Le Pen retrouve son meilleur niveau obtenu à la veille de l'affaire du « *point de détail* ».

Au second tour, M. Mitterrand l'emporte au terme de deux duels serrés : il recueille 52 % des suffrages dans les deux hypothèses, alors que dans la précédente enquête le président de la République était réélu avec 55,5 % des voix face à M. Chirac et 55 % face à M. Barre.

Cette tendance se retrouve dans le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 15 avril, dans le *Nouvel Observateur*. Le chef de l'Etat, qui demeure en tête au premier tour, est crédité de 36 % des intentions de vote (au lieu de 37 % dans la précédente enquête). Il devance le premier ministre, qui obtient 23,5 % des suffrages (au lieu de 24 %) et le candidat de l'UDF, qui recueille 17 % des voix (au lieu de 15 %). Ce dernier semble avoir ainsi enrayé la baisse dans les sondages qui l'affectait depuis la mi-mars.

Au second tour, l'écart entre les candidats se réduit, mais l'issue de ces duels demeure favorable à M. Mitterrand. 54 % des 1 000 personnes interrogées par la SOFRES les 8 et 9 avril se prononcent en faveur du président de la République quel que soit son adversaire. La semaine dernière, M. Chirac était battu en recueillant 45 % des intentions de vote, de même que M. Barre, qui était crédité de 44 % des suffrages.

Le sondage réalisé par Louis Harris, les 8 et 9 avril, auprès de 979 personnes, conforte, au contraire, la position du chef de l'Etat. Dans cette enquête, M. Mitterrand progresse au premier tour en obtenant 40 % des intentions de vote (au lieu de 39 % la semaine dernière) et l'emporte au second, avec 58 % des suffrages (au lieu de 55 %) lorsqu'il est opposé à M. Chirac et avec 57 % des voix (au lieu de 56 %) quand il est confronté à M. Barre. Avec 21 % des intentions de vote, le premier ministre abandonne 2 points au premier tour tandis que le candidat de l'UDF (16 %) en gagne 1. En revanche, le score de M. Le Pen est ramené de 12 % à 10 % des suffrages.

(1) La diffusion des sondages est interdite dans la semaine qui précède le premier tour de scrutin.

La suite de la guerre des affiches en référé

Quand un regret termine un procès

La « guerre » des affiches a bel et bien eu lieu sur nos murs, mais le calumet de la paix a été fumé, mercredi 13 avril, par les avocats du premier secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste et de M. Jacques Chirac. C'est ainsi que le contentieux à propos de l'affiche de contrebande – « *Il arnaque. Oui, c'est Chirac !* » – s'est brusquement aplani le plus aimablement du monde, sous l'œil débonnaire de M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris – ravi de voir les parties en présence rengainer leurs armes et souscrire à un accord qu'il espère durable.

Et pourtant ! Il s'en est fallu de peu qu'un pugilat judiciaire ne s'engage... Convoqués mardi devant le tribunal siégeant en référé, les avocats de M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste et des dirigeants des sociétés Print-Offset, Promo-Service et Média-Service, s'étaient farouchement refusés à confirmer ou à démentir être les auteurs ou les réalisateurs de l'affiche exhibant un Jacques Chirac, certes bronzé, mais grimaçant sous un label polémique : « *Il arnaque.* » Pour Me Patrick Devedjian, conseil de M. Chirac, l'affaire était entendue : M. Le Guen, inspirateur de l'affiche diffusée anonymement à dix mille exemplaires, fuyait sa responsabilité.

Au président Diet, curieux de savoir et demandant avec insistance : « *Mais vos sociétés ont-elles imprimé l'affiche ?* », Mes Christine Courrégé, Francis Terquem et Jean-Marie Burguburu répondaient avec constance : « *Nous n'en savons rien* », si bien que le président et ses deux assesseurs renvoyaient l'audience à mercredi, demandant aux auteurs et réalisateurs présumés de l'affiche en forme de pastiche de se présenter devant eux.

La démarche fut judicieuse, en tout cas efficace. Mercredi matin, une enquête préliminaire du parquet du tribunal de Paris, rendue subitement publique, révélait que M. Jean Bru, responsable de Print-Offset, avait reconnu, devant les policiers, avoir imprimé l'affiche incriminée, à la demande de M. Le Guen.

Dès lors, pourquoi s'en tenir à un flou artistique ? Me Terquem, conseil du premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, admettait sans circonlocutions : « *Oui, nous sommes l'auteur de cette affiche. Je crois savoir qu'elles ont été très demandées ; il n'y en a plus en stock. C'était une réponse à des campagnes réciproques.* »

En fait de clarté, M. Diet était servi. Mais cela ne pouvait suffire à Me Devedjian, soucieux d'entendre les « *regrets* » de ses contradicteurs. Après quelques piques – sans lesquelles un procès ne serait pas un procès digne de ce nom, – M. Le Guen convint à la barre : « *Je regrette effectivement que le débat politique nous entraîne à dire des choses qui peuvent blesser. J'y ai été contraint par la campagne électorale. Il est vrai que nous devrions faire en sorte que les personnes ne soient pas atteintes dans leur honneur.* »

« *Le tribunal en serait comblé*, intervint le président Diet ; *il est toujours facile de ridiculiser son adversaire par une plaisanterie.* »

Ces regrets exprimés, le tribunal soumit le texte d'un accord aux belligérants apaisés. Un accord rapidement accepté, aux termes duquel M. Le Guen s'engage à ne plus diffuser l'affiche litigieuse.

LAURENT GREILSAMER.

La présidence de la région Franche-Comté

L'accord entre la majorité et le Front national permet l'élection de M. Chantelat (UDF)

M. Pierre Chantelat, député (UDF-PR) de la Haute-Saône et maire de Vesoul, a été élu dès le premier tour, le jeudi 14 avril, président du conseil régional de Franche-Comté, en remplacement de M. Edgar Faure, décédé le 30 mars. Premier vice-président de l'assemblée régionale, M. Chantelat a obtenu 23 voix (UDF, RPR, divers droite et FN) contre 18 à M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort et 2 à M. Gilbert Carrez (PCF), adjoint au maire de Besançon (Doubs). Les conditions de l'accord politique qui a permis cette nouvelle alliance régionale entre la droite et l'extrême droite (la négociation portait sur la troisième vice-présidence de cette assemblée) n'étaient pas encore connues jeudi en fin de matinée.

[Né le 20 septembre 1923, à Besançon (Doubs), M. Pierre Chantelat, pharmacien, devient en 1973 le suppléant de M. Pierre Vitter, député (RI) de la première circonscription de la Haute-Saône (Vesoul). Aux élections législatives de 1978, ce dernier ne se représente pas, ce qui permet à M. Chantelat d'occuper son siège à l'assemblée nationale. Il renonce à briguer un nouveau mandat de député en 1981, après la victoire de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle, abandonnant son siège à M. Christian Bergelin (RPR). En 1986, il figure en troisième position sur la liste d'union de l'opposition conduite par ce dernier, liste qui obtient deux sièges. M. Chantelat retrouve néanmoins les bancs du Palais Bourbon à la suite de la nomination de M. Bergelin au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports du gouvernement de M. Jacques Chirac.

Maire de Vesoul (Haute-Saône) depuis 1977, M. Chantelat est conseiller général de Vesoul-Ouest depuis 1985. Il conduit la liste d'union de l'opposition aux élections régionales de 1986 et occupe, depuis lors, la première vice-présidence du conseil régional de Franche-Comté.]

A B C D F G H

Sur le vif

SPE (suite)

Je suis un peu découragée, là, aujourd'hui. Un peu tourneboulée, aussi. Je ne sais plus quoi penser. J'ai trois dépêches sous les yeux. Je vous les donne dans le désordre.

C'est un bébé, une adorable fillette de six mois, Marie-Ange. Elle vient d'entrer à l'hôpital de Cambrai. Pourquoi ? Oh ! rien ! Son papa, un alcolo, il a le vin mauvais, la caressait à coups de trique, à coups de pied, à coups de poing. Elle a le bras cassé et la tête en bouillie. Triste ? Oui. Banal ? Non. Ecoutez la suite : si la gamine arrive à s'en sortir, c'est parce que les voisins ont prévenu les flics. Cas rarissime, pour ne pas dire unique. D'habitude, on laisse hurler, on laisse crever les enfants martyrs.

C'est la SPA. Elle a demandé aux différents candidats ce qu'ils comptaient faire pour la protection des animaux. Ils y sont tous allés de leurs programmes : vaccins, tatouages, refuges, lutte contre toute forme de cruauté, projets de loi à la clé.

C'est une entreprise de vente par correspondance à Francfort. Elle propose à des familles adoptives des gosses achetés à bas prix dans les pays pauvres. Un petit Cambodgien revient à 50 000 F. Un petit Libanais coûte près du double. Et pour un petit Blanc d'origine allemande, faut compter dans les 15 briques. C'est cher, mais, bon, il y a des frais, because les intermédiaires. Livraison rapide et service après vente garanti. Si le nourrisson est défectueux, on peut le renvoyer à l'expéditeur.

Qu'est-ce que vous en dites ? Rien. C'est ça qui me terrifie, c'est votre silence. Chaque fois que je vous parle de pipi de chat ou de crottes de chien, vous réagissez au quart de tour. Dès qu'il s'agit d'enfants battus, enlevés, séquestrés, torturés, vous me laissez tomber avec un sourire excédé. Elle va pas encore nous emmerder avec ses histoires de SPE et de ministère pour les droits de l'enfant ! Tiens, à propos, c'est quoi, exactement, les mesures humanitaires et sociales prévues par son Mimi et son Jacquot en faveur de nos pauvres petits toutous adorés ? Elle aurait pu le préciser. Si tu lui écrivais pour l'engueuler.

CLAUDE SARRAUTE.

Déjà inculpé dans l'affaire de la rue de Mogador

Le CRS Gilles Burgos fait l'objet d'une nouvelle plainte

Le CRS Gilles Burgos, gardien de la paix des compagnies républicaines de sécurité, déjà inculpé dans l'affaire de la rue de Mogador, à Paris, a été suspendu mercredi 13 avril par M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Cette mesure intervient après une agression commise mardi 12 avril contre un restaurateur de Vélizy (Yvelines).

Ce soir-là, Gilles Burgos fêtait avec des camarades sa toute récente mutation à la CRS de Toulouse. Au moment de régler l'addition, un différend est survenu entre les convives et le patron de l'établissement ; Gilles Burgos s'est alors saisi d'une bombe lacrymogène et en a vidé le contenu sur le restaurateur, lequel a porté plainte. Le lendemain, le CRS irascible était interpellé et placé en garde à vue. Il a été présenté au parquet de Versailles, jeudi 14 avril, et laissé en liberté. Il sera convoqué par le tribunal correctionnel dans un délai inférieur à deux mois, selon la procédure, du « *rendez-vous judiciaire* ».

Gilles Burgos s'était fait connaître lorsque, CRS de Marseille en mission de sécurité générale, à Paris, il avait tué dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, rue de Mogador, le jeune Loïc Lefèvre qui tentait d'échapper à un contrôle de police. Inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, le policier, défendu par Me Henri Garaud, avocat proche de l'association Légitime défense, avait d'abord soutenu qu'il avait été menacé par sa victime avant de reconnaître que Loïc Lefèvre lui tournait le dos au moment où il avait tiré.

L'affaire, qui intervenait à un moment où le nouveau ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, avait exhorté les policiers à plus de fermeté tout en promettant qu'il les « *couvrirait* », avait provoqué une vive polémique.

Depuis cette affaire, toujours à l'instruction, le CRS Burgos, placé sous contrôle judiciaire, avait été muté à la compagnie de Vélizy, près de Paris. Il venait d'être affecté à Toulouse dans le cadre d'un mouvement annuel.

Réforme du Loto sportif

Le président de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), M. Jean-Pierre Teyssier, devait présenter, le jeudi 14 avril, la réforme du Loto sportif, qui sera mise en œuvre en juillet prochain. Pour enrayer la baisse des paris (2,5 millions de bulletins validés par semaine, contre 7,5 millions en 1985), la grille serait ramenée de seize à treize matches, la totalité des gains possibles serait répartie à chaque tirage quel que soit le rang des gagnants, les numéros de la chance seraient supprimés. Enfin, le montant des enjeux (actuellement de 5 à 1 080 F par grille) pourrait être modifié.

● **Trafic SNCF réduit sur la banlieue de Paris-Nord.** – Le trafic *n'était assuré qu'à moitié de la normale* le jeudi 14 avril au matin sur le réseau de banlieue de Paris-Nord, a indiqué la direction de la SNCF. Les perturbations ont commencé le mercredi 13 avril avec le déclenchement d'une grève sans préavis des agents d'accompagnement des trains, à l'appel de la CGT, à la suite d'une sanction prise contre l'un d'eux.

● **Canal Plus et la Cinq entrent dans le capital de Médiamétrie.** – La Cinq et Canal Plus viennent d'entrer dans le capital de Médiamétrie, société d'études d'audience télévisée. Ce capital est donc maintenant réparti entre les diffuseurs (35 % entre cinq chaînes, à l'exception de M 6), les publicitaires (35 %) et les autres (radios nationales sauf RTL, INA et dirigeants de Médiamétrie).

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1988 a été tiré à 504 499 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 avril

Expectative

Dans l'attente de la publication à 14 h 30 du montant du déficit commercial américain de février, les investisseurs demeuraient prudents. En fin de matinée, l'indicateur de tendance progressaient de + 0,63 %. Hachette emmenait les hausses (+ 7,4 %) après l'annonce de son nouvel investissement américain. Les cotations ont même été pendant quelques instants suspendues en raison d'un décalage trop important des cours. Venaient ensuite Alspi (+ 6,8 %), Merlin Gertin (+ 5,1 %), SFIM (+ 4,6 %) et Eurafrance (+ 3,7 %). En baisse on notait Sodexho (– 6,9 %), CFI (– 3,4 %), Sogérap (– 1,7 %)